

سكنا في الامم

Climat tendu en Italie

Ultimes négociations
pour éviter la crise

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algerie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ;
Canada, 50 c. ; Espagne, 25 pes. ; France, 1 fr. ; Grèce, 100 dr. ;
Irlande, 10 sh. ; Italie, 1.000 L. ; Japon, 100 y. ;
Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ;
Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 32

5, rue des Trévins

75017 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 6207-23 Paris

Téléc. Paris 26 69 67 73

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Kissinger en Afrique

Abordant son premier voyage en Afrique, M. Kissinger a assuré jeudi, dans un esprit ouvert et avec quelques idées concrètes, que M. Kissinger sait qu'il n'a pas la tâche facile. Certes, des sept capitales qu'il visite, une seule, Dar-es-Salaam, abrite un régime « progressiste ». Toutes ont pourtant enregistré la considérable perte de prestige que l'issue de l'affaire anglo-afrique inflige aux États-Unis. Des États aussi importants que le Nigeria ou la Côte-d'Ivoire auraient même décliné l'honneur d'une escale, ce qui est bien peu flatteur pour le chef de la diplomatie du plus puissant pays de la planète. Les contacts avec l'Afrique francophone se limiteront à Kinshasa et à Dakar.

Pour enfin amener M. Kissinger sur le continent noir, il aura fallu que douze mille Cubains encore présents en Angola inquiètent sérieusement Washington au moment où les régimes minoritaires blancs d'Afrique australe sentent approcher l'épreuve. Sans ces bouleversements, la politique africaine du département d'État fut sans doute demeurée l'affaire de quelques spécialistes et un souci mineur pour l'homme des « nouvelles » et des « nouvelles ».

Devenue à son tour zone de tempêtes, l'Afrique justifie désormais l'élaboration d'une politique à long terme. Mais M. Kissinger veut poser prudemment les fondements.

Le principe fondamental ne peut en être que l'État souverain de droit, que la reconnaissance des droits à accéder au pouvoir des majorités africaines, encore maintenues sous tutelle à Salisbury, Pretoria ou Windhoek. La Rhodesie, où les Blancs s'obstinent à vouloir à tout prix leur loi à des Noirs vingt fois plus nombreux, la Namibie, dont l'Afrique du Sud dispose, au mépris des résolutions de l'ONU, sont pour l'homme américain les deux grands obstacles à la mise en œuvre de sa politique. Dans lequel les États-Unis portent une lourde part de responsabilité. Signataire en 1970 d'un mémorandum où il recommandait au président Nixon d'assouplir les relations économiques et les ventes d'armes à Pretoria, et de mieux traiter les colons rebelles de Rhodesie, M. Kissinger a, en ce domaine, beaucoup à se faire pardonner. D'autant que la République Sud-Africaine, odieuse à des degrés divers à tous ses interlocuteurs, a vu sa part, dans les investissements privés américains au sud du Sahara, passer de 38 % en 1972 à 36 % en 1974, et bénéficie encore de plus de la moitié de l'aide économique de Washington dans la région.

S'il veut disposer avec quelques chances de succès au camp socialiste les sympathies africaines, le secrétaire d'État devra ne plus passer désormais pour le suppôt de M. Vostok ou, selon la formule du maréchal Ali Amin Dada, président de l'OUA, pour le « pire ennemi de l'Afrique libre ». Outre les bonnes paroles qu'il a déjà prodiguées aux majorités opprimées, et le soutien proclamé à la négociation et à un règlement pacifique en Rhodesie, M. Kissinger est tenu de démontrer que le continent n'est plus divisé entre une Afrique blanche, traitée avec prédilection et égards, et des États sous-développés, aliés avec une condescendance laudative.

Pour créer un nouveau climat de confiance et rallier ses interlocuteurs au principe de « non-ingérence des superpuissances en Afrique », seul moyen, à ses yeux, de stopper la progression soviétique, M. Kissinger dispose de moyens d'action non négligeables. Seuls les États-Unis sont en mesure, du fait de leur poids économique et de leurs liens traditionnels, d'amener à composition les colons attardés de Salisbury et les chameaux sud-africains de l'apartheid.

Même si, à court terme, des promesses de crédit et de fournitures d'armes peuvent lui et lui gagner à Washington des sympathies, une véritable politique africaine n'a de chances de succès qu'en levant les graves risques de conflit racial planant sur l'Afrique australe.

M. Giscard d'Estaing annonce pour la mi-juin la « description détaillée » de ses objectifs

M. Giscard d'Estaing a notamment déclaré, au cours de sa « réunion de presse » du jeudi 22 avril : « Je rendrai publique dans la première quinzaine de juin la description détaillée des objectifs que je poursuis concernant la transformation économique et sociale de la société française. »

Dans les milieux politiques, les formations appartenant à la majorité font état de leur satisfaction, soit en raison de la fermeté du ton employé par M. Giscard d'Estaing dans certains domaines (l'université, notamment), soit à cause de son intention clairement contraindre de poursuivre les réformes. Mais les partis de gauche n'ont pas été convaincus, et leurs réactions confirment leur hostilité à sa politique et à ses analyses.

De même, les syndicats sont hostiles ou réservés. La C.G.T. juge le président de la République « très loin des réalités ». La

C.F.D.T. estime qu'il n'y a pas de consensus possible actuellement. F.O. encourage le gouvernement à « réprimer les agissements spéculatifs », et la C.G.C. l'invite à préciser l'objectif du voyage qu'il propose.

M. Giscard d'Estaing a affirmé que l'« événement » le plus important était la reprise de l'activité qui, selon lui, retrouvera son plus haut niveau à la fin du premier semestre, et à laquelle la prochaine taxation des plus-values d'opération de justice fiscale.

La volonté du président de maintenir la réforme du second cycle universitaire est critiquée sévèrement par les syndicats d'enseignants et d'étudiants et risque de renforcer la détermination des comités de grève qui organisent ce vendredi 23 avril, à Paris, une manifestation « centrale » à laquelle doivent participer des étudiants de province.

Sûr de lui-même et de l'avenir

Apparemment convaincu de l'erreur qu'il avait commise en demeurant silencieux pendant plus de quatre mois (du 4 décembre 1975 au 24 mars 1976) et visiblement persuadé que la reprise de l'activité économique lui permettrait désormais de se montrer moins rarement et en position de force, M. Valéry Giscard d'Estaing a annoncé jeudi son intention de s'entretenir plus fréquemment et selon un « rythme régulier » avec les journalistes.

Sans attendre le premier des rendez-vous ainsi annoncés pour manifester son optimisme, il s'est montré tout au long de sa quatrième « réunion de presse », à la fois plus serein et plus maître de lui-même qu'on ne l'avait vu à la télévision le 24 mars et même le 13 avril. Il est tout à fait significatif que, dès son exposé liminaire, il ait situé dans une perspective de durée — « je suis en fonction jusqu'en 1981 » — ses deux « intentions » fondamentales : « conduire la France vers une démocratie réfléchie et participative » et faire en sorte qu'elle se place « dans le groupe de tête des pays de dimension moyenne ».

Un homme « réfléchi » peut être également habile, voire rusé, et le chef de l'État l'a démontré à deux reprises.

Comme il s'exprimait au terme d'une période de près d'un mois au cours de laquelle la reprise en main et la coordination de la majorité présidentielle avaient eu la vedette, il était normal qu'on lui demandât s'il parlait plutôt en

tant que « président de tous les Français » ou plutôt en tant que chef de la majorité. Je suis l'un et l'autre, a-t-il répondu en substance, et j'entends faire preuve de « modération dans l'expression » dans l'un et l'autre de ces deux rôles. C'était à vrai dire esquiver.

Comme on lui demandait d'autre part ce qu'il ferait au cas où l'opposition de gauche sortirait victorieuse des élections législatives printempiales 1978, M. Giscard d'Estaing a superbement répondu : « La réponse figure dans un livre. C'est la Constitution de la République française. » C'était éluder, puisqu'il se trouve que le « livre » en question ne dit rien de précis de ce qu'il adviendrait dans le cas où la majorité législative ne coïnciderait pas avec la majorité présidentielle.

Cette très grave carence a provoqué depuis des années une controverse cent fois relancée mais jamais tranchée, de telle sorte que, en se référant à la Constitution de 1958, le président de la République n'a nullement répondu à la question qui lui était posée. Il a seulement montré clairement son souci de ne pas se compromettre, de se garder les coudes franches, quoi qu'il puisse arriver dans deux ans, étant bien entendu qu'un succès de l'opposition ne lui apparaît pas « comme étant l'hypothèse la plus probable ».

Quant à la volonté du chef de l'État de nous assurer une démocratie « possible », elle a été justifiée par la nécessité absolue d'aboutir à « un certain consensus économique et social », mais contredite par plusieurs des propos que l'on a entendus dans la salle des fêtes de l'Élysée.

Visiblement agacé par l'abus des enquêtes d'opinion (« Je ne fais pas de réunions de presse pour répondre aux questions des sondages », a-t-il déclaré), M. Giscard d'Estaing ne s'est pas seulement attaqué jeudi aux institute de sondages. Il a également repris à son compte les griefs qui avaient été formulés à l'encontre de M. Mitterrand lors de son voyage en Algérie, au mois de février : il a exprimé par de simples préoccupations de « tactique électorale » (quelle est donc la formation qui n'en a pas ?) l'évolution d'un parti communiste qui se distancie de l'U.R.S.S. et répudie le dogme de la dictature du prolétariat tout en demeurant fidèle à celui de la lutte des classes.

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 14.)

AU JOUR LE JOUR

C'ÉTAIT HIER

On pourra dire beaucoup de choses sur cette conférence de presse d'un chef d'État qu'on croyait perdu et que l'on a retrouvé sortant du tunnel avec cette odieuse urgence que lui donne chaque printemps.

Mais ce qu'on ne pourra nier, c'est que M. Giscard d'Estaing est maintenant en aussi bonne forme que M. Chirac.

N'attendant ces deux années où il a coulé pas mal d'eau sous le pont Mirabeau, on se croirait encore en mai 1974. Le lendemain des élections.

BERNARD CHAPUIS.

les GUIDES BLEUS,
best-sellers des vacances,
vous présentent
une nouvelle collection:
guides bleus
at
hachette voir page 6

La croissance française sera plus forte que prévu cette année malgré une stagnation des investissements

La Commission des comptes de la nation s'est réunie vendredi 23 avril au ministère de l'économie et des finances, pour examiner les nouvelles hypothèses gouvernementales de croissance économique. Pour l'année 1976, la plupart des chiffres qui avaient été retenus à la fin de l'année dernière (et annexés au budget de 1976) sont rectifiés en hausse ; les investissements, en revanche, stagnent. Voici les progrès attendus (en volume), tels qu'ils sont maintenant chiffrés : 5 % de production intérieure brute (contre 4,7 % retenus en septembre 1975) ; 12,4 % d'importations (11,5) ; 3,9 % de consommation (2,8), dont 4,1 % pour les ménages (2,3) ; 0,6 % pour les investissements totaux (5,7 %), dont 1,3 % pour les investissements des entreprises (4,5) et 9,9 % pour ceux de l'État (11,6) ; 6,4 % pour les exportations (6).

Le taux d'inflation retenu pour cette année a, lui aussi, été relevé. Il est fixé désormais à 8,5 % entre janvier et décembre, contre 7,5 % retenu il y a six mois, + 8,7 %. En moyenne annuelle (ensemble de 1976 comparé à l'ensemble de 1975), il est fixé à 8,7 % contre 8,2 % lors de l'évaluation de septembre dernier. La hausse prévue du taux de salaire horaire est évaluée à 12,1 % cette année (contre 17,3 % en 1975).

Ces estimations apparaissent encore trop prudentes pour être réalistes. Il est, en effet, probable que la croissance de la production intérieure brute dépassera assez largement les 5 % et avoisnera 6 %. Ce chiffre élevé le VII^e Plan a retenu un taux moyen compris entre 5,5 et 6 % ne doit pas faire illusion. L'économie française repart de très bas, puisque la richesse nationale a diminué de 3 % en valeur réelle l'année dernière. Il se produit actuellement un rattrapage, bon nombre d'entreprises forçant la cadence pour honorer des commandes que des stocks très réduits ne permettent plus de satisfaire rapidement. Ce rattrapage crée une certaine euphorie parmi les industriels qui voient leurs carnets de commandes se regarnir.

Un solide motif d'optimisme. Aucun problème donc jusqu'à la rentrée. Sur la seule lancée actuelle, un taux de croissance de 6 % de la production intérieure

Pour enrayer la chute de la livre

LA BANQUE D'ANGLETERRE SE RÉSIGNE À FAIRE MONTER LE TAUX D'INTÉRÊT
(Lire page 46.)

L'EUROPE DE L'EST ET LA CRISE DU CAPITALISME

La « doctrine Brejzfeldt »

De notre correspondant
MANUEL LUCBERT

Vienne. — Où va le capitalisme ? La « crise générale » qui le secoue l'a-t-elle irrémédiablement atteint dans ses profondeurs ? Quelles issues s'offrent à lui ? La réponse à ces questions est d'une importance primordiale pour le mouvement communiste. Car du diagnostic porté aujourd'hui du malade dépendent pour une large part la stratégie et la tactique de ceux qui se sont donné pour mission — ils ne s'en cachent pas — d'accélérer son éventuelle agonie.

Une récente conférence internationale, réunie du 28 au 29 mars dernier à Berlin — Est, sur le thème : « La classe ouvrière dans le processus révolutionnaire mondial » et dont l'hebdomadaire *Horizont*, proche du ministère est-allemand des affaires étrangères, rend compte dans son dernier numéro (n° 16), permet de mieux situer les interrogations actuelles des idéologues communistes. La rencontre était réservée aux économistes des « pays socialistes ». On aurait été curieux de voir ce qu'aurait donné, dans les circonstances politiques présentes, une confrontation entre théoriciens marxistes français, italiens et soviétiques par exemple.

L'analyse des débats donnée par *Horizont* n'en éclaire pas moins le dilemme auquel font face aujourd'hui les partis communistes de l'Est et de l'Ouest. Elle pourrait très schématiquement se résumer de la façon suivante : la crise que traverse actuellement le capitalisme « n'est pas une crise habituelle », pour reprendre les termes prudents, mais non innocents, employés par M. Brejnev dans son rapport devant le vingt-cinquième congrès. Elle dépasse « en vigueur, en profondeur et en durée », a dit le pro-

dre à l'échelle nationale. Ce processus, selon l'économiste soviétique Galkine, est devenu maintenant « irréversible ».

La question qui, en conséquence, se pose de plus en plus aux partis communistes est de savoir, écrit *Horizont* : « Quelles fonctions auront une superstructure politique supranationale dans l'Europe capitaliste, du point de vue du mouvement ouvrier révolutionnaire ? »

(Lire la suite page 6.)

Dénouant le « cancer » de la bureaucratie suédoise

Bergman s'expatrie

Le metteur en scène suédois Ingmar Bergman, accusé de fraude fiscale, a décidé de rompre définitivement avec la Suède et de s'expatrier. Après de longs et pénibles débats avec le fisc suédois, Bergman avait été victime d'une dépression nerveuse. Ayant déjà quitté Stockholm, il est arrivé mercredi à Paris, mais, selon son attaché de presse, il partirait le semaine prochaine pour les États-Unis.

De notre correspondant

Stockholm. — Bergman n'aurait ni les conférences de presse ni les interviews spectaculaires. Fidèle à ses habitudes, c'est seulement jeudi 22 avril, au lendemain de son départ de Stockholm, qu'il a, dans une lettre au quotidien du soir *Expressen*, il a annoncé son départ de Suède et en a donné les raisons. « Pour travailler », écrit-il, « pour réaliser pleinement mon métier, j'ai besoin d'un minimum de sécurité émotionnelle. Cette sécurité m'étant maintenant enlevée, je me trouve contraint d'aller le chercher ailleurs. » Cette lettre venant d'un homme qui aime son pays, mais dénonce une bureaucratie omnipotente « qui croît comme un cancer galopant », est l'aboutissement de trois mois au fisc suédois.

ALAIN DEBOVE.
(Lire la suite page 11.)

AFRIQUE

AU COURS DE SON VOYAGE EN AFRIQUE

M. Kissinger rencontrerait des nationalistes rhodésiens

De notre correspondant

Washington. — M. Kissinger a tenu, le jeudi 22 avril, une conférence de presse pour présenter son voyage en Afrique, dont le premier objectif, selon lui, est d'établir avec les dirigeants africains des contacts débouchant sur une communauté de vues concernant l'avenir du continent.

Outre les mises en garde contre l'intervention de Moscou et de ses « délégués », le secrétaire d'Etat a insisté sur son appui à la « règle de la majorité », c'est-à-dire pratiquement aux aspirations des Noirs d'Afrique australe. Parant plus spécifiquement de la Rhodesie, il a rappelé que les Etats-Unis favorisent la prise des négociations entre le régime Smith et les nationalistes africains, et estimé que l'application de la règle de la majorité était « possible ».

Il a également laissé prévoir une révision de l'amendement Byrd, grâce auquel les Etats-Unis continuent d'acheter le chrome rhodésien en tournant l'embargo des Nations unies. En outre, tout en soulignant qu'il n'envisageait pas de favoriser la création d'un régime noir de « marionnettes » (black puppet) en Rhodesie, le secrétaire d'Etat a précisé qu'il ne rencontrerait pas les représentants de la minorité blanche. Il s'entretiendrait, en revanche, avec les dirigeants nationalistes rhodésiens.

On estime généralement lui que M. Kissinger aura du mal à concilier ses intentions d'aplanir la politique africaine des Etats-Unis tant qu'il n'aura pas défini

clairement son attitude à l'égard de Pretoria. Cette définition est difficile à établir étant données les positions qu'exposent en faveur du statu quo d'une part le Pentagone, invoquant d'impérieuses raisons stratégiques, d'autre part les trois cents compagnies américaines, dont certaines sont très puissantes comme l'Union Carbide et Westinghouse.

La part de la République Sud-Africaine dans les 3 milliards de dollars d'investissements privés américains au sud du Sahara est passée de 38 % en 1972 à 58 % en 1974, et plus de la moitié de l'aide économique attribuée à cette partie de l'Afrique va à Pretoria. Bref, on s'attend que les dirigeants africains demanderont que le gouvernement américain prove par des faits et non par des paroles qu'il entend accorder à l'Afrique noire un appui économique et politique.

Henri Pierre.

● Amnesty International a demandé, jeudi 22 avril, au gouvernement britannique d'intervenir auprès des autorités de Salisbury pour mettre fin à l'application de la peine de mort en Rhodesie. Dans un communiqué diffusé à Londres, l'organisation privée d'aide aux prisonniers politiques déclare que la peine de mort est appliquée de plus en plus fréquemment en Rhodesie, où soixante personnes ont été exécutées depuis novembre 1965. — (A.F.P.)

Afrique du Sud

Répliquant à un violent discours

M. Vorster demande au chef de l'Etat zambien de « ne pas trop tirer sur la corde »

Correspondance

Le Cap. — Le premier ministre, M. Vorster, a démenti le jeudi 22 avril, devant le Parlement, les informations publiées jeudi même par le Times de Londres, et selon lesquelles l'Afrique du Sud aurait décidé de ne plus accorder aucune assistance militaire à la Rhodesie. Il a également démenti avoir reconnu il y a un mois, comme l'assurait le quotidien britannique, le ministre de la défense rhodésien pour lui signifier cette décision. « Je suis pas disposé », a déclaré M. Vorster, « à faire la moindre déclaration sur ce que nous donnons ou ne donnons pas à la Rhodesie. L'article incorrect du Times

porte un sérieux préjudice aux relations internationales. Le premier ministre s'en est également plaint aux informations publiées sur des spéculations ou constituant des bulles d'essai ».

A propos du discours du président Kaunda de Zambie, qui — à Maputo — a attaqué vivement Salisbury, Pretoria et l'ensemble de l'ouverture d'un « troisième front » contre le régime rhodésien (Le Monde du 23 avril), M. Vorster a assuré que, « en signe de bonne volonté et pour marquer son appréciation des relations passées », de M. Kaunda, il lui demandait seulement de « ne pas trop tirer sur la corde ». Enfin, M. Vorster a rappelé que « l'assassinat d'innocents, de femmes et d'enfants est un procédé barbare et méprisable, et peut être dangereux pour ceux qui le pratiquent ou l'encouragent ».

« J'espère », a-t-il ajouté, que les gens qui exercent un contrôle sur ces activités reviendront à la raison. Je peux dire, sans crainte d'être contredit, que mon gouvernement et moi-même poursuivons notre recherche de la paix et que nous faisons des progrès en dépit de quelques revers ».

« Je n'ai pas de carte de travail. Ainsi je vis avec des enfants ayant comme ressource 1457 francs par mois des allocations familiales ».

Mme Gienaga, dont le mari n'a pas pu obtenir le droit d'asile en France, a écrit, sous l'indigence, au président de la République, parce qu'elle, ajoute-t-elle, « personne dans ma situation ne peut survivre avec toutes les difficultés que je rencontre ».

CORRESPONDANCE

Asile sans ressources

Depuis juillet 1972, réfugiée en France avec ses enfants, Mme Marie Gienaga, épouse de l'ancien vice-premier ministre du gouvernement de Patrice Lumumba au Congo de 1960 à 1962, nous a adressé une longue lettre dans laquelle elle nous fait part de sa détresse matérielle en ces termes : « Je n'ai pas de carte de travail. Ainsi je vis avec des enfants ayant comme ressource 1457 francs par mois des allocations familiales ».

Mme Gienaga, dont le mari n'a pas pu obtenir le droit d'asile en France, a écrit, sous l'indigence, au président de la République, parce qu'elle, ajoute-t-elle, « personne dans ma situation ne peut survivre avec toutes les difficultés que je rencontre ».

la fin du libéralisme ?

THOMAS MOLNAR
LE SOCIALISME
SANS VISAGEl'avènement
du tiers modèle

102 pages 35 F

puf

Tunisie
La peine capitale a été requise
contre les trois membres du commando libyen

De notre correspondante

Tunis. — La peine capitale a été requise, jeudi 22 avril, contre les trois membres du commando libyen, jugés à Tunis par la Cour de sûreté de l'Etat. Le ministère public a estimé que le passage illégal de la frontière avec un faux passeport, l'entrainement au maintien des armes libyres au commando au siège de l'ambassade de Libye à Tunis, le plan d'attaque du domicile du premier ministre, M. Hedi Nour, et jusqu'à la date et l'heure fixées pour son enlèvement (un assassinat, en cas de « difficultés »), constitueraient un commencement d'exécution de l'acte d'attentat à la sûreté de l'Etat. Les avocats, eux, ont plaidé l'acquiescement.

M. Mohamed Ali Nael, longuement interrogé, le 22 avril, avait donné l'impression d'être le « politique » du groupe. Formé dans des camps d'entraînement en Syrie, rapatrié en Libye après avoir été condamné à mort par l'O.L.B. pour « tentative de rébellion contre le commandement », il s'est défendu avec un mélange de naïveté apparente et de ruse. « Je suis opposant au régime libyen. Je voulais semer le désordre pour provoquer une réaction internationale, mon plan était purement imaginatif », a-t-il déclaré. Les deux autres accusés, M. Séchir Hamad Khefifa et Mohamed Abdelkader Nacour, sont apparus comme des exécutants, attirés dans ce mauvais coup par « le désir de consigner par écrit le projet de rébellion ». Ils ont affirmé avoir tout ignoré au départ du projet d'enlèvement du premier ministre.

Les observateurs avaient été frappés par le rôle actif de l'ambassadeur de Tunisie à Paris, et par le fait que l'ordre de mission venait d'être signé par le ministre spécial dépendant directement du colonel Kadhafi. M. Khefifa, commis d'office à la défense de l'accusé principal, s'est d'ailleurs étonné que l'on n'ait pas songé à juger par contumace les deux véritables chefs du commando, deux officiers libyens auxquels Nael, ainsi

que les diplomates en poste à Tunis, rendaient des comptes.

De son côté, l'avocat général a prononcé une grande partie de son réquisitoire à l'adresse du président libyen, soulignant sa complicité à accueillir les opposants au régime tunisien, et même des criminels de droit commun, et rappelant les discours dans lesquels M. Kadhafi avait ouvertement exposé son intention d'« acheter un régime moribond ». « Kadhafi est la honte de la nation arabe », s'est encore écrié l'avocat général.

L'audience du 23 avril devait être consacrée à la fin des plaidoiries, puis la Cour devait entrer en délibération.

MANUELE PEYROL.

La réunion afro-arabe de Dakar
n'a pas permis d'aplanir les divergences

De notre correspondant

Dakar. — M. Abdou Dion, premier ministre du Sénégal, a été le jeudi matin 22 avril, les travaux de la première conférence des ministres africains et arabes des affaires étrangères, que le président Senghor avait ouvert lundi (Le Monde du 21 avril).

Si cette conférence marque incontestablement une étape importante dans le renforcement de la coopération afro-arabique, il n'est pas possible de parler de réel succès. Les participants ne se sont, en effet, réunis que deux fois en séance plénière, au début et à la fin de ces assises. Tout le reste du temps a dû être consacré à des réunions séparées des groupes africain et arabe, afin d'harmoniser la vue de la position souvent passablement divergente à l'intérieur de chaque groupe, en particulier au sein des ministères des ambassades. Les divergences de vues ont été simplement la navette entre les deux.

Aucun communiqué commun sur le fond n'a pu être élaboré.

Sahara occidental
Le Front Polisario préparerait sa « campagne d'été »

De notre correspondant

Alger. — Depuis quelques jours les milieux politiques algériens évoquent à nouveau la possibilité d'une attaque marocaine contre l'Algérie. Et Moudjahid, le radio algérienne, ont fait écho à ces préoccupations tout au long de la journée du jeudi 22 avril.

Le Front Polisario, qui a été pris, contrairement à ce qui a été annoncé à Rabat (Le Monde du 22 avril), de la part des parties infirmes par « l'Armée de libération populaire saharienne aux forces marocaines » et souligne que la bataille dans ce secteur ne peut que commencer. Elle insiste également sur « l'importance phénoménale des moyens mis en ceu-

vre par l'armée marocaine d'occupation » pour empêcher le Front Polisario de déclencher sa « campagne d'été ».

On estime, écrit Et Moudjahid, « dans les rangs du Front Polisario, que quel que soit le résultat final de ce qui se passe présentement à Guelia-Zemmour, ce qui importe le plus à la révolution saharienne, c'est de faire de la préparation militaire minutieuse et soignée des combattants de la campagne d'été, dont on s'accorde à dire qu'elle sera exceptionnellement importante et décisive ».

La presse de Rabat a laissé entendre que l'armée marocaine affrontait des troupes algériennes et écrit que « Guelia-Zemmour est le dernier réduit algérien ». Il s'agit d'allégations sans fondement, nous ont dit des dirigeants algériens et saharais, tout comme les fausses rumeurs lancées par Rabat depuis quelques mois, qu'il s'agisse de la cession de la base de Mers-el-Kébir aux Soviétiques, de l'annexion en janvier, à Alger, de M. El Ouali, secrétaire général du Front Polisario (que de nombreux journalistes ont pu rencontrer depuis), ou encore de la présence dans les montagnes sahariennes de combattants cubains ou vietnamiens, qu'aucun observateur n'a jamais vus.

Dans les milieux diplomatiques, à l'exception de quelques cabinets, on confirme qu'il s'agit d'assertions absurdes, car des volontaires de ces deux pays seraient perdus au milieu d'un désert, qu'ils ne connaissent pas, inefficaces dans une guérilla qui ne leur est pas familière et en tout cas immédiatement repérés. A la question de savoir si des instructeurs de la Havane ou de Hanoï se formeraient pas discrètement des guérilleros au maniement des armes, les intéressés répondent : « Pourquoi envierait-on des gens de si loin ? Les saharais ont une guérilla qui ne leur est pas familière et en tout cas immédiatement repérés. A la question de savoir si des instructeurs de la Havane ou de Hanoï se formeraient pas discrètement des guérilleros au maniement des armes, les intéressés répondent : « Pourquoi envierait-on des gens de si loin ? Les saharais ont une guérilla qui ne leur est pas familière et en tout cas immédiatement repérés. A la question de savoir si des instructeurs de la Havane ou de Hanoï se formeraient pas discrètement des guérilleros au maniement des armes, les intéressés répondent : « Pourquoi envierait-on des gens de si loin ? Les saharais ont une guérilla qui ne leur est pas familière et en tout cas immédiatement repérés. »

« Pourquoi envierait-on des gens de si loin ? Les saharais ont une guérilla qui ne leur est pas familière et en tout cas immédiatement repérés. A la question de savoir si des instructeurs de la Havane ou de Hanoï se formeraient pas discrètement des guérilleros au maniement des armes, les intéressés répondent : « Pourquoi envierait-on des gens de si loin ? Les saharais ont une guérilla qui ne leur est pas familière et en tout cas immédiatement repérés. »

« Pourquoi envierait-on des gens de si loin ? Les saharais ont une guérilla qui ne leur est pas familière et en tout cas immédiatement repérés. A la question de savoir si des instructeurs de la Havane ou de Hanoï se formeraient pas discrètement des guérilleros au maniement des armes, les intéressés répondent : « Pourquoi envierait-on des gens de si loin ? Les saharais ont une guérilla qui ne leur est pas familière et en tout cas immédiatement repérés. »

PIERRE BIANCHI. PAUL BALTA.

DIPLOMATIE

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
DEMANDE À L'INDONÉSIE DE
RETIRER SES TROUPES DE
TIMOR ORIENTAL

(De notre correspondant.)

Nations unies (New-York). — Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, 22 avril, a demandé à l'Indonésie de retirer ses troupes de Timor oriental, qui, pour l'essentiel, reprend les termes et prolonge la résolution 384 adoptée le 22 décembre par l'Assemblée générale des Nations unies. Cette résolution demandait à tous les Etats de respecter l'intégrité territoriale et le droit à l'autodétermination des Timorais, pour l'Indonésie de retirer ses troupes de Timor oriental et d'invoquer le secrétaire général à prolonger le mandat de l'Assemblée.

Le 22 avril, le Conseil de sécurité a tenu des consultations avec toutes les parties concernées.

Il y a eu deux semaines de tractations serrées pour mettre au point ce texte édulcoré, c'est que la Tanzanie, le Benin et la Suède se sont montrés réticents à l'autodétermination, craignant qu'une formulation trop ambiguë ne faiblisse le principe.

Le texte de l'Indonésie aux Nations unies sur la portée pratique à moyen terme de la résolution qui vient d'être adoptée et les chances de succès de la mission que l'Indonésie a confiée à M. Walidhelu va entreprendre. Du moins, la face de l'Organisation internationale est-elle sauve et le principe de l'autodétermination (dont l'Indonésie et le Front pour l'indépendance de Timor oriental ont fait la devise) est-il sauvegardé. — L. W.

LA JORDANIE ET LA LIBYE
RÉTABLISSANT LEURS
RELATIONS DIPLOMATIQUES

Amman (A.F.P.). — La Jordanie et la Libye ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques, annonce un communiqué publié à Amman jeudi 22 avril.

Les relations entre Amman et Tripoli avaient été rompues en 1971 à la suite des mesures prises par les autorités jordaniennes contre la résistance palestinienne. Le communiqué précise que les deux pays ont pris cette décision « pour unir toutes les potentialités de la nation arabe en face de l'ennemi sioniste et pour se tenir unis face aux tentatives visant à freiner la libération de tous les territoires occupés ».

La visite en France
du ministre
des affaires étrangères
de FinlandeNOUS AVONS LA VOLONTÉ
DE POURSUIVRE LE PROCESSUS
DE DÉTENTE

déclare M. Sorsa

M. Kalevi Sorsa, ministre des affaires étrangères de Finlande, qui est actuellement à Paris de son homologue français, M. Jean Sauvagnargues, a évoqué, jeudi 22 avril dans l'après-midi, avec M. Giscard d'Estaing, les développements de la situation internationale depuis la conférence d'Helsinki.

Au cours de l'entretien qu'il avait eu auparavant avec M. Sauvagnargues, M. Sorsa lui a fait part de sa « préoccupation » au sujet de l'accord de libre-échange entre la Finlande et la C.E.E., en raison du déséquilibre de la balance commerciale finlandaise vis-à-vis de la Communauté.

Répondant, jeudi soir, en français, au toast prononcé par M. Sauvagnargues, qui offrait un dîner en son honneur, il a déclaré que la Finlande tenait à faire œuvre utile par des actions à sa mesure pour faire avancer « l'entente internationale ». Il a qualifié l'acte final de la conférence d'Helsinki de « témoignage de la volonté qui nous anime de poursuivre le processus de détente ».

M. MALRAUX : il n'y a aucune
vocation de Washington pour
la maîtrise du monde.

M. André Malraux, dans une interview accordée au quotidien l'Alsace, de Mulhouse, le 22 avril, déclare notamment :

« Le gouvernement français, ce sont des mandataires, des gérants, et, au fond, le monde est formé de gérants, parce que ce n'est pas la puissance historique, c'est la révolution mondiale à l'heure actuelle. Ce n'est pas vrai que les Américains veulent « assumer » quoi que ce soit... Il n'y a aucune culture historique des Etats-Unis pour la maîtrise du monde ».

« Toutes les autres civilisations qui se sont mises à crever ont crevé dans l'impotence. Si notre civilisation dégringole, elle dégringolera au sommet de la puissance, c'est-à-dire que nous serons en décadence en allant sur la Lune ».

M. TADEUSZ OLECHOWSKI EST
NOMMÉ POUR LA SECONDE
FOIS AMBASSADEUR DE
POLOGNE EN FRANCE.

M. Tadeusz Olechowski a été nommé ambassadeur de Pologne à Paris. Il avait occupé ce poste de 1960 à 1972. Il remplace M. Emil Wojtaszek qui lui avait succédé il y a quatre ans et qui vient d'accepter au poste de l'économie régionale et de l'environnement.

(Né le 10 juin 1926 dans une famille de l'intelligentsia) de Wilno, ancien ministre de la Littérature, M. Olechowski étudia le droit à l'université Jagellon de Cracovie puis suivit les cours de l'académie de commerce de cette ville. En 1953, il fut chef de la mission économique polonaise à Bangkok et un peu plus tard, fut nommé attaché commercial en Birmanie. En 1958, il entra au ministère des affaires étrangères puis fut conseiller technique puis vice-ministre du commerce extérieur avant d'être nommé ambassadeur à Paris en 1960. Le 29 mars 1972, il devint ministre du commerce extérieur et en avril 1974 fut nommé ambassadeur à Paris.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● LA SITUATION AU CAMBODGE a fait l'objet jeudi 22 avril à Londres d'une intervention de M. André Bergeron, secrétaire général de Forces ouvrières, dans le cadre du congrès de la Confédération européenne des syndicats. « Si beaucoup appellent à manifester pour protester contre l'emprisonnement de militants syndicaux ou politiques dans les pays capitalistes, ils ne se rendent pas compte que les phénomènes de répression de Phnom-Penh », a déclaré M. Bergeron. « Le crime, l'oppression, l'emprisonnement, les déportations, les tortures, la mort, ce sont des choses qui se font partout, dans tous les pays, et ce n'est pas la situation au Cambodge qui est la plus grave. »

Éthiopie

● UNE PERSONNE a été tuée et soixante-dix autres blessées, jeudi 22 avril, à Addis-Abeba, au cours d'affrontements entre les artistes et travailleurs du Théâtre national et la police. Les manifestants réclamaient le droit de constituer un syndicat indépendant de travailleurs du spectacle. — (A.F.P.)

Hongrie

● LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER HONGROIS a tenu, jeudi 22 avril, une séance plénière. Il a entendu un rapport sur la situation internationale présenté par M. Gyenes, l'un des secrétaires du comité central, et un rapport sur les premiers résultats du plan économique annuel présenté par un autre secrétaire, M. Nemeth. — (A.F.P.)

Laos

● M. KAYSONE PHOMVITHANE, premier ministre du Laos, a signé, jeudi 22 avril à Moscou, plusieurs accords de coopération scientifique, culturelle et commerciale avec l'U.R.S.S. — (A.F.P.)

Thaïlande

● LE NOUVEAU MINISTRE THAÏLANDAIS DE LA DÉFENSE le général Kris Sivara, est mort vendredi 23 avril à l'hôpital d'une maladie cardiaque. Il était âgé de soixante-deux ans et avait joué un rôle important dans la vie politique du pays. Il fut, jusqu'en octobre, commandant en chef de l'armée. — (Reuters.)

EUROPE

Italie

MM. Berlinguer et Zaccagnini ont eu trois heures d'entretien

Le climat de violence se développe

L'entretien de trois heures que MM. Zaccagnini et Berlinguer ont eu dans un bureau de la Chambre des députés a-t-il permis de déboucher la crise italienne ? La direction communiste et celle de la démocratie chrétienne doivent en discuter, mais déjà on n'attend pas à Rome la poursuite des contacts la semaine prochaine pour essayer d'éviter des élections anticipées.

Le climat politique, alourdi par de nouvelles rumeurs de corruption qui cette fois n'épargnent même plus le président de la République M. Leone,

se trouve encore aggravé par la multiplication des attentats et des enlèvements. L'Italie n'avait pas connu depuis longtemps une telle psychologie de violence. Quant à la situation économique, que l'on soit très mauvaise, elle reste difficile à apprécier exactement. Le dernier chiffre publié à Rome fait état d'une dette publique de 100 milliards de lire, mais la Stampa fait remarquer que le produit national brut atteint 112 000 milliards et que le montant des dépôts dans les banques est au même niveau.

De notre correspondant :

Rome. — Les organes dirigeants des principaux partis politiques se réunissent à Rome, ce vendredi 23 avril, pour faire le point sur la crise la plus longue, la plus compliquée qu'ait connue l'Italie. Tous les regards sont naturellement tournés vers la démocratie chrétienne.

Ayant terminé ses consultations avec les forces de la majorité et de l'opposition, le parti gouvernemental est maintenant contraint de choisir : ou la recherche rapide d'un accord politique qui accorderait au P.C. une place plus grande que prévu ; ou une dissolution des Chambres selon un processus qui reste à établir. Le choix de la démocratie chrétienne est compliqué par trois facteurs : le refus réaffirmé des socialistes de tout compromis ; le nouvel affaiblissement de la lire et la dernière « bombe » de l'affaire Lockheed.

Celle-ci a fait passer le 22 avril une journée au monde politique romain. On venait d'apprendre qu'une personne citée dans le dossier transmis de Washington à la commission d'enquête parlementaire n'était autre qu'un des trois présidents du conseil en exercice au moment de l'affaire. C'est lui qui aurait été à la société américaine le montant des honoraires (120 000 dollars par avion) pour l'achat de quatre Hercules-130.

Les couloirs de la Chambre ont été pris d'une agitation frénétique quand a couru le bruit. Il ne s'agit, disait-on, ni de l'achat président

du conseil, M. Aldo Moro, ni du ministre des affaires étrangères, M. Mariano Rumor, mais du chef de l'Etat en personne, M. Giovanni Leone. Vers midi on parlait de sa démission « qui ouvrirait une crise constitutionnelle venant s'ajouter à la crise politique et monétaire ». Dès 13 heures, certains députés signalaient « des mouvements de troupe ».

Fut-il démenti, aussi formels les uns que les autres, sont tombés sur les téléécrans et les esprits se sont un peu calmés. Au bar de la Chambre, plusieurs parlementaires, membres de la commission d'enquête, se lamentaient sur les procédés des Américains. Ils nous ont envoyé, disaient-ils, un dossier « mal ficelé », imprécis, qui fait peser des soupçons sur tout le monde sans désigner personne. Des trois démentis publiés, seul celui de M. Aldo Moro paraît avoir convaincu une majorité de députés.

La thèse de M. Berlinguer

Ce nouveau coup porté à la démocratie chrétienne n'était pas de nature à faciliter l'entretien de près de trois heures que son secrétaire, M. Benigno Zaccagnini, avait dans une autre partie du bâtiment avec son homologue communiste, M. Enrico Berlinguer. Ce dernier aurait soutenu la thèse suivante : le P.C. est encore prêt à chercher une entente qui éviterait les élections. Il ne réclame pas son entrée au gouvernement ni même une association formelle à la majorité ; mais la « confrontation » parlementaire (autrement dit le dialogue), ne lui suffit plus. Il veut être reconnu comme force essentielle, sans laquelle il n'y a guère de solution.

D'autre part, la démocratie chrétienne doit prouver sa bonne volonté en faisant quelques concessions au parti socialiste sur trois points : avortement, économie et ordre public. Le P.C. accepterait alors de se charger d'une ultime démarche auprès des socialistes. Dans la soirée, nous apprenions de bonne source que M. Berlinguer avait effectivement téléphoné à M. De

Martino pour l'inviter à chercher encore une entente avec la démocratie chrétienne, qui permettrait d'éviter les élections. Le parti gouvernemental est tiraillé entre les dernières avances communistes et sa crainte de favoriser le « compromis historique » ; il est pris, d'autre part, entre le refus socialiste et le danger de se présenter aux électeurs dans d'aussi mauvaises conditions. C'est dire que la réunion de sa direction, ce vendredi, aura des conséquences décisives. « Ce sera la plus importante de l'histoire du parti », fait remarquer en privé une personnalité proche de M. Amintore Fanfani.

Trop de renvoi ont cependant été enregistrés au cours de cette crise pour que l'on ne se méfie pas un peu. L'hypothèse de nouvelles consultations, la semaine prochaine, est d'ailleurs évoquée ici ou là. M. Zaccagnini ne prendrait plus son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des autres partis. On organiserait plutôt une « table ronde » — la première du genre — entre communistes, socialistes et démocrates-chrétiens.

Restent les échéances. Le référendum sur l'avortement est convoqué pour le 13 juin et si l'on veut organiser des élections législatives pour l'annuler, il faut en finir avant le 6 mai. Sans bien sûr si l'accord se réalise sur une nouvelle loi ou du moins sur un simple article qui déclarerait caduques les normes actuelles en matière d'interruption de grossesse. Les socialistes s'y opposeraient, quitte à être isolés. Mais ils ont coupé trop de ponts derrière eux au cours de ces dernières semaines pour pouvoir retourner en arrière sans danger.

ROBERT SOLÉ.

CAPEL habille très-bien les très-très-grands

Méga principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

Représentés par huit députés seulement

Les 2 400 000 Portugais vivant à l'étranger manifestent peu d'intérêt pour les élections

En 1974, selon les estimations effectuées par le secrétariat d'Etat portugais à l'émigration, 2 400 000 citoyens de ce pays résidaient à l'étranger. Chiffre exceptionnellement élevé si on le rapproche d'un autre : à la même date la population totale du Portugal était évaluée à environ 8 300 000 habitants. C'est dire l'im-

portance de cette diaspora portugaise répartie dans plus de cinquante pays du monde, de l'Afrique du Sud (130 000 résidents portugais) au Brésil (620 000), du Canada (138 000) à la République fédérale d'Allemagne (104 000), des Etats-Unis d'Amérique (180 000) et du Venezuela (110 000) à la France (350 000 en 1975).

L'importance de cette population émigrée, parfois depuis plusieurs décennies d'années, ne se traduit probablement guère dans les résultats des élections législatives organisées le 25 avril prochain au Portugal. Car les Portugais d'ailleurs, presque la moitié de la population, ne sont représentés à la Chambre que par huit députés sur deux cent soixante-trois : quatre pour les Portugais du reste du monde. Le chiffre est dérisoire et démontre bien la sous-représentation d'une large fraction de la population.

Ce phénomène explique sans doute le peu d'intérêt que portent à la consultation du 25 avril les 2 400 000 Portugais d'étranger. Là encore les chiffres sont significatifs. Invités à voter par correspondance, et donc à s'inscrire sur les listes électorales établies dans les consulats portugais des différents pays d'accueil, les électeurs de l'étranger n'ont répondu que de façon très partielle à cette invitation. Au 7 mars dernier, date de clôture des inscriptions, on ne comptait, selon les chiffres communiqués par le consulat général du Portugal à Paris, que 105 000 électeurs et existaient des listes d'inscriptions de pays d'émigration, dont 57 000 en Europe et 23 692 en France.

Pourtant, les conditions d'inscription sur les listes électorales ont été assouplies après les élections pour l'Assemblée constituante du 25 avril 1975. Les citoyens portugais émigrés depuis plus de cinq ans peuvent, cette fois, participer au scrutin. Il est vrai que si des campagnes d'information ont été faites par les autorités portugaises — annonces dans les journaux, communications dans les émissions de radio proposées chaque matin en France aux Portugais — réunions au sein de très nombreuses associations (environ quatre cents en France) — ces campagnes sans grands moyens sont restées sans grand effet. D'ailleurs la responsabilité du consulat portugais à Paris, « un tempérament individualiste de l'émigré portugais » ou encore « des raisons très concrètes, très pressantes, comme la fatigue, les lassitudes, de gens qui, après leur travail, ne sont guère disposés à effectuer des démarches de ce genre » ?

Les partis politiques, en outre, n'ont participé qu'avec mollesse à cette campagne électorale « étrangère », puisque de toute façon ses résultats ne changeraient guère la composition de l'Assemblée nationale. En fait, et pour autant que

P. G.

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE ET AUX ETATS-UNIS

(De nos correspondants.)

La campagne pour les élections portugaises en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis — les deux pays qui, avec le Brésil et la France, comptent la plus forte proportion d'émigrés — n'est pas beaucoup plus passionnée. En R.F.A., nous signale Daniel Vernet, vingt mille Portugais seulement se sont fait inscrire. C'est le consulat de Düsseldorf qui a enregistré, à lui seul, près des trois quarts des inscriptions. Les délégués des différents partis ont tenu quelques réunions discrètes, évitant les grands rassemblements.

Aux Etats-Unis, Henri Pierre fait état du même désintérêt. A peine un tiers des Portugais se sont fait inscrire. Il est vrai que les élections américaines ont acquis la nationalité américaine. Dans quelques régions du pays cependant — Californie et Massachusetts notamment — existent des fortes concentrations d'émigrés. Elles ont donc connu une campagne relativement plus animée.

D'après les sondages, ces communautés comptent une majorité de socialistes et moins grand nombre de partisans du P.F.D. Les quelques journaux portugais — six hebdomadaires, dont le plus important est le « Portuguese Times » — donnent beaucoup d'informations sur la campagne électorale et tous déplorent que, en vertu de la nouvelle Constitution, les électeurs portugais d'outre-mer ne puissent participer à l'élection du président de la République en juin. Cette discrimination, estimant-ils, fait d'eux des citoyens de seconde zone.

Un représentant du ministère des affaires étrangères, qui s'est rendu sur les lieux, a annoncé l'ouverture immédiate d'une enquête.

A Porto, d'autre part, le siège du comité de soutien au M.P.L.A. a été détruit par un incendie. La tension, qui a dominé cette campagne électorale, se cristallise ainsi à la veille des élections autour du problème qui a le plus profondément divisé l'opinion publique portugaise : la décolonisation de l'Angola.

JOSÉ REBELO.

Deux personnes sont tuées dans l'attentat contre l'ambassade de Cuba à Lisbonne

De notre correspondant

Lisbonne. — Une violente explosion a complètement détruit l'ambassade de Cuba à Lisbonne, le jeudi 22 avril, à 18 h. 45, tuant deux personnes et en blessant quatre autres.

Il s'agit du plus grave attentat terroriste enregistré au Portugal depuis le 25 avril 1974. Selon le témoignage du concierge de l'immeuble, la charge explosive aurait été placée sur le palier du sixième étage, devant la porte de l'ambassade.

On s'étonne que le nombre des victimes parmi lesquelles la femme d'un conseiller de l'ambassade ne soit pas plus élevé, étant donné l'importance des dégâts. Notre l'ambassade de Cuba, les services de l'ambassade libyenne, une représentation communiste tchécoslovaque ainsi que beaucoup d'autres bureaux appartenant à des entreprises privées sont situés dans cet immeuble.

Dès que l'attentat a été connu, et bien que ses auteurs ne soient pas encore identifiés, des manifestants de gauche se sont concentrés devant l'édifice aux cris de « Mort à la C.I.A. ! » et « A bas le fascisme ! ». Un tract, signé d'un groupe antisystème du quartier, dénonçait « cet exemple de la démocratie que les fascistes du ELP et du M.D.L.P. appuyés par des groupes légaux existent dans notre pays, prétendant nous imposer ». Le passage d'un cortège de voitures, ornées d'affiches du P.F.D., annonçant le meeting du lendemain, a suscité des manifestations de colère, mais la présence d'un contingent de la police de choc a permis d'éviter tout incident.

Un représentant du ministère des affaires étrangères, qui s'est rendu sur les lieux, a annoncé l'ouverture immédiate d'une enquête.

A Porto, d'autre part, le siège du comité de soutien au M.P.L.A. a été détruit par un incendie. La tension, qui a dominé cette campagne électorale, se cristallise ainsi à la veille des élections autour du problème qui a le plus profondément divisé l'opinion publique portugaise : la décolonisation de l'Angola.

Dimanche, toutes les troupes seront consignées dans leurs casernes. L'état de « prévention rigoureuse » ayant été décrété par les autorités militaires. Une autre opérationnelle inter-armes qui dépend de l'état-major de l'armée, assurera le contrôle de toutes les opérations visant à garantir l'exercice du droit de vote.

Puis de sept cents meetings ont eu lieu dans la seule journée de vendredi, tandis que plusieurs groupes politiques qui ne se présentent pas aux élections des électeurs des différents partis ont tenu des réunions publiques. Le Mouvement démocratique portugais, qui avait fait élire cinq députés à l'Assemblée constituante, et le Groupe d'intervention socialiste (G.I.S.), constitué par des dissidents du M.E.S., ont préconisé le « vote utile à gauche ». Dans un communiqué, le G.I.S. a souligné l'importance du parti socialiste, « à la charnière de la vie politique portugaise », considérant qu'il n'y avait pas « de gouvernement viable au Portugal sans que les socialistes y occupent une position déterminante ». Selon le même communiqué, le P.S. ne pourra refuser des alliances à droite qu'à condition d'obtenir la majorité relative aux élections, mais « le milieu d'application d'un programme de gauche par les socialistes ne sera pas possible sans la pression d'un mouvement social qui, au niveau électoral, doit se traduire par un vote significatif pour le P.C.P. ».

De leur côté, les mollets du P.C.P.-M.L. ont fait une analyse radicalement différente. Avant renoncé à se présenter aux élections, ils recommandent à leurs militants de voter pour les listes présentées par l'Alliance ouvrière et paysanne (A.O.P.), violemment hostile au « social-fascisme », c'est-à-dire au parti communiste portugais. Dans la période qui avait précédé le début de la campagne électorale, ces deux fractions maîtresses avaient manifesté leur intention de s'allier au P.F.D. Les socialistes ne donnant plus de garanties suffisantes pour combattre le parti dirigé par M. Cunha.

GRIFFSOLDE DEGRIFFE
LES GRANDS
DU PRÊT-A-PORTER

BOUTIQUE POUR ELLE
1, rue de la plaine (notion)
BOUTIQUE POUR LUI
3, rue de la plaine (notion)

les boutiques
Griffsolde

OFFRE SPECIALE...

valable jusqu'au 15 mai 1976 seulement
UNE ECONOMIE REELLE ET SANS RISQUES

Achetez un terrain sur la COTE D'AZUR. Nous vous offrons la possibilité d'acquiescer jusqu'à 15 %.

LA GALINETTE. Lotissement de 185 parcelles entièrement bâties dans un domaine de 1 300 ha, au village de Saint-Tropez, à la mer et aux îles d'Or. ENTRE HYERES ET LE LAVANDOU, à 30 minutes de SAINT-TROPEZ, exposition sud, golf 18 trous attenant, belle et vaste réserve forestière pour promenade à cheval. Un environnement de nature grandiose et d'horizons sans limites. Prix : de 70 000 à 200 000 F ; surfaces de 1 200 à 3 525 m².

Depuis janvier 1975, les prix ont augmenté d'environ 15 %.

AVANT DE PROCEDER A L'APPLICATION DE NOS NOUVEAUX TARIFS, nous vous faisons une offre exceptionnelle.

1) Le maintien de nos prix de janvier 1975.

2) Un crédit promoteur de 20 % sur deux ans, 8 % d'intérêt, aux conditions suivantes :

a) Vous devez répondre à cette offre avant le 15 mai 1976, par une lettre suivant modèle ci-joint, accompagnée de cette annonce et d'un chèque de 5 000 F à l'ordre de la BANQUE POPULAIRE DU VAR.

b) Vous avez jusqu'au 31 mai 1976 pour venir sur place visiter, choisir votre terrain et confirmer votre réservation et jusqu'au 30 juin 1976 pour passer l'acte notarié de vente.

c) Dans le cas où, après avoir visité les terrains, vous décidez de ne pas donner suite à cette offre, votre dépôt vous sera restitué immédiatement et intégralement par la BANQUE POPULAIRE DU VAR, sur simple demande de votre part.

Pour garantir l'authenticité de cette offre, une liste de prix a été déposée en l'étude de M^{re} BOMMERS, huissier à HYERES.

Les réponses seront classées et traitées par ordre d'arrivée jusqu'à épuisement des terrains disponibles. Une occasion à ne pas manquer. Vous ne la retrouverez probablement plus jamais.

BANQUE POPULAIRE DU VAR

M. le directeur, 36, boulevard de Strasbourg, TOULON

Je vous fais parvenir ci-joint mon chèque de 5 000 F pour répondre à l'offre spéciale de la société Beau-Val, suivant l'annonce ci-jointe.

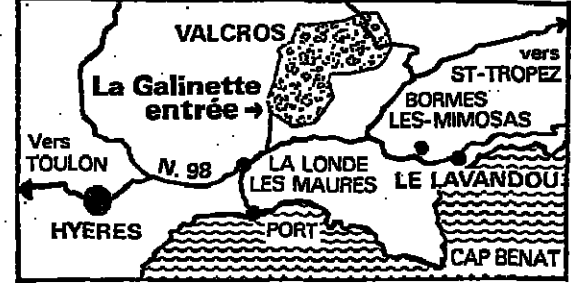
La somme versée est à crédit et un compte bloqué ouvert à mon nom dans vos livres jusqu'à ma décision définitive qui doit intervenir au plus tard le 31 mai 1976.

Dans le cas où je confirmerais mon acceptation de cette offre par un compromis de vente, la somme versée servira d'acompte sur le prix de vente.

Dans le cas où je déciderais de ne pas donner suite à cette offre, la somme versée me sera restituée immédiatement et intégralement sur simple demande de ma part.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente.

Veuillez agréer, M. le directeur, l'expression de mes sentiments distingués.



Ste BEAU-VAL 20, Av. des Îles-d'Or - 83400 - HYERES - Tél. (94) 65.35.28

CAPEL n'a pas peur des plus forts que lui

Méga principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY

85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
61 rue St-Lazare

Sandales, tresses
mou, chevreau de
grand confort
toutes
les pointures
et six largeurs,
du 35 au 48.

Catalogue
gratuit.

SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 8^e

سلافة الامل

EUROPE

LE PORTUGAL DEVANT LES URNES

II. — La droite retrouvée

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

A la veille des élections législatives du 25 avril, les partis politiques portugais s'efforcent de conquérir la masse importante des électeurs encore indécis. Les socialistes espèrent toujours pouvoir gouverner seuls avec l'appui tacite et forcé des communistes. Les résultats des derniers sondages inclinent cependant à penser que des alliances (difficiles) seront nécessaires — à gauche comme à droite — pour trouver une majorité de gouvernement (Le Monde — du 22 avril).

Lisbonne. — M. Sa Carneiro, secrétaire général du parti populaire démocratique, est sans doute l'homme le plus attaqué dans l'actuelle campagne électorale. Son passé politique n'est pourtant pas en cause. Ce jeune avocat catholique avait démissionné avec éclat en janvier 1973 de son mandat de député de Porto, pour ne plus servir de caution à la « dictature démodée » de M. Marcello Caetano. Mais M. Sa Carneiro est aussi l'homme qui osa se proclamer anti-communiste dès l'été 1974 — époque où il n'y avait pas encore grand monde au Portugal pour le faire. M. Sa Carneiro pourrait donc estimer qu'il est protégé sur sa gauche et sur sa droite. La position de son parti sur l'échiquier politique tout comme la stratégie choisie par les autres formations expliquent néanmoins qu'il prenne, en fait, des coups de tous les côtés.

De l'extrême gauche et des communistes d'abord. Le meeting qu'il a imprudemment voulu tenir à Béja, le 10 avril, a donné lieu à des incidents violents et quatre de ses partisans ont été blessés. Même dans le nord du pays où il est originaire et où son parti avait, l'an dernier, réalisé son meilleur score, certaines de ses réunions ont été perturbées par des éléments de gauche.

Pour les communistes, M. Sa Carneiro est un « réactionnaire », au même titre que M. Freitas do Amaral, leader du Centre démocratique et social et qui, lui fut un ami personnel de M. Marcello Caetano. « M. Sa Carneiro a voté la Constitution, c'est vrai, mais il s'apprête à la violer », a assuré, le 20 avril, M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C., devant ses partisans réunis au stade du 1^{er} Mai.

Les socialistes assurent pour leur part ne pas distinguer clairement ce qui sépare le P.P.D. du C.D.S. Ils en veulent pour preuve le fait que tous les éléments de gauche, derrière M. Emilio Guerreiro, ont quitté le P.P.D. au congrès d'Aveiro, en novembre dernier, pour se rapprocher, précisément, du P.S. Ils font enfin remarquer que c'est en vain que M. Sa Carneiro a sollicité auprès des pays européens et scandinaves un label « social-démocrate » qu'il ne ferait aujourd'hui qu'usurper.

Le C.D.S., enfin, sur un ton relativement modéré, reproche à M. Sa Carneiro d'être responsable des maux actuels du Portugal : crise économique, désordre généralisé, rapatriés victimes d'une « décolonisation scandaleuse ». M. Sa Carneiro n'a-t-il pas été plusieurs fois ministre ? N'a-t-il pas voté la Constitution ? Au Centre démocratique et social, on le considère donc comme un « mou », sinon complice des « marxistes » du moins « piégé » par eux. Dans les réunions du C.D.S., son nom est accueilli non par des huées, mais par des rires.

Si le parti populaire démocratique est aussi durement attaqué, c'est bien entendu parce que ses électeurs virtuels sont très convoités tant par le P.S. que par le C.D.S. Certains observateurs estiment d'ailleurs qu'il y a une concordance « objective » entre les projets de société du Centre démocratique et social et ceux du parti socialiste. L'une et l'autre formation comptent des hommes

qui souhaiteraient un Portugal où le parti communiste étant peu à peu laminé, un grand parti conservateur (le C.D.S.) et un grand parti travailliste (le P.S.) pourraient alterner au pouvoir. Dans une interview à l'hebdomadaire *O Tempo*, M. Mario Soares ne déclarait-il pas que le C.D.S. pourrait être « derrière le P.S. naturellement — « la deuxième partie portugaise ». Un responsable du C.D.S. de Braga nous disait, de son côté : « Il n'y a pas de critères pour le P.P.D. au Portugal. Comme le parti libéral anglais, il va peu à peu être absorbé par les conservateurs ».

Attaqué de toutes parts, le parti populaire démocratique réplique. Contre le P.C.P., son réquisitoire est rodé depuis longtemps. Au C.D.S., il rappelle que certains de ses dirigeants ont servi le régime précédent. Il estime aussi que ce parti est « droitier, conservateur » et au fond favorable à l'« économie de marché ». Il accuse le P.S. d'être « marxiste », mais surtout changeant : « dans ses options idéologiques ». Il l'accuse d'être responsable des difficultés économiques actuelles : la présence au ministère de l'économie de M. Salgado Zenha, numéro deux du P.S., donne évidemment du poids à cette charge.

Mais le P.P.D. n'a-t-il pas lui-même deux ministres dans le sixième gouvernement ? N'a-t-il pas eu des représentants dans la plupart des cabinets qui se sont succédés depuis le 25 avril 1974 ? Il se défend d'avoir jamais eu de vraies responsabilités gouvernementales : la réalité du pouvoir, selon lui, a été longtemps exercée par les militaires, puis par l'extrême gauche appuyée sur une fraction de l'armée et par la rue. Aujourd'hui, elle l'est par les socialistes. Le P.P.D., qui est encore membre du gouvernement, se

présente devant les électeurs comme un parti d'opposition. Ironie de l'histoire : c'est exactement ce qu'il reprochait aux communistes avant le 25 novembre dernier.

Les deux grands points du programme du P.P.D. sont « la paix civile » exigée par une population « traumatisée par deux années de luttes politiques incessantes » et « le redressement économique » qui pourrait être obtenu grâce aux réserves d'or du Portugal, en investissant dans certains secteurs-clés, comme le bâtiment, le textile, la mécanique. « Le P.P.D. est partisan d'une économie mixte » où les grandes entreprises resteraient nationalisées — moyennant de justes indemnités — tandis que les firmes petites et moyennes seraient vendues au secteur privé, explique M. De Souza, l'économiste du parti.

Quant à la réforme agraire, on n'en parle guère, sinon pour jurer « mal faite et lente », celle qui a été mise sur pied par le socialiste, M. Lopes Cardoso — avec l'appui initial du P.P.D. M. Sa Carneiro estime que dans le nord du pays, région de petites propriétés, les paysans doivent être invités à s'intégrer volontairement dans un système coopératif.

Dans l'ensemble, la campagne du P.P.D. ne déplace guère les foules. Dans le Sud, sous influence communiste, cela ne saurait étonner. Avoir pu rassembler quelques centaines d'auditeurs à Béja, à Portalegre ou à Elvas, c'est déjà pour le P.P.D. une grande victoire. Mais dans le Nord, où il avait connu un franc succès le 25 avril 1975, on ne se bouscule plus à ses réunions. Au siège du parti, on veut se consoler en expliquant cette relative désaffection par une lassitude générale des citoyens devant « les feux de la politique ».

L'« alternative 76 » du C.D.S.

Les quinze mille personnes réunies dans la soirée du 19 avril aux arènes de Lisbonne à l'appel du Centre démocratique et social ne semblaient pourtant, elles, nullement lassées par les « jeux » politiques. Elles paraissent même en découvrir l'existence avec sorte de plaisir. Et parce que, en matière de grands rassemblements, les électeurs du C.D.S. ont tout à inventer, ils copient, pour l'instant, le cérémonial et les slogans de la gauche. « Ami Galvão, le peuple est avec toi », scandait la foule à l'adresse du général Carlos Galvão de Melo qui la saluait de la tribune.

Portant beau, le sourire avantageux, au menton la cicatrice du

barondeur, l'ancien membre de la Junta de salut national qui succéda à Marcello Caetano, ne manquait aucune des grandes réunions du C.D.S. bien que lui-même soit « candidat indépendant » à l'Assemblée de la République. En fait, il vise beaucoup plus loin que le palais São Bento, qui abriterait les deux cent soixante-trois législateurs portugais. Son objectif, c'est Belem, le palais présidentiel. Il s'y prépare depuis des mois. La foule réunie au Campo-Begueno lui crie : « Général, patience, tu seras à la présidence ». Bien que l'homme soit assez médiocre orateur, le courant passe. Il fait fuir les gouvernements provisoires qui se sont succédés depuis le 28 septembre 1974, la réforme agraire, la décolonisation. Quand il est ques-

tion de l'amiral Rosa Coutinho, ancien gouverneur en Angola et ancien membre (d'extrême gauche) du Conseil de la révolution, la foule hurle : « A mort ». Et le général fait le geste d'enfoncer le poing dans le sol.

La prestation du général Galvão de Melo n'est pourtant pas en accord avec la campagne électorale du C.D.S. que ses dirigeants ont voulu modérée, didactique, en un mot rassurante. A cette apparence de contradiction une explication : la base sociologique du Centre démocratique et social est beaucoup plus conservatrice, voire réactionnaire, que l'équipe dirigeante du parti. Cet officier réputé à poigne rassure une clientèle qui, dans sa majorité, n'a pas encore vraiment admis la chute du salazarisme.

A côté du général, le professeur M. Freitas do Amaral est un brillant juriste. Agé de moins de trente ans, il avait été désigné par Caetano en 1968 pour le remplacer à la chaire de droit administratif de la faculté de Lisbonne. « Qui n'a pas servi l'ancien régime », répond-il, lorsqu'on lui en fait la remarque. M. Freitas do Amaral est sans doute une providence pour les Portugais qui pensent que la chute du fascisme était peut-être inévitable, mais refusent qu'on se lance dans l'édification du socialisme. Intelligent, doué d'une élocution sans chahut, mais convaincante à force de précision, le secrétaire général du C.D.S. a certainement l'effluve d'un leader.

Tous les observateurs s'accordent à penser que son parti peut « faire un malheur » le 25 avril, multipliant par deux ou trois le

pourcentage, il est vrai très faible (7 %) qu'il avait obtenu l'an dernier. Un nombre non négligeable d'électeurs conservateurs, qui avaient donné leurs voix aux socialistes ou au P.P.D. afin de « voter utile » — c'est-à-dire de faire piquer aux communistes — rejoindront sans aucun doute cette année le bercail du C.D.S.

N'ayant jamais été associé à un gouvernement au cours des deux dernières années, il peut en outre espérer recueillir les suffrages des très nombreux mécontents. « Etre l'alternative de 1976 », telle est l'ambition proclamée du C.D.S.

Le C.D.S., qui défend la propriété privée, se déclare ennemi de toute espèce de socialisme — y compris la pseudo-social-démocratie du P.P.D. — et se prononce en faveur d'un « personnalisme » d'inspiration chrétienne. Le C.D.S. est d'ailleurs membre de l'Union européenne des démocraties chrétiennes, au grand dam du parti démocrate-chrétien — l'une des petites formations de droite, avec le parti populaire monarchiste, qui participait à la compétition du 25 avril.

Le C.D.S. serait prêt à envisager une coalition de gouvernement avec le P.P.D. et peut-être avec le P.S. En revanche, un gouvernement P.P.D.-P.S. lui apparaîtrait déjà comme une « formule de gauche ». Certes, les dirigeants du C.D.S. affirment que leur formation n'est pas de droite, mais bien du centre. En cela au moins ils se distinguent de leur base. Il n'est plus rare au Portugal de rencontrer des gens qui se proclament de droite.

P I N

CORRESPONDANCE

La réforme agraire dans l'Alentejo

Une correspondance critiquant certains aspects de la réforme agraire dans l'Alentejo (Le Monde du 15 avril) nous a valu une lettre de M. Michel Drain, chargé de recherches au C.N.R.S., où il est dit notamment :

La réforme agraire apparaît désormais comme la principale conquête de la révolution portugaise ; elle n'a pas entraîné d'effusion de sang ni même de baisse de production, n'a pas été invitée à résorber, en partie, le chômage chronique des campagnes méridionales. Aux yeux de ses adversaires, ces mérites sont des taxes et, à l'approche des élections législatives du 25 avril, la campagne de dénigrement s'est amplifiée.

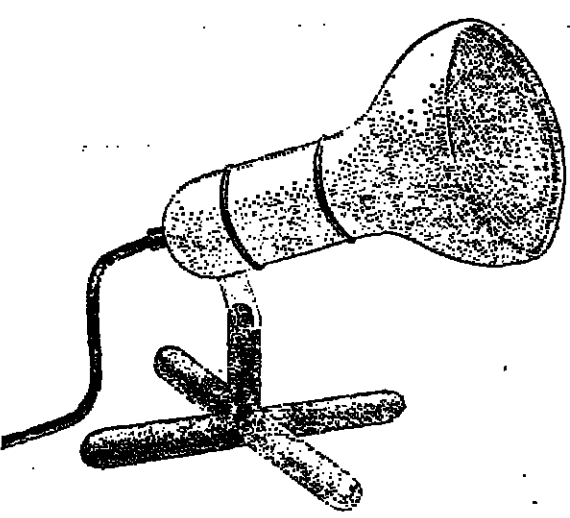
En mettant en balance le produit agricole brut de l'Alentejo d'un côté tandis qu'il place de l'autre les dépenses salariales qui incombent à l'Etat dans les coopératives, votre correspondant fait apparaître un déficit du budget sans implémenter pour le moment. Lors d'un débat télévisé, le 4 mars dernier, ce procédé sommaire avait eu droit de cité. Les protagonistes étaient alors le ministre de l'Agriculture, Lopes Cardoso, et le représentant des patrons, Manuel Casqueiro, auxquels votre correspondant emprunte d'ailleurs ses estimations chiffrées. A usage interne, le but recherché était de dresser em-

ployés des villes et petits paysans contre les travailleurs agricoles de l'Alentejo ; à cet égard, le moyen est efficace.

La réalité est bien différente. Les sommes versées aux ouvriers agricoles constituent un prêt consenti par les banques et portant un intérêt de 6,5 % l'an. Son montant global, de l'ordre de 6 millions de contos selon les travailleurs agricoles (leur représentant n'avait pas été invité à l'émission déjà citée), ne représente guère plus du double des crédits de campagne consentis aux entrepreneurs portugais en 1970 par les banques privées. Pourquoi des avances qui étaient accordées aux grands entrepreneurs sous la dictature ne le seraient-elles pas aux travailleurs en démocratie ? D'autant plus que les exigences des travailleurs sont singulièrement modestes : l'équivalent de 800 F par mois pour les hommes et de 600 F pour les femmes. D'autant plus encore que le gouvernement évite ainsi les lourdes charges de la lutte contre le chômage qui, même sous la forme dérisoire d'ateliers de charité, obéissent lourdement les finances de l'Etat de Salazar.

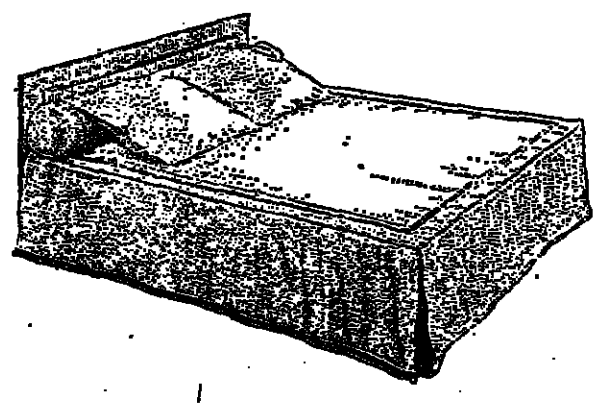
En fait, s'il faut s'étonner, c'est bien de la scandaleuse insuffisance des moyens de l'Etat agraire pour soutenir la réforme

Chez Mazda Lita, il y a des spots d'éclairage aux couleurs Harmonic, assorties aux lits Harmonic d'Epéda.



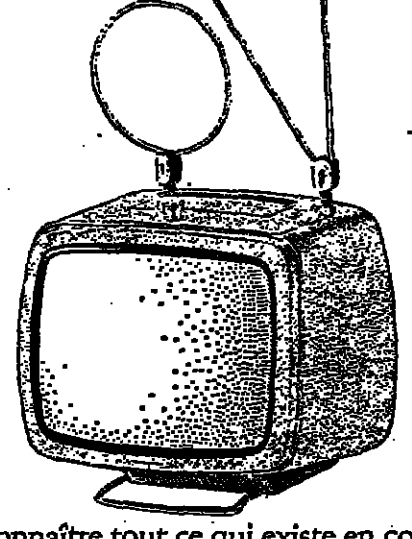
Et toutes ces marques font aussi leurs produits aux couleurs Harmonic : Allibert, Corona, Epéda, Gien, Jacob Delafon, Chappée, Le Creuset, Mazda-Lita, Polyre, Schneider, Scholtès, Tapisift. Pour connaître tout ce qui existe en couleurs Harmonic, écrivez au Rond Point Harmonic, 57 avenue Montaigne, Paris 8^e. Ou passez-y.

Chez Epéda, il y a des lits aux couleurs Harmonic, assortis aux Téléviseurs Harmonic de Schneider.



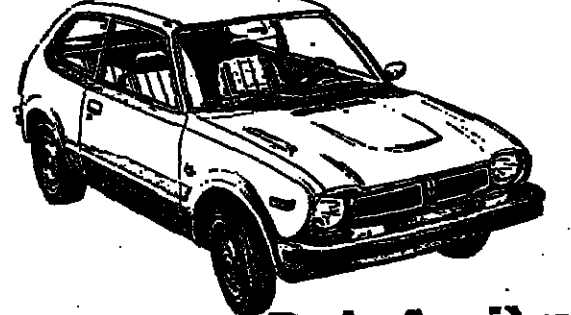
Pour connaître tout ce qui existe en couleurs Harmonic, écrivez au Rond Point Harmonic, 57 avenue Montaigne, Paris 8^e. Ou passez-y.

Chez Schneider, il y a des téléviseurs aux couleurs Harmonic, assortis aux spots d'éclairage de Mazda-Lita.



Pour connaître tout ce qui existe en couleurs Harmonic, écrivez au Rond Point Harmonic, 57 avenue Montaigne, Paris 8^e. Ou passez-y.

Un nouveau concessionnaire HONDA



Les Garages Paris-Asnières Après l'avoir essayé, testée, maîtrisée, démontée, cette Honda Civic dont on commence à tant parler les Garages Paris-Asnières ont été conquis. Et ils ont, tout naturellement, décidé de la proposer à leur clientèle, ajoutant l'enseignement Honda automobiles à celles déjà prestigieuses (s'il en est) qu'ils possèdent. Voilà donc un concessionnaire de plus pour Honda. Et quel concessionnaire ! 11, av. de la Porte-d'Asnières - Paris 17^e - Tél. 754.44.66

MEME SI VOUS MESUREZ 2 M.

NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER
IMPER
COSTUMES
JEANS
CHEMISES
PULLS

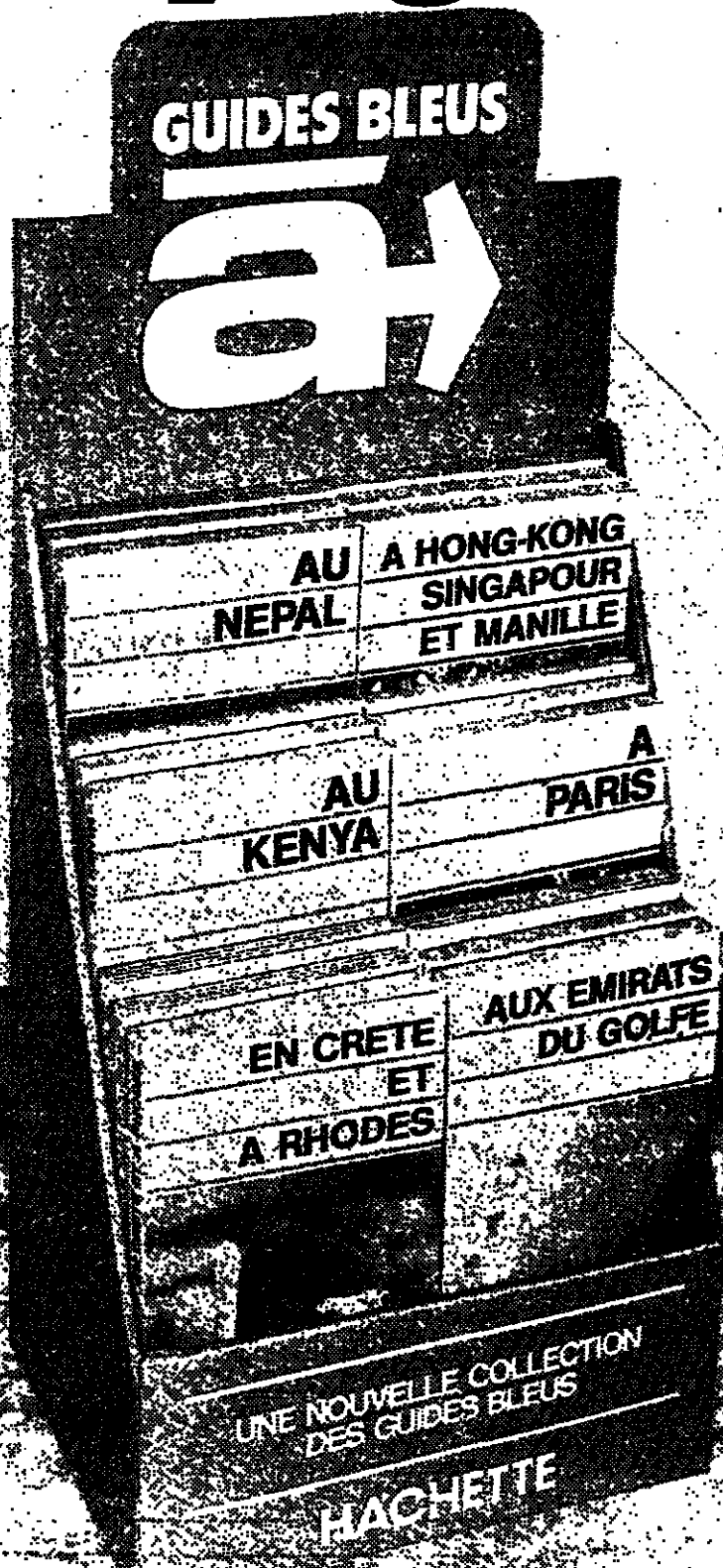
berdu

79, av. des Ternes - 75017 Paris
tél. : 380.35.13 - Parking gratuit



ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

les "beaux voyages"



guides bleus

L'actualité, la vie, les problèmes de l'époque.
L'histoire, la civilisation, les arts.
La pratique du voyage : évocation et atmosphère.
Les goûts et les usages, le climat humain.
Le gîte et la table, les transports.
Les boutiques, les marchés, les distractions.
Les conseils qui rendent (vraiment) service.
Les promenades et les excursions, le cadre naturel.
Le fonds culturel que vous devez connaître (monuments et musées).

guides bleus

Un style direct.
Une simplicité constante avec le lecteur.
Des cartes, des plans, des photos.

liste des titres

DÉJÀ PARUS :
A VENISE
AUX BALEARES
A JAVA ET A BALI
EN THAILANDE ET AU LAOS
A MARRAKECH ET DANS LE SUD MAROCAIN
A CEYLAN ET AUX MALDIVES
AU QUÉBEC
A PARIS
AU NEPAL
AU KENYA
A HONG-KONG, SINGAPOUR ET MANILLE

A PARAÎTRE avant l'été 1976
AUX EMIRATS DU GOLFE
A RIO ET AU BRÉSIL
EN CRÈTE ET A RHODES
A LA RÉUNION, A L'ÎLE MAURICE ET AUX SEYCHELLES

autres productions

le GUIDE de ROUTARD les Guides en Jeans
pour tous ceux qui ne se contentent pas de rêver l'aventure, mais qui ont choisi de la vivre !
les nouveaux regards sont là !
EUROPE - AFRIQUE - AMÉRIQUE (du nord et centrale)
AMÉRIQUE (du sud) - MOYEN-ORIENT... INDES - ASIE DU SUD-EST
pour connaître une ville comme sa poche...
manger, dormir, se distraire, voyager le moins cher possible.
LONDRES PARIS
AMSTERDAM MONTRÉAL

hachette

EUROPE

L'Europe de l'Est et la crise du capitalisme

(Suite de la première page.)

En d'autres termes, les communistes occidentaux doivent-ils se réjouir du renforcement des tendances à l'intégration en Europe de l'Ouest, dans l'espoir que celle-ci offrira à leur lutte un cadre plus vaste et plus favorable ? Pensent-ils, au contraire, combattre avec force cette évolution en portant aux « monopoles », chacun dans leur propre pays, des coups sérieux, voire fatals ?

Des conséquences différentes

Prudemment, le journal est-allemand constate que, si les partis communistes sont « pour l'essentiel » d'accord sur l'analyse des « buts politiques de la bourgeoisie monopoliste et des bases objectives du processus d'intégration », ils en tirent dans la pratique des conséquences différentes. Selon *Horizont*, deux tendances se dégagent dans l'action des P.C. occidentaux : la première consiste à « limiter et briser le pouvoir des monopoles » afin d'orienter l'intégration « sur une voie démocratique », la seconde se caractérise par « un soutien aux initiatives des pays socialistes pour la sécurité européenne, la détente et la coopération ». Nulle part il n'est dit à laquelle de ces deux politiques devrait être donnée la priorité, ni s'il existe entre elles une relation dialectique. Fâcheuse carence de la théorie dans un débat aussi fondamental auquel se rattachent, d'une certaine façon, les controverses sur les voies nationales vers le socialisme (« le socialisme aux couleurs

de la France ») d'une part, et sur l'internationalisme prolétarien d'autre part.

Si pendant longtemps il n'a pas paru contradictoire aux principaux P.C. occidentaux de prôner en même temps « la lutte contre les monopoles » et « le soutien à la politique de paix de l'Union soviétique », une certaine différenciation est en train de s'opérer, notamment en France et en Italie. Le « modèle » soviétique, avec ses camps de travail, ses hôpitaux psychiatriques pour intellectuels récalcitrants, ses catastrophes agricoles à répétition, plus de vingt ans après la mort de Staline, n'apparaît plus aux yeux des communistes français et italiens comme le nec plus ultra en matière de socialisme. même si les idéologues moscovites ont décrié qu'il s'agissait là du seul « socialisme réel ». De plus, les objectifs diplomatiques de l'U.R.S.S., assimilés à l'idéal de l'internationalisme prolétarien, ne sont plus automatiquement jugés compatibles avec ceux de la lutte des classes et de la conquête du pouvoir à l'échelle nationale.

Ces contradictions ne font que révéler des options stratégiques différentes qui, elles-mêmes, découlent d'appréciations opposées quant à la nature de la « crise » du capitalisme et à l'évaluation du rapport des forces internationales. Certains P.C. de l'Ouest croient leur bourgeoisie nationale affaiblie à un point tel qu'elle devra leur céder dans un avenir proche tout ou partie de son pouvoir.

Les Soviétiques, quant à eux, se préparent à une lutte de longue haleine. Peut-être sont-ils les seuls dans le monde à croire à une « union politique » de l'Europe, mais le fait est qu'ils paraissent vraiment y croire. Le professeur Galikine estime, selon *Horizont*, que « l'intégration impérialiste en Europe occidentale a aujourd'hui atteint un stade où elle peut devenir irréversible et où de fortes impulsions agissent en faveur de son développement ». Dans l'activité des organes de la

Communauté, l'important, ajoute-t-il, est « la création d'une union politique, la recherche de la définition d'une politique commune et la consolidation des structures politiques ». Il s'agit là d'une « tendance fondamentale à long terme ».

Le savant soviétique ne dit pas qu'une telle évolution lui paraît dans la logique des choses. Mais il ne faut guère le solliciter pour voir qu'il n'est pas loin de le penser. Une Europe occidentale unie, face à une Europe de l'Est intégrée, voilà une situation qui aurait au moins le mérite d'être « stabilisée », d'éviter les hasards « nationaux » et de favoriser la coopération de bloc à bloc, c'est-à-dire la perpétuation de la domination des plus forts sur les plus faibles. M. Brejnev et Sonnenfeldt verraient-ils leurs vœux les plus chers réalisés : dans certains milieux est-européens, on ne parle déjà plus que de la « doctrine Brejnev ».

MANUEL LUCBERT.

Jocelyn
PARIS



134 bd. St-Germain Paris 6° - 033.44.10
78.70 ch.-lysées (Gare) 0 - 225.36.33
5 rue du Chêne-vert 0 - 546.75.47

POUR AIDER A VAINCRE LA TUBERCULOSE AU VIETNAM

A l'initiative de l'Association d'Amitié Franco-Vietnamienne, l'appel suivant vient d'être lancé par des spécialistes français de la lutte antituberculeuse :

La guerre au Vietnam, par sa durée, par les techniques employées, par les conséquences sur la vie quotidienne de la population, a provoqué, dans la partie sud du pays, une augmentation dramatique du nombre des tuberculeux.
Le Ministère vietnamien de la Santé a décidé un programme coordonné de lutte antituberculeuse. L'application de ce programme dépend en grande partie de la solidarité internationale.
Les besoins sont multiples :
— équipements en microscopes et en produits de laboratoire pour déceler les malades contagieux ; médicaments pour les traiter ;
— approvisionnement en B.C.G. pour protéger les populations indiennes ;
— matériel pour l'éducation sanitaire de la population et la formation des cadres.
Le courage et l'intelligence des Services de Santé vietnamiens ont permis, dans les pires conditions de la guerre, l'organisation d'un réseau de stations sanitaires sur la majeure partie du territoire libéré. Depuis mai dernier, ce réseau a été complété.
Les cadres sanitaires vietnamiens peuvent donc assurer l'application des mesures décidées (vaccination B.C.G. - diagnostics bactériologiques, traitements ambulatoires supervisés).
Les médecins soviétiques appellent leur confrères, les pouvoirs publics, les associations et toute la population à contribuer par leur aide à la réussite de cette campagne et au recul de la tuberculose au Vietnam.

- Docteur Gaston BAISSSETTE, Ex-directeur de l'O.P.H.S. de la Seine ;
- Professeur Robert BOLLINELLI, Doyen de la Faculté de médecine de Toulouse ;
- Docteur Pierre BOSQUET, Médecin attaché consultant de pneumologie à l'hôpital de Cochin ;
- Docteur Yvette CHAIX, Médecin des Services publics antituberculeux ;
- Professeur Jacques CHRETIEN, Professeur à la Faculté de médecine de Créteil ;
- Docteur Jean CHAPUIS, Médecin au sanatorium de Rhône-Azur (Briançon) ;
- Docteur M.-H. COUDREAU, Directeur général du Comité national contre la tuberculose et les maladies respiratoires ;
- Professeur Guy DECROIX, Chef du service de pneumo-phthisiologie à l'hôpital Saint-Antoine ;
- Professeur Paul FIEBICH, Chaire d'hygiène et clinique pneumo-phthisiologique de l'U.E.R. de Bordeaux ;
- Professeur Jacques GROSSIER, Médecin biologiste (Pitié-Salpêtrière) ;
- Docteur J.-Jacques HAZEMANN, Attaché de pneumo-phthisiologie à l'hôpital Cochin ;
- Docteur Pierre-Paul HERTZOG, Chirurgien thoracique à l'hôpital Foch ;
- Docteur Micheline LANDOTTE, Médecin des Services publics antituberculeux ;
- Professeur Ch.-R. MOIGNETEAU, Chef de service de pneumo-phthisiologie (Nantes) ;
- Docteur THANH QUANG THIEN, Chef de laboratoire, médecin pneumo-phthisiologique (Nancy) ;
- Docteur Noël RIST, Chef de service à l'Institut Pasteur ;
- Professeur Jean ROUJEAU, Chef du service d'anatomie-pathologie hospitalière ;
- Professeur André ROUSSEL, Professeur à la Faculté de Médecine Xavier-Bichat ;
- Docteur Jean ROUTIER, Médecin au sanatorium Rhône-Azur (Briançon) ;
- Docteur Raymond THEIET, Directeur général de la Fondation des étudiants de France.

Cette campagne nationale d'aide médicale consiste à offrir aux services de santé vietnamiens les MÉDICAMENTS ANTITUBERCULEUX nécessaires au traitement du plus grand nombre possible de malades. Le coût des médicaments, pour assurer le TRAITEMENT DE BASE DE UN AN INDISPENSABLE POUR GUERIR UN TUBERCULEUX, s'élève à 150 F.
SUSCRIVEZ EN GRAND NOMBRE, INDIVIDUELLEMENT OU COLLECTIVEMENT pour envoyer au Vietnam le maximum d'UNITÉ DE TRAITEMENT à 150 F. et aider ainsi à la guérison des milliers de malades.
Adressez vos dons au FONDS MEDICAL DE l'A.A.F.V., C.C.P. Paullette DUPUY - 10 839 70 D PARIS, en précisant : « Aide à la lutte antituberculeuse au Vietnam ».

des idées pour annoncer la naissance de votre Bébé

son nom, dessiné dans un caractère original une composition inédite une illustration drôle ou attendrissante une couleur actuelle
nouveau style également : mariages cartes de visite papier à lettres



vente en exclusivité dans les magasins agréés

- PARIS
- 7 DE MARSIEN 1 rue de l'échelle
 - 8 BHV 40 rue de la papeterie
 - 9 LA REVERIE 4 carrefour de l'Odéon
 - 10 PAPUS 40 rue de la papeterie
 - 11 DRUGSTORE PUBLICIS étoile
 - 12 DUPRE 141 fg St Honoré
 - 13 PAPIER MONTRANGE 45 rue p. charbon
 - 14 DRUGSTORE OPERA
 - 15 GALERIES LAFAYETTE rayon pap.
 - 16 PAPIER WEL 60 rue Caumartin
 - 17 PAPIER APPEL 20 bd voltaire
 - 18 GAL. LAFAYETTE montparnasse
 - 19 A LAMARTINE 16 rue de la pompe
 - 20 PAPIER PASSY 53 rue de passy
 - 21 Papeterie MOZART 19 rue Mozart
 - 22 PANDOL 57 bd gouvion St-Cyr
 - 23 PAPIER TEMPS rayon pap.
- REGION PARISIENNE
- 78 ELYSEE 2, librairie du DRUGWEST
 - ORGEVAL, le cercle ART DE VIVRE
 - PARLY2, librairie du DRUGWEST
 - VELIZY2, librairie du DRUGWEST
 - VELIZY2, PAPIER TEMPS rayon pap.
 - 91 APPAJON, pap. LEMONNIER
 - EVRY2, pap. LEMONNIER
 - 92 NEUILLY carrefour 1, 102 rue toute
 - NEUILLY carrefour 2, 80 rue c. ag. de
 - NEUILLY 10 de bagatelle rue de la
 - LA DEFENSE, dr. publicis (re)
 - 93 ROSNY2, librairie du DRUGWEST
 - 94 BELLE EPEINE, BHV ccom. ray. pap.
 - 95 CRETEIL SOLEIL, lib. et dr. west
 - 96 CERGY 3 fontaines, librairie
- AUTRES DEPARTEMENTS
- sur demande : personnel bp 22 75000 Paris

سكس في الامم

سورس الامم

EUROPE

Union soviétique

EN PRÉSENCE DE M. BREJNEV

M. Andropov a présenté le rapport pour l'anniversaire de la naissance de Lénine

Moscou. — M. Brejnev a fait jeudi 22 avril sa réapparition. Le secrétaire général, qui n'avait eu aucune activité publique depuis le 8 mars dernier, a participé à la cérémonie solennelle marquant le cent sixième anniversaire de la naissance de Lénine. Le rapport traditionnel a été lu au Palais des congrès par M. Youri Andropov, membre du bureau politique,

De notre correspondant

mais aussi président du Comité de sécurité de l'Etat (K.G.B.). La mise en avant du chef du K.G.B. est assez exceptionnelle. La tradition veut en effet que celui-ci reste dans l'ombre du moins dans une position discrète. Tel a été en tout cas le cas de M. Andropov depuis qu'il a été nommé en 1967 à la tête du K.G.B., après avoir été responsable au secrétariat du comité central des relations avec les partis frères. C'est pour cette raison d'ailleurs que le poste de chef du K.G.B. n'est pas généralement considéré comme un bon « tremplin politique », la fonction évoquant trop la silhouette de Beria, avec son cortège de crimes, que l'on appelle plus pudiquement les « violations de la légalité socialiste ».

L'élimination politique de M. Chelapine l'an dernier, qui fut lui aussi président du Comité de sécurité de l'Etat, n'est pas pour infirmer ce point de vue. Bien qu'il puisse s'expliquer par un subtil système de « rotation », le fait que M. Andropov ait été choisi pour célébrer la mémoire de Lénine indique clairement que le chef du K.G.B. ne doit pas être considéré simplement comme le « premier policier de l'U.R.S.S. », mais aussi qu'il est un des hommes les plus influents de la génération « intermédiaire » du bureau politique. Ce groupe, qui comprend aussi des personnalités comme MM. Gromyko, Maslennikov, Oustinov, Gerasimov, Kossyguine, Felche, Podgorny, Soudoulov et le maréchal Gretchko, qui ont tous plus de soixante-dix ans, est les membres les plus jeunes du bureau politique (MM. Koulikov, Romanov et Chicherbinski).

La mise en avant de M. Andropov, dont on n'a encore tiré aucune conclusion, est d'autant plus intéressante qu'un a de bons raisons de penser qu'un lent processus de rapprochement des cadres de la haute hiérarchie a été décidé. C'est en vertu d'une telle décision que les vétérans du bureau politique s'apprêtent de plus en plus leurs interventions en public pour faire place à de nouvelles figures.

Le retour de M. Brejnev à Moscou le secrétaire général se reposait depuis le début du mois de mars à Oresanda, au bord de la mer Noire, et l'apparition de M. Andropov ont quelque peu éclipser le rapport qui a été présenté au Palais des congrès. Ce texte, au demeurant, contient peu de nouveautés. Il s'inscrit dans le droit fil du rapport modéré qui avait été présenté par le secrétaire général au XXII^e congrès du parti communiste soviétique. M. Andropov, qui a multiplié les références aux « mérites person-

nels » de M. Brejnev, a tout particulièrement développé le thème de la démocratie socialiste. Il a profité de l'occasion pour réaffirmer ceux qui résument le concept de dictature du prolétariat.

Il n'y a pas de démocratie abstraite

La nécessité de développer la démocratie en régime socialiste, a-t-il notamment affirmé, « ne contredit nullement le fait que, dans la lutte pour la victoire du socialisme dans notre pays, le rôle dirigeant de la classe ouvrière à une certaine étape a été réalisé sous la forme de la dictature du prolétariat. Cette notion scientifique a fait l'objet d'attaques acharnées, de dénaturations, de vulgarisations qui ne visent qu'un seul but : présenter la dictature du prolétariat comme étant aux antipodes de la démocratie. En fait, Lénine opposait la dictature du prolétariat non pas à la démocratie mais à la dictature de la bourgeoisie, qui est inséparable de la domination du capital. Pour Lénine, dans la vie réelle, une telle dictature (...) existe même dans les Etats de la démocratie bourgeoise la plus évoluée (...). Lénine enseigne que la démocratie a toujours eu et a un caractère de classe et qu'il n'y a pas de démocratie abstraite. Une démocratie sans bourgeoisie est socialiste. Il va sans dire que la classe ouvrière et les communistes accordent une grande importance aux droits et libertés démocratiques qu'on a pu obtenir au prix d'une lutte dans les conditions de la domination du capital. Cela cependant ne modifie pas le caractère de classe de la démocratie bourgeoise, de même que le fait que le socialisme peut assurer une authentique souveraineté du peuple. »

C'est la première fois, depuis le XXII^e congrès du parti communiste français, qu'un dirigeant

soviétique évoque directement le problème de la dictature du prolétariat. Ce sujet avait été solennellement évité au cours du congrès du parti communiste soviétique en février-mars dernier.

Comme M. Brejnev l'avait fait dans son rapport, M. Andropov a insisté également sur la nécessité de « renforcer la légalité » en U.R.S.S. « Les lois soviétiques, a-t-il dit, incarnent la volonté de la classe ouvrière de tous les travailleurs. Il importe de les observer scrupuleusement. Cette exigence s'impose à tous les citoyens, quels que soient leur fonction, la nature de leur activité. Une légalité socialiste stricte garantit les intérêts et les droits des Soviétiques, mais elle ne les empêche pas de défendre les intérêts de toute la société en général. Il est évident que les lois soviétiques ne reconnaissent à personne « le droit » de nuire à la société, de troubler l'ordre public, d'empêcher les gens honnêtes de vivre tranquillement, de travailler et de se reposer. Le respect de la loi et l'indivisibilité des sanctions pour ceux qui l'ont violée, l'éducation des Soviétiques dans un esprit d'intolérance envers toutes les manifestations antisociales, sont des aspects importants de la vie en société socialiste. »

M. Andropov a également réaffirmé la nécessité de la compétition idéologique qui n'est pas à l'illégalité, incompatible avec la détente. Le chef du K.G.B. a dénoncé aussi une recrudescence des activités des « ennemis de la détente » : « Nous voyons se former aujourd'hui un bloc international des ennemis de la paix et de la détente. En plus du complexe militaire-industriel de la réaction impérialiste, des fascistes et des colonialistes, ce bloc comprend aussi les dirigeants maoïstes de la Chine. » A ce moment de discours, le chargé d'affaires de l'ambassade de Chine à Moscou, a quitté ostensiblement la salle.

JACQUES AMALRIC.

La souveraineté et la solidarité sont les deux composantes de l'internationalisme prolétarien estime M. Zagladine dans la « Pravda »

Comme nous l'avons indiqué (le Monde du 21 avril), M. Vadim Zagladine, premier adjoint de M. Ponomarev au département international du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. et qui a assisté à ce titre au vingt-deuxième congrès du P.C. français, a publié dans la Pravda du 20 avril un long article sur le thème de l'internationalisme.

L'auteur relève « l'importance particulière » de l'internationalisme prolétarien et constate qu'au vingt-cinquième congrès du P.C. soviétique « les représentants de nombre de partis frères ont noté la signification d'une combinaison du national et de l'international, du général et du particulier dans la lutte révolutionnaire ». Il note au passage les tentatives faites par les « politiciens et idéologues bourgeois » pour affaiblir la force de la solidarité internationale dans leurs « commentaires calomnieux » et poursuit :

« L'internationalisme prolétarien conjugué organiquement la solidarité et l'assistance mutuelle des partis frères avec leur indépendance, leur souveraineté, leur égalité, la non-ingérence dans les affaires intérieures aussi bien des nations que des partis communistes. Mais s'en tenir uniquement à l'indépendance, à la souveraineté, à l'égalité et à la non-ingérence sans la solidarité et l'appui mutuel mène à la destruction de l'internationalisme prolétarien et, partant, mine les possibilités et les forces de chaque parti frère en particulier. Il est absolument évident que ce sont précisément l'assistance mutuelle et la solidarité qui aident à défendre l'indépendance de chaque parti, à renforcer ses positions dans sa lutte contre l'impérialisme. »

Les attaques contre l'internationalisme sont menées aussi dans

les rangs mêmes du mouvement ouvrier et révolutionnaire. D'aucuns affirment, par exemple, que l'internationalisme a déjà vieilli et qu'il ne saurait y avoir de principes internationaux généraux de politique prolétarienne et communiste. De telles affirmations sont en contradiction complète avec l'état réel des choses. (...)

Parlant ensuite du rôle de l'expérience de l'U.R.S.S. pour les autres partis, M. Zagladine écrit : « Il ne fait pas de doute (...) que la révolution mécanique et la copie de l'expérience d'un parti par d'autres partis est impensable et doit être exclue. Les conditions existant dans deux pays, même voisins, ne peuvent être identiques. Le passé historique d'un peuple, ses traditions, les particularités de sa culture, etc., tout cela doit être pris en compte lors de la transformation révolutionnaire de la société. Et aucun parti réellement marxiste-léniniste ne se permet d'imposer son expérience à d'autres pays. Notre parti a maintes fois affirmé que cela était étranger à sa politique. »

« D'autre part, l'expérience accumulée par le mouvement révolutionnaire mondial, l'expérience de tout parti, constituent un soutien inappréciable pour les révolutionnaires de tous les pays. Sans copier cette expérience, mais en l'étudiant attentivement et en en tirant les leçons, tout parti facilite ainsi le chemin de la lutte révolutionnaire et la recherche de solutions correctes aux problèmes qui se posent à lui. Et il est indéniable que, malgré toutes les difficultés dans les situations, l'étude et la connaissance de l'expérience de pays où une société socialiste a été édifiée avec succès et se développe est utile aussi aux partis qui luttent pour une transformation socialiste de la société dans leurs pays. »

« Les représentants des partis frères au vingt-cinquième congrès du P.C. soviétique ont parlé de la grande signification pour eux de l'expérience de l'U.R.S.S. Notre parti a toujours considéré et considère une telle attitude à l'égard de son expérience comme la manifestation d'une approche internationaliste et fraternelle. (...) »

Après avoir dit que le thème de la lutte contre l'anticommunisme et l'antisovietisme est l'un des critères importants de l'internationalisme prolétarien, une des conditions préalables décisives du succès de la lutte révolutionnaire et de la libération. »

C'est parce qu'on sait qu'un billet d'avion pour Rio ne vous fera pas découvrir le Brésil, que nous avons créé Jumbo.

Qu'en arrivant dans un pays, vous avez besoin de quelques amis bien informés, Jumbo le comprend. Jumbo, c'est un style de voyage et vingt-trois relais pour voyager. Jumbo, comme vous ne fait rien comme tout le monde. Jumbo vit pour vous. Partout dans le monde. Il a des relais sur place pour vous donner des tuyaux. Des relais qui savent improviser. Et qui, à Paris ou de l'autre côté de la terre, ne vous forcent pas à imaginer ce que vous

ferez demain sur les pentes du Popocatepelt. Des relais très débrouillards qui vous dénichent une moto à Bali, un avion à Bangkok, ou une chambre à Chiang-Mai. Et surtout des places sûres sur les vols réguliers d'Air France, à des prix très avantageux et aux dates que vous désirez. Jumbo voyage avec vous et selon votre bon plaisir. Jumbo est discret. Il vous laisse faire le plus important : découvrir votre Asie, votre Afrique et votre Amérique.



Jumbo: 23 relais pour voyager hors des hordes.
Agadir, Alger, Athènes, Bali, Bangkok, Colombo, Guatemala City, Héraklion, Hong Kong, Lima, Marrakech, Mérida, Mexico, Nabelu, Oaxaca, Oran, Port-au-Prince, Rhodes, Rio, Séoul, Singapour, Tanger, Tunis.
En France, vous trouverez Jumbo dans 200 agences de voyages et dans les agences **AIR FRANCE**

(Publicité)

Investisseurs... Ceci vous concerne.

L'achat d'un appartement demeure toujours l'un des placements les plus sûrs et les plus recherchés vous permettant de satisfaire un besoin de sécurité, une nécessité de revenus ou encore une recherche légitime de plus-value. Si vous n'avez pas encore abordé cette forme de placement, vous y songez peut-être tout en appréhendant cette voie... On n'investit pas dans la pierre comme on achète des actions en Bourse, en passant des ordres à sa Banque ou en consultant son courtier. L'investisseur « pierre » est celui qui a besoin de voir, de comparer, de peser le pour et le contre de chaque programme de construction visité, et tout ceci prend beaucoup de temps lorsque l'on prospecte par ses propres moyens, sans méthode dans un domaine aussi vaste et complexe.

Information-logement
a pris pour vous le temps de tout connaître et vous le fait gagner. Il vous fait ainsi profiter de ses 10 années d'expérience. Sa connaissance approfondie du marché immobilier porte en 1976 sur plus de 600 programmes dans Paris et la région parisienne.

« Spécial Investisseur »
Ce nouveau département, Information-logement est heureux de le mettre à votre disposition. Alors, si vous songez au placement « pierre », profitez de ce service objectif, gratuit et sans aucun engagement de votre part.
INFORMATION-LOGEMENT
49, avenue Kléber 75116 PARIS
525.25.25
■ COMPAGNIEBANCAIRE

uniclam & découvert l'Amérique

MEXIQUE 1950,
U.S.A. 1050,
PEROU 2200,
BRESIL 2580,
grece 785f
tunisie 735f
maroc 750f

Agence des guides
DES COURS DE LANGUES
DES REUNIONS
D'INFORMATION

Service de documentation
Nom
Prénoms
Adresse
Cité, P.C.

UNICLAM VOYAGES
83 rue de la Harpe - Paris
75005 PARIS
325.70.31 et 523.88.14

(Publicité)

En vertu de l'anachronisme, mais encore mondialement légale comptabilité « à parts doubles » des entreprises qui sont réellement en déficit sont contraintes à afficher des bénéfices FICTIFS et sont littéralement

VOLÉES par le FISC

Exemple de la page 33 de mon ouvrage intitulé :

« SORTIR DE L'INFLATION »

Résultat Légal	Bénéfice fictif	150 000
Résultat Réel	Déficit	1 279 000

S'il plaît aux FISCs d'« écorcher » les entreprises, c'est pour les CHEFS de COMPTABILITE une OBLIGATION DE CONSCIENCE de faire le calcul dont les résultats figurent ci-dessus (afin d'éviter aux chefs d'entreprise de poursuivre des investissements qui accablent leurs déficits) et dont les procédures (qui tiennent compte des indices de prix) sont enseignées par mon ouvrage que je distribue moyennant une participation de 50 francs (étudiants 20 francs).

Ce calcul dénommé « Calcul Indexé » est dorénavant enseigné dans les universités suivantes : Toulon, Paris-X Nanterre, Nice, Genève. Les étudiants des autres universités doivent exiger que cet enseignement leur soit dispensé.

Le Calcul Indexé n'a rien à voir avec l'odieuse mystification fiscale qu'est le prétendu « Réajustement des bilans » (voir la page 108 du Rapport Sudreau du 7 février 1975).

Emile Krieg, ex-Chef d'entreprise,
7, rue d'Anjou, 75008 Paris. Chèque postal Paris 1020-11.

Déjà près de 400 entreprises publient leurs résultats comme ci-dessous :

Bénéfice (Déficit) par action :	
(Dollars)	(Livres)
Allied Chemical 3.45	British Petroleum 20.5
Alcos 2.97	Johnson Matthey 18.7
American Can 3.52	Cost Patons 4.8
Bethlehem Steel 4.72	Sabcock and Wilcox 7.7
Chrysler 4.50	Vickers 10.5
Owens Illinois 4.40	British Leyland 3.4
U.S. Steel 6.01	International Comp. 3.4 (7.3)

Les sociétés ont l'obligation de conscience de publier le montant Réel de leur bénéfice (déficit) face à leur bénéfice Légal. Les associés, le personnel, les actionnaires doivent l'exiger.

Ne pas publier les chiffres Réels, cela équivaut à bloquer intempestivement le « dispositif d'alerte » permettant de placer à temps l'entreprise devant la réalité de ses problèmes afin que des mesures de redressement puissent intervenir à un moment où elles permettent à l'entreprise de conserver son activité et de maintenir l'emploi. » (V.G.E. & Antenne 2, 18 avril 1976).

M. Giscard d'Estaing : il ne faut pas juger un voyage au milieu

Les quelque deux cent cinquante journalistes réunis à l'Élysée, jeudi après-midi 22 avril, pour la quatrième « réunion de presse » de M. Giscard d'Estaing, et les millions de téléspectateurs rassemblés devant leurs récepteurs auront sans doute été sensibles à deux cris du cœur, ou plutôt à deux soupirs, l'un de soulagement et l'autre de regret, qui donnaient une sorte de profondeur à ce bonhomme retrouvé, dont le propos du chef de l'État parut pendant près de deux heures comme inspiré.

Le regret, une phrase inachevée devait l'exprimer au terme de ce long « échange de réflexions » : « Je crois que s'il n'y avait pas eu cette crise économique... » A peine ébauché, le rêve est aussitôt chassé par le réel : « Mais que veut dire une telle hypothèse ? » Cependant, dans cet aveu à moitié retenu, s'est glissée une pointe de nostalgie.

Le soulagement, un constat l'a manifesté dès le début de la réunion : « La reprise de l'économie française a eu lieu. Dans ce contexte, l'annonce hautement affichée se sont inscrites des raisons d'espérer ».

A entendre le chef de l'État, on avait l'impression qu'une parenthèse venait de se refermer, qu'une mauvaise chance s'en était allée, que le « giscardisme » prenait un nouveau départ après la disparition des vents contraires qui l'empêchaient depuis deux ans d'avancer. De fait, c'est, à bien des égards, le Giscard de 1974, celui de la campagne présidentielle et des premiers mois du septennat, parfaitement maître de son discours, de ses gestes, bref, de sa technique de communication, qui présentait aux Français, selon sa propre définition des réunions de presse, non pas « des faits ou des informations », mais « des explications » et « des intentions ».

Sur tous les sujets brûlants, les explications ont été clairement données et les intentions fermement exposées par un homme qui semblait enfin capable, pour la première fois depuis son élection à la présidence de la République, d'affirmer, à sa manière, qu'il n'est ni impérieux ni crispé, une autorité véritable. Ainsi a-t-il tout en se disant compréhensif, se montrant résolu sur la taxation des plus-values aussi bien que sur l'agitation universitaire, et tout en se refusant à la polémique électorale, se révélant combatif à l'égard de la gauche, de même s'est-il refusé aux faux-fuyants sur l'affaire Agret et sur la peine de mort, tout en faisant la part des sentiments d'humanité.

La majorité a donc reconnu le chef qu'elle s'était donné au lendemain de la mort de Georges Pompidou, elle va même bientôt découvrir son programme, et, comme « avant le deuxième tour de l'élection présidentielle », M. Giscard d'Estaing l'a souligné, « ce chef et ce programme seront aussi ceux de tous les Français ». Comme au début de la campagne de 1974, ceux-ci sont en même temps invités à se rappeler qu'« il ne faut pas juger un voyage au milieu de la traversée, il faut le juger à l'arrivée ».

On peut se demander si la confiance des Français répond vraiment de la « forme » du président de la République, et si un bon discours est nécessairement le signe d'une bonne politique. Il reste que M. Giscard d'Estaing a été élu parce qu'il parlait « posément et calmement » du changement. Il continue d'en parler en respectant ce qu'il appelle son devoir de « modération dans l'expression ». Pour ses électeurs, c'est une garantie.

THOMAS FERENCZI.

TOULOUSE ET NICE « SECTORISÉES »

Toulouse et Nice arrivent au quatrième et au cinquième rang des villes françaises pour leur population.

A Toulouse, la liste de la majorité conduite par M. Pierre Baudis, député, apparenté R.I., avait emporté les trente-sept sièges à pourvoir au second tour des élections municipales de mars 1971 avec 70 443 suffrages, contre 58 091 à la liste conduite par M. Bazarque, P.S., maire sortant. Le conseil municipal actuel est composé de : 1 radical, 6 divers gauche, 3 C.D.P., 9 U.D.R., 7 R.I. et 11 modérés favorables à la majorité.

M. Baudis, à qui nous avions demandé, il y a un peu plus d'un an (le Monde du 25 janvier 1975), son opinion sur une éventuelle modification de la loi électorale municipale, nous avait déclaré : « La division d'une ville en secteurs avec un scrutin majoritaire ou, au premier tour, élimine les listes de fantasia, mais permet, au second tour, de refléter dans nos conseils la diversité des opinions d'une ville (...) rapprocherait ainsi les élus des administrés ».

Après les propos du chef de l'État, M. Baudis s'est déclaré

surpris mais d'accord avec l'esprit de la réforme, tandis que les responsables des partis de gauche ont dénoncé « une manœuvre », comme D. Baylet (rad. de gauche), « une tricherie », comme M. Soubre (P.S.), ou « le charcutage », comme M. Labrous (P.C.).

Succédant à son père à la mairie de Nice en 1969, M. Jacques Médecin, actuel secrétaire d'État au tourisme, apparenté R.I., conduisait, en mars 1971, une liste « centriste » qui, dès le premier tour, avait obtenu 58 491 suffrages, emportant ainsi les 37 sièges à pourvoir. La liste Nice-Renouveau présentée par un adjoint au maire, M. Tournant, qui revendiquait l'investiture des trois partis de la majorité, avait recueilli 24 795 voix contre 31 393 à la liste d'union de la gauche, dont le chef de file était M. Pasquetti, P.C.

A la suite du décès d'un conseiller municipal U.D.R. et de la démission d'un autre, sans étiquette, le conseil municipal comprend 3 centre gauche, 3 Fédération des démocrates socialistes (de M. Hintermann), 1 Mouvement des démocrates (de M. Jobert), 1 Centre démocrate, 3 R.I., 24 sans étiquette.

vous cherchez une maison individuelle ou un terrain ?



vient de paraître

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Villages, pavillons et nouveaux villages... sera présent au Village de France de la Foire de Paris

M. Giscard d'Estaing a ouvert la réunion de presse, jeudi 22 avril à 15 heures, par la déclaration suivante :

« Quel est d'abord le sens, l'utilité d'une réunion de presse ? Ce n'est pas de rendre publics des faits ou des informations pures, sans circonstances exceptionnelles, on ne réunit pas les journalistes à l'avance pour leur annoncer un événement précis. Il s'agit, en réalité, de vous donner des explications et de vous indiquer des intentions. Naturellement, je répondrai à tous les éléments de votre curiosité, mais ce sera essentiellement pour que vous puissiez disposer à la fois de ces explications et que vous puissiez connaître ces intentions ».

Je le fais en tant que président de la République, et, au sein de nos institutions, cette fonction de président de la République me donne à la fois une position et une préoccupation particulière qui est celle de la durée. Je suis, en effet, en fonction jusqu'en 1981 et, de ce fait, au sein de nos institutions, je me préoccupe particulièrement des éléments permanents et à venir de la situation de la France. Le gouvernement a à faire face à l'ensemble des problèmes et, en particulier, à l'ensemble des problèmes quotidiens dont, bien entendu, je ne dois pas me désintéresser, mais auxquels il convient que l'apporte la dimension supplémentaire de la durée et, à cet égard, je voudrais très brièvement, en quelques mots, pour commencer cet échange de réflexions, vous indiquer très clairement ce que sont mes intentions pour ce qui est de cette durée de la politique française.

« Monsieur le président de la République, vous voilà en première ligne devant les journalistes, à un moment où la vie politique est tendue et où les questions de la morosité s'installent dans l'opinion. Cette réunion de presse, malgré la sérénité de votre langage, n'est-elle pas, en quelque sorte, l'annonce d'une campagne pour les élections de 1978, élections que vous situez d'ores et déjà comme un choix de société ? »

« La première réponse sera non. Cette réunion n'est pas l'ouverture de la campagne électorale de 1978 pour la simple raison que la France n'est pas en campagne électorale. J'ai rappelé que les élections législatives auraient lieu à leur date, c'est-à-dire au printemps, et que vous avez employé même tout de suite à mon introduction. Je vous ai dit que la France devait être une démocratie paisible et réfléchie. Le propre des démocraties paisibles et réfléchies, c'est qu'elles ne se précipitent pas à leur échéance normale. Et comme nous ne sommes pas

J'ai deux intentions. La première, c'est de faire en sorte que la France puisse être une démocratie réfléchie et paisible. Faisable, parce que cela répond, je crois, à l'aspiration du très grand nombre de nos compatriotes, et réfléchie, parce qu'en réalité c'est le rôle profond de la démocratie que de rechercher posément et calmement la solution des problèmes qui se posent à la collectivité ».

Ma seconde intention est de faire en sorte que la France puisse être dans le groupe de tête des pays de dimension moyenne dans le monde. Pour quoi dis-je des pays de dimension moyenne ? C'est parce qu'il y a dans le monde des super-puissances, les États-Unis d'Amérique, l'Union soviétique et, sans doute plus tard, la Chine, et que la France ne peut pas compter sur le nombre de ses super-puissances. La France a été une super-puissance, pratiquement jusqu'à la guerre de 1914-1918, mais, à l'heure actuelle, en raison de sa population, en raison de ses ressources naturelles, elle ne peut pas être une super-puissance. En contrepartie, elle peut être dans le groupe de tête des puissances moyennes et, pour qu'elle soit, elle doit poursuivre encore, et de manière considérable, son développement économique. Si vous considérez ces deux intentions, vous pouvez en tirer tout de suite deux conséquences.

Pour que la France puisse être une démocratie réfléchie et paisible, il faut que sa vie politique présente une certaine unité et c'est le sens profond de l'effort que j'ai entrepris en direction de

la déscription de la vie politique de la France.

Si la France doit être dans le groupe de tête, au point de vue de son développement économique et social, cela suppose qu'elle connaisse un certain consensus économique et social, c'est-à-dire que les Français acceptent de travailler ensemble dans la même direction. Pour qu'ils le fassent, il faut qu'ils aient le sentiment d'être des partenaires justement traités au sein de la société française. Or, le chemin qui conduit à ce consensus, le chemin qui conduit à cette justice, c'est le chemin de la réforme.

Si je vous ai indiqué ces deux intentions, c'est pour que vous puissiez, dès le départ, placer les explications que je vais maintenant vous donner ou les réponses à vos questions dans ces deux perspectives.

Pour la commodité du déroulement de cette réunion, je pense que vos questions porteront sur trois catégories de sujets qui pourraient être traités successivement. La première catégorie, ce sont les questions de politique intérieure, l'état d'esprit des Français, les problèmes électoraux et leurs conséquences. Ce sont ensuite les questions touchant à la situation économique et sociale. Ce sont enfin les questions portant sur d'autres aspects de la vie nationale, telles que la justice, l'éducation, la culture, les questions que vous voudriez me poser sur moi-même.

Alors, nous commençons par le premier groupe : la situation politique.

LES AVENTURES DE PIETER DECORBUS

« Connaissez-vous le boxeur ? dit le capitaine. »

« Beaucoup, j'étais champion des poids légers. »

« Bien ! Voulez-vous jouer votre traversée en vingt rounds ? »

« Volontiers. Avez-vous un arbitre ? »

« Pas besoin, il nous volerait. Suivez-moi. (...) »

« Comme je suis le plus âgé, déclare Pieter Decorbus, je serai l'arbitre : quand je crierai : « Assez ! », d'un commun accord le combat s'arrêtera. »

Ils prirent leur garde ; Paul essaya quelques crochets et reçut un coup de poing en plein sur le nez. « Assez ! », cria le capitaine. On se remit en garde. « Go on ! » Paul risqua plusieurs coups choisis et allait placer un direct lorsqu'il fut arrêté par le capitaine : « Assez ! ». On se remit en garde et le combat recommença après et silencieux tandis que le nez de Paul prenait de plus en plus les apparences d'une prune éclatée par la chaleur. Decorbus profita d'une défaillance du jeune homme et lui lança ses deux poings dans la figure : un sur chaque œil. « Assez ! », cria-t-il au moment où Paul tenait sa riposte prête.

Pendant une heure le match se poursuivait ainsi, le capitaine orientant toujours : « Assez ! » dès que Paul avait reçu un gnon ou dès qu'il avait seulement l'air d'avoir l'intention d'en coller un. La figure martelée comme un cuivre d'art, le jeune Choux fut donc déclaré vaincu.

Cette histoire, racontée par M. Giscard d'Estaing à propos des rapports entre la majorité et l'opposition, est tirée du premier roman de Pierre Mac Orlan, la Maison du retour écoutant, écrit en 1911 et réédité en 1970 par les Éditions Gallimard (pages 54-55).

Politique : une démocratie paisible et réfléchie

« Monsieur le président de la République, vous voilà en première ligne devant les journalistes, à un moment où la vie politique est tendue et où les questions de la morosité s'installent dans l'opinion. Cette réunion de presse, malgré la sérénité de votre langage, n'est-elle pas, en quelque sorte, l'annonce d'une campagne pour les élections de 1978, élections que vous situez d'ores et déjà comme un choix de société ? »

« La première réponse sera non. Cette réunion n'est pas l'ouverture de la campagne électorale de 1978 pour la simple raison que la France n'est pas en campagne électorale. J'ai rappelé que les élections législatives auraient lieu à leur date, c'est-à-dire au printemps, et que vous avez employé même tout de suite à mon introduction. Je vous ai dit que la France devait être une démocratie paisible et réfléchie. Le propre des démocraties paisibles et réfléchies, c'est qu'elles ne se précipitent pas à leur échéance normale. Et comme nous ne sommes pas

dans une période électorale, cette réunion n'ouvre pas une période électorale.

Je demanderai d'ailleurs à la sérénité de la France, en sorte que, dans la manière dont elle conduit naturellement l'explication politique, ceci ne soit pas, n'apparaisse pas comme étant la préface d'une campagne électorale, mais soit une explication politique de l'action poursuivie des objectifs de celle-ci.

« Il y a précisément actuellement une campagne électorale. C'est à Tours qu'elle se passe et le maire de la ville ne s'est pas entenu pour présenter un seul candidat, alors que vous demandez de donner cette majorité. Qu'en pensez-vous ? »

« L'objet de cette réunion n'est certainement pas d'intervenir dans des consultations électorales qui sont en train de se dérouler. Je crois que la majorité n'est pas la seule à avoir le droit de se présenter à la compétition électorale puisque, à ma connaissance, on ne le lui a pas demandé ».

« Le président de la République est le président de tous les Français. Je vous rappelle d'ailleurs que, dans la manière dont elle conduit naturellement l'explication politique, ceci ne soit pas, n'apparaisse pas comme étant la préface d'une campagne électorale, mais soit une explication politique de l'action poursuivie des objectifs de celle-ci ».

« Il appartient donc au président de la République de tenir compte de ces exigences. La manière de les concilier, c'est précisément le choix d'une attitude qui soit compatible avec ces deux responsabilités, ce que je m'efforce de faire depuis deux ans ».

La déscription

« Vous avez employé dans votre déclaration l'adjectif un mot que vous semblez affecter particulièrement, c'est le mot déscription. C'est un mot que vous luez ; il y a

deux ans. Or que voit-on depuis quelques semaines, depuis quelques mois : vos propres troupes et les troupes adverses s'emparent de belle façon ! Alors, est-ce l'amorce de la déscription ? »

« Il y a beaucoup d'aspects dans votre question. Il y a d'abord le reproche que l'opposition a fait à plusieurs reprises à tel ou tel membre de la majorité, notamment au premier ministre, concernant l'arbitrage de son expression politique. Alors, je dirai qu'à cet égard les leaders de l'opposition ne font pas un peu à un personnage de M. Giscard d'Estaing, mais à un personnage de Pieter Decorbus. Ce Pieter Decorbus se trouve en effet placé dans la situation suivante : il provoque à un certain moment son adversaire pour un combat de boxe et, comme ils sont sur un bateau et qu'ils ne sont que deux, son adversaire lui dit : « Mais qu'est-ce que tu fais, l'arbitre de ce combat ? » Pieter Decorbus dit : « C'est très sim-

ple, ce sera moi. Je serai à la fois combattant et arbitre ».

Ils commencent leur combat. Pieter Decorbus dit : « Voilà, le combat est ouvert. Il s'avance vers son adversaire, lui assène un coup de poing et dit aussitôt : « Le combat s'arrête ! ». Alors, son malheureux adversaire reprend son souffle pendant un certain temps, puis Pieter Decorbus s'avance à nouveau, lui assène un direct et, au moment où l'autre veut riposter, dit : « Cessez le combat ! ». Jusqu'à ce que, au troisième coup, il ait réussi à lui porter simultanément un direct du droit, un direct du gauche, et, au moment où le malheureux adversaire s'efforce de répondre, il lui dit : « Le combat est fini ! ».

Alors, tous les Français ont été les témoins, notamment à la télévision, de l'ardeur avec laquelle les critiques se sont exprimées, en particulier depuis le début de l'année, et de la violence de certaines polémiques. Mais tous les Français savent bien que ces polémiques ne sont pas nées de la majorité ni de l'opposition. Elles ont été provoquées par le premier ministre s'exprimant, les leaders de l'opposition, tels Pieter Decorbus, s'avançant et disant : « Cessez le combat ! ».

« Eh bien ! l'estime que, si l'on est partisan de la modération dans le débat politique, il faut d'abord que cette modération s'applique à soi-même ! »

Deuxième réponse à votre question : la déscription. C'est un fait que j'ai souhaité, que je souhaite la déscription de la vie politique de la France, et je la souhaite. Je reviens à mon introduction — parce que cela fait partie de la vie d'une démocratie paisible et réfléchie.

J'ai donc entrepris, dès mon élection à la présidence de la République, un certain nombre de gestes en direction de cette déscription. La liberté d'expression a été et est complète. Il y a maintenant deux ans que l'exercice mon mandat, je n'ai poursuivi, vous le savez, aucun organe d'expression, quel qu'il soit, au titre de ce qu'il avait pu dire ou oublier à propos du président de la République. Les inquiétudes qui existaient concernant l'existence de telle ou telle pratique, par exemple les écoutes téléphoniques, tout ceci a disparu à une personne n'en regrette pas. J'ai fait voter une réforme sur le Conseil constitutionnel qui permet à l'opposition de le saisir de la constitutionnalité de certains lois. J'espère l'estime nécessaire ; elle l'a fait à plusieurs reprises, le Conseil constitutionnel lui a parfois donné raison, nous avons toujours appliqué sans aucun commentaire les décisions de celui-ci.

J'ai donc fait ce qui dépendait de moi pour que cette déscription de la politique française puisse avoir lieu. Mais il est évident que, pour qu'elle puisse réussir, il fallait une certaine coopération de l'opposition et que, jusqu'ici, cette coopération de l'opposition ne s'est pas manifestée.

Je vous dirai, pour ma part, que je considère comme profondément regrettable et comme profondément critique le refus par l'opposition, du dialogue démocratique avec l'État ou les élus de la majorité du peuple français. La France est le seul pays d'Europe où cette situation existe — le seul — et l'estime que c'est donner une mauvaise image de la France que celle dans laquelle les grands dirigeants de l'opposition d'acceptent pas le dialogue avec les élus de la majorité du peuple français. J'estime que tout ce qui, en France, est animé dans la majorité et dans l'opposition, par le sentiment démocratique et républicain doit estimer, comme moi, que cette attitude est condamnable et critique !

« A l'occasion de son voyage en Algérie, M. Mitterrand, qui a cette occasion à pris position au nom de la France dans le problème qui oppose l'Algérie au Maroc et à la Mauritanie, le problème des frontières, a déclaré, si vous me permettez de le citer : « Nous avons écouté tous les problèmes concernant les intérêts des Français, leur vie, leurs libertés et leurs intérêts matériels. C'était bien notre rôle, puisque notre objectif principal était de représenter, en Algérie, les intérêts de notre pays. » Monsieur le président, est-ce que vous considérez, ou est-ce que vous ne considérez pas, ce genre d'intervention comme une ingérence dans les affaires de l'État et est-ce que ces déclarations peussent, ou ne peussent pas, influencer une position déjà adoptée par le gouvernement français ? »

« Vous savez que cette réunion de presse est consacrée exclusivement aux problèmes de politique intérieure, donc je n'interviendrai pas dans les conséquences extérieures de votre question, c'est-à-dire l'appréciation qui a pu être celle de tel ou tel gouvernement de l'Afrique du Nord à propos de telle prise de position.

Je dirai d'abord que M. Mitterrand est un leader d'une formation politique importante de la vie nationale mais que, naturellement, il n'a pas qualité à représenter la France à l'étranger. La France est représentée à l'étranger exclusivement par ses institutions démocratiques, c'est-à-dire son président de la République et son gouvernement.

DU CHEF DE L'ÉTAT

de la traversée, il faut le juger à l'arrivée

Par contre, je vous dirai franchement que je n'ai pas compris comment un dirigeant important de la vie politique de notre pays pouvait se rendre en Algérie et rencontrer les plus hautes autorités de l'Etat à un moment où l'on savait qu'il existait, entre

l'Algérie et la France, des problèmes de diverse nature portant sur les personnes, portant sur la politique, portant sur des intérêts économiques, et qu'il n'était pas, ni avant son départ ni à son retour, l'attaché des autorités politiques de la France.

Ainsi, je ne voudrais pas entrer dans ce raisonnement qui est de croire que l'on gouverne pour une clientèle et que j'ai une sorte de feuille devant moi, sur laquelle j'écris, sur deux colonnes, ce que je vais faire pour faire plaisir à l'opposition, et ainsi gagner des voix et ce qui, en même temps, ne doit pas déranger la majorité pour ne pas perdre les élections.

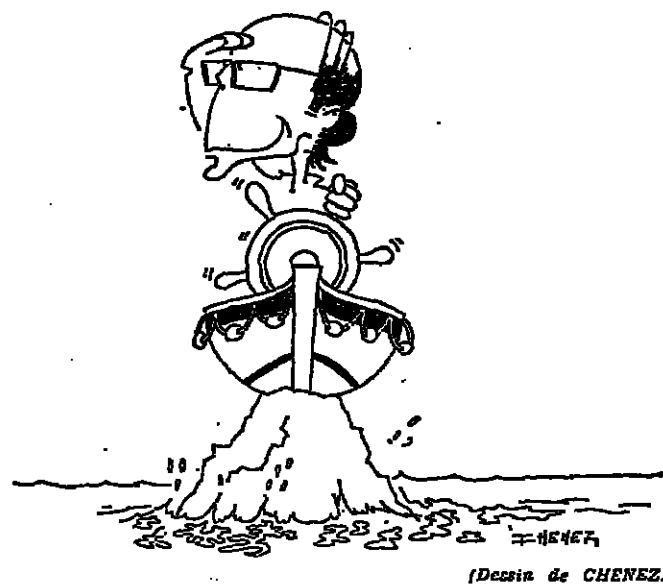
Ce n'est pas comme cela que l'on gouverne ; en tout cas, ce n'est pas comme cela que je gouverne, dans l'exercice de ma fonction.

Je crois que la France a besoin de connaître une certaine évolution, et je crois qu'elle n'a été pour la conduire. Il est évident que lorsqu'on conduit une évolution et que l'on est, ce qui est le cas à l'heure actuelle, au milieu de celle-ci, on trouve, d'une part, ceux qui à l'origine n'étaient pas pour vous, et qui attendent naturellement quelque peu pour vous juger sur les résultats ; et, d'autre part, ceux qui vous ont soutenu qui peuvent être, à un moment ou à un autre, inquiétés ou perturbés par l'évolution que l'on conduit.

Mais dès que j'ai été élu, je me suis préoccupé, non pas de ce que je ferais en 1975 ou 1976, mais de ce que les Français voudraient que j'achève, c'est-à-dire lorsque l'ensemble des transformations économiques et sociales aura été accompli. Il ne faut pas juger un voyage, je dirai, au milieu de la traversée, il faut le juger à l'arrivée, et je suis persuadé que les Français approuveront en profondeur le fait que le chef de l'Etat qu'ils ont désigné est finalement quelqu'un qui aura bien accepté de conduire une évolution.

Lorsque j'ai été élu, je me souviens encore que beaucoup de commentateurs — il doit y en avoir dans cette salle — et d'ailleurs une bonne partie de la presse, disaient : « Bon, il nous a promis le changement, parce qu'il pensait que cela faisait partie de ce qu'il, dans la conjoncture électorale, devait être dit, mais au fond, il n'y croit pas beaucoup. » Et ce que j'ai trouvé frappant dans le dernier sondage — le dernier qui a été publié, je crois, par le journal Sud-Ouest — c'est que, désormais, une très large majorité des Français est convaincue que le président de la République a effectivement conduit le changement, et je dirai que, pour moi, c'est un réconfort de penser que ce qui était à l'origine un acte de confiance, est devenu, de la part de l'opinion, une certitude.

Lorsque j'ai été élu, je me souviens encore que beaucoup de commentateurs — il doit y en avoir dans cette salle — et d'ailleurs une bonne partie de la presse, disaient : « Bon, il nous a promis le changement, parce qu'il pensait que cela faisait partie de ce qu'il, dans la conjoncture électorale, devait être dit, mais au fond, il n'y croit pas beaucoup. » Et ce que j'ai trouvé frappant dans le dernier sondage — le dernier qui a été publié, je crois, par le journal Sud-Ouest — c'est que, désormais, une très large majorité des Français est convaincue que le président de la République a effectivement conduit le changement, et je dirai que, pour moi, c'est un réconfort de penser que ce qui était à l'origine un acte de confiance, est devenu, de la part de l'opinion, une certitude.



(Dessin de CHENEZ.)

Les commentaires de la presse

L'AURORA : la lumière est au bout de la crise.

« Voilà donc un Giscard en quelque sorte retrouvé. (...) Cela dit, un bon discours ne fait pas le printemps et une conférence de presse, aussi réussie soit-elle, les « beaux jours ».

« Tous les problèmes évoqués hier restent en l'état : l'emploi, l'agitation étudiante, les grèves et les revendications sociales, le vent d'été de la fiscalité des plus-values, la réforme de la société, les risques qu'apporterait un pays un pouvoir collectiviste.

« Face à tout cela, Giscard a largement expliqué, défini les raisons de sa confiance, de ses espoirs et de ses certitudes. La lumière est au bout de la crise qui s'estompe.

« Voilà, en une période où la doute est roi, un langage certes agréable à entendre. Faisent les Français assez vite découvrir qu'il est également porteur de vérité. »

(DOMINIQUE PADO.)

LE FIGARO : une carte mal-tressée.

« Tout le monde, depuis longtemps, s'interroge avec complicité sur les capacités du chef de l'Etat à maîtriser une crise grave. Dans les circonstances difficiles d'aujourd'hui, il a fait la preuve, en tout cas, de son aptitude à poursuivre, dans la sérénité, une démarche très cohérente. (...) La justice pour tous, l'effort partagé, la modération, le refus de gouverner au profit d'une clientèle, le souci, en même temps, de préserver l'essentiel de la société libérale : en voilà bien plutôt les articulations décisives.

« Dans cet effort vers une réflexion en commun, vers une autorité libérée des compromissions, une action continue, le président de la République dispose d'une carte maîtresse : la reprise économique. Elle s'ajoute à chaque jour. »

(JEAN D'ORMESSON.)

L'HUMANITE : une charge assez grossière.

« M. Giscard d'Estaing, qui jusqu'ici faisait volontiers mine de prendre de la hauteur par rapport aux polémiques, a tenu, au contraire, à fuir l'attitude de M. Chirac et Pompidou, dont le style habituel, on le sait, repose davantage de l'impactive, voire de l'invective, que d'une argumentation réfléchie et paisible. »

« Plus encore, il a tenu lui-même à entrer en lice, opposant une fin de non-recevoir aux revendications des étudiants, et se livrant à une charge assez grossière contre notre parti, tout les pressions de position sur l'abandon de la dictature du prolétariat ou la voie française au socialisme seraient exclusivement, selon lui, le résultat d'une « ténacité électorale ». Ce qui était admettre, fait-on involontairement, qu'elles sont favorablement accueillies dans l'opinion. Pour le reste, l'analyse du marxisme qu'il nous a livrée à cette occasion se situait à peu près du niveau du Reader's Digest. (...) Peut-on dire que le septennat a inauguré une « ère nouvelle », comme nous le promettrait naguère les slogans de la campagne présidentielle ? A cette dernière question, M. Giscard d'Estaing a eu une réponse lumineuse dans sa simplicité : « Oui, a-t-il déclaré en substance, à condition de faire abstraction de la crise économique. »

(RENÉ ANDREU.)

LES ECHOS : la faiblesse du régime présidentiel.

« Par le miracle du verbe retrouvé, le président a redonné de l'autorité à son propre personnage et de la cohérence à sa politique. Cette fois, le ton était juste, aussi bien sur les questions épineuses comme l'affaire Claustre ou le cas Agret que sur une question aussi grave que la peine de mort ou le respect de la Constitution.

« La performance réalisée hier par M. Giscard d'Estaing est une démonstration éclatante des forces et des faiblesses du régime présidentiel. Si le chef de l'Etat est en forme, la politique prend du corps ; s'il est en mauvaise condition, sa politique paraît fumée. Sans donner une seule information nouvelle, hier, il a marqué des points. »

(MICHEL TARDIEU.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la France aura-t-elle le temps d'attendre ?

« Au moins aura-t-on recueilli hier un gage de la détermination présidentielle à ne pas céder d'un pouce aux résistances qu'il rencontra au sein de sa majorité. Un gage verbal : « Ceux qui refusent » raient le principe des réformes ne pourraient par la suite invoquer leur participation à l'opération réformatrice du président. »

« Mais n'est-ce pas qu'une impression ou qu'une illusion ? Car, sur le fond, le chef de l'Etat est resté bien discret sur les réformes à venir. Que de silences, que de modérations, que de prudence ! Giscard fut apaisé au temps, il a le temps. Mais la France a-t-elle le temps d'attendre ? Et le temps n'ira-t-il pas plus vite que lui ? »

(PHILIPPE TESSON.)

ROUGE : paternalisme.

« Dans des réponses vides de contenu, il a affiché un optimisme inébranlable : « L'érosion de la majorité a été plus faible » que dans d'autres pays d'Europe » et « le grand événement de l'année, c'est la reprise économique ». Tout un programme que la droite lui avait pourtant promis de réaliser. Giscard a simplement déclaré qu'il y travaillait le week-end, au coin du feu (...).

« Le plus grave, dans ce défilé de paternalisme, c'est que les partis de gauche laissent ainsi un président désarmé bavardez sur le dos des travailleurs. Au lieu de tracer la voie d'une offensive victorieuse contre un régime condamné. »

(PIERRE JULIEN.)

« M. Chirac a reçu jeudi 22 avril à l'Hôtel Matignon une délégation de la commission créée par le gouvernement, sous la présidence de M. Bettencourt, ancien ministre, pour étudier les conditions de vie des Français à l'étranger et proposer les améliorations souhaitables. Le premier ministre a indiqué que les propositions de la commission seront examinées dans un délai de deux mois par le conseil des ministres.

MUNICIPALES : deux modifications

— L'année prochaine se déroulent les élections municipales. Est-ce que vous souhaitez une modification de la loi électorale pour les municipales ?

— Il y aura des élections municipales l'an prochain, élections locales qui, naturellement, auront un caractère politique, cela va de soi, mais dont l'objet est de désigner les administrateurs locaux de nos communes.

Vous savez que j'ai demandé à une commission, qui est actuellement présidée par M. Olivier Guichard, de réfléchir au développement du pouvoir communal et de cette commission, il peut y avoir des propositions sur l'organisation électorale, notamment dans les grandes villes. Mais il est certain que ces conclusions viendront trop tard pour qu'elles puissent être utilisées à une modification de la loi électorale pour les prochaines élections municipales. Donc, les prochaines élections municipales se feront dans le cadre de la loi municipale actuelle avec cependant deux modifications sur lesquelles le gouvernement devra se prononcer la semaine prochaine.

prochaine.

Vous savez que dans les plus grandes villes de France, c'est-à-dire à l'heure actuelle Paris, Marseille et Lyon, il existe ce qu'on appelle la sectorisation, c'est-à-dire que les électeurs votent par quartier, par arrondissement, de façon à choisir plus directement leurs élus que s'ils ne le faisaient sur de gigantesques listes à l'échelle de l'agglomération. Actuellement, ce système existe donc pour trois villes, et le gouvernement proposera de l'étendre aux deux villes suivantes pour ce qui est de l'efficacité de leur population. C'est-à-dire Toulouse et Nice.

D'autre part, il existe à l'heure actuelle une règle concernant le maintien des listes au second tour des élections. Selon cette règle, ne peuvent se maintenir que les listes ayant recueilli 10 % des inscrits lors du premier tour. Dans un souci de clarté, on aurait pu imaginer — ce serait, je crois, la logique de nos institutions — que ne puissent se maintenir au deuxième tour que les listes qui,

se trouvent en tête au premier tour, comme c'est désormais la pratique pour l'élection présidentielle. Sans aller jusque-là, mais pour permettre aux électeurs de pouvoir choisir avec plus de clarté et d'éviter que le deuxième tour soit l'occasion de manœuvres électorales, il sera proposé d'élever la limite de 10 % et sans doute de la porter à 15 %.

— Monsieur le président, est-ce que vous considérez les affaires extérieures comme des affaires intérieures ou extérieures ?

— Je vous dirai, compte tenu du fait que vous avez des élections au mois d'octobre, grâce au ciel, extérieures !

— Il semble, à la lecture des journaux, qu'une partie de vos électeurs ne vous aime plus ou vous aime moins, et on a l'impression que les électeurs de l'opposition ne vous aiment pas davantage. Alors la question est simple : est-ce qu'on peut gouverner longtemps avec 51 % des Français derrière soi ?

— D'abord, ne portez pas d'appréciation sur le sentiment des Français, c'est leur affaire. Les Français que je rencontre, m'expriment eux-mêmes leurs sentiments, je préfère les connaître, je n'ai pas besoin de sondages. Ensuite, vous dites qu'on gouverne avec 51 %. D'abord, c'est déjà mieux que de gouverner avec 45 %, et si vous observez toutes les démocraties, à l'heure actuelle, notamment toutes les démocraties européennes, vous vous apercevrez que les tendances qui sont au pouvoir dans les démocraties européennes, à l'heure actuelle, sont, en général, minoritaires. Voyez les derniers sondages concernant par exemple l'Allemagne fédérale, concernant par exemple la Grande-Bretagne, concernant par exemple l'Italie. Les gouvernements, les gouvernements politiques qui sont au pouvoir, sont minoritaires, et je dirai que c'est en France, bien que nous ayons traversé une crise grave, que nous sommes, à l'heure actuelle, la majorité, malgré cette crise, a été la plus faible.

— D'abord, ne portez pas d'appréciation sur le sentiment des Français, c'est leur affaire. Les Français que je rencontre, m'expriment eux-mêmes leurs sentiments, je préfère les connaître, je n'ai pas besoin de sondages. Ensuite, vous dites qu'on gouverne avec 51 %. D'abord, c'est déjà mieux que de gouverner avec 45 %, et si vous observez toutes les démocraties, à l'heure actuelle, notamment toutes les démocraties européennes, vous vous apercevrez que les tendances qui sont au pouvoir dans les démocraties européennes, à l'heure actuelle, sont, en général, minoritaires. Voyez les derniers sondages concernant par exemple l'Allemagne fédérale, concernant par exemple la Grande-Bretagne, concernant par exemple l'Italie. Les gouvernements, les gouvernements politiques qui sont au pouvoir, sont minoritaires, et je dirai que c'est en France, bien que nous ayons traversé une crise grave, que nous sommes, à l'heure actuelle, la majorité, malgré cette crise, a été la plus faible.

— D'abord, ne portez pas d'appréciation sur le sentiment des Français, c'est leur affaire. Les Français que je rencontre, m'expriment eux-mêmes leurs sentiments, je préfère les connaître, je n'ai pas besoin de sondages. Ensuite, vous dites qu'on gouverne avec 51 %. D'abord, c'est déjà mieux que de gouverner avec 45 %, et si vous observez toutes les démocraties, à l'heure actuelle, notamment toutes les démocraties européennes, vous vous apercevrez que les tendances qui sont au pouvoir dans les démocraties européennes, à l'heure actuelle, sont, en général, minoritaires. Voyez les derniers sondages concernant par exemple l'Allemagne fédérale, concernant par exemple la Grande-Bretagne, concernant par exemple l'Italie. Les gouvernements, les gouvernements politiques qui sont au pouvoir, sont minoritaires, et je dirai que c'est en France, bien que nous ayons traversé une crise grave, que nous sommes, à l'heure actuelle, la majorité, malgré cette crise, a été la plus faible.

Réformes : décrire les perspectives d'ensemble

— Ne pensez-vous pas que cette politique de réforme et de changement de l'Etat a été et sera un peu mieux expliquée à la nation, afin d'éviter qu'elle ne soit méconstruite, comme on en voit avec la taxation des plus-values ou la réforme de l'entreprise ?

— Nous sommes un peu à cheval, déjà, sur les questions économiques et sociales ; cette question va servir de transition.

Vous avez raison, il est indispensable de faire cette explication, et d'ailleurs c'est un peu pour quoi nous sommes réunis aujourd'hui. Je crois qu'il ne suffit pas de la faire comme je la fais ou comme je pourrais la faire, mais des réunions de presse plus fréquentes ou par une présentation à la télévision. Nous avons un tempérament national est particulièrement à cet égard ; les Français ont besoin de saisir les perspectives d'ensemble. C'est sur ce thème que je travaillerai à l'heure actuelle, je rendrai publique, dans la première quinzaine du mois de juin, la description détaillée des objectifs que je poursuis, concernant la taxation des plus-values, la taxe sur le revenu, la réforme de la société.

Pourquoi le mois de juin ? C'est que c'est un travail relativement long, et que je ne pourrais le faire pendant les fins de semaine ; il ne pourra donc être rendu public qu'à ce moment-là. Il s'agit d'un document relativement long, de l'ordre de soixante-dix pages, et relativement détaillé, à partir duquel les Français pourront connaître et juger l'ensemble de l'œuvre de réforme que je propose.

Bien entendu, je vous dis tout de suite que ce ne sera pas la vérité révélée. Je veux dire par là que ce sera la description des objectifs que je pourrais et pourrais moi de vous dire, que j'attendrai, concernant la transformation de la société française. Ensuite, il appartiendra aux nouvelles politiques qui seront mises en œuvre, à partir d'un jour, d'ailleurs, de prendre position sur le contenu de ce texte et de faire telle ou telle critique ou telle ou telle proposition complémentaire.

Vous parlez de la présentation de la taxation des plus-values. Pourquoi le mois de juin ? C'est que c'est un travail relativement long, et que je ne pourrais le faire pendant les fins de semaine ; il ne pourra donc être rendu public qu'à ce moment-là. Il s'agit d'un document relativement long, de l'ordre de soixante-dix pages, et relativement détaillé, à partir duquel les Français pourront connaître et juger l'ensemble de l'œuvre de réforme que je propose.

— La aussi, tous les débats sont publics.

Enfin, à l'heure actuelle, on aborde la phase du travail parlementaire avec audition du ministre des finances devant la commission des finances, avec ensuite débat parlementaire public. L'information sera donc donnée, et les Français pourront juger ce texte en complète connaissance de cause.

Pourquoi cet impôt ? Est-ce que c'est vraiment la manie d'aller taxer les Français ? C'est une situation difficile et auxquels on demanderait, on ne sait pourquoi, une contribution supplémentaire ? Le gouvernement propose cet impôt au Parlement, mais ce n'est pas un élément nécessaire d'une œuvre de justice et que, pour moi, la justice, ce n'est pas quelque chose de litigieux, ce n'est pas quelque chose d'électoral ; c'est quelque chose qui se décide.

Dans notre système fiscal actuel, les personnes qui travaillent payent l'impôt sur le revenu, les personnes qui ont un travail, et elles payent l'impôt à partir de conditions de revenus qui sont souvent modestes. Les épargnants payent l'impôt sur le revenu, mais ils ne payent pas l'impôt sur le revenu, ils commencent par constituer leur épargne, et ensuite, lorsque cet impôt est produit, ils payent l'impôt. Et il existe en France une catégorie de revenus considérables par les gains que l'on peut faire en achetant et revendant à court terme, c'est-à-dire en réalisant des plus-values, qui ne sont pas soumises à l'impôt. Personne ne peut défendre une telle situation.

La question est de savoir comment il convient d'imposer, de telles plus-values. Je vous dirai, quand je vois l'excès des réactions de ces derniers jours à ce propos, qu'il me rappelle les réactions qui ont toujours existé en France de freiner les œuvres de justice. Rappelons-nous, par exemple, ce qui s'est passé lorsque l'on a voulu en France taxer les revenus des biens du clergé qui, sous l'ancien Régime, étaient exonérés d'impôt. Il y a un malheureux ministre de la justice, en 1789, a eu cette idée de bon sens de prévoir la taxation des biens du clergé. Eh bien, il y a eu une idée de bon sens, que les croyables ! On a expliqué que les prêtres de l'existence de Dieu s'opposaient à cette imposition et, d'ailleurs, cinq ans après, le projet a été abandonné. Et, après, il y a eu la Révolution française.

Lorsque M. Caillaux, en 1901, au sein du gouvernement Clemenceau, a présenté son projet d'imposition sur le revenu, cela a été un tollé ! On a expliqué que c'était la ruine définitive de l'économie française, et la commission

— Monsieur le président, vous vous êtes félicité tout à l'heure d'avoir assuré une liberté d'information complète. Je crois même qu'un jour vous avez dit que la presse devait être un « anti-pouvoir », allant contre le pouvoir des administrations. Mais enfin, estimez-vous dans cette optique qu'il est normal, alors que les électeurs commencent à représenter une part de plus en plus importante de la population, qu'un journaliste communiste ne puisse participer à la rédaction des journaux ?

— C'est le droit du journaliste d'exprimer ses opinions, et de défendre les dispositions particulières en liaison avec le gouvernement. Par contre, ceux qui refuseraient le principe des réformes ne pourraient naturellement pas, par la suite, invoquer leur participation à l'action réformatrice du président de la République.

— Monsieur le président, vous vous êtes félicité tout à l'heure d'avoir assuré une liberté d'information complète. Je crois même qu'un jour vous avez dit que la presse devait être un « anti-pouvoir », allant contre le pouvoir des administrations. Mais enfin, estimez-vous dans cette optique qu'il est normal, alors que les électeurs commencent à représenter une part de plus en plus importante de la population, qu'un journaliste communiste ne puisse participer à la rédaction des journaux ?

— C'est le droit du journaliste d'exprimer ses opinions, et de défendre les dispositions particulières en liaison avec le gouvernement. Par contre, ceux qui refuseraient le principe des réformes ne pourraient naturellement pas, par la suite, invoquer leur participation à l'action réformatrice du président de la République.

— Monsieur Andrien, vous dites que tel est le cas. Je vous dirai franchement que je n'en sais rien.

(Lire la suite page 10.)

ADRIATICA

NOUVEAU ! Service régulier de CAR-FERRY au départ de VENISE pour : GRECE - CHYPRE - ISRAEL - GRECE - TURQUIE

A bord du navire "ESPRESSO LIVORNO" moderne et confortable

Prix de 575 F à 1600 F Venise/Haifa 300 F à 825 F Venise/Pirée 450 F à 1275 F Venise/Istanbul 500 F à 1400 F Venise/Lesbos Volvres : de 375 F à 1150 F selon les destinations et les dimensions.

Pour renseignements et inscriptions, adressez-vous aux Agents de Voyages ou à "ADRIATICA" : 3, bd des Capucines - 75002 Paris - Tél. 073.40.85

102, rue de la République 13205 Marseille - Tél. 91.90.15 2, quai Papacino - 06000 Nice - Tél. 83.52.77

Jette Albert-Edmond - 06400 Cannes - Tél. 39.09.46

PIERRE VIANSSON-PONTE

Lettre ouverte aux hommes politiques

Voléry Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac, Georges Marchais, Michel Poniatowski, Pierre Mendès-France, Michel Debré et Michel Rocard.

ALBIN MICHEL

Précisions et illustrations

REPRISE ÉCONOMIQUE

La production industrielle peut-elle croître de 8 % en quatre mois ?

« Notre production est, à l'heure actuelle, à mi-chemin entre le point le plus haut et le point le plus bas », a déclaré M. Giscard d'Estaing. C'est exact, puisque l'indice de la production industrielle, thermique et électrique, se trouvait en février à la cote 119 (100 = 1970), après avoir touché le fond à 106 (mai 1973) et atteint un maximum de 129 (en juillet-août 1974). C'est ce retard de 8 % sur le précédent record qui explique, selon le président de la République, que l'embauche n'ait pas encore repris et que le chômage se soit stabilisé à un niveau élevé.

« Nous allons atteindre à la fin du premier semestre le plus haut niveau d'activité que nous ayons enregistré », a ajouté le chef de l'Etat. Ici le pari est audacieux puisqu'il suppose que la production industrielle aura stagné en février par rapport à janvier — progresse de 8 %

en quatre mois, ce qui représenterait jusqu'en juin un rythme annuel d'essor de quelque 20 %. Si la reprise est incontestable, elle est loin d'avoir atteint cette cadence, puisque depuis juillet dernier la progression n'a été que de 8 % (cote 119 en février au lieu de 116 en juillet) en huit mois. Il faudrait approximativement doubler le rythme récent de croissance pour s'en passer dans les temps s'annoncent par le président de la République.

L'indice français de la production industrielle, il est vrai, n'est pas fiable. Celui de février était particulièrement fragile, pour des raisons diverses. Peut-être le chemin à faire d'ici juin, pour que le chef de l'Etat ait raison, est-il moins grand qu'il n'apparaît actuellement. Si ce n'est pas le cas, M. Giscard d'Estaing a de fortes chances de se trouver une fois encore paralysé par les fautes de pronostics tactiques, qu'il a lui-même fustigées jeudi.

G. M.

PLEIN EMPLOI

Six cent mille chômeurs en 1980 dans la meilleure hypothèse

La recherche « par priorité » du retour au plein emploi était un des principes directeurs arrêtés dès le rapport d'orientation préliminaire du VII^e Plan voté par le Parlement le 27 juin 1975 et réaffirmé dans le rapport adopté par le conseil des ministres du 21 avril.

Une croissance économique même forte (entre 5,5 et 6 %) par an ne pouvant suffire à réduire sensiblement le chômage actuel, le Plan préconise des mesures d'amélioration des conditions de travail et de réduction des inégalités, qui sont, estiment ses auteurs, de nature à « rétablir le plein emploi par le meilleur emploi ». Si « la création d'au moins 1 100 000 emplois supplémentaires d'ici à 1980 » est annoncée, le projet adopté au conseil des ministres n'avance aucun chiffre sur l'écart prévisible en 1980 entre les ressources de main-d'œuvre et les emplois offerts.

En revanche, le comité de l'emploi et du travail du VII^e Plan,

qui s'est livré à de multiples projections, estime que la France comptera en 1980 entre 750 000 et 980 000 personnes disponibles à la recherche de l'emploi. L'hypothèse la plus optimiste allant à une forte croissance (5,7 % par an) toute une série de mesures qui influent directement sur l'emploi (réduction de la durée du travail hebdomadaire à 38,5 heures, relèvement des bas salaires et des pensions, maintien d'un solde migratoire nul, etc.) laisse sans emploi en 1980. Et les membres du comité ont émis les plus grandes doutes sur la possibilité de voir cette hypothèse se réaliser, compte tenu qu'elle supposerait « la définition, la mise en œuvre et la réussite d'un ensemble de politiques de diverses natures, souvent de grande ampleur et très contraignantes ».

A titre de comparaison, rappellons que le nombre de demandes d'emploi non satisfaites était en moyenne de 440 000 au cours du premier semestre 1974.

(Suite de la page 9.)

Je ne sais pas quelles sont les opinions politiques des journalistes de la télévision ou de la radio ; je n'exclus pas que certains d'entre eux votent pour le parti communiste, comme je n'exclus pas que certains d'entre eux votent pour moi.

LES TRANSFORMATIONS DU P.G. : une tactique électorale

— Que pensez-vous des transformations proclamées, affichées par le parti communiste français depuis un certain nombre de mois ?

— Eh bien, je crois que ces transformations correspondent de toute évidence à une tactique électorale. Le parti communiste français, pour la première fois depuis longtemps, a dans l'idée d'accéder, de vouloir accéder rapidement, prochainement, à des responsabilités de gouvernement et il conduit actuellement toute son action dans cette direction, ce qui fait que ce qu'il rend public, c'est ce qu'il pense être de nature à faciliter son accès au gouvernement. C'est donc de la tactique électorale.

Je vais vous en donner deux preuves :

D'abord, en ce qui concerne le problème de la dictature du prolétariat. Voilà typiquement la question que les dirigeants, que les doctrinaires du parti communiste ont voulu discuter longuement, de façon approfondie, comme ils ont l'habitude de le faire, puisqu'il s'agit d'une thèse fondamentale du marxisme, qu'il s'agit d'une référence à un des écrits fondamentaux de Marx. Or, voilà que cette dictature du prolétariat disparaît en quelques jours sans qu'il y ait eu de grandes discussions ni de concertation, parce que du point de vue de la tactique électorale il a été jugé que cette initiative serait susceptible de rassurer une partie de l'électorat français. Et on ne s'est même pas réoccupé d'aller jusqu'au bout de l'analyse politique, car que veut dire la suppression de la dictature du prolétariat quand on affirme le maintien de la lutte des classes ?

La dictature du prolétariat n'est pas autre chose, dans l'analyse de Marx — je ne suis pas marxiste au point de vue de mes votes, chacun le sait, mais j'ai le droit comme quiconque de connaître la pensée de Marx — qu'une conséquence de la lutte des classes, et dans le texte célèbre Marx explique que lorsqu'il y a dans la lutte des classes la victoire, la classe qui s'installe au pouvoir, et qui dans son analyse est le prolétariat, doit pendant une période de transition exercer seule le pouvoir, c'est ce qu'on appelle la dictature du prolétariat, jusqu'à ce qu'elle ait liquidé les fondements culturels et économiques de la société antérieure.

Alors, que signifie le renoncement à la dictature du prolétariat, accompagné du maintien du dogme de la lutte des classes ? La vérité, c'est que les communistes français ne peuvent pas renoncer à la lutte des classes, car s'ils

Je n'exclus ni l'un ni l'autre. En tout cas, les sociétés de télévision sont des sociétés qui ont des instances de direction, des conseils d'administration et des présidents ; je ne crois pas qu'il existe de texte visant l'inscription à un parti politique des journalistes de la télévision.

Je renonce, ils deviennent sociaux-démocrates. A ce moment-là, ils représentent en réalité les thèmes de la collaboration des classes qui sont les thèmes de la social-démocratie, et qui sont précisément ceux qui sont à l'heure actuelle condamnés par les partis communistes européens. Donc, on voit bien que c'est en réalité une tactique électorale.

Deuxième exemple : les rapports avec l'Union soviétique. Le parti communiste français affiche une certaine distance, et prend des attitudes qui s'éloignent de l'Union soviétique ou irritent les dirigeants de ce pays. Mais sur quels sujets le fait-il ? Il le fait sur les sujets qui sont de nature à avoir un impact électoral en France. Par exemple, lorsqu'il s'agit de la situation en Angola, on n'a pas vu le parti communiste français s'étonner d'une intervention importante en Afrique.

Les seuls éléments de désaccord avec la politique de l'Union soviétique portent sur des sujets tels que les libertés, les droits des personnes ; étant sensibles à l'électorat français, ils doivent être relevés par la tactique électorale du parti communiste. Et je dirai que le couronnement de cette démonstration, c'est le fait que le grand reproche que le parti communiste français fait, au fond, aux diri-

geants de l'Union soviétique, c'est le soutien que ces dirigeants apporteraient au gouvernement actuel de la France. Et je dirai que pour un parti qui veut prendre un tournant national, il est tout de même singulier que son principal reproche, s'adressant à une puissance étrangère, soit de voir cette puissance étrangère être, en effet, en bons termes de coopération avec la France. Ce sont donc des affaires électorales. Et l'indique, ce n'est pas notre sujet d'aujourd'hui, que bien entendu les relations politiques entre la France et l'Union soviétique ne seront ni altérées ni modifiées par les initiatives de tactique électorale du parti communiste français.

— Les journalistes ont pour vocation de traiter des problèmes des autres. Or, aujourd'hui, il paraît légitime qu'ils vous exposent leurs préoccupations. Plus de mille cinq cents journalistes ont été au chômage. Les concentrations de journaux succèdent et la disparition des titres écarte nécessairement, à long terme, toute possibilité de ce pluralisme des idées qui est l'un des fondements de la démocratie dans notre pays. Sous votre impulsion, les pouvoirs publics ont-ils l'intention ou l'intention d'amorcer un dialogue sérieux avec toutes les parties concernées, dialogue d'où, pour une fois, ne seraient pas exclus les représentants qualifiés des journalistes ?

— Je répondrai d'un mot. Il existe à l'heure actuelle des propositions gouvernementales concernant l'amélioration du statut économique de la presse, et

notamment la modification que le conseil constitutionnel a sur le statut fiscal. C'est ce qu'on appelle la « table ronde » sur les problèmes de la presse. Des réunions ont lieu, à l'heure actuelle, avec les représentants de la presse pour étudier ces dispositions.

Dictature du prolétariat et lutte des classes

Dans l'Etat et la révolution, Lénine, principal auteur de la théorie de la dictature du prolétariat, explique en quel sens cette formule temporaire du pouvoir est fonction de la lutte des classes. Il écrit notamment :

« La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; et elle ne peut faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des capitalistes exploités (...).

« C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors seulement que l'Etat cesse d'exister et qu'il devient possible de parler de liberté. »

Économie : la reprise a eu lieu

— Je voudrais vous poser deux questions qui ont trait à la durée dont vous avez souhaité parler tout à l'heure. La première concerne l'inflation et le chômage qui, depuis six mois, ne diminuent à peu près plus en France. Je voudrais vous demander comment vous comptez engager un processus de réduction qui doit être difficile puisqu'il n'existe pas actuellement, alors que la reprise mondiale fait monter les chiffres des premières semaines de l'année, dans le renchérissement des implantations.

Ma seconde question est la suivante : vous avez à plusieurs reprises, et dans cette même soirée, dit que vous étiez hostile à une aggravation de la pression fiscale. Or, dans le rapport, dans le projet de loi, dans le discours que vous avez lu hier, il est mentionné qu'il faudra, pour financer l'ensemble des projets, un allongement des heures de travail, une réduction des dépenses obligatoires, etc. La différence entre prélèvements obligatoires et fiscalité, c'est évidemment la ponction sociale. Je voudrais vous demander, en détail, comment vous comptez financer l'allongement de cette ponction sociale ? Est-ce que c'est une augmentation de taxes, des cotisations ou est-ce que c'est un élargissement de l'assiette, par exemple vers les chiffres d'affaires obérés autrement ?

Il s'est passé un grand événement en France qui est pour moi le plus important des derniers mois, encore que ce ne soit pas celui qui ait retenu jusqu'ici le plus l'attention publique : c'est la reprise de l'activité économique. C'est, pour moi, l'événement le plus important parce que c'est celui qui change le plus les conditions quotidiennes de vie des Français.

Il ne m'appartient pas, dans ma fonction d'Etatier, je ne sais quelle sensibilité mais, pour un président de la République, être à la tête d'un pays qui connaît, le plus important des derniers mois, encore que ce ne soit pas celui qui ait retenu jusqu'ici le plus l'attention publique, c'est la reprise de l'activité économique. C'est, pour moi, l'événement le plus important parce que c'est celui qui change le plus les conditions quotidiennes de vie des Français.

Or, la reprise de l'économie française a eu lieu ; d'ailleurs, personne ne la conteste plus. Les prévisions que l'on peut faire et qui sont maintenant d'ailleurs, je crois, communes à l'ensemble des observateurs, c'est que cette reprise a été permanente, sont ceux qui le trouvent, et de loin, vous le savez, puisque nous en voyons des exemples autour de nous, dans la situation la plus difficile, ce sont les pays qui sont capables d'adopter une attitude de modération, du point de vue des prix dans la période à venir, ne sont pas ceux qui ont dans la situation la plus favorable. J'estime que la France, sortant de la crise, doit adopter une attitude de modération. Je suis d'ailleurs convaincu que c'est le désir de la majorité de sa population et qu'instinctivement c'est ce qu'elle voudrait voir accomplir. Grâce à cette attitude de modération, nous pourrions connaître une croissance saine et créatrice d'emplois.

Pourquoi cette conséquence ? Vous avez remarqué que nous

liques au printemps dernier sur le niveau du chômage au printemps de 1976, mais je vous invite, pour votre compte rendu de la conférence de presse à rechercher dans vos archives et à publier le nombre des chômeurs qui devait être celui du printemps 1976. Ce nombre, à l'heure actuelle, plafonne et diminue.

Je vous dirai d'ailleurs que les chiffres sont assez difficiles à interpréter à partir du moment où les offres d'emploi augmentent. Vous savez que nous ne connaissons que les offres d'emplois recensées par l'Agence nationale de l'emploi ; souvent lorsqu'elles recommencent à embaucher, les entreprises petites et moyennes, surtout en province, n'adressent pas leurs offres d'emploi à l'Agence nationale pour l'emploi, mais recherchent directement dans leur voisinage ou auprès des travailleurs dont elles peuvent avoir connaissance, si bien que le nombre des offres d'emploi sera certainement inférieur à la réalité.

Puisque notre production est à l'heure actuelle à mi-chemin entre le point le plus creux et le point

le plus haut, il ne faut pas s'étonner que l'embauche n'ait pas encore repris massivement. Ce qui est important, par contre, c'est que l'ensemble des horaires de travail dans l'économie française a recommencé à augmenter de façon sensible. Et je pense que c'est à partir de la fin du premier semestre, c'est-à-dire au cours des prochains mois, que l'on va percevoir les conséquences de la reprise sur le niveau de l'emploi lui-même, avec naturellement très vite les problèmes de main-d'œuvre, de l'adaptation de la formation à l'emploi. C'est pourquoi dans le VII^e Plan qui vise le plein-emploi — et je vous dis tout de suite que ce plan vise le plein-emploi sur une directive personnelle — on n'a pas cherché une situation intermédiaire de chômage contenu dans certaines limites ; il a été décidé, au contraire, que l'objectif était le plein-emploi. Le plein-emploi résultera d'une part de la croissance et d'autre part d'un effort qui doit être encore beaucoup développé concernant les différents types de formation professionnelle, et, j'en dirai un mot tout à l'heure, universitaire.

INFLATION : une attitude de modération

Vous avez parlé de l'inflation. Qu'est-ce qui est caractéristique à l'heure actuelle ? Qu'est-ce qui saute aux yeux dans la situation économique mondiale ? C'est que ce sont les pays qui, soit parce que c'était leur tempérament national, soit parce que les circonstances les y ont conduits, ont adopté une attitude de modération en matière de rémunérations et de prix, qui connaissent, à l'heure actuelle, la situation économique la plus favorable.

Au contraire, les pays dans lesquels la revendication a été exaspérée, le désordre économique a été permanent, sont ceux qui le trouvent, et de loin, vous le savez, puisque nous en voyons des exemples autour de nous, dans la situation la plus difficile, ce sont les pays qui sont capables d'adopter une attitude de modération, du point de vue des prix dans la période à venir, ne sont pas ceux qui ont dans la situation la plus favorable. J'estime que la France, sortant de la crise, doit adopter une attitude de modération.

Je suis d'ailleurs convaincu que c'est le désir de la majorité de sa population et qu'instinctivement c'est ce qu'elle voudrait voir accomplir. Grâce à cette attitude de modération, nous pourrions connaître une croissance saine et créatrice d'emplois.

Pourquoi cette conséquence ? Vous avez remarqué que nous

souffrons, à l'heure actuelle, de problèmes de commerce extérieur. Il est frappant de voir que les pays qui sont les plus compétitifs sur le plan du commerce extérieur ne sont pas les pays dont la monnaie s'est le plus dépréciée. Naturellement, sur certains produits bien précis comme certains biens de consommation, les textiles ou les chaussures en provenance d'Italie, par exemple, on voit bien cette compétition, mais sur les grands marchés internationaux la compétition difficile pour les Français est la compétition vis-à-vis des Allemands ou vis-à-vis des Américains, c'est-à-dire de pays dont la monnaie s'est appréciée et dont la politique salariale et économique a été de modération.

Donc, ceux qui connaissent le développement le plus régulier, la meilleure situation de compétition et le plus haut niveau de l'emploi dans la période à venir, ne sont pas ceux qui ont dans la situation la plus favorable. J'estime que la France, sortant de la crise, doit adopter une attitude de modération.

Ces disciplines collectives en matière de rémunération supposent un état d'esprit de justice, et c'est une des raisons pour lesquelles nous devons compléter le dispositif social. Sur le plan de la justice, on ne peut pas demander de modération aux uns et ne pas faire un effort de justice en direction des autres.

SÉCURITÉ SOCIALE : un problème fondamental

— Dans le domaine de la justice, notamment, il semble qu'en France actuellement, en ce qui concerne la protection sociale, on parle beaucoup de la maladie, un ouvrier, un employé, par rapport à ses revenus, à une charge disons de 50 % supérieure à celle d'un cadre moyen ou d'un cadre supérieur, du fait même du système de cotisation de Sécurité sociale. Est-ce que vous avez l'intention de modifier quelque chose dans ce domaine ? Est-ce que d'une façon plus générale vous avez l'intention de promouvoir des réformes dans le domaine de la santé ?

— Le sujet est trop vaste pour que je puisse l'aborder devant vous. Il y aura un débat à l'Assemblée nationale sur ce sujet, sur les perspectives à moyen terme de la protection sociale. Vous savez, en effet, que la part des prestations sociales dans le

produit intérieur brut ne cesse d'augmenter, qu'il représente 18 % du produit intérieur brut de la France, et que cette part va continuer à augmenter.

Il y a un problème fondamental qui est celui-ci : doit-on modérer cette progression, et dans l'affirmative, quelles sont les techniques qui peuvent être utilisées ? Ce débat aura lieu ; il suppose des explications de plus grande ampleur que celles que je peux donner à l'occasion d'une réunion de presse. Le cas échéant, peut-être cherchera-t-on une formule d'interview ou de déclaration pour traiter particulièrement ce sujet.

Je vous indique, en tout cas, que le gouvernement a adopté le principe d'une réforme qui doit se traduire par une certaine péréquation des charges de sécurité sociale des entreprises. Les entreprises de main-d'œuvre — et notamment celles qui emploient une main-d'œuvre dont les rémun-

une journée avec

François MITTERRAND



lundi 26 avril à partir de 7h sur

EUROPE 1

سكرا من الامم

DU CHEF DE L'ÉTAT

nécessités sont inférieures à celles qui sont versées dans des secteurs de pointe ou de haute technologie — supportent, de ce fait, une charge plus lourde par rapport à leur coût de production. Une réforme est prévue, qui aura pour objet d'assurer une répartition entre les entreprises pour égaler le niveau de ces charges.

— Est-ce que, pour vous, Lip, c'est vraiment fini ?
Lip a connu, dans le passé, une situation qui avait attiré l'attention de l'ensemble de l'opinion française, et qui était due essentiellement, me semble-t-il, aux conditions dans lesquelles elle avait découvert, en quelques jours, une situation qu'une longue expérience de ses dirigeants avait laissée s'accumuler : de ce fait, on a cherché les moyens d'assurer la continuité de l'exploitation de cette entreprise. À partir du moment où elle était rétablie sur des bases économiques et financières normales, elle devenait une entreprise normale dont les problèmes devaient être réglés à l'égal des autres.

— C'est pourquoi, lorsqu'il y a eu les difficultés particulières de l'affaire Lip, voici quelques mois, j'ai indiqué, en plutôt le porte-parole de l'État, à l'indépendance que Lip, comme les autres entreprises, pourrait bénéficier des procédures actuellement en vigueur pour aider les entreprises en difficulté. Ces procédures lui ont été appliquées, puisqu'un nouveau prêt du P.D.E.S. de 7 millions de francs a été consenti à l'entreprise Lip à cette époque. Désormais, elle est intégrée dans la vie normale des entreprises en France, et c'est donc dans le cadre des responsabilités de ses dirigeants, et compte tenu de nos procédures normales, qu'elle doit faire face à ces problèmes.

MONNAIE : une appréciation raisonnable

— Le gouvernement a, en quelque sorte, officiellement reconnu l'existence d'un « serpent » par le franc aux difficultés survenues à la lire italienne et à la livre sterling. Apparemment, ces monnaies ne sont pas dévaluées des menaces qui pèsent sur elles, alors, compte tenu notamment de cela, je voudrais vous poser la question suivante : comment estimez-vous l'évolution du franc la plus favorable dans les mois qui viennent ?

— Je voudrais constater d'abord que l'alarme qui avait été largement répandue au moment de la sortie du franc du « serpent » monétaire n'était pas justifiée. À l'heure actuelle, aujourd'hui, je crois, le dollar doit valoir entre 4,68 et 4,87, c'est-à-dire qu'il est pratiquement au niveau de sa parité théorique. Si vous regardez la courbe retraçant l'évolution des principales monnaies du monde, courbe qui peut d'ailleurs vous être communiquée, on s'aperçoit que depuis 1970, par rapport à l'ensemble des principales monnaies du monde, le franc est une des monnaies qui est restée le plus stable. Nous sommes actuellement à l'indice 103 par rapport à l'indice 100 à la fin de 1969.

Certaines monnaies se sont appréciées, c'est le cas du deutschemark et du franc suisse ; d'autres se sont dépréciées : le dollar, la livre italienne, la livre sterling. Deux monnaies sont restées pratiquement stables : le yen japonais et le franc français. Il faut que les français sachent que l'heure actuelle, en printemps 1976, la valeur du franc par rapport à la moyenne des grandes monnaies internationales, qui était de 100 à la fin de 1969, est de 103 actuellement : au cours de cette période, le franc s'est apprécié.

Deuxième indication importante : à la veille de l'élection présidentielle, si l'on prend la même référence, le franc valait 93 ; il avait donc perdu environ 6 % de sa valeur de la fin 1969. Depuis, il a retrouvé et dépassé. Comme il a monté fortement au cours de l'année 1975, il est rentré spontanément dans les limites du « serpent ».

Nous sommes à ce moment-là à prendre, ou à ne pas prendre, une décision politique. Naturellement, à la lumière des événements, il est très facile de dire maintenant : il ne fallait pas la prendre, mais l'estime que le rôle de la France, c'est de participer, chaque fois qu'elle a le moyen de le faire, à toutes les possibilités d'organisation de l'Europe. Au cours de l'été 1975, le franc était le plus stable dans les limites du « serpent » ; il n'y avait pas de mouvements spéculatifs de grande ampleur ; il fallait donc tenter de maintenir la « stabilité » et c'est pourquoi nous l'avons fait. Mais la vérité, c'est qu'un système de flottement concerté, quand il n'y a que deux grandes monnaies, c'est-à-dire le deutschemark et le franc français — ne peut pas résister à un mouvement spéculatif, quel qu'il soit.

— Que s'est-il passé ? La baisse de la lire et la baisse de la livre, dont je note qu'elles se poursuivent encore aujourd'hui, ont fait que les dirigeants de ces monnaies ont recherché des monnaies fortes, et à ce moment-là, ils se sont portés sur le deutschemark. Fallait-il que le franc suive le deutschemark, la hausse ? Est-ce que l'intérêt de l'économie française était de rechercher une revalorisation du franc ? Ma réponse est non !

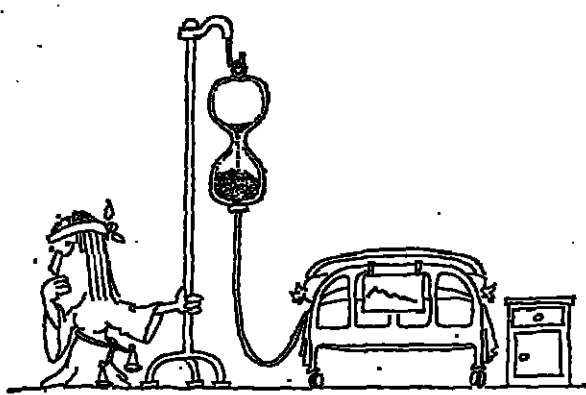
Donc, en premier lieu, à deux

du premier ministre et de moi-même ; lorsque des éléments supplémentaires pourront être rendus publics, ils le seront aussitôt.

Il est vrai qu'il y a maintenant deux ans, un peu plus de deux ans, que notre compatriote a été arrêté, détenu au mépris des droits humains par les rebelles du Tibét. Je souhaite que la conscience nationale et la conscience française fassent bien la part de la responsabilité dans cette affaire et que les dirigeants de la rébellion du Tibét, qui, au mépris des lois humaines, continuent de retarder notre compatriote français à pris récemment une initiative importante à cet égard, naturellement dans le respect de la souveraineté tibétaine, et il n'est pas utile que vous cherchiez à l'analyser car elle n'est connue, en réalité, que

Lettre ouverte aux hommes politiques
"15 portraits acérés de PIERRE VIANSSON-PONTE"

ALBIN MICHEL



(Dessin de CHENEZ)

LA SITUATION DE M. AGRET : tout est en cours

— Monsieur le président, en ce moment même, dans une prison de France, un homme a choisi de mourir doucement pour prouver son innocence. Sa famille, ses amis, vous ont fait appel. Que pensez-vous de ce drame ?

— Vous faites allusion au cas de M. Agret.

— C'est cela, monsieur le président.

— Il est difficile, dans une conférence de presse, de décrire dans tous ses aspects divers. Néanmoins, puisque vous me posez la question, je vous réponds. Quelle est la situation de M. Roland Agret, et comment les Français doivent-ils considérer ce problème, outre, naturellement, l'aspect humain dont vous venez de parler et dont je dirai un mot tout à l'heure, à la fin de ma réponse ?

M. Agret a été condamné par la cour d'assises du Gard, à la suite d'une instruction, de la cour d'assises du Gard, d'une plaidoirie, et il a été condamné à propos d'un meurtre. Ce meurtre a été commis en novembre 1970. La cour d'assises du Gard a prononcé trois condamnations, deux condamnations à perpétuité pour deux des condamnés, qui sont actuellement en prison, et une condamnation à quinze ans pour M. Roland Agret. Vous savez que dans notre droit, et dans le droit mondial, la chose jugée, lorsqu'il y a eu la procédure judiciaire complète et, notamment, dans ce cas, la cour d'assises, la chose jugée est considérée comme définitive et la seule chose qui peut intervenir c'est un sursis de droit, pour la réduction de peine — mais ce

ne s'agit pas d'une révision du procès.

— Je vous dirai que, dans ces conditions, la situation actuelle de M. Roland Agret, qui est en prison, n'est pas obligée de suivre la Cour de cassation qui, elle-même, statue ; c'est sa chambre criminelle qui statue sur le principe de la révision du procès. Voilà la procédure en cours telle qu'elle est. Donc l'enquête a lieu, elle se termine cette semaine et c'est au début de la semaine prochaine que la commission de juges décidera si elle doit y avoir ou non de révision de son procès.

— Je vous indique, néanmoins, que j'ai demandé que les dispositions soient prises pour qu'il soit admis dans un hôpital, si la situation se prolongeait, de façon à ce qu'il puisse avoir tous les traitements que cette situation peut requérir.

— Une récente émission de télévision consacrée aux rapatriés d'Algérie a sensibilisé l'opinion sur leurs problèmes. Je voudrais vous demander si votre gouvernement a l'intention de régler rapidement et définitivement la question de l'indemnisation et de ce que vous comptez faire dans ce but ?

— Tout ce que je mets en jeu, c'est de faire au moment de la campagne présidentielle concernant les rapatriés d'Algérie, que les rapatriés aient été, vous le savez, scrupuleusement appliqués, et si vous regardez le budget de 1976, vous verrez que nous sommes au-delà de ce que j'avais indiqué, qui était le doublement des crédits annuels consacrés à l'indemnisation de nos malheureux compatriotes rapatriés.

Il reste, avec eux, quelques problèmes ouverts. Nous avons pu en régler un certain nombre, et j'ai eu à ce sujet un échange de correspondance avec le ministre de Montpellier. D'autre part, j'ai demandé que la concertation qui est actuellement conduite par un comité avec les organisations de rapatriés se poursuive. Je considère en effet qu'il y a encore un certain nombre de problèmes ouverts, et que nous devons continuer à rechercher vis-à-vis des rapatriés des solutions qui soient à la fois de justice, et de solidarité.

(Lire la suite page 12)

Précisions et illustrations

CHOMAGE

Qui s'est le plus trompé ?

Plusieurs dirigeants politiques de l'opposition, en particulier du parti socialiste, avaient annoncé que le chiffre de 1 500 000 chômeurs serait atteint à la fin de 1975. A Toulouse, le 10 mars 1975, M. Michel Rocard déclarait : « Il est possible que Noël le chiffre (des chômeurs) atteigne 1,5 million. » M. François Mitterrand affirmait, le 8 juillet 1975, au cours d'une conférence de presse : « Plus, comme le fait le parti socialiste, si la politique actuelle suit son cours, la réalité du chômage à plus de 1 500 000 et l'évaluation pour la fin 1975 à plus de 1 500 000 correspond à une analyse rigoureuse. » Dans les deux cas, les orateurs prenaient comme références de calcul non pas les demandes d'emplois non satisfaites inventoriées par le ministère du travail, mais la définition du chômage au sens du Bureau international du travail, qui aboutit à des chiffres assez proches de ceux publiés chaque mois par la C.G.T. A la fin de 1975, le nombre de demandes d'emploi observées était de 1 000 000 (221 000 en données corrigées des variations saisonnières), ce qui correspondait, selon les calculs de la C.G.T., à 1 376 000 chômeurs.

Mais les leaders du P.S. n'ont pas été, en la matière, les seuls à se tromper. M. Jean-Pierre Fourcade déclarait, le 8 décembre 1974 : « Il faudra attendre le milieu de 1975 pour que la situation de l'emploi s'améliore. » En fait, le nombre de demandes d'emploi (en données corrigées des variations saisonnières) n'a pratiquement cessé d'augmenter tout au long de l'année 1975, pour atteindre 951 000 en mars 1976, contre 785 000 en mars 1975 (+ 8,5 %). Quant à M. Mitterrand, qui, dans une interview au Monde, le 11 avril 1975 : « Rien ne permet d'assurer que le chômage ira croissant au cours des prochains mois. » Entre cette déclaration et la fin de l'année 1975, le nombre de demandes d'emploi a augmenté de plus de 20 %.

J.-M. D.

HORAIRE DE TRAVAIL

Diminution du chômage partiel

On constate dans de nombreux secteurs industriels, comme l'a dit le président de la République, une augmentation sensible des heures hebdomadaires de travail depuis le début de l'année. Mais les services officiels de l'emploi ne disposent pas pour le moment de chiffres permettant de mesurer l'ampleur de cette reprise.

Seuls éléments disponibles, les statistiques d'indemnisation du chômage partiel pour les salariés travaillant moins de quatre heures par semaine : le nombre

de journées indemnisées a été en février 1976 de 1 103 400 contre 1 229 000 en janvier (-11,4 %) et de 1 055 000 en octobre 1975 (-4,5 %). En 1975, c'est-à-dire avant la crise, la moyenne mensuelle de journées indemnisées avait été de 70 000.

Quant à la durée hebdomadaire moyenne de travail des ouvriers elle était le 1^{er} janvier de cette année de 42,3 heures, en baisse de 1,4 heure par rapport au 1^{er} octobre 1974 (-3,3 %).

IMMIGRÉS

Les violents et les autres

M. Giscard d'Estaing a répondu à l'ensemble des travailleurs expulsés récemment des accusations portées la veille, devant l'Assemblée nationale, contre un certain nombre d'entre eux, par M. Poniatsowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur. Des « violences » et des « actes de fait » ont-elles été commises par tous les immigrés expulsés ?

FAMILLES

Les « premières orientations d'une politique globale »

Envisagées au milieu de 1975, approuvées par le conseil des ministres à la fin de 1975 et adoptées par le conseil des ministres à la fin de 1975 et adoptées par le conseil des ministres à la fin de 1975, les premières orientations d'une politique globale d'aide et de soutien des familles.

Plusieurs dispositions sont soumises à l'approbation des parlementaires : garantie d'un revenu

minimum aux femmes seules jusqu'à leur troisième anniversaire de leur plus jeune enfant ; congé rémunéré de huit semaines en cas d'adoption ; statut des gardiennes et nourrices ; dispense du service national pour les pères de famille âgés de moins de vingt-deux ans ; aides supplémentaires au logement ; mise à l'arrêt d'une réforme pour 1977, de certaines allocations en vue de les ramener à une seule, l'allocation parentale.

SÉCURITÉ SOCIALE

La modulation des cotisations

Annexée à la loi de finances pour 1976, l'Assemblée nationale a adopté le principe d'un aménagement des cotisations des salariés en fonction de leur âge et de leur salaire. Il s'agit, selon la thèse présentée par le ministre du travail, M. Bismuth, de moduler le taux global de cotisation : le taux moyen étant de 23 à 24 % des salaires, les entreprises dont le taux serait en réalité inférieur de plus de 3 % à la moyenne seraient exonérées.

Résumons à la création d'une taxe sur la valeur ajoutée prévue par la commission Châtelier — dont le rapport n'a jamais été publié officiellement mais

DÉPENSES SOCIALES

Croissance dans toute l'Europe

Comme l'a justement indiqué le président de la République, l'augmentation des dépenses sociales est plus rapide que celle de la production nationale. Les statistiques tant nationales qu'européennes ne sont pas homogènes en la matière, mais toutes démontrent que la croissance de ce qu'on appelle encore « le budget social » est plus rapide dans les pays voisins.

Par rapport au produit national brut, les dépenses sociales, selon la commission des Communautés européennes (le Inter-

social » du 6 juin 1975) représentaient en France 13,5 % du P.N.B. en 1974, 13,5 % en 1970, alors qu'en Allemagne elles atteignent 22,1 % (18,3 % en 1970), en Belgique 13,4 % (11,5 % en 1970), en Italie 12 % (10,7 % en 1970), au Danemark 22,9 % (18,3 % en 1970), en Luxembourg 13,1 % en 1975), le Royaume-Uni (15,7 % en 1975) et l'Irlande (13,3 %) accomplissent un effort de solidarité moins important qu'en France.

J.-P. D.

LA « RÉUNION DE PRESSE »

Précisions et illustrations

UNIVERSITÉ

Fermeté aujourd'hui, sélection demain

Une situation bloquée. Un débat confus. On pouvait penser que le président de la République allait intervenir sur la crise universitaire. Mais il n'en a rien fait. Pourquoi ?

Pouvait-il en être autrement ? Sur le premier plan, celui de l'intervention politique, le croire serait faire preuve d'une certaine naïveté. On voit mal le président de la République se substituer, dans un contexte aussi mouvant, à son secrétaire d'Etat ou à son premier ministre, et proposer une solution. Surtout à prendre une initiative spectaculaire : annoncer, contre toute attente, le retrait de l'arrêté du 16 janvier réformant le second cycle universitaire. Mais alors c'en serait fait d'un « changement » dans un secteur, celui de l'éducation, que le président lui-même présentait tout un an comme une des priorités. Qui plus est, le réformisme peut sur plus d'un point être présentée comme une rénovation progressive de l'enseignement universitaire. Une fois la tempête passée, M. Giscard d'Estaing pourra proclamer qu'il a mis en œuvre une réforme « de gauche » : c'est le pari public qu'il vient de faire, après avoir répondu à quelques-unes des critiques adressées par les professeurs et les étudiants.

« Ce texte ne sera donc pas modifié. » Soit. Mais alors que l'on explique le véritable enjeu de la réforme. Que l'on dépasse les appréciations démagogiques sur un mouvement étudiant qui serait manipulé tantôt par les gauchistes, tantôt par les communistes. M. Giscard d'Estaing ne s'est pas abaissé à ce niveau de la polémique. Mais son plaidoyer en faveur de l'arrêté signé par Mme Saurier-Solé n'a pas vraiment convaincu. Car si la réforme est bonne, son application urgente, son objectif pur, pourquoi un tel remous ? On aurait aimé voir le président « qui fait confiance à la jeunesse française » et quelques mois de compréhension pour le désarroi de ces centaines de milliers d'étudiants, d'explication du malaise universitaire, d'apaisement aussi. Après tout, la stabilité de l'Etat n'est pas ébranlée par cette révolte et la reprise économique n'en est pas affectée. Qu'il propose enfin, avec

sérénité et hauteur de vue, son analyse de la crise du système éducatif.

Le propos du président a été différent. Un ton plus bas, mais révélateur des intentions à plus long terme du régime. La sélection. A travers les remarques sur les effectifs d'étudiants chez nos voisins européens, des systèmes sélectifs mis en pratique, tant en Allemagne fédérale qu'en Grande-Bretagne que dans les pays de l'Est, perçus un regret qui ressemble à une déclaration d'intention. Surtout lorsque l'on sait — on ne s'en cache guère au secrétariat d'Etat aux universités — que c'est l'une des préoccupations essentielles du gouvernement en la matière : il y a trop d'étudiants. On l'a dit et on l'a répété. Mais il n'est pas dit qu'il puisse laisser penser que l'on va renouer la sélection dans l'immédiat. Ce n'est sûrement pas le moment de la faire. Le président a même fixé à l'université un objectif suffisamment vaste pour être interprété de toutes les façons possibles : « Elever le niveau culturel de la France. » Mais l'idée est lancée, au plus haut niveau, en pleine bataille de l'Université, au moment où les étudiants, inquiets pour leur avenir professionnel, se mobilisent à la seule évocation du terme...

Naguère, M. Jean-Pierre Soisson, ancien secrétaire d'Etat aux universités, et actuellement à la formation professionnelle, avait écarté l'idée, excepté pour les étudiants de pharmacie. « Il n'y a pas trop d'étudiants en France », avait-il déclaré à plusieurs reprises. La révolte étudiante a sans doute fait prendre conscience à nos gouvernements de l'ampleur du problème posé par un ensemble universitaire devenu très difficile à gérer. La tentation est grande de mettre en œuvre une solution radicale. Même lorsqu'on prône une « société libérale avancée ». Il y aura toujours assez de principes moraux (ne pas faire faire des études inutiles, qui font perdre leur temps aux jeunes, qui fabriquent des frustrés et des alibis...) pour justifier la sélection. Et ne se pratique-t-elle pas à l'Est ? Elle couve chez nous depuis des années. Le président vient de l'officialiser. Il n'est plus qu'à attendre qu'elle sorte de sa coquille.

YVES AGNÈS.

LES COMMENTAIRES DES NOMBREUSES ORGANISATIONS MONTRENT LE BLOCAGE DE LA SITUATION

La situation dans les universités et les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing ont provoqué les commentaires de nombreuses organisations syndicales ou politiques.

● La Fédération de l'éducation nationale (FEN) : « Le président n'a apporté aucun élément nouveau au débat. En affirmant l'irréversibilité du texte de l'arrêté, en constatant le bien-fondé des déclarations qu'il suscite, en feignant de le réduire à une manipulation politique, M. Giscard d'Estaing a laissé peu de perspectives pour la recherche d'une issue raisonnable obtenant l'accord des principales parties concernées et permettant une ouverture de véritables négociations. » Auparavant, la FEN avait indigné, dans un communiqué, « qu'elle a toujours revendiqué l'abrogation de l'arrêté du 16 janvier 1976 » et estimait « qu'il faut remettre en chantier la réforme dans son ensemble ».

● L'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau) : « Le président a été bien embourbqué par le mouvement étudiant, mais il n'a pas répondu aux questions des étudiants mais a préféré des menaces à propos de la validation des diplômes. »

● L'UNEF (unité syndicale animée par les trotskistes de l'Albanie des jeunes pour le socialisme) : « M. Giscard d'Estaing n'a non seulement pas répondu aux questions des étudiants mais a préféré des menaces à propos de la validation des diplômes. »

● Le Comité pour un syndicat des étudiants de France (COSSEF, proche du parti socialiste) : « Le président de la République joue le jeu de la provocation et de la répression, manie la menace de non-validation des diplômes et oppose une fois de plus le non-recours aux revendications. »

des cours », a demandé un secrétaire d'Etat aux universités qu'une consultation par correspondance sur la reprise des cours soit organisée dans chaque université afin de recueillir les avis des étudiants, enseignants et chercheurs.

● La Fédération nationale des étudiants de France (FNEF) : « La FNEF se félicite des explications claires fournies par le président de la République sur la non-sélection à l'entrée de l'Université, sur la nécessité de l'ouverture de l'Université au monde extérieur, sur la nécessité de l'ouverture de l'Université au monde extérieur, sur la nécessité de l'ouverture de l'Université au monde extérieur. »

Le bureau exécutif du parti socialiste avait auparavant fait connaître son soutien au mouvement de protestation des universitaires, réclamant l'abrogation de la réforme, et demandé aux conseils d'université « de prendre les mesures nécessaires pour que les diplômés puissent être validés dans des conditions de régularité satisfaisantes ».

● Le Mouvement des démocrates (animé par M. Michel Jobert) réaffirme son « hostilité à la réforme du deuxième cycle de l'enseignement supérieur telle qu'elle apparaît pour l'instant dans ses perspectives limitées, sa formulation incomplète et son opportunité discutables ». Le Mouvement condamne d'autre part « les agitations d'où qu'elles viennent ».

Peine de mort : lorsque la vague de criminalité aura reculé

— Monsieur le président, vous avez posé comme pratique de votre gouvernement la société libérale avancée. Je voudrais savoir quel est votre point de vue sur l'application de la peine de mort en France.

Je crois que votre question est utile parce qu'il faut que chacun sache quelle est exactement la nature de notre situation et la nature de la position et des obligations du président de la République à cet égard.

La législation française a toujours comporté jusqu'ici la peine de mort. Cette peine de mort faisait l'objet d'applications assez nombreuses au début du siècle, les condamnations étaient de plusieurs dizaines par an, comprises entre quarante et quatre-vingts au début de ce siècle. Entre les deux guerres, les condamnations étaient encore nombreuses. Il y avait aux alentours de vingt-cinq à trente condamnations par an. Le droit de grâce existait. Le président de la République l'exerçait et on peut dire qu'environ deux tiers des condamnés à mort étaient graciés par le président de la République.

Au cours de la période récente, le nombre de condamnations à mort a sensiblement diminué. Il y a eu des années sans condamnation à mort et, notamment, l'année 1975, où les tribunaux français n'ont pas prononcé de condamnation à mort. Si l'on prend les années 1974 et 1975, on constate qu'il y a eu au total soixante-dix-huit condamnations à mort prononcées en France, qu'environ les deux tiers ont été graciés par le président de la République.

Il y a donc la législation, d'une part, le droit de grâce, de l'autre. Le droit de grâce n'a pas pour effet de modifier la législation. Le droit de grâce n'est pas le droit pour le président de la République d'agir en dehors des lois votées par le Parlement. C'est un droit d'atténuation des peines pour des motifs humanitaires, et lorsque j'ai eu à me prononcer récemment, c'est cette considération qui m'a guidée. Ce n'est pas le droit de grâce qui a fait que je ne considère pas comme mon droit s'étendre à la possibilité d'annuler la législation, c'est-à-dire de faire en sorte que les dispositions qui sont prévues dans les textes puissent être purement et simplement annulées par le président de la République.

Le droit de grâce, jusqu'ici, s'est exercé très largement pour les motifs suivants. C'est que nous avons dans nos textes plusieurs dispositions qui prévoyait très peu d'adoucissement pour les petites et moyennes peines. Le droit de grâce en France conduisait tous les ans à environ deux mille décisions et ceci est à peu près constant, au cours de la III^e République, de la IV^e République, de la V^e République. Alors, j'ai pris l'initiative de faire déposer un texte qui a été voté par le Parlement le 11 juillet 1975 et qui permet désormais aux juges de réduire ou de suspendre, dans un

certain nombre de cas, les courtes peines de prison. A partir du moment où le juge le fait, le président de la République n'a pas à intervenir. C'est du domaine judiciaire, car le droit de grâce existe dans tous les pays. C'est une prérogative du chef de l'Etat dans tous les pays occidentaux, des Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Italie, etc. Et dans les pays socialistes de l'Est, c'est une prérogative de l'organe qui représente, qui est l'expression du chef de l'Etat ; par exemple, en Union soviétique, c'est le président du Presidium du soviet suprême, qui a le droit de grâce, le droit unique. Pourquoi ce droit existe-t-il ? Parce qu'il existe un certain nombre de circonstances où la procédure judiciaire ne permet pas d'aboutir à une solution de justice ; par exemple, le cas d'un condamné qui, pendant sa détention — et cela se produit — a un acte de courage ou de dévouement exceptionnel ; c'est, d'autre part, le cas d'un condamné qui se trouve dans une situation de santé telle que l'application de la peine de mort représenterait un acte de cruauté. C'est en fait qu'il s'agit de la simple procédure judiciaire, mais que l'application d'un fait nouveau ou d'un motif de réexamen d'une

situation, est bloquée, et que, seule, la grâce permet de débarrasser la situation.

Pour ce qui est de la peine de mort, je souhaite que la communauté nationale française, et donc son législateur, se saisissent, le moment venu de ce problème. Naturellement, il ne convient pas de pas de le faire à un moment où la situation de violence, et en particulier de certaines violences inadmissibles, rend la société française extraordinairement sensible à ce problème. Parmi les violences inadmissibles que je citerai, il y a deux cas, d'une part celui de rapt prémedité d'enfants comportant pour eux la quasi-certitude de la mort, et d'autre part, le cas de ceux qui, avec un acharnement inhumain, s'attaquent à des personnes âgées, isolées, en ayant préparé leur agression, pour leur soustraire leurs malheureuses ressources. Je crois que nous devons faire en sorte que la vague de criminalité et de violence s'atténue en France, et ceci suppose un certain nombre de moyens de prévention et d'action. Cette vague ayant reculé, il deviendra possible, et je dirai nécessaire, que la collectivité nationale se pose la question de la peine de mort sur laquelle, en ce qui me concerne, le moment venu, je donnerai ma réponse.

L'expulsion de seize travailleurs immigrés

— Je voudrais, monsieur le président, vous poser une question qui, je pense, ne sera pas interprétée comme ayant un caractère électoral. Elle concerne l'expulsion par votre gouvernement de seize travailleurs immigrés qui avaient été condamnés, aux yeux du pouvoir judiciaire, d'avoir participé à la manifestation des lycéens de 1975.

Je voudrais répondre à votre question, mais je souhaiterais que la question suivante soit posée : le temps passe, et peut-être pour vous-mêmes... Je porte sur la situation universitaire.

Alors, je réponds à votre question. Ce n'est pas une décision que j'ai prise personnellement ; je veux dire par là qu'il faut admettre l'idée — et ce n'est pas pour fuir, vous verrez, la responsabilité — mais il faut admettre l'idée que la France est une société décentralisée, dans laquelle un certain nombre d'élus ont des décisions à prendre, les prennent et les justifient. D'ailleurs, j'ai entendu tout à l'heure le secré-

taire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, sur certaines antennes ou dans certaines radios, expliquer les motifs de cette décision.

Il ne s'agit pas de tout d'abord expulser des travailleurs qui refusaient de payer des loyers. Il y avait, en effet, dans les foyers d'un organisme qui s'appelle la Sonacotra, qui est une société d'économie mixte, qui loge les travailleurs immigrés, il y avait depuis plusieurs mois une grève des loyers, face à des propositions d'augmentation, et ces grèves de loyers ont donné lieu à de longues discussions entre les dirigeants de cet organisme et les travailleurs qui s'y trouvent. Je peux vous dire que ces discussions ont abouti, dans la plupart des cas, à des accords, et c'est ainsi, par exemple, que l'organisme qui représente les travailleurs algériens immigrés en France ont accepté ces dispositions.

Les expulsions qui ont eu lieu ont été motivées uniquement par des violences et des actes de fait, uniquement, c'est-à-dire que ce sont des travailleurs immigrés qui ont, vis-à-vis du personnel de ces foyers, personnel d'encadrement ou agents de ces foyers, procédé à des violences répétées et qui, à ce moment-là, en effet, ont justifié la décision d'expulsion. Aucun travailleur n'a été expulsé en raison du refus de payer son loyer. Seuls ont été expulsés ceux qui se sont livrés à des actes de violence ou à des violences sur les agents de ces foyers. Vous comprendrez avec moi qu'il n'est pas possible, en effet, que les agents, les travailleurs, les foyers, puissent subir indéfiniment des violences ou des actes de fait, et c'est ce qui explique cette décision.

C'est d'ailleurs, pour les travailleurs immigrés, je suis le premier président de la République à m'être préoccupé de ce problème, à avoir créé un secrétariat d'Etat, je peux vous dire que les travailleurs immigrés sont parfaitement conscients de l'effort qui est accompli depuis deux ans en ce qui les concerne. J'ai eu, j'ai eu l'air d'avoir eu des contacts de façon à être informé de la réalité de leurs problèmes et de leurs difficultés. La France restera un pays d'accueil pour les travailleurs immigrés, mais dans des conditions, bien entendu, de violence, de désordres ou des actes de fait sur ceux qui travaillent à côté de ces travailleurs immigrés.

Universités : il n'y a pas matière à modifier l'arrêté

Comment expliquez-vous la dégradation de l'état des universités ? Redoutez-vous un nouveau mai 1968 en France ?

Redoutez-vous un nouveau mai 1968 en France ? Non, je ne le redoute pas, et d'ailleurs, je trouve qu'on a bien tort, huit ans après, de poser mensuellement la question : Redoutez-vous un nouveau mai 1968 ? C'est bien tout. Mai 1968, c'était mai 1968.

Pourquoi je ne le redoute pas ? C'est parce que les causes ne sont pas les mêmes et que, à l'heure actuelle, il y a un problème universitaire dont je vais vous parler, mais, à propos de ce problème, le monde de l'université lui-même s'interroge. Par exemple, on a constaté que, lors du vote des présidents d'universités, il y avait un tiers-sept présidents qui avaient voté contre le projet d'arrêté, mais il y a eu vingt-six présidents qui ont voté pour, vingt-six présidents élus qui ont voté pour, ce qui prouve bien qu'il

existe à l'intérieur de l'Université des gens conscients de la nécessité de la réforme. Et si vous prenez, à l'heure actuelle, des votes qui ont lieu dans certaines universités, sur le principe de la réforme, vous verrez que ce sont des votes très serrés. Ce n'est pas, comme en mai 1968, la communauté étudiante qui, toute ensemble, prend une attitude. Ce sont des votes très serrés dans lesquels une courte majorité se prononce en faveur de la réforme. Alors, je voudrais vous parler de

ce problème ; ce sera un peu long, vous m'en excuserez. Il faut d'abord voir la table de fond, et la table de fond, c'est l'emploi des jeunes, et, naturellement, il ne faut pas aborder ce problème dans un esprit agressif ou répressif, il faut l'aborder dans un esprit qui est une préoccupation des jeunes concernant leur emploi, leur carrière, leur insertion dans la vie, ce qui fait que, dès le départ, c'est à partir de ce problème, qu'il faut s'interroger.

Ouvrir les yeux

Il faut ensuite ouvrir les yeux. Il y a en France, à l'heure actuelle, comme vous le savez, aux alentours de huit cent mille étudiants, c'est-à-dire qu'il y en a 50 % de plus qu'en Allemagne fédérale, bien que la population de l'Allemagne fédérale soit supérieure à la nôtre, et bien que l'industrie allemande produise 40 % de plus que la nôtre. Il y a 50 % d'étudiants de plus en France qu'en Grande-Bretagne, pays de dimension à peu près comparable. Il y avait, en France, en 1950, cent trente-cinq mille étudiants. Il y en a, à l'heure actuelle, huit cent mille. Il y a donc un problème de fond qui est le problème de l'existence de cette population étudiante et le problème qui lui pose, que nous pose son avenir.

Enfin, il faut voir que, dans la répartition de ces orientations étudiantes, la situation française est également très particulière. Nous avons actuellement — je ne parle que de l'université — dans les filières qui mènent à des titres d'ingénieurs, c'est-à-dire sciences et techniques, 4 % de nos effectifs universitaires. Les Allemands en ont 20 %, et l'Union soviétique, d'une structure universitaire d'ailleurs différente — elle n'est absolument pas comparable, c'est une indication, — en a 45 %.

A partir du moment où les effectifs de l'université sont passés de cent trente-cinq mille à huit cent mille, il est bien certain que le problème de son organisation, de son fonctionnement, se pose, et c'est pourquoi les ministres successifs ont traité d'abord le problème du premier cycle, puis le problème du troisième cycle, aujourd'hui le problème du second cycle. Vous vous souvenez que, quand il a fallu régler le problème du premier cycle, il y a eu cela trois ans, il y a eu une très vive émotion et manifestation. A l'heure actuelle, plus personne ne conteste la réforme du premier cycle. Il y a eu ensuite la réforme du troisième cycle, plus spécialement tournée vers l'enseignement et la recherche, et qui n'est, je crois, pas contestée. Il fallait évidemment traiter le problème de l'organisation du second cycle.

Pourquoi l'a-t-on traité si tard ? En réalité, on a commencé à s'en préoccuper dès 1972. Mais il y avait un problème qui était lié, et qui était celui de la for-

mation des maîtres de l'enseignement secondaire, puisque ces maîtres de l'enseignement secondaire sont formés à partir du second cycle et que, aussi longtemps que la formation de ces maîtres n'était pas clairement prévue, il était plus difficile de prévoir l'organisation de ce second cycle.

Alors, le problème, c'est donc celui de l'emploi des jeunes, c'est-à-dire celui de la manière dont le second cycle de l'enseignement de l'université peut préparer les jeunes étudiants sur le plan de l'acquisition et sur le plan de l'emploi, parce que, naturellement, la mission de l'université est double. Elle a d'abord une mission de culture, c'est-à-dire la mission de faire en sorte que le niveau des connaissances, en France, soit élevé et large, et elle a ensuite une mission de préparation à la vie active, qui figure dans la loi d'orientation.

L'arrêté qui a été pris par Mme Saurier-Solé, en janvier dernier, est donc un arrêté d'organisation de ce second cycle. Je crois d'abord qu'il serait souhaitable que tous ceux qui en débattent veulent bien se reporter au texte et voient ce que le texte dit. C'est un texte qui a été longuement préparé, c'est un texte dont l'article premier, qui est l'article essentiel, a été voté par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. Et c'est dans cet article premier qu'il y a les deux fonctions du deuxième cycle, c'est-à-dire, d'une part, un haut niveau de connaissances, et, d'autre part, la préparation à une activité professionnelle. Ce texte a donc pour objet de faciliter, pour les universités, la préparation des diplômés du second cycle à des activités susceptibles de leur offrir un emploi.

Quels sont — je ne veux pas entrer dans les détails — les slogans qui ont été répandus à propos de ce texte par ceux qui l'ont lu, naturellement ? L'un d'eux, que tout le monde ne l'a pas lu, parce que, récemment, on l'appelle tantôt décret, tantôt arrêté, ce qui prouve qu'on n'en a pas lu le titre.

Parmi les reproches, qu'est-ce qu'il y a ? Il y a un premier reproche consistant à dire : c'est l'asservissement de l'université aux patrons, idées curieuses. Je ne vois pas pourquoi Mme Saurier-Solé, universitaire, publiant un texte préparé par le directeur de l'en-

ils font la mode

A la demande du ministère de la Défense Nationale, les Grands Tailleurs de Paris ont proposé cette nouvelle tenue de sortie, pour l'Armée Française.



LES GRANDS TAILLEURS DE PARIS

- ANDRÉ BARDOT, 19, av. Grande Armée, 10^e
- LARSEN, 346, rue St-Honoré, 1^{er}
- OPELKA CUMBERLAND, 26, av. Kléber, 16^e
- PAUL POTTER, 194, rue de Rivoli, 1^{er}
- CLAUDE DOMINIQUE ROUSSEAU, 275, rue St-Honoré, 8^e
- HENRI URBAN, 8, rue Marbeuf, 8^e
- PAUL VAUCLAIR CROISEN, 10, rue Royale, 8^e

صلى الله عليه وسلم

LA « RÉUNION DE PRESSE » DU CHEF DE L'ÉTAT

« UN GRAND ÉVÉNEMENT »

(Suite de la première page.)
Ce n'est pas que M. Giscard d'Estaing, en remettant à la bonne volonté et aux « disciplines collectives », auxquelles il a fait appel. Mais, il aurait pu, en s'appuyant sur les mêmes résultats, mieux alerter les Français sur les difficultés de l'entreprise à laquelle il les invite à participer.
Frenons l'affaire du franc. Si le président de la République a tendance à minimiser l'erreur qui

a consisté à faire rentrer officiellement le franc dans le « serpent » européen en juillet, pour l'en retirer six mois plus tard, on ne peut que lui donner raison quand il fait remarquer la faiblesse de la dette, du moins jusqu'à maintenant par le franc. Il serait injuste de ne pas voir dans l'absence, actuellement, de spéculation contre la monnaie française, le fruit d'une appréciation relativement favorable portée sur la politique économique et financière de son gouvernement.

Le franc à mi-distance

Sur la base d'indices calculés tous les jours, l'un par l'INSEE et l'autre par le Trésor (voir page 1), le chef de l'Etat a pu dire que depuis le début de cette décennie le franc était resté à peu près stable par rapport à une moyenne pondérée des principales devises. Le malheur avec les indices c'est qu'on ne les rencontre jamais dans la vie. Les cours des changes ont une signification plus concrète : ils font apparaître une position moyenne.

Le franc se trouve à mi-distance entre, d'une part, les monnaies faibles (livre et lire), qui ne se sont pas contentées de suivre (avec un certain décalage) les deux évaluations du dollar (décembre 1971, février 1973) mais sont tombées encore un peu plus bas, entraînant par leur propre poids, et d'autre part, les devises fortes (D.M. florin néerlandais ou franc suisse). En présentant les choses de cette façon, le chef de l'Etat aurait rendu plus évidente la situation dans laquelle nous nous trouvons : à mi-chemin entre les pays comme la République fédérale qui ont su conserver ou retrouver la maîtrise de leurs propres affaires économiques et monétaires et ceux qui, tels la Grande-Bretagne et l'Italie, ont perdu en grande partie le contrôle des événements (même si le ralentissement de l'inflation, constaté en Grande-Bretagne depuis quelques mois, peut donner l'impression du contraire).

Expliquer ces différences par le « tempérament national » ou, « les circonstances » particulières à telle ou telle nation, revient à écarter le préjugé malheureux, très répandu selon lequel l'inflation, le dynamisme industriel et commercial, etc., dépendent d'abord de la psychologie de la population et de l'état des relations existant entre ces différents composants. Il n'y a pas long-temps, on créditait les Anglais d'un inaltérable civisme, aujourd'hui, on explique le déclin de la Grande-Bretagne par le fait que ces mêmes Anglais auraient cessé de travailler sérieusement.

Que la mentalité d'un peuple joue son rôle dans la façon dont il se développe, cela est évident ; mais il faut faire avec ce qu'on a. On aurait préféré que M. Giscard d'Estaing entame une campagne d'explications pour faire comprendre pourquoi la résistance au changement et à l'adaptation des entreprises — comme on l'a encore vu à propos de l'affaire Lip — met l'industrie française en position d'infériorité par rapport aux industries allemandes ou américaines.

Les responsables des gouvernements
Pour qu'il y ait une action, il est encore plus éclairant et plus utile de reconnaître un facteur dont on ne prend pas assez conscience : à quel point ce développement est influencé par la politique gouvernementale. La formidable inflation qu'a connue la Grande-Bretagne au cours des deux dernières années, et qui s'est traduite par un taux annuel de hausse des prix dépassant parfois 30 %, est en grande partie imputable aux erreurs commises au cours des années 1972 et 1973 par le précédent chancelier de l'Echiquier, M. Anthony Barber, qui a pris des mesures de stimulation budgétaire au moment où le « boom » mondial battait son plein. Un petit nombre d'analyses (dont les études des économistes très suivies en Grande-Bretagne) avaient du reste dénoncé sans la moindre ambiguïté le danger de cette époque.

En sens inverse, on pourrait citer le remarquable redressement qu'il y a moins d'un an encore M. Carli avait réussi à esquiver à la Banque nationale d'Italie. N'oublions pas non plus que l'Allemagne fédérale a failli, à plusieurs reprises, glisser dans l'inflation et que le gouvernement de Bonn a pour le moins aidé le « tempérament national » en prenant à temps les mesures de redressement qui s'imposaient.
A entendre les propos du chef de l'Etat, on avait un peu l'im-

pression que la crise monétaire que traverse l'Europe depuis le début de cette année appartient on ne prend pas assez conscience : à quel point ce développement est influencé par la politique gouvernementale. La formidable inflation qu'a connue la Grande-Bretagne au cours des deux dernières années, et qui s'est traduite par un taux annuel de hausse des prix dépassant parfois 30 %, est en grande partie imputable aux erreurs commises au cours des années 1972 et 1973 par le précédent chancelier de l'Echiquier, M. Anthony Barber, qui a pris des mesures de stimulation budgétaire au moment où le « boom » mondial battait son plein. Un petit nombre d'analyses (dont les études des économistes très suivies en Grande-Bretagne) avaient du reste dénoncé sans la moindre ambiguïté le danger de cette époque.

Ainsi, la crise actuelle des devises pourrait-elle avoir pour conséquence de restreindre l'élan du marché international pris dans son ensemble. Cette contraction aura évidemment pour contrepartie l'ouverture de débouchés accrus dans les pays à monnaie forte pour les producteurs des pays à monnaie faible ou relativement faible comme le franc. Encore faut-il pour que les industriels français profitent de ces possibilités que leurs coûts ne s'élèvent pas trop rapidement. Pour l'instant, qui pourrait dire que la reprise serait aussi

marquée en l'absence d'un déficit budgétaire important et d'une inflation qui est encore de l'ordre de 10 %, alors que les entreprises, dont beaucoup ont dû faire des économies considérables, ne sont pas encore sorties de la phase d'assainissement ?
L'instabilité monétaire va conduire les pays qui en sont la proie à prendre des mesures de défense. Déjà, on a pu voir, la Banque d'Angleterre relever le taux d'intérêt.
L'ampleur de la reprise aux Etats-Unis et en Allemagne n'est pas le seul about favorable de la conjonction internationale. Le président de la République aurait pu aussi citer l'importance du mouvement de « désinflation » dans le monde. Il ne serait pas étonnant qu'aux Etats-Unis le taux de hausse des prix descende aux alentours de zéro au cours des mois prochains.

Une telle évolution peut aider le gouvernement français. L'expérience tant nationale qu'étrangère montre qu'il est possible à une équipe de dirigeants résolus à maîtriser l'épreuve de l'inflation et du chômage qui en résulte inévitablement, même en l'absence d'un consensus social, qui est souvent plutôt le résultat d'une action bien conduite qu'une donnée de départ.

PAUL FABRA.

Sûr de lui-même et de l'avenir

(Suite de la première page.)

Il a reproché à ceux qui, au lieu de se contenter de la vie politique, se livrent à une réflexion sur le système de sélection qui est en vigueur dans plusieurs pays où prédominent les « idéologies » dont ils se réclament.

En dépit de la causticité de tels propos, le président de la République a affirmé souhaiter toujours la description de la vie politique qu'il avait appelée de ses vœux dès le 30 juin 1975. Il a précisé : « J'ai fait ce qui dépendait de moi pour que cette description puisse avoir lieu », avant de dénoncer comme « profondément regrettable et profondément critiquable » le refus d'une opposition qui avait été invitée à engager le dialogue dès le 16 février 1975.

Ces déclarations appellent objection, car il n'est pas conforme à la vérité de prétendre que tous les Pieter Deboerbus se trouvent dans les rangs de l'opposition et que celle-ci est toujours la première à prendre l'offensive. Il n'est peut-être pas inutile de se remémorer, entre bien d'autres souvenirs, le débat qui s'était déroulé le 20 octobre 1975 à l'Assemblée nationale au cours duquel M. Chirac avait taxé M. Mitterrand de « démagogie » et d'« irresponsabilité », avant même que le premier secrétaire du parti socialiste ne pût tenter de se faire entendre. Ce précédent parmi beaucoup d'autres explique la mauvaise humeur et l'hostilité avec laquelle les porte-parole du P.S. ont accueilli les derniers propos présidentiels. Il est toutefois surprenant que la gauche n'ait pas relevé la stupéfiante affirmation selon laquelle les sociaux-démocrates ont abandonné la lutte des classes pour adhérer aux « thèmes de la collaboration des classes ».

En tout cas, si vraiment M. Giscard d'Estaing croit toujours possible une détente entre la majorité et l'opposition, il se doit d'imposer une fois pour toutes à ceux qui l'entourent et le servent, et pas seulement d'exiger des autres, une attitude qui soit compatible avec la réalisation de ce dessein.

Ce n'est pas trop demander d'un homme qui ne semble nullement contaminé par la morosité ambiante, qui entend affirmer et exercer son autorité (les députés de la majorité qui refusent la taxation des plus-values « ne pourraient naturellement pas par la suite invoquer leur participation à l'action réformatrice du groupe de la République ») et qui vient de se montrer sûr de lui-même et de l'avenir. A tel point qu'il s'est donné jusqu'à la mi-juin pour remettre publique « description des objectifs » qu'il poursuit. C'est-à-dire pour présenter les « perspectives d'organisation de la société française » qu'il nous avait promises dans son allocution télévisée du 24 mars.

RAYMOND BARRILLON.

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu vendredi 23 avril en fin de matinée, après avoir présidé la réunion du Conseil supérieur de la magistrature, le bureau du groupe des républicains indépendants du Sénat conduit par son président, M. Philippe de Bourgoing. Le chef de l'Etat devait s'entretenir dans l'après-midi avec M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de la Justice, puis avec M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères.

LES COMMENTAIRES DES MILIEUX POLITIQUES

● M. ANDRÉ BORD : le garant des institutions.
M. André Bord, qui a donné sa démission du poste de secrétaire général de l'U.D.R. le 9 avril dernier :

« J'ai trouvé un président en très grande forme, détendu, répondant à toutes les questions avec la maîtrise des problèmes qu'on lui connaît et cherchant visiblement à confirmer sa volonté de dialogue, au travers des journalistes, avec l'opinion publique et d'exploiter le plus possible la politique qu'il a menée jusqu'à présent. Il a été ferme à certains moments. Il a rappelé qu'il est le garant des institutions de la République, ce qui, pour un gauchiste, est essentiel. Il a montré qu'il est confiant dans le destin du pays ».

● M. CHINAUD : le président a répondu aux vraies préoccupations.
M. Roger Chinaud, président du groupe républicain indépendant de l'Assemblée nationale : « L'absence de la volonté et de la conscience approfondie des véritables problèmes, sans chercher à masquer la difficulté et la nécessité de l'effort, faisait apparaître au début des phrases le triple soul de l'humain, de la vérité et de l'action. Je pense que

le président a ainsi répondu aux vraies préoccupations de nos compatriotes. Il appartient aux responsables politiques d'abord, et à l'immense majorité des Français de bon sens, de prendre le relais, malgré le déléguement de l'acte, malgré la critique systématique et négative, malgré parfois la volonté de tout détruire, malgré aussi l'étalement de la rançonneuse et prônée par certains ».

● M. ANDRÉ DILIGENT, premier secrétaire de la Fédération des réformateurs :
« Ce qui m'a frappé, c'est la façon dont le président a fait appel à l'intelligence. L'intelligence des jeunes, pour résoudre la crise de l'Université, ou l'intelligence des Français avec qui il a voulu dialoguer plutôt que de faire confiance aux sondages anonymes ».

● Mme JACQUELINE NEBOUT, secrétaire générale du parti radical :
« L'autorité, la connaissance approfondie des problèmes de politique intérieure nous emportent notre adhésion et nous confortent dans le choix que nous avons fait de soutenir, à travers le président de la République, notre politique ».

● M. MAX LEJEUNE, président du groupe réformateur de l'Assemblée nationale :
« La volonté clairement exprimée de rester fidèle à la politique de réforme et de justice définie en 1974 ne peut que renforcer la conviction de ceux qui avaient antérieurement aidé M. Giscard d'Estaing et faire réfléchir ceux qui pensent qu'il faut écarter tout autre projet de loi sur les plus-values ne constitue pas un effort de justice fiscale, c'est de la poudre aux yeux ».

« C'est une conférence de presse pour rien, parce que le président de la République a une politique invariable au service des banques, contre les travailleurs ».

● M. BERNARD STASI, vice-président du C.D.P. :
« Comme l'affirme le président, le consensus et la réforme sont étroitement liés. Il ne peut y avoir de véritable détente de la vie nationale si certaines catégories de Français ont le sentiment d'être victimes d'injustices ».

● M. DOMINIQUE BUSSE-REAU, président de Génération sociale et libérale (jeunes giscardiens) :
« En réaffirmant clairement les choses en ce qui concerne l'Université, le président de la République a donné aux jeunes un message de confiance et d'intelligence qui ne peut pas ne pas être entendu ».

● M. YVES LANCEN, secrétaire général du Rassemblement pour le civisme, le dialogue et le renouveau (ex-C.D.R.) :
« Le temps fort [de la réunion de presse] aura été sans conteste la claire détermination affirmée par le chef de l'Etat de mettre en œuvre, malgré les obstacles engendrés par la routine ou par la contestation permanente, une réforme universitaire faite de

laquelle la majorité des étudiants présents et à venir verront leur avenir compromis ».

● M. MICHEL JOBERT, président du Mouvement des démocrates :
« Située résolument par le président de la République dans la perspective de la durée de son mandat, cette réunion de presse a probablement souffert d'être tenue trop éloignée du temps présent et de ses difficultés ».

● M. JEAN CHABRONNEL, ancien ministre, ancien député U.D.R. :
« Les déclarations de M. Giscard d'Estaing ont eu surtout l'intérêt de révéler l'état de la République, cette réunion de presse a probablement souffert d'être tenue trop éloignée du temps présent et de ses difficultés ».

● M. GEORGES MARCHAIS, une réunion pour rien.
M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré à Antenne 2 :
« M. Giscard d'Estaing caricature nos positions. Ce n'est pas par tactique électorale que le parti communiste français s'est engagé à définir ses objectifs. Ceux-ci découlent d'une analyse des conditions dans lesquelles nous sommes appelés à mener les luttes dans notre pays ».

« M. Giscard d'Estaing n'a pas non plus répondu à l'attente des jeunes, et en particulier des étudiants. Car, si le problème de fond est en effet celui de l'emploi des jeunes, quelles perspectives de solution a-t-il apportées ? »

● M. CLAUDE ESTIER : la méthode Coué.
M. Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste :

« M. Giscard d'Estaing et ses ministres se sont bien répartis les rôles : il laisse à ses derniers les agressions contre l'opposition (...). A l'inquisition des Français exprimée par les sondages comme par les derniers résultats électoraux, il n'a qu'une réponse, qui tient de la méthode Coué : il y a eu crise, mais maintenant tout va aller mieux ».

● M. MICHEL CREPEAU, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche :
« Le président de la République nous a déclaré qu'il ne gouverne pas la France pour une clientèle, et que le temps de la campagne électorale n'est pas écoulé. Malheureusement, tout le monde peut constater que le gouvernement de M. Chirac ne fait à peu près rien d'autre ».

LES RÉACTIONS DES SYNDICATS

● C.G.T. : « Le président est très loin des réalités ».
« Les travailleurs auront pu constater que le président de la République est très loin des réalités, qu'il méprise leurs problèmes et leurs difficultés », a déclaré M. René Buhl, secrétaire confédéral de la C.G.T.

« Les catégories qui supportent les conséquences de la crise, du chômage, de l'inflation, devraient se contenter des hypothétiques perspectives d'amélioration que pourrait apporter le miracle d'une reprise économique dont il suffirait de se persuader. (...) L'appel à la « modération revendicative » trahit d'ailleurs cyniquement l'usage l'approbation des mesures de violence prises à l'encontre des travailleurs immigrés et l'intransigence opposée aux étudiants et aux enseignants en lutte ».

● C.F.D.T. : « Il n'y a pas de consensus possible ».
« Il n'y a pas de consensus possible quand le premier souci du pouvoir est de remettre derrière les réformes de façade, la consécration des privilèges des nantis », déclare la C.F.D.T. dans un communiqué. Le président de la République est resté insensible aux préoccupations des travailleurs et de la jeunesse, visiblement mal informé. Sur les réalités de la crise économique et sociale, qui se poursuit, il faut à la France et à son peuple autre chose que des formules creuses, des explications laborieuses ou des polémiques contre la gauche ».

● F.O. : « Ne pas hésiter à réprimer les agissements spéculatifs ».
« Le président de la République et le gouvernement devraient se rendre compte du danger qu'engendre le dépréciement du Franc. Il n'est pas bon, et aujourd'hui moins que jamais, de permettre un émiettement social de la technocratie... F.O. est tout à fait conscient que la reprise d'activités peut s'accompagner d'une relance de l'inflation. C'est pourquoi le gouvernement doit être attentif aux imperfections des circuits de la distribu-

tion. Il ne doit pas hésiter à réprimer les agissements spéculatifs de toute nature qui accroissent le rythme de la hausse du coût de la vie ».

● C.G.C. : « Il est difficile de s'engager dans un voyage sans en connaître l'objectif ».
« Le président de la République a invité les Français à suivre le chemin de la réforme pour une certaine évolution. Il est difficile de s'engager dans un voyage sans en connaître l'objectif », a déclaré M. Yvon Charpentier, président de la C.G.C., et à cet égard il sera, selon nous, important de connaître le contenu du document qu'il doit présenter en juin. S'il a souligné l'importance de la reprise économique, il n'en reste pas moins que des efforts considérables doivent être entrepris pour retrouver le plein emploi. Le personnel d'encadrement qui s'efforce par ses propositions d'assurer le consensus économique et social chaque fois que cela est possible n'entend pas être l'oublié et, par voie de conséquence, la victime de l'évolution sociale nécessaire. Sur les problèmes universitaires, bien que le président de la République ait, pour partie, employé le langage de la vérité et du courage, il n'en a pas pour autant affronté le fond du problème, qui est, selon nous, l'adaptation du monde universitaire à une société moderne. Cela exige des modifications allant bien au-delà de la réforme en cours sur le second cycle ».

● Pour la C.F.T.C., la conférence n'a pas apporté « d'éléments véritablement nouveaux, et les indications en forme de promesse pour 1977 sur la politique familiale ne peuvent qu'éveiller l'intérêt (...), mais) obligent à une plus grande circonspection ». Pour l'Union des cadres et techniciens (U.C.T.), « le président paraît minimiser les oppositions », tant dans le domaine de la fiscalité que dans celui de l'entreprise. La C.F.T. estime que « le changement appuyé sur un consensus national (...) n'apparaît pas dans les timides réformes disjointes, qui ne s'attaquent pas aux grandes réformes ».

LE FRANC N'A PAS SUIVI LES DÉVALUATIONS DU DOLLAR

L'INSEE et le Trésor calculent chacun séparément, tous les jours, un indice de la valeur du franc par rapport à ce que, qualifié par le Rne de Rivoli, on appelle l'« indice de la monnaie mondiale ». Cette monnaie mondiale est (à l'instar du droit de tirage spécial, auprès du Fonds monétaire international) calculée en fonction du cours des monnaies les plus importantes.

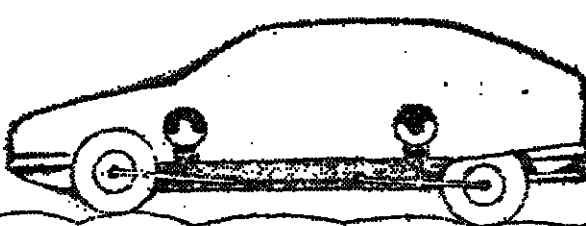
L'indice de l'INSEE pondère chacune des monnaies retenues par l'importance des exportations de produits manufacturés effectuées par chacune des pays en question (Allemagne, États-Unis, France, Japon, Grande-Bretagne, Italie et Suisse). L'indice du Trésor, qui retient les mêmes monnaies (à l'exception du yen), est de caractère plus financier et tient mieux compte de l'importance des relations de chacun des pays considérés avec la France en particulier. C'est ainsi que la pondération dont y sont affectés le dollar et le D.M. est la même : 40 % pour chacune de ces deux monnaies.

Les résultats des deux indices sont voisins. A la mi-avril, ils étaient respectivement de 103 pour l'INSEE et de 102 pour le Trésor, correspondant à la situation à la fin de l'année 1970. Le fait fondamental est que le franc a pu depuis lors « absorber » les dévaluations du dollar sans être entraîné par elles. En 1970, le dollar valait au pair 5,55 francs, en décembre 1971 (première dévaluation de la devise américaine) 5,11 francs et en février 1973 (deuxième dévaluation) 4,90 francs.

ROULER SUR COUSSINS D'AIR C'EST MOINS FATIGANT ET ÇA NE COUTE PAS PLUS CHER.

Contrairement à la plupart des voitures dont la suspension ne tient qu'à des amortisseurs et des ressorts qui vieillissent, la GS spécial possède une suspension hydropneumatique. Composée de gaz et d'un liquide spécial, elle est infatigable et d'une efficacité incomparable sur mauvaises routes. Même à pleine charge on ne sent ni les trous, ni les bosses.

On absorbe les distances sans s'en rendre compte. Et à l'arrivée, on est toujours frais et détendu.



CITROËN GS SPECIAL 20960F
Une 6 cv avec le confort de la suspension hydropneumatique en plus.

Prix TTC Clés en main. Tarif au 15 janvier 1976.

CITROËN TOTAL

CITROËN GS

سكيا في الامم

POLITIQUE

AU SÉNAT

La politique familiale approuvée mais jugée insuffisante

Le Sénat a adopté, dans la nuit du 22 au vendredi 23 avril, le premier projet d'une série de textes visant à définir une politique de protection et d'aide à la famille.

Ce projet de loi, qui était examiné en première lecture avant l'Assemblée nationale, n'engage que fort peu, a indiqué M. BOCH (Union cent.), rapporteur de la commission des affaires sociales, les finances de l'Etat. Il n'apporte que des renforcements « ponctuels » et ne constitue pas, a-t-il dit le rapporteur, la politique familiale d'ensemble que nous souhaitons.

Mme VIEILL, ministre de la Santé, exposant les grandes lignes du texte (voir le Monde du 25 mars), a souligné la nécessité d'un renforcement de la natalité, précisant toutefois que « l'attitude devant la natalité ne peut être influencée par le climat social et culturel général, par des mesures d'incitation financière ou par l'évolution du statut juridique de la famille ».

En effet, 65 % des Français estiment souhaitable que la population de la France reste à peu près la même ; 65 % pensent que la baisse du nombre des naissances s'explique plutôt par le choix délibéré des parents que par des

difficultés économiques ; 65 % estiment que le niveau de vie s'est amélioré depuis dix ou vingt ans ; 71 % considèrent que leurs enfants peuvent actuellement faire de meilleures études et acquérir une meilleure formation.

Pourtant, et paradoxalement, l'avenir leur apparaît incertain. L'avenir d'un enfant ne semble pas être perçu comme plutôt moins favorable que celui d'un enfant né il y a dix ou vingt ans.

Cette série de chiffres, a-t-il dit le ministre, situe bien dans ses contradictions l'état actuel de l'opinion. L'attachement à la richesse nationale semble avoir accéléré les aspirations et les exigences de chacun.

« Nous devons donc nous efforcer d'enrichir la vie sociale, de réhabiliter la famille, et faire porter sur l'avenir de la France, la conviction que la société française, société libre et bien étreinte, permet l'épanouissement de chacun ».

L'opinion n'accepterait pas que l'on soit présentée une politique ouvertement nataliste impliquant un redéploiement des prestations familiales au profit des seules familles nombreuses. Ce qui importe, c'est que l'organisation de la vie sociale permette spontanément aux familles d'avoir le nombre d'enfants qu'elles souhaitent.

La première mesure prévue par ce texte consiste en une garantie de revenu pour les familles. Il est institué une somme de huit semaines au profit des femmes qui viennent d'adopter un enfant. Le texte comporte en outre des dispositions en faveur des mères occupant un emploi dans le secteur public. Enfin, il dispense du service militaire les jeunes gens fils de famille avant l'âge de vingt-deux ans.

Les sénateurs rejettent, par 191 voix contre 19 (P.C.), une question préalable défendue par Mme GOUTMAN (P.C.), qui reproche au projet de loi d'être « dérisoire » et de ne rien coûter à l'Etat, les caisses d'allocation familiales devant tout supporter.

Dans la discussion générale, on entend M. SCHWINT (P.S.), qui qualifie les mesures proposées de « politique de petits pas, catalogue de petites choses ». Vous connaissez mal, affirme Mme VIEILL, la situation des foyers populaires.

M. ANDRIEU (P.S.), estime que la limite de vingt-deux ans pour la dispense de service militaire des fils de famille, est « discriminatoire, injuste et absurde. Pourquoi, dit-il, pénaliser ceux qui ne sont pas nés dans des études longues ? »

Mme VIEILL : « Au contraire, c'est d'accorder la dispense au-delà de vingt-deux ans qui serait une discrimination envers les jeunes qui ne poursuivent pas d'études ; les étudiants jouissent d'une dispense quasi automatique. Et le service de santé de l'armée en serait désorganisé ».

Par 187 voix contre 32, le Sénat repousse à l'article premier, un amendement, proposé par la commission des affaires sociales,

et tendant à fixer l'allocation aux mères isolées, chaque fois qu'il apparaît dans le texte, par ceux de « personne isolée » ou de « parent isolé ».

Le Sénat a remplacé le terme de « mère isolée », chaque fois qu'il apparaît dans le texte, par ceux de « personne isolée » ou de « parent isolé ».

Un amendement socialiste a été voté contre l'avis du ministre. Il précise que : « Les personnes titulaires de l'allocation de parent isolé qui ne bénéficient pas de l'assurance maladie et maternité à un autre titre sont obligatoirement affiliées au régime général des assurances sociales en ce qui concerne la couverture des prestations de maternité ». Les cotisations afférentes sont prises en charge par le régime des prestations familiales.

Le Sénat n'a pas voulu exclure les étrangers salariés en France du bénéfice de l'allocation d'adoption.

L'ensemble du projet de loi a été voté à main levée et à l'unanimité des sénateurs présents.

Celui-ci qui ensuite examine et adopte, après l'avoir légèrement amendé, le projet de loi visant à créer un statut social des nourrices. Ce texte, rapporté par M. LEBLANC (P.C.), tend notamment à généraliser l'assurance-tout en l'assurant de garanties de formation et d'une obligation d'assurance. Un contrat spécial est prévu pour les nourrices employées par des collectivités ou associations. La deuxième partie vise les nourrices privées, pour les doter d'un statut de salariée relevant du code du travail.

Il s'agit tout d'abord, a précisé Mme VIEILL, de prendre en charge sur le plan financier, de façon plus effective, la garde des enfants. Le principe de liberté de choix et d'équilibre entre les modes de garde doit nous conduire en ce domaine à préférer la technique d'un soutien financier direct aux familles, libres de l'affecter à leur gré, plutôt qu'un soutien indirect par le développement de subventions aux promoteurs d'équipements de garde, comme c'est le cas actuellement pour les gardes à domicile.

Le gouvernement de développer son action dans deux voies : le complément familial qui se substitue à l'allocation de frais de garde, la déductibilité fiscale.

A 3 h. 15 du matin, le Sénat a voté, par 279 voix contre 0, un projet de loi organique, étendant aux magistrats le bénéfice du congé post-natal accordé aux autres fonctionnaires.

Au début de la séance de l'après-midi, les sénateurs ont voté deux textes législatifs adoptés par l'Assemblée nationale, l'un créant un tour extérieur pour le recrutement des contrôleurs généraux des armées, l'autre, tendant à autoriser les appels volontaires de la marine à prolonger de six à douze mois leur service national. — A. G.

Les députés et la protection de l'environnement

Les associations de défense de la nature pourront saisir les tribunaux

Alors que les députés avaient refusé, lors de la discussion, le 14 avril, de la réforme de l'urbanisme, de donner plus de pouvoirs aux associations de la nature, l'Assemblée nationale a suivi le gouvernement, qui présentait le jeudi 22 avril un projet de loi relatif à la protection de la nature, dans son intention de permettre aux associations de protection de la nature existantes depuis trois ans d'être agréées par le ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement et d'engager des instances devant les juridictions administratives pour tout grief se rapportant à la protection de la nature et de l'environnement. En outre, ces

associations agréées peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction vis-à-vis de la protection de la faune et de la flore. Les députés ont d'autre part décidé de rendre obligatoire « une enquête d'impact » pour toutes les études préalables à une réalisation de grands ouvrages de manière à apprécier leurs conséquences sur l'environnement. Ils ont assorti cette disposition d'une autre mesure qui accorde le caractère suspensif aux recours déposés devant la juridiction administrative quand ils se fondent sur l'absence d'une telle étude. — P. Fr. et A. Ch.

activités locales à la protection de la nature, qui doit devenir « l'affaire de tous ».

M. BARRE (P.C., Alpes-Maritimes) observe qu'en interdisant certaines activités humaines traditionnelles le texte menace l'équilibre du milieu naturel. Mme THOMAS-PATNOTTE (rad. de gauche, Yvelines), auteur de la « Charte de l'animal », exprime l'attachement du milieu naturel. Les dispositions adoptées par la commission. Opinion partagée par M. BOUDET (réf., Oise). M. FORNÉ (réf., Vendée) demande que soit réglé le problème des emprunts contractés par les collectivités locales pour des opérations de protection de la nature.

M. JUQUIN (P.C., Essonne) se félicite de « cette première victoire sur l'immobilisme, le conservatisme et le gâchis », mais il mesure, a-t-il dit, les efforts à faire, le projet en discussion étant, à son avis, « mince et vague » et n'offrant « aucune possibilité concrète d'action ». Puis il formule plusieurs propositions « constructives », notamment l'interdiction de toute industrie qui refuserait d'utiliser les techniques antipolluantes.

M. BASTIDE (P.S., Gard) traite de la pollution des eaux et des plages. Pour M. MESMIN (réf., Paris), ce texte a le mérite de donner des armes à ceux qui luttent contre les pollueurs. M. DUTARD (P.C., Dordogne), souligne la nécessité sauvegarder des cours

d'eau et des réserves d'eau potable.

Répondant aux orateurs, M. GRANET, secrétaire d'Etat à l'environnement, indique notamment que le gouvernement est favorable à l'étude de variantes en matière électro-nucléaire.

En séance de nuit, la discussion générale se poursuit par l'intervention de M. POULPIQUET (U.D.R., Finistère), qui redoute notamment que, « sous prétexte de protéger la nature, on ne s'attaque au droit de propriété et on ne ruine l'économie d'une région en entravant ses activités pour favoriser le développement des touristes de passage ».

M. MEXANDREAU (P.S., Calvados) observe que « la notion de protection de la nature est ambiguë et reçoit un caractère défensif insupportable », lui préférant le terme plus « offensif » de « promotion de la nature ».

Pour M. ZELLER (non inscrit, Bas-Rhin), il convient d'instaurer « un véritable contre-pouvoir, celui de la loi de la conscience écologique incarnée par les associations de protection de la nature », face à la « machine économique groupée ».

Dernier orateur inscrit, M. HAMMEL (R.I., Rhône), souhaite que le gouvernement engage la lutte contre la pollution par les « odeurs » et suggère d'associer plus étroitement les jeunes du contingent à la défense de la nature.

La « sauvegarde du patrimoine »

Passant à l'examen des articles du projet de loi, les députés adoptent l'article 1^{er} après l'avoir complété en rajoutant le nouveau pouvoir pour le citoyen, celui de « saisir la sauvegarde du patrimoine » dans lequel il vit, et d'autre part en affirmant la priorité du patrimoine naturel sur le patrimoine culturel.

Une longue discussion s'engage alors sur l'article 2. Le gouvernement, qui dans le texte initial prévoyait que, pour tous les projets de travaux d'équipements ou de constructions, les préoccupations d'environnement seraient prises en compte directement par la responsable de l'opération — les modalités d'application devant être définies dans un décret en Conseil d'Etat, — propose un amendement qui sert de base à un compromis avec l'Assemblée.

Au cours de l'examen de cet article, M. FOSSET est conduit à préciser, sur proposition de M. Nungesser, que « les conditions de la sauvegarde de l'impact sera rendue publique » seront fixées par un décret en Conseil d'Etat. Le contenu de cette étude d'impact, prévoit le texte adopté, sera soumis au ministre chargé de l'environnement, l'étude de modifications que le projet y engendrerait et les mesures envisagées pour réduire les conséquences éventuelles négatives au regard des préoccupations d'environnement.

Les études, note M. FOSSET, « seront conduites, analysées, par l'atelier central de l'environnement, par les délégués régionaux de l'environnement et par les ateliers régionaux qui se réunissent en place afin de concentrer au maximum la procédure ». Puis le ministre assure qu'en cas de modification fondamental d'un POS (Plan d'Occupation des Sols), une nouvelle étude d'impact sera obligatoire.

M. FOSSET précise qu'une commission présidée par M. Poulga, conseiller d'Etat, est chargée de remettre au gouvernement, en octobre prochain, un rapport tendant à organiser une procédure d'auditions publiques. Puis, malgré l'avis contraire du gouvernement, l'Assemblée adopte un sous-amendement de M. MESMIN (réf., Paris) qui prévoit que, si une requête est déposée devant la juridiction administrative

contre une décision d'approbation d'un projet, « il est sursis à l'exécution de ladite décision lorsque la requête se fonde sur l'absence d'étude d'impact ».

A l'article 3 qui constitue le premier texte législatif permettant la protection animale ou végétale, les députés suppriment l'interdiction, que prévoyait le texte, de « l'approche ou (de) la chasse photographique ».

Les députés adoptent un amendement de Mme JACQUET-THOMAS-PATNOTTE (rad. gauche, Yvelines) qui prévoit des peines de deux à six mois d'emprisonnement, et (ou) d'une amende de 2 000 à 6 000 F pour ceux qui font subir des services graves à des animaux domestiques apprivoisés ou en captivité. L'autre part, sur proposition de M. Nungesser, les députés accordent aux associations de protection animale l'exercice des droits reconnus à la partie civile.

Après l'adoption d'un amendement de M. Nungesser, qui stipule que toute décision de classement est prononcée par décret « après consultation de toutes les collectivités locales concernées », les députés approuvent un amendement, après les interventions de MM. LABBE (V.D.R., Haute-De-Seine) et GANTIER (réf., Paris), qui stipule que les bois et prés situés à la périphérie des grandes agglomérations ne peuvent être affectés que dans le cadre d'une autorisation du Conseil d'Etat.

Alors que la commission proposait d'ouvrir aux associations agréées la possibilité de se porter partie civile, le gouvernement qui se déclare favorable à cette possibilité, propose que les associations participent aux organismes publics chargés de l'environnement, que celles-ci soient agréées après trois années d'existence. Après approbation de cet amendement, M. HAMMEL souligne que certaines dispositions votées « peuvent aboutir à figer la vie des communes rurales » proches de grandes agglomérations.

A la suite de la demande exprimée par M. FOSSET d'un scrutin public sur l'ensemble du projet ainsi modifié, M. Edgar FAURE indique que, « pour donner toute sa solennité au scrutin public », il en fixe le déroulement au mardi 27 avril. La séance est levée vendredi matin 23 avril à 2 h. 30.

A Grenoble

LA GAUCHE MANIFESTE A L'OCCASION DE LA VENUE DE M. POMIATOWSKI

Le parti communiste, le parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche, ainsi que la Fédération de l'éducation nationale, la C.G.T. et la C.F.D.T., ont fait, jeudi 22 avril, l'occasion de la présence de M. Pomiatowski à Grenoble, pour organiser une manifestation contre la politique du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur.

De 15 heures à 19 heures, un cortège de cinq mille personnes conduit par MM. Robert Dutech, député socialiste, maire de Grenoble et Louis Mesmin, député socialiste, maire de Vienne, a défilé dans le centre de la ville, derrière une banderole hostile au ministre de l'Intérieur. La manifestation s'est déroulée sans incidents mais au moment de la dissolution un groupe de deux cent cinquante personnes se proclamant anarchistes ont lancé des cocktails Molotov contre les policiers et les journalistes. Un « Drapeau libre », causant relativement peu de dégâts.

Le service d'ordre a dispersé les manifestants à coups de grenades lacrymogènes.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, qui participait à un débat organisé par la jeune chambre économique à l'occasion de la République qui se déroulait dans le même lieu, a été accompagné de « manifestants grotesques et ridicules, atteints de manifestations algues ». M. Pomiatowski a répliqué : « Je ne suis pas un homme de la rue ». Il a dit qu'il ne se laisserait pas faire. Ceux qui font cela donnent une étrange image de la société qu'ils veulent instaurer.

Le ministre d'Etat a, en outre, indiqué qu'il se tient à la disposition des présidents d'universités pour assurer la sécurité des étudiants qui étaient travailler. Puis il a critiqué les centrales syndicales en déclarant : « Il y a des syndicats de sabotage politique. Il y en a fondamentalement un, et l'autre qui l'est à moitié. Ce syndicat ne constitue pas une force syndicale normale. C'est une force politique. Il faut le traiter comme une force politique ».

Mme Michèle Pomiatowski, épouse du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a été blessée jeudi 22 avril au cours d'un accident de la circulation sur la route des gorges du Bréda (Isère). Elle souffre d'une fracture ouverte du genou et de diverses contusions au thorax.

L'élection législative de Tours

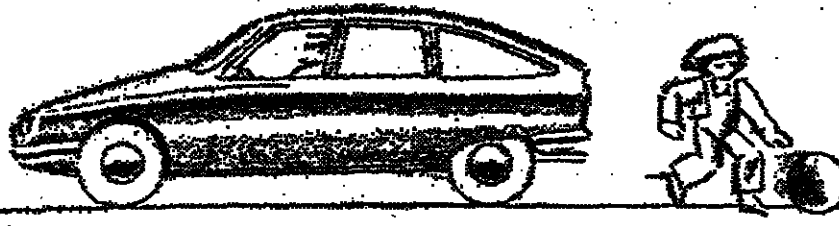
MME SURDUTS EST CANDIDATE POUR « AFFIRMER L'IMPORTANCE DU COMBAT DES FEMMES »

Mme Michèle Surduts, candidate d'unité populaire pour le pouvoir aux travailleurs, soutenue par le P.S.U. et Révolution, à l'élection législative partielle d'Indre-et-Loire, a affirmé, jeudi après-midi 22 avril, au cours d'une conférence de presse, que « le programme commun (...) ne donne pas les moyens de sortir de la crise parce qu'il ne donne pas les moyens de sortir du système capitaliste ». Militante et syndicaliste du M.L.A.C. (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), Mme Surduts a souligné que sa candidature signifiait « la volonté d'affirmer l'importance du combat des femmes » et que celle de son suppléant, M. Roger Dreujo, chimiste et militant syndical, illustre « la volonté de donner la parole à ceux qui luttent quotidiennement dans leurs entreprises et qui préfigurent dans ce combat le pouvoir des travailleurs ».

ETRE SUR DE POUVOIR S'ARRETER A TEMPS, C'EST RASSURANT ET ÇA NE COÛTE PAS PLUS CHER.

Au volant les freins c'est la vie. En GS spécial vous pourrez rouler tranquille. Ses quatre freins à disque assistés à haute pression réagiront toujours à la moindre sollicitation, même à pleine charge ou sur route mouillée.

En GS spécial, quoi qu'il arrive, on est sûr de pouvoir s'arrêter à temps, c'est rassurant et ça ne coûte pas plus cher.



CITROËN GS SPECIAL 20960F. Une 6 cv avec l'efficacité du freinage en plus.

CITROËN TOTAL CITROËN GS

POLLUTION MARINE : l'incinération des déchets sera strictement réglementée.

Judi 22 avril, l'Assemblée nationale avait poursuivi l'examen du projet de loi relatif à la pollution de la mer par les opérations d'incinération (le Monde du 22 avril).

M. BAUDOUIN (R.I.), rapporteur, souligne que le recours à cette technique nouvelle d'élimination des déchets reste « exceptionnel » et que son utilisation doit être strictement réglementée.

M. FOSSET, ministre de la Qualité de la vie, a indiqué que le gouvernement a proposé à ses partenaires de la convention d'Oslo un projet de protocole sur cette question.

Pour M. FORELLI (P.C., Seine-du-Rhône), ce texte est le reflet de l'impuissance du gouver-

nement chaque fois qu'il s'agit de prendre des mesures visant à réglementer les pratiques de l'économie et libérale ; c'est le système et non la pratique qu'il faut s'efforcer de changer. M. FORTAINE (non-inscrit, la Réunion) souhaite que M. FOSSET triomphe, mieux que ses prédécesseurs, de la lenteur de ses services.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée repousse un amendement communiste qui renforçait les sanctions prévues par le texte mais accepte un amendement du gouvernement en ce sens.

MM. FORELLI (P.C.) et DARRINOT (P.S.) estiment les sanctions prévues insuffisantes et annoncent que leurs groupes s'abstiendront. L'Assemblée du projet est adopté par l'Assemblée.

ÉDUCATION

ÉTUDIANTS ET ENSEIGNANTS CONTINUENT

En confirmant la volonté gouvernementale de maintenir la réforme du second cycle universitaire, le président de la République a sans doute renforcé la propre détermination des étudiants en grève, qui manifestent ce vendredi 23 avril dans la soirée, à Paris, de la Bastille à la place Denfert-Rochereau. De

nombreux étudiants de province doivent « monter » dans la capitale.

La journée du jeudi 22 avril a été marquée par des manifestations, surtout de lycéens, tant en province qu'à Paris, qui ont donné lieu à quelques accrochages avec les forces de police. Alors que des incidents opposent de plus en

plus des étudiants grévistes à des commandos d'extrême droite du centre universitaire d'Assas, une manifestation en faveur de la reprise des cours a rassemblé à Paris un millier d'étudiants des Champs-Élysées à l'Opéra. D'autre part, dans plusieurs U.E.R. de droit de province, la tension devient vive entre grévistes et anti-grévistes.

La plupart des organisations d'étudiants et d'enseignants réclament toujours la reprise des négociations avec le gouvernement sur l'arrêt du second cycle universitaire — dont elles continuent de réclamer l'abrogation — en revenant aux discussions qui avaient été interrompues en janvier au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

A PARIS

Cinq mille lycéens manifestent dans le calme de la Nation à la gare de l'Est

Un peu plus de cinq mille lycéens et élèves des collèges d'enseignement technique de Paris et des départements limitrophes ont manifesté, jeudi 23 avril, de la place de la Nation à la gare de l'Est. La coordination parisienne des lycéens, et plus tardivement, l'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL, proche des communistes) avaient appelé à cette manifestation de protestation contre les premiers projets de décrets d'application de la réforme Haby.

Après la mise en place laborieuse d'un service d'ordre, qui se montra efficace et réussit à isoler les quelques cent cinquante « incorrigibles » de toute sorte, qui sont désormais le complément obligé de toute manifestation de ce genre, le cortège se mit en marche vers 15 h. 45, et devait gagner la gare de l'Est en un peu moins d'une heure.

Le plupart des commerçants avaient fermé boutique ou balisé le rideau de fer, et des adhérents des Petites et Moyennes Entreprises (P.M.E.), dissimulés sur le parcours, ont surveillé le déroulement de la manifestation, pour tenter d'identifier les éventuels briseurs de vitrines.

Ils n'eurent, en fait, comme les badauds et les policiers, qu'à écouter les slogans proférés par les lycéens à l'égard du président

de la République ou de son ministre de l'Éducation, et quelques autres consacrant le rejet de la réforme Haby ou du mode de vie dans certains établissements : « C.A.T. », « usines », « casernes », « le-bât ». Parvenus en haut du boulevard Magenta barré par un cordon de C.R.S., les manifestants gagnent un peu avant 17 heures la gare de l'Est par la rue du Faubourg-Saint-Antoine, et se dispersent assez rapidement.

Le reste relève du fait divers : les « incorrigibles » font face aux forces de l'ordre, place du 11-Novembre-1918, et les bombardent de pierres et de projectiles divers, pendant qu'un groupe de jeunes gens s'acharnent sur les distributeurs automatiques de tickets de métro, et en extirpent triomphalement un peu de monnaie et quelques carnets. Secourus par les forces de l'ordre vers 17 h. 30, ils se réfugient dans la cour de la gare de l'Est et la gare elle-même, où ils se livrent à diverses déprédations (détractions de parcomètres...). Les forces de l'ordre ont procédé à vingt-trois interpellations. Cinq personnes ont été mises à la disposition de la police judiciaire. Deux seront poursuivies pour avoir, volontairement, selon la préfecture de police, blessé des agents de la S.N.C.F.

« Où est l'homme au balai ? »

Sur les quais de la gare de l'Est, 17 h. 40. La manifestation vient de se terminer. Sans brutalités excessives, policiers des brigades d'intervention et C.R.S. ont conduit les derniers récalcitrants à se disperser. Soudain, un manche à balai tombe au beau milieu d'un escadron de C.R.S. qui attend les ordres pour se replier. Tout le monde lève la tête et certains aperçoivent, courant sur la passerelle qui domine le quai, un jeune homme repérable à son écharpe blanche et noir.

Un inspecteur tend la foule des hautes et court à sa rencontre. Quand il arrive, un autre « civil » a attrapé le rebelle. On l'entraîne vers un petit hall, séparé de la passerelle par des portes vitrées, où se trouvent déjà cinq de ses compères, à genoux face au mur. Le jeune homme est jeté à terre. « Pas de coups », dit un policier en fer-

mant la porte. A peine a-t-il tourné le dos qu'un gardien de la paix bourne les côtes du jeune homme de coups de pied. Temps mort. Deux minutes plus tard, un nouvel inspecteur arrive : « Où est l'homme au balai ? » Trois policiers empoignent le lycéen et le précipitent dans les toilettes, au fond du hall. On ne voit plus que le manche à balai. Impossible d'en raconter davantage : un agent, repérant notre brassard de presse, nous enjoint de disparaître. Nous n'avons pas de billet S.N.C.F. à lui présenter !

Faut-il noter que les policiers mêlés à cette scène étaient tous des gardiens de la paix en tenue de ville qui n'avaient pas participé à la manifestation et n'avaient donc pas subi le harcèlement de la centaine d'étudiants incontrôlés après la dispersion du cortège ?

Le SNE-Sup : il faut reprendre le débat interrompu par M. Soisson

Quatre-vingt universitaires ont participé le jeudi 22 avril à un débat organisé par le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) sur la réforme du deuxième cycle. Plusieurs présidents d'université, ainsi que des représentants du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) et de la C.G.T. y ont assisté aussi.

M. Alain Roux, secrétaire général du SNE-Sup, a demandé l'abrogation de l'arrêt du 15 janvier, et la reprise de la discussion au conseil national de l'enseignement supérieur « à la fois état révisé avant le coup de force de M. Soisson ». Il a notamment proposé de rétablir la « continuité » entre la licence et la maîtrise, de modifier la procédure d'habilitation et d'assurer le « caractère national » des diplômes (notamment par une réglementation spécifique pour chaque discipline).

M. Roux a dénoncé la « campagne de calomnies » menée contre les universités. Toutefois, les dirigeants du SNE-Sup ont souligné que soient « revues » les maîtrises de sciences et techniques « afin qu'elles correspondent à une brèche d'activité et non à un profil pointu », en s'appuyant sur le rapport de la commission du VII^e Plan qui suggère de « finaliser » toutes les formations plutôt que de les axer

sur un débouché professionnel étroit. D'autre part, ils ont dénoncé le désir du gouvernement « d'adapter les formations à une situation de crise ».

Au cours du débat, plusieurs universitaires ont souligné les inéquidités des petites universités et des centres du Bassin parisien. « Dans les universités de la couronne, la réforme, a déclaré le vice-président de l'université de Rouen, aurait pour effet de vider tous les premiers cycles qui ne seraient plus suivis d'un deuxième ». D'autre part, des responsables d'I.U.T. ont affirmé que « la professionnalisation coûte très cher : pour un I.U.T., il faut deux mille deux cents heures d'enseignement en deux ans, a souligné le directeur d'un I.U.T. de Bordeaux, c'est-à-dire autant que la réforme en prévoit sur quatre ans pour une maîtrise ».

Mme Jeanine Maréchal, secrétaire de la C.G.T., a apporté le « soutien » de celle-ci aux étudiants et aux enseignants du supérieur, dont, a-t-elle dit, « la lutte continue avec les intérêts de l'ensemble des travailleurs ». Une représentante du SNES a annoncé que ce syndicat allait lancer au mois de mai une « campagne d'explication » sur la réforme Haby : une grève est envisagée le 18 mai, et une journée nationale le 23 mai.

Des élus de l'UNEF : la concertation est piégée

« Le gouvernement ne propose qu'une concertation piégée. Une telle situation doit cesser. Ce sont des réponses sérieuses à leurs revendications que les étudiants réclament », lit-on dans une motion qu'une délégation de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau) a déposée jeudi 23 avril en fin d'après-midi chez le premier ministre. Le texte venait d'être adopté à l'unanimité par une centaine de jeunes syndicalistes étudiants élus dans les conseils

universitaires, réunis à Paris pour préparer la journée du 23 avril. « Les étudiants, déclare l'UNEF, veulent le retrait d'une réforme qui s'attaque à leur avenir. Ils veulent la création d'emplois, la reconnaissance de leurs diplômes, l'attribution d'une allocation d'études, le déblocage de moyens pour les facultés. Ils veulent la possibilité pour tous de suivre leur année universitaire dans des conditions satisfaisantes. » Au cours de la réunion, M. René Maurice, président de cette orga-

DIALOGUE DE SOURDS

Place de la République, le bureau de la Fédération parisienne des P.M.E. est présent, comme il l'avait promis, avec son président, M. Renaud. Plusieurs journalistes sont là. Deux membres du collectif lycéen se dirigent vers le groupe. Le dialogue s'engage :

— Nous tenons à vous dire que ces casseurs dont vous parlez n'ont rien à voir avec la lutte des lycéens.

— Qui sont les casseurs ?

— Nous avons reconnu des militants d'extrême droite, il y a aussi des provocateurs de la préfecture de police.

— Où est la gauche ?

—

— Nous ne faisons pas de politique : nous défendons notre bifeck.

— Nous sommes contre les casseurs.

— Nous voulons casser les casseurs.

— Nous voulons les empêcher de casser les vitrines. Nous avons toujours expliqué que les casseurs discréditent nos manifestations.

— Il ne s'agit pas d'appliquer. Il faut agir. Si vous voulez qu'on monte des milices, c'est possible. Mais où irons-nous ?

Deux jeunes gens, cheveux ras, blouson de cuir, lunettes noires, se tiennent près des commerçants et les entourent tout au long de leur inspection, repoussant discrètement tous ceux qui s'approchent un peu trop.

MILLE « ANTI-GRÉVISTES » DES CHAMPS-ÉLYSÉES À L'OPÉRA

Environ un millier d'étudiants favorables à la reprise des cours ont défilé lentement dans les rues de Paris, jeudi 23 avril, du rond-point des Champs-Élysées à l'Opéra. L'appel du Comité de liaison des étudiants de France (CLEF, modéré) et des comités d'étudiants anti-grévistes des universités de Dauphiné (Paris IX) et de Nanterre (Paris XII) Les slogans les plus repris ont été : « Nous voulons travailler ! », « Aménagement de la réforme ! », « Les facultés hors des jacs ! » et « Les jacs au boulot ! ».

Le CLEF déplore, dans un communiqué, les « provocations » de l'Union nationale interuniversitaire (UNI, droite) et du Groupe Union et Défense (GUD, extrême droite) et a appelé les étudiants à la manifestation. Des représentants de ces organisations ont, en effet, scandé leurs propres mots d'ordre, tels que « Gaudin, terroriste, assassin ! » ou « Marchais, à Moscou ! ».

Les manifestants se sont dispersés sans incident vers 19 heures, après avoir chanté la Marseillaise, en chœur sur les marches de l'Opéra. Les comités d'étudiants anti-grévistes de Paris appellent à une nouvelle manifestation mercredi 29 avril, sur les Champs-Élysées.

DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE À EUROPE 1

Environ cinq cents étudiants en médecine des C.E.U. parisiens ont envahi, jeudi 22 avril, vers 16 heures, les studios d'Europe 1, rue Francoeur à Nanterre. Ils ont obtenu que soit diffusé dans le journal de 19 heures un communiqué précisant leurs revendications « à la Monde » (24 avril). D'autre part, les mouvements de grève qui touchent la plupart des U.E.R. médicales parisiennes depuis la semaine dernière continuent de façon diverse. Dans l'ensemble, ce sont surtout les deuxième et troisième années qui sont touchées.

Ce vendredi la coordination des C.E.U. parisiens appelle les étudiants en médecine à se joindre à la manifestation étudiante. Ils devraient se rassembler vers 16 h. 30 à Saint-Antoine, avant de rejoindre la place de la Bastille.

EN PROVINCE

Les lycéens ont été plus nombreux à manifester

De nos correspondants

réunissant mille personnes à l'appel de l'UNEF (ex-Renouveau). Au Mans, mille cinq cents étudiants, lycéens et collégiens ont manifesté dans le centre. A Saint-Brieuc, les étudiants et les enseignants en grève ont organisé dans les rues des cours sauvages sur des thèmes d'actualité (inflation et chômage, littérature et vie quotidienne, droit au travail) et des problèmes concrets de mathématiques, ainsi qu'une exposition des thèses publiées, sans attirer l'attention de la population. A Marseille, près de neuf cents lycéens ont manifesté dans le centre contre la réforme Haby. Aix-en-Provence, ils étaient quatre cents lycéens et collégiens à défiler jusqu'au rectorat de l'académie. Une hermine a eu lieu à la faculté des lettres pour rassembler des fonds pour envoyer une délégation à Paris ce vendredi.

Une certaine tension

A Nancy, les étudiants en grève ont organisé un forum et une « bouffe » en musique sur le campus scientifique de Vandœuvre. Au Havre, cinquante lycéens et collégiens ont occupé les bureaux de l'agence locale pour l'emploi. Sept cents lycéens ont défilé à Melun (Seine-et-Marne).

Les grèves continuent dans les universités. Toutefois elles touchent diversément les années d'enseignement. Une certaine lassitude se manifeste dans plusieurs établissements et des conseils antigrève se forment. A Dijon, le

droit, les sciences économiques, les sciences humaines et le premier cycle scientifique sont les plus touchés, ailleurs les grèves restent sporadiques. Un comité de « non-grévistes » a été formé par des modérés. A Lille, en sciences juridiques, la grève n'a été reconduite que par 601 voix contre 629 (sur 3 000 inscrits) au cours d'un vote à bulletin secret organisé par l'administration. En sciences, Rennes, un comité pour la reprise des cours a décidé d'organiser un vote à bulletin secret.

Des incidents se sont parfois produits entre enseignants et étudiants en grève. A Montpellier, M. Paul Cooke-Flores, ancien ministre, et les membres du conseil de l'U.E.R. de droit ont été séquestrés durant cinq heures par une centaine d'étudiants, à la suite de leur refus de signer une délégation. Vers 21 heures, des gardiens de la paix et des C.R.S. sont intervenus à la demande des autorités universitaires : les étudiants se sont dispersés, après avoir quelque temps scandé des slogans hostiles aux forces de l'ordre.

A Clermont-Ferrand, le local de l'imprimerie de l'U.E.R. de sciences est occupé par les étudiants en grève. A la faculté de droit une vive tension se manifeste entre partisans et adversaires du mouvement. Deux cours ont dû être suspendus à la suite d'incidents : un des enseignants a été brûlé aux yeux par le jet d'un extincteur. A Nice, le doyen de la faculté de droit a décidé de suspendre cours et travaux dirigés jusqu'au mardi 27 avril pour éviter de nouveaux affrontements entre grévistes et non-grévistes.

De nouveaux établissements secondaires ont été atteints par des grèves, notamment à Rennes, où elles touchent six d'entre eux. Au lycée mixte de Montferrand, en grève des déprédations ont eu lieu dans les locaux au cours d'une manifestation à l'extérieur de l'établissement. Le lycée Amédée-Gasquet de Clermont-Ferrand a été touché à son tour par la grève. A Annecy, quatre-vingt élèves du collège d'enseignement technique de Voiron, exclus pour quelques jours à la suite d'une grève, devront être réinscrits par leurs parents.

(PUBLI-CITE)

SAMEDI 24 AVRIL A LA SORBONNE RASSEMBLEMENT NATIONAL de « luttes étudiantes »

pour construire un syndicat étudiant anticapitaliste

- 10 - 12 h. CARREFOURS : quel syndicalisme étudiant ?
- 14 - 16 h. FORUMS : quelle formation pour quel emploi ?
- AVEC : M. Foucault, M. de la Fournière, R. Chapuis, R. Mandron, P. Vanlerenberghe, etc.
- et des représentants de la C.F.D.T., du Syndicat de la Magistrature, du MAJ, du S.M.G., etc.
- MEETING : Michel Rolant (C.F.D.T.), Antoine Bour (M.A.R.C.).
- 20 h. 30 FÊTE de « luttes étudiantes »
- AVEC : Gilles Servat, Jacques Higelin, Lord Free.

GRAND AMPHI DE LA SORBONNE

« LUTTES ÉTUDIANTES »

2, RUE CLAVEL, PARIS (13^e) - 203-70-75.

islande:



une île à nulle autre pareille

une île si lointaine et pourtant si proche ! Est-il possible de comparer l'Islande à quelque chose de connu ? Nous pouvons en douter. Jules Verne y situe le départ de son « Voyage au centre de la terre » et presque rien n'a changé depuis... Glaciers, geyser, cascades, rivières cristallines... sont les atouts incontestés de ce pays où l'esprit est vivant.

Que vous découvriez l'Islande par un voyage classique ou par une aventure à travers l'île, il est certain que vous serez conquis par son magnétisme. Voulez-vous en savoir plus ? Demandez la brochure « Islande 1976 » à votre agent de voyages ou à LOFTLEIDIR.



LOFTLEIDIR ICELANDIC
32, rue du 4 Septembre
75002 Paris - tél. 073.75.42
32 bis, rue du M. Joffre
06000 Nice - tél. 93.73.47
Nom
prénom
adresse
(06/2-10)

une école vivante



un enseignement « sur mesure »

à partir d'une orientation personnelle
des méthodes dynamiques
appliquées par les meilleurs spécialistes

des débouchés assurés
par le Service de Placement
de l'Association
des anciens élèves

l'école la plus appréciée
des employeurs
parce qu'elle connaît
les réalités de l'entreprise
et sait y préparer ses élèves

École des
secrétaires de
direction
(enseignement privé)
15 rue Soufflot 75005 Paris
Demandez une documentation

nom
prénom
adresse
niveau études

سورة الفاتحة

سكنا من الامم

ÉDUCATION

LEUR OFFENSIVE CONTRE LA RÉFORME

Trois figures étudiantes

Toutes les tendances de la gauche et de l'extrême gauche, les communistes, le parti socialiste unifié, les trotskistes, les maoïstes, se retrouvent dans le mouvement étudiant qui se développe depuis deux mois à l'occasion de la réforme du second cycle universitaire. Mais ce mouvement, qui est sans doute le plus important depuis 1968, ne semble pas susciter des personnalités aussi

tranchées. Trois figures émergent cependant : celle déjà ancienne de M. René Maurice, président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau), de M. Charly Najman, militant du Mouvement d'action et de recherches critiques (M.A.R.C.), proche de la C.F.D.T., de « Stakhanov », membre du secrétariat national de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), trotskiste.

Communiste breton

Rabbi, solide, le cheveu très noir et la barbe taillée en brou, presque invariablement vêtu d'un pull-over de marin et d'un costume de velours côtelé, René Maurice, président de l'UNEF ex-Renouveau, annonce ses origines avec une certaine fierté : il est le quatrième d'une famille de six enfants, modeste, bretonne et catholique. Celle-ci, victime de l'exode breton, n'a pu rester à Herblignac (Loire-Atlantique), où il est né il y a vingt-sept ans. « Je fais un peu figure d'ancêtre pour le mouvement étudiant », remarque-t-il tranquillement. C'est à Gilly (Hauts-de-Seine) qu'il a passé son enfance et son adolescence. Elève dans un collège d'enseignement général, il a été le seul de sa classe, sur quarante, à le quitter pour entrer au lycée. Il est alors fidèle aux traditions familiales puisqu'il milite dans les rangs de la Jeunesse étudiante chrétienne (J.E.C.). Son frère aîné, qui a été un animateur de la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.), est aujourd'hui responsable syndical à la C.F.D.T.

Il est toujours catholique quand il passe son baccalauréat en 1968. Curieusement, c'est le brusque virage pris par son frère cadet, qui abandonne le militantisme chrétien pour le militantisme communiste en entrant à l'Union des étudiants communistes (U.E.C.), tout autant que le climat de l'université de Nanterre où il s'inscrit en histoire à la rentrée 1968, qui vont le rapprocher de l'UNEF et des communistes.

« C'était la grande époque de

Nanterre, la confusion était totale », explique-t-il. Il est plus repoussé par les méthodes des « gauchistes », qu'il juge sectaires et violentes, qu'attiré par l'idéologie marxiste elle-même, qu'il connaît assez mal. « Je ne suis pas un brasseur d'idées », reconnaît-il volontiers. Il passe souvent des vacances sur des chantiers de jeunes volontaires, à manier la truelle et le ciment, et aujourd'hui encore il aime « aller repêcher » des maisons en Bretagne. Il échoue à l'UNEF en décembre 1968, mais hérite pendant un an avant d'y prendre des responsabilités. C'est aussi une année d'incertitude et de solitude. Il doit mener de front ses études et divers travaux éditoriaux. Les affrontements de novembre 1969 avec les gauchistes à Nanterre l'amènent à franchir le pas : apparemment, il est glorieux au désordre et aux barres de fer. En janvier 1970, il est responsable du comité « UNEF-Renouveau » des étudiants en histoire de Nanterre, et, en avril, membre du collectif national de l'UNEF-Renouveau. En 1970 également, il adhère au parti communiste français. Sa carrière est dès lors toute tracée.

René Maurice pourrait apparaître aujourd'hui comme l'anti-trotsky par excellence : il est initié par les féministes et attaché à une certaine conception traditionnelle du couple, « peut-être par stalinisme breton ». Il a toujours l'ambition de terminer sa licence d'histoire, sans cesse remise sur le chantier, et de devenir professeur.

Vagabond philosophe

« Charly » Najman, une des figures du mouvement étudiant, avec son nez retroussé sur un visage un peu féminin encadré de longs cheveux, est une antipode de René Maurice. Il est beaucoup plus jeune : il s'est « réveillé » à dix-sept ans, à l'occasion des manifestations lycéennes contre la loi Debré, au printemps 1973, et c'est lors de la « coordination » de Toulouse, pendant le week-end de Pâques, qu'il a été son vingtième anniversaire. « Ma famille est dans la même mouvance que celle de Pierre Goldman (1), explique-t-il. Je suis fils d'un tailleur de couteaux à Saint-Maurice, qui est né en Pologne, militait dans une organisation juive du parti communiste. Ma mère, elle, était influencée par les idées sionistes. Toute cette génération, qui a vécu l'espoir du communisme, a été broyée moralement et physiquement par le stalinisme. Nous reprenons, à notre façon, ce flambeau, mais sans avoir connu cette déception politique immédiate. » Son frère aîné, Maurice (maintenant permanent au P.S.U.), lui a tracé la voie en créant les premiers « comités d'action lycéens » en 1968. Le militantisme de gauche a donc un sens « effectif » pour Charly Najman.

Il a d'ailleurs contribué très vite à modeler sa « carrière scolaire ». Succès exclusif, pour activisme politique, des lycées Jacques-Descur, Honoré-de-Balzac, Colbert et Voltaire. Il est maintenant, après avoir obtenu son baccalauréat en 1974, étudiant

en deuxième année de philosophie au centre Tolbiac (Paris-1). « On ne risque guère d'être exclu de l'université. C'est un peu égarant ! », lance-t-il avec une certaine coquetterie. Il a adhéré en 1970 à l'Alliance marxiste révolutionnaire (A.M.R.), un petit groupe trotskiste favorable aux idées autogestionnaires, qui a fusionné avec le parti socialiste unifié en juin 1974. Il a donc une « double casquette », comme presque tous les leaders étudiants, du reste : à la fois politique, avec le P.S.U., et « syndicale », avec le Mouvement d'action et de recherches critiques (M.A.R.C., proche de la C.F.D.T.). Il ne veut pourtant pas être « enrôlé » dans une Eglise militante qu'il faudrait défendre à tout prix, d'où, peut-être, son goût pour les petites organisations « ouvertes », « peu monolithiques », auxquelles il appartient.

Les héros qu'il admire sont des êtres complexes, des marginaux, qui, tel le prisonnier campé par l'acteur Jack Nicholson dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, essaient de détourner les institutions pour recréer une certaine fraternité, sans pour autant devenir eux-mêmes des « chefs ». Ce philosophe lit aujourd'hui davantage Nietzsche et Spinoza que Marx.

Le même refus des contraintes anime sa vie personnelle : allant d'un appartement à l'autre, vivant chez des amis, il mène, apparemment sans en souffrir, ce qu'il appelle une « errance joyeuse ».

Dandy

Plus proche de Charly Najman que de René Maurice apparaît « Stakhanov », étudiant en deuxième année de droit au centre Tolbiac et membre du secrétariat national de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), pour le secteur étudiant. C'est lui qui a présidé à la « coordination » de Toulouse, dimanche

18 avril, après une vingtaine d'heures de débats, la motion à laquelle se sont finalement ralliés la majorité des délégués des comités de grève. La force de conviction qu'il a alors montrée contraste avec le ton singulièrement détaché qu'il emploie pour sa décrire. « Selon le schéma traditionnel, les étudiants humanistes chrétiens deviennent maoïstes par amour du peuple et ceux d'origine juive deviennent trotskistes par amour des idées. J'échappe à ce schéma. »

Il est issu, en effet, d'une famille normande et catholique, d'un « catholisme non pas intégriste mais social », précise-t-il. Qu'est-ce qui l'a donc amené à entrer à la Ligue communiste ? La lecture de Trotski, sans doute, mais aussi les interventions d'Aleïn Krivine à la télévision.

Il est à peu près de la même génération que Charly Najman, puisqu'il est né en 1955, et commence tôt lui aussi sa carrière de militant politique, puisqu'il fait partie de la L.C.R. dès son arrivée à Paris en

(1) Pierre Goldman, accusé d'avoir tué son père, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de Paris le 24 décembre 1974. Il doit passer à nouveau en jugement, partir du lundi 26 avril, devant les assises de la Seine. Il est l'auteur d'un livre autobiographique, *Le secret d'un juif polonais né en France*.

Pêle-mêle vincennois

Par vagues régulières, la navette Château-de-Vincennes-Université déverse des petits groupes d'étudiants, de professeurs. Il n'est pas encore 11 heures. Quelques garçons et filles lésardent au soleil sur une pelouse. Des vendeurs alignent leurs sandiwiches, empiètent leurs fruits. Des vêtements pendent aux murs. Des valises ouvertes proposent des livres et des revues. Perdus dans une orgie de propagande et de publicité, des affiches blanches appellent à des réunions, des assemblées.

Vincennes est en grève, en grève quasi-totale depuis que, mardi 20 avril, évincés les étudiants (en grève depuis plus d'un mois) et les professeurs (depuis dix jours), les membres du personnel ont décidé unanimement, en assemblée générale, de débayer.

Vincennes, ce mercredi 21 avril, s'apprête à vivre un jour comme les autres, ponctué par des assemblées, l'odeur des merguez et les coups de feu ou de mitraillette provenant du champ de tir militaire voisin.

Dans une salle, des étudiants étrangers discutent de l'arrêt pris par M. Solson, alors secrétaire d'Etat aux universités, en juillet 1974, et qui instaure la prescription des étudiants étrangers. Ils demandent son abrogation.

Bâtiment D : des charges de cours tirent et entassent des tracts rappelant les décisions de l'assemblée générale des enseignants de la veille : reconduction du mouvement jusqu'à lundi ; nouvelles réunions pour préparer la plate-forme que l'université présentera dimanche 25, à Amiens, à la coordination nationale des enseignants en grève et en lutte. Les tracts demandent la titularisation des non-titulaires, en particulier des vacataires, très nombreux à Vincennes (plus de 50 %).

Y'a une A.G. ?

Tout près, dans la salle voisine, des étudiants du comité de grève (comité non élu, regroupant des militants de « Révolution », des maoïstes et quelques inorganisés) ruminent la décision de la coordination d'enseignants de Toulouse, dimanche dernier. Alors qu'à Vincennes leur motion était majoritaire, la coordination s'est prononcée pour celle, plus modérée, du M.A.R.C. de la Ligue communiste révolutionnaire et des deux UNEF. Aujourd'hui, dans la salle du comité de grève, on peut voir cette simple équation écrite sur fond rouge :

UNEF + L.C.R. = trahison.

Imperturbable, la L.C.R., dans son local, tire un tract clarifiant sa position par rapport au « syndicat réformiste, l'UNEF (ex-Renouveau) ». Les militants de l'UNEF, eux, s'efforcent à peindre en lettres rouges des banderoles appelant à la manifestation

du vendredi 23 avril. Dans quelques départements, des étudiants travaillent, en commission, sur la réforme du second cycle, sur leurs cours, les examens.

A la cafétéria, c'est l'heure du café. Les vendeurs retirent les saucisses des braseros. Le marchand de journaux est fatigué de crier. Tout à coup une voix au mégaphone vient perturber cette douce quiétude. « Camarades, le comité de grève appelle à une assemblée générale, amphithéâtre 1. »

« Une A.G. ? Y'en avait pas de prévue. Qu'est-ce qui se passe ? », demande une étudiante. « Des A.G., y'a que ça dans cette fac », lui lance un garçon en haussant les épaules. Tous deux se dirigent cependant vers l'amphithéâtre où, déjà, une centaine d'étudiants ont pris place. La discussion est houleuse. D'un bout à l'autre de la salle on s'interpelle, on s'injurie. Le comité de grève reproche à l'UNEF et à la Ligue de tuer le mouvement. La Ligue proteste contre le peu de représentativité du comité et demande des élections. L'UNEF se tait devant l'irresponsabilité des extrémistes. Des étudiants étrangers réclament que l'on parle de l'action commune avec les travailleurs étrangers des foyers Sonacotra.

« Mais quel est le thème de cette A.G. ? », s'exclame enfin quelqu'un. « La SNE-Sup, la S.G.E.N., la C.G.T. et l'UNEF organisent à 17 heures une conférence de presse », explique une étudiante. Il s'agit de savoir si nous acceptons que l'UNEF parle à la presse au nom des étudiants de Vincennes. Un hurlement non équivoque accueille la nouvelle.

« Nous n'avons pas à nous aligner sur le P.C. et les syndicats », s'écrit un maoïste. « L'UNEF n'a jamais appelé à une conférence de presse ; il s'agit d'un débat organisé par les enseignants du SNE-Sup dans le cadre de leurs journaux », proteste un représentant du syndicat étudiant. « Jusqu'à quand refuserez-vous de vous joindre à la décision prise par la majorité des étudiants à Toulouse ? », interroge une voix dans la foule.

L'heure avance. Il est bientôt 17 heures. Les étudiants lèvent enfin leur assemblée et se dirigent en masse vers un autre bâtiment, où doit se tenir le débat conférence de presse. Une foule compacte entoure les invités du jour : des représentants du parti communiste, du parti socialiste, de la Fédération des parents d'élèves Correc. Un dirigeant du Syndicat national de l'enseignement supérieur préside ; il présente, dans un grand brouhaha, la démarche qui va être suivie : chaque invité fera son intervention ; ensuite, on posera des questions. Et les étudiants, ils pourront parler ? — Est-ce que les profs peuvent dire ce qu'ils

répondent dans notre dos ? — « Nous aussi, on veut lire notre motion. » On hurle, on siffle, on s'interpelle et se coupe sans arrêt la parole.

Il est 18 h. 30. Les professeurs battent en retraite. Le représentant du SNE-Sup est parvenu à parler ; celui du syndicat des personnels aussi. M. Frix, président du conseil de l'université, a fait connaître sa position. Le comité de grève a imposé la lecture de sa motion... et est aussi parvenu à empêcher que ne soient lues celles de l'UNEF et de la Ligue.

18 h. 40. Les professeurs et leurs invités se réunissent dans une petite salle. Le comité de grève est satisfait : « Nous avons pu montrer à la presse qu'à Vincennes nous ne sommes pas d'accord, explique un de ses membres. Il y a de graves débats de fond... »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(Publié)

BAC⁶ semaines pour réussir

Une formule « à la carte »

Maths-Phys., Eco., Sc.-Nat., révisions intensives toutes sections. Formule « à la carte » proposée par D. Guermatres : 3 fois par semaine pour 8 h. de cours (750 F les 6 semaines).

S.O.S. - MATH - 97, bd Saint-Michel

Etablissement d'enseignement privé. Tél. 326-53-54 - 326-30-75

supermarché vacances

VOUS OFFRE LES MEILLEURS PRIX :

Exemples de prix PARIS/PARIS 8 jours en possession complète

ROUMANIE : 1070 F

Hôtel de 2^e catégorie à Mamaia

YUGOSLAVIE : 850 F

Hôtel 2^e catégorie à Dubrovnik

TURQUIE : 2120 F

Grand Circuit de 15 jours

DOCUMENTATION ET CONSEILS GRATUITS

52, rue de Bassano

75008 PARIS - Métro George V

supermarché vacances

150 brochures différentes à votre disposition en libre service

Conseils gratuits par spécialistes de tourisme

Meilleures conditions quelle que soit votre destination

Exemple de prix PARIS/PARIS :

ÉGYPTE

Croisière Isis ou Ostris

10 jours : 3450 F

Le tour d'Égypte

10 jours : 2640 F

GRECE

Village Club à Hydra

8 jours : 1250 F

Circuit du Péloponnèse

8 jours : 1290 F

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

Ouvert de 10 h à 19 h

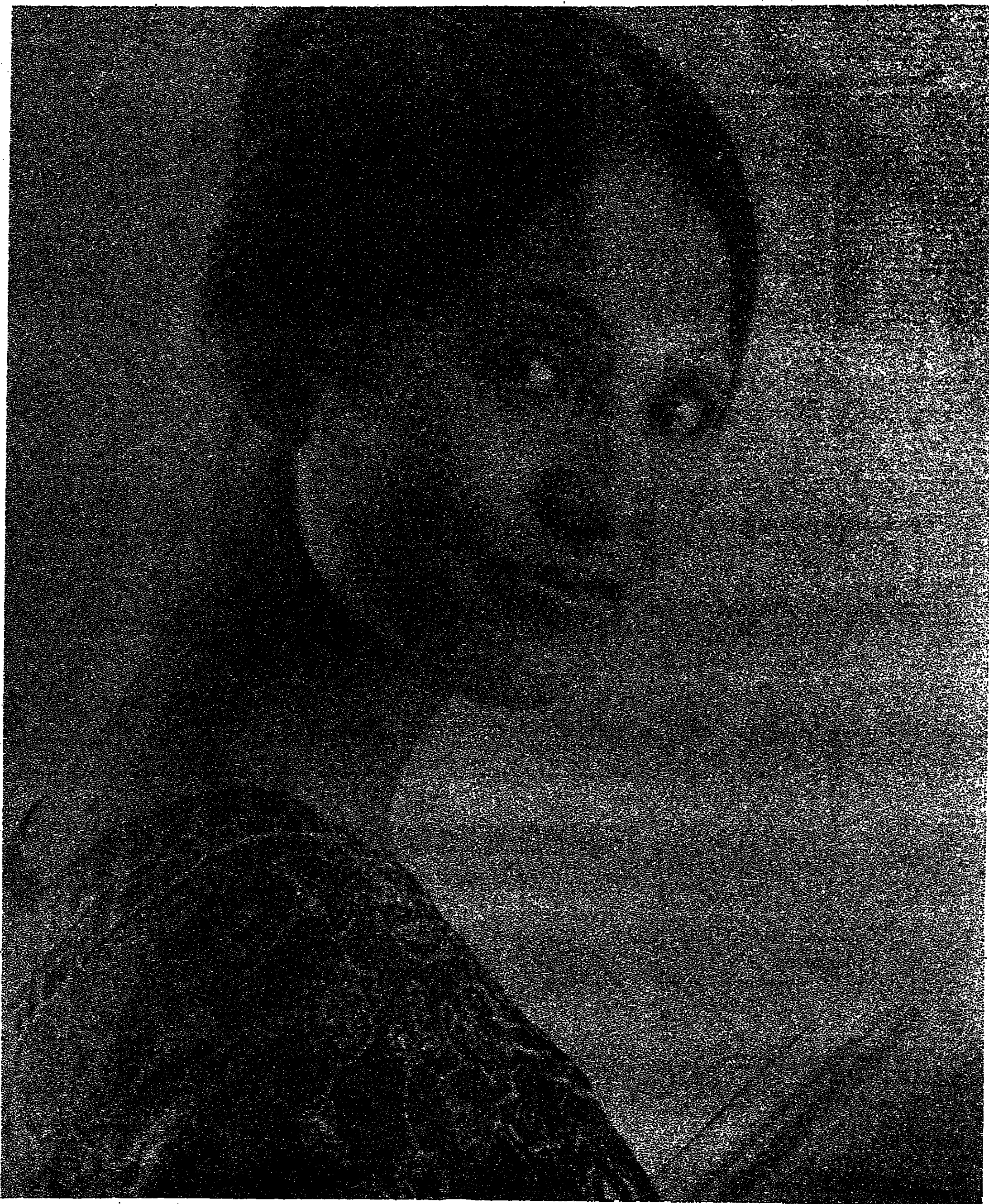
le Samedi de 10 h à 18 h

52, rue de Bassano 75008 PARIS

MÉTRO GEORGE V

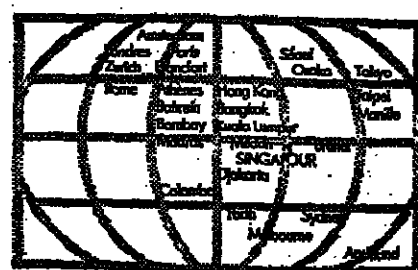
Ouvert de 10 h à 19 h

De leur propre aveu, notre service à bord fait rêver tous nos concurrents.
Jugez-en vous-même à partir du 2 mai, au départ d'Orly.



TWA

A partir du 2 mai, les 747 B de Singapore Airlines décolleront de Paris pour Singapour deux fois par semaine. A leur bord, les plus fameuses hôtesses du monde... et vous, peut-être. Singapore Airlines dessert déjà 27 grandes cités dans la moitié du monde et notamment le Sud-Est asiatique. Ne rêvez plus. Renseignez-vous au 261.53.09-35, avenue de l'Opéra, 75002 Paris.



SINGAPORE AIRLINES
Les merveilleux voyages

سولان الامم

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

LES ILIENS LE DISENT

BALI SERA TOUJOURS BALI



Certes, les produits locaux exposés dans d'innombrables « art gallery » ne sont pas toujours du meilleur goût. Mais les concessions faites au mercantilisme ne sont pas encore telles qu'il faille déjà s'en étonner. Certes, les danseurs Kacak, Barong et Legong ne se privent pas de faire quelques « d'ail » au public. Pour autant, l'esprit de la légende hindoue du Rāmāyana — la lutte du bien contre le mal — continue d'inspirer leurs mouvements. Tout se dit encore avec les doigts. Du Braille, en somme.

Le gong et la pihule

Pas question de singer les étrangers de passage et leurs mauvaises manières. Les Balinais ne cessent d'inviter les dieux et de prier les ancêtres, de croire en l'efficacité de leur intervention. Aux carrefours de Denpasar, Siva, immobile et serein, règle la circulation sans mot dire, une fleur de frangipanier à l'oreille et des offrandes aux pieds. Mieux que quiconque, on le croit capable d'éviter tout frottement entre les voitures américaines, les motos japonaises et les bicyclettes hollandaises qui se disputent la chaussée.

La campagne en faveur du planing familial marque le pas. Beaucoup de foyers ne comptent pas moins de dix à quinze marmottes. Pour les Balinais, la fécondité est encore un don du ciel. « Sans électricité, ça fait à la veille, sinon des enfants ? » dit tout simplement un habitant. La maison balinaise : une suite de pavillons (ou plutôt d'aventures) dissimulés derrière un mur de boue séchée. Dans la disposition des lieux, rien n'est laissé au hasard. Les aulés des ancêtres — de petites tours-pagodes où, parfois, la tête ondulée remplace le chaume traditionnel — regardent vers l'est, en direction du volcan sacré Agung ; les parents dorment au nord, les enfants à l'ouest ; la cuisine se fait au sud, près du grenier à riz. Sous leurs cloches de bambou, des coqs attendent l'heure du combat : une occasion pour leur propriétaire de gagner quelque argent si ces gallinées l'emportent. Cinq hectares de rizières par famille. Souvent, trois récoltes par an. Chaque village irrigue ses champs à tour de rôle. D'un carré de terre à l'autre, un paysage en caméléon vert, du plus tendre au plus sombre, selon que le riz vient d'être repiqué ou qu'il est en train de mûrir. Cette campagne toute en eau évoque, par endroits, des lundanes d'inondations. Des buffles au travail patissent lourdement dans la boue des rizières ; parfois,

des hérons leur tiennent compagnie. Pliés en deux sous leurs chapeaux pointus, des paysans grattent un sol détrempé. A la fraîche, dans les moindres trous d'eau, chacun se baigne innocemment : bêtes et voitures n'échappent pas à ce grand lessivage. Les cigales recommencent de chanter : c'est le début de la saison sèche.

Dès potron-minet, sacs et bandoulières et balai à la main pour nettoyer leur classe, des bandes d'écoliers en uniforme cheminent le long des routes. Affrétés à leurs tâches ménagères, les Balinaises, que l'on dit si belles, ont mine de n'en rien savoir mais s'arrangent pour n'en rien montrer. Seules, quelques vieilles femmes prennent encore la liberté de vaquer, seins nus, à leurs occupations.

Qui sait si les Balinais sauront longtemps vivre à côté des touristes, presque en les ignorant ? Il y a déjà deux mondes qui finissent peut-être, un jour, par ne plus se comprendre : sur la côte sud, au chevet des hôtels, le monde lassant et insipide des mains tendues ; et, à l'intérieur, dans les montagnes, celui, simple et familier, des cours ouverts. On devine que, à la longue, risque de l'emporter. Bali ne mérite pas cela. Les dieux qu'elle vénère lui viendront-ils en aide ?

JACQUES DE BARRIN.

Bali — 2,3 millions d'habitants, 120 kilomètres sur 70 — est à vingt heures d'avion de Paris. Deux points de chute au bord de la mer : à l'est, les nouvelles, Saur, et ses hôtels grand confort ; à l'ouest, d'un petit budget, Kuta et ses pensions à la bonne franquette. Compter environ 150 F par jour en demi-pension dans un établissement de première catégorie, de l'ordre de 25 F par jour pour une chambre chez l'habitant.

Le spectacle n'est pas en front de mer — une mer sans profondeur, sans contours et souvent dangereuse : il faut s'enfoncer à l'intérieur de l'île à moto ou en voiture. Flâner sur les marchés villageois, découvrir les temples camouflés, à ne pas manquer : le coucher du soleil à Tanah-Lot, le point de vue sur le volcan Batur encore en activité.

Les danses balinaises ont une juste réputation : on peut, sans lassitude, assister à quelques représentations. Pour suivre au jour le jour les manifestations de la vie balinaise — fêtes des temples, cérémonies de création, combats de coqs — il suffit de prêter l'oreille : dans une île tout se sait très vite.

Les guides locaux parlent un français plus que rudimentaire. Ils n'ont de cesse de conduire les touristes dans les boutiques de « souvenirs ». Faute de trouver sur place des artisans avérés, ils cherchent à l'indonésisme et capables de se faire comprendre, les visiteurs étrangers risquent, par le moment, de ne rapporter, d'un séjour à Bali, que des images grossières et fausses.

Compagnie indonésienne Garuda, 17, avenue Hoche, 75008 Paris ; tél. 260.35.46. D. Tours, 23, rue du Bazar, 75004 Paris ; tél. 276.32.46, propose des forfaits, circuits et séjours (catalogue sur demande).

IDÉES NEUVES

Les travaux préparatoires du VII^e Plan ne vont pas du même train et n'atteignent pas les mêmes « hauteurs philosophiques » selon qu'il s'agit d'agriculture, d'industrie ou... de loisir. Là les efforts du passé, les erreurs et les réussites tracent la voie, ici tout est encore à inventer. Une démarche à la fois exaltante et plus périlleuse.

Le groupe de travail réuni pour déterminer la politique du tourisme et des loisirs du VII^e Plan vient de remettre ses conclusions. Partant d'une situation nouvelle — aujourd'hui les loisirs sont devenus un phénomène économique de masse et étendent leur influence dans des domaines inattendus, — le groupe de travail s'est inspiré d'une idée neuve : les loisirs ne doivent plus être considérés uniquement comme l'ensemble de ce que les hommes font en dehors de leur temps de travail ; travail et loisir ne doivent plus être mis systématiquement en opposition. Cette approche implique, on le comprend, de reconsidérer les pratiques en cours et se heurte à des habitudes bien ancrées de consommation passive pour les uns, lucrative pour les autres.

Les membres du groupe indiquent les moyens de cette nouvelle politique. Ils proposent de définir « un objectif central d'organisation » qui parait aussi important que le domaine des loisirs que dans celui de l'aménagement du temps, par exemple.

Ces travaux préparatoires se présentent comme un ensemble cohérent de propositions dépendantes les unes des autres. Ainsi de la création d'un fonds d'intervention pour les loisirs à l'assouplissement du classement et de la réglementation sur les locaux collectifs, le groupe obéit aux vues et aux principes généraux d'une politique des loisirs considérée comme « un élément déterminant du choix de notre société ».

Mais, quand on aura cédé aux priorités de tous ordres pour tenir ferme le cap de l'emploi, que restera-t-il de ce bel édifice harmonieux ? Du moins une construction de l'esprit.

CHINE

RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU 9 AOÛT AU 31 AOÛT
TOKIO - PEKIN - TIENTSIN
SHANGHAI - CANTON
HONG-KONG
Accompagnateur français
Guides chinois parlant français
Renseignements et inscriptions
Roger MAUDIN
SODITOUR
65, rue des Archives, PARIS.
277-76-51 - 277-15-49 - Lic. A 732

Cyclades et Côtes sud Turquie

Les eaux bleues et le soleil éclatant de l'Égée, le charme séduisant des îles grecques, les paysages magnifiques des côtes sud de Turquie, les petites plages isolées et les colonies d'été, les vestiges admirables des civilisations grecques-romaines, c'est ce que nous vous proposons cet été.
Mais si vous partez en mai ou juin, vous connaîtrez un été les années en fleurs, les collines verdoyantes, les petites ports hospitalières animés des bords autrichiens. A ces dates nous assurons les départs à la semaine de prix : vous aurez la privauté de disposer de notre bateau et de son équipage pour vous seuls. Prix Sud Turquie 3900 FF, 15 jours - Prix Cyclades 4400 FF, 15 jours.

EXPLORATOR

12, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. 663.66.84. Documentation sur demande.

Etalement

CHANGER LES MENTALITÉS

« Les succès des efforts entrepris en faveur de l'étalement des vacances des Français »... Obligation, par un changement total de la mentalité des « vacanciers ». C'est là l'avis de l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNAT).

Dans un communiqué, après avoir rappelé, en passant, que les principales solutions proposées par le secrétariat d'Etat au tourisme l'avaient déjà été par ses propres soins dès 1970, l'UNAT indique que ce changement « ne peut résulter que d'une action d'information et de sensibilisation menée par l'ensemble des mass media, afin d'imposer une autre image de marque des vacances que celle résultant de l'équation stérilisante, généralement admise : vacan-

ces = chaleur = bains méditerranéens ».

Selon l'UNAT, une telle campagne devrait s'attacher à faire ressortir de façon concrète, d'une part, les inconvénients multiples « de l'entassement monotonique dans les stations de ski en hiver, et, en été, sur les plages de Midi », et d'autre part, les avantages que comportent « en hiver le soleil, en été la fraîcheur, et, en toutes saisons, la nature, la verdure, l'air pur, le calme et le repos ».

Porte de sa conviction, cet organisme qui, avec trente-sept associations affiliées, ne représente pas moins de neuf millions de Français consommateurs de vacances sous toutes leurs formes, se déclare en tout cas « prête à participer à tous débats, colloques, rencontres ou actions ».

MEXIQUE

15 jours
3050F

Yacouba 81.104 F
Sénégal 81.875 F
Mali 81.105 F
Tunisie 81.945 F
Grèce 15.145 F
Turquie 81.105 F
Israël 15.1200 F
Inde-Népal 15.145 F
Australie 22.1370 F

et Indonésie, Kenya, Ouganda, Égypte, Pérou - Bolivie, U.S.A., Thaïlande, etc.
Prix comprenant : voyage par avion de ligne régulière, séjour en hôtel ou centre de vacances, ou circuits découverte. (7) Voyage et une semaine de location voiture, vols à tarifs réduits pour étudiants et jeunes.

payscope international
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02
veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure « Vacances 76 »

nom _____
adresse _____
ville _____ code postal _____

des prix pour aller plus loin plus longtemps

Plein-air

CARAVANES A L'ANCRE

Les terrains de camping ne sont occupés que pendant une partie de l'année. Partant de cette constatation, plusieurs propriétaires de ces sortes d'équipements ont préféré mettre en place une formule nouvelle : les parcs résidentiels. Il s'agit de louer ou de vendre des parcelles sur lesquelles des habitants de loisir (cavagnons, buvards, collégiens modulaires) sont installés à longueur d'année. Les locataires ou les propriétaires (environ 20 %) de ces emplacements trois fois plus vastes en moyenne que ceux des campings traditionnels peuvent ainsi passer leurs week-ends en toute saison, et d'autant plus aisément que la quasi-totalité des parcs résidentiels est située à moins de 100 kilomètres des agglomérations importantes.

La formule, qui n'a que quelques années d'existence, connaît un succès certain. Sur les mille parcs environ actuellement en

service, le coefficient de remplissage oscille entre 80 et 100 %. Par le fait que ce sont les mêmes personnes qui reviennent, il se forme une sorte de « vie de village » et l'ambiance est toute différente de celle qu'on peut trouver sur un terrain de camping », souligne l'un des responsables du Syndicat national des parcs résidentiels nouvellement créés.

Une seule difficulté : maintenir tout au long de l'année une animation qu'on ne peut trouver hors saison nulle part ailleurs. Pour y parvenir, les adhérents ont obligation de participer à une association chargée de l'animation du parc. Les frais de cette animation sont compris dans la location ou le montant de la vente. L'activité de loisir, qui doit correspondre au cadre où le parc est situé, est ouverte à tous et peut, à l'occasion, permettre de ranimer dans ce domaine toute une région.

A la même enseigne.

La formule, ne prévoyant que des équipements légers, ne peut porter atteinte au cadre naturel. Sera-t-elle bientôt reconnue par les pouvoirs publics qui, pour l'instant n'ont normalisé que les terrains de camping ? C'est ce qu'espèrent les cinquante propriétaires groupés dans le syndicat et qui élaborent actuellement une charte en vue d'obtenir du ministère de la Qualité de la vie un label officiel des parcs résidentiels.

Pour fixer les critères de leur originalité, mais tout autant du penchant qu'ont les autorités à assimiler leur formule à celle des hôtels de plein air, les responsables des parcs ne manquent pas une occasion de rap-

peler qu'ils ne sont « liés ni de près ni de loin à cette fédération ».

Protestant contre l'attitude des propriétaires de terrains de camping qui ont annoncé et mis à exécution, dernièrement, des mesures de rétorsion pour répondre à certaines décisions du ministère des Finances, le Syndicat des parcs a tenu à réaffirmer ceci : « L'épreuve de force n'est pas le seul moyen de se faire entendre du public ».

Des propos, en tout cas, qui ne manquent pas d'être entendus par les autorités qui, après cela, hésiteront peut-être à loger à la même enseigne parcs résidentiels et terrains de camping.

nouvelles frontières

proposé de nombreuses formules de voyages

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

PARIS/ATHENES	580F
PARIS/CASABLANCA	850F
BRUXELLES/MONTREAL	1190F
PARIS/DELHI	2000F

SEJOURS

découverte de
l'Albanie
2 semaines tout compris
à partir de
1420F

NOUVELLES FRONTIÈRES
63 av. Denfert-Rochereau
75014 PARIS
Tél. 033.98.40 et 325.57.51
N° de...
Adresse...
Je désire recevoir la documentation sur...
Lic. 793 A



Destination fjords

Oslo - chutes et fjords, le Geiranger, la route des "Aigles", le Nordfjord.

9 jours de beauté sauvage : 2 250 F

Découvrez, s'inscrivant entre les montagnes abruptes, les plus grands fjords de Norvège, les plus typiques, les plus beaux.

Un spectacle saisissant, majestueux, celui d'une nature restée encore sauvage.

Venez, SAS, la compagnie aérienne Scandinave, vous fera connaître les charmes secrets du pays où elle est née. Destination fjords : un des nombreux séjours et circuits mis au point par les Agences de voyages en liaison avec SAS.

Venez, l'été approche, redécouvrez la liberté.

Scandinavie : l'Europe au naturel

SAS
SCANDINAVIAN
AIRLINES

LE BUREAU D'INFORMATION

Tourisme

CHANGEMENT DE DÉCOR AU JARDIN DES PLANTES

FERMÉE pour cause d'épizootie depuis le 24 décembre dernier, la ménagerie du Jardin des plantes de Paris a rouvert ses portes au public le 15 avril. Elle a fait couler beaucoup d'encre, cette ténébreuse affaire de la mélioiïdose ; elle a suscité de folles hypothèses, des polémiques et même, paradoxalement, des espoirs. Pour y voir clair, tentons de récapituler les faits.

6 novembre 1975 : le foie et la rate d'un cheval de Przewalski, mort à la ménagerie et conservé au laboratoire d'anatomie comparée du Muséum sont examinés, presque par hasard, à l'Institut Pasteur. Diagnostic : mélioiïdose ou pseudotuberculose. Une maladie à peine connue en France où seuls l'avaient apportée, naguère, des soldats d'Indochine : vétérinaires et médecins ignorent parfois jusqu'à son nom. Due au bacille de Whitmore, cette affection est surtout localisée à l'Asie du Sud-Est (et éventuellement à l'Afrique) où elle frappe les mammifères. Transmissible à l'homme, elle peut déterminer chez lui une septicémie avec abcès et lésions cutanées. Comme le tétanos, la mélioiïdose se transmet par la terre, le fumier ou les fourrages.

Quatre des sept chevaux de Przewalski succombent. C'est vraiment une malchance, car il s'agit de l'espèce la plus précieuse de la ménagerie. Presque éteinte à l'état sauvage dans les steppes d'Asie centrale, ces quadrupèdes ne survivent en effet plus guère aujourd'hui qu'en captivité. D'autres espèces sont à leur tour frappées. Le 14 décembre, un patas (singe rouge) meurt de la mélioiïdose ; le bacille de Whitmore est également décelé chez un mouton.

Dès le premier diagnostic, l'Institut Pasteur a demandé la fermeture de la ménagerie ; la direction, qui a vraisemblablement minimisé le danger, s'y est refusée. Enfin, sur un rapport du professeur H. Mollaret, chef de

laboratoire à l'Institut Pasteur, le ministère de l'Éducation fait fermer la ménagerie le 24 décembre. Dans les jours qui suivent, des mesures de désinfection sont prises.

La mort du panda

Lorsque le Monde annonce l'événement (nos éditions datées du 1^{er} janvier 1976), la presse se déchaine à propos du « mal mystérieux » du Jardin des plantes. L'hypothèse d'une malveillance vient tout naturellement à l'esprit : des promoteurs ne lorgnent-ils pas la ménagerie pour y construire des blocs en béton ? Mais, surtout, il y a le problème du fumier. En dépit des démentis officiels, celui-ci a, selon plusieurs sources, continué à être évacué, jusqu'au 12 janvier, vers les parterres du Jardin des plantes, dans le domaine du Muséum, à Chèvreloup, près de Versailles, et sur les terrains de maraîchers de la région parisienne. Par la suite, il a été incinéré.

Dans la ménagerie aux portes closes et autour de laquelle les habitants tournent mélancoliquement, la mélioiïdose continue ses ravages : le bacille est trouvé chez un taton le 2 janvier, et, fait plus grave, chez un pigeon « sauvage » mort le 7. On commence à se préoccuper des oiseaux et des chats qui pourraient véhiculer la mélioiïdose. Cette idée inquiète les amis des animaux ; surtout après le précédent de la rage : ne va-t-on pas organiser des massacres sous prétexte d'enrayer l'épizootie ?

L'origine de celle-ci demeure en tout cas mystérieuse : sans doute un animal exotique l'a-t-il introduit à la ménagerie ? Et, le 14 janvier, on croit bien avoir découvert un illustre « coupable » : le panda.

En effet, la dépouille du panda géant offert par la Chine et mort en 1974, au zoo de Vincennes, est conservée au laboratoire

d'anatomie, donc non loin de la ménagerie. Or le bacille de Whitmore est découvert dans la moelle osseuse de l'une de ses côtes. Officiellement, le panda aurait été contaminé après sa mort, mais un microbe ne peut gagner la moelle osseuse que s'il est véhiculé par le sang ; le panda l'avait donc de son vivant. Cela ne veut pas dire qu'il ait forcément introduit la maladie en France ; il a pu la contracter près d'un autre animal, peut-être ce petit singe mort en 1973 et qui a aussi donné lieu à des prélèvements positifs.

Et le bacille par l'intermédiaire du fumier, des oiseaux ou des échanges d'animaux franchit les grilles de la ménagerie. Le vol d'un parterre du jardin et dans des bacs à sable de l'allée Cuvier, au zoo de Vincennes, et aussi à celui de Mulhouse et dans la région lyonnaise.

Dix questions sur l'épizootie

A leur tour, les hommes entrent en contact avec le microbe. A la fin janvier, au cours d'une réunion d'information, un spécialiste de l'Institut Pasteur, M. A. Dodin, révèle que dix-sept membres du personnel ont été en contact avec le bacille de Whitmore. Fait étrange, ce ne sont pas forcément des gens qui travaillent à la ménagerie ; parmi les « personnes positives » figurent une bibliothécaire et le nouveau directeur du Muséum, le professeur J. Dorst. Au total, plus d'un millier de tests seront pratiqués.

Un soldat de la ménagerie a contracté pour de bon la maladie, mais d'une façon bénigne. Il sera victime de poussées de fièvre et fera un séjour à l'Institut Pasteur ; actuellement, quelques membres du personnel du Muséum y sont encore en observation et sous traitement préventif.

Face à cette situation, l'intersyndicale du Muséum n'est pas

restée inactive. Elle a adressé aux professeurs de cet établissement une lettre ouverte comportant dix questions sur l'épizootie, et les mesures qui ont été prises à son égard, ou qui auraient dû l'être.

Certes, le sol de la ménagerie avait été désinfecté, mais l'intersyndicale rappelle que le sable javellisé demeure dangereux pour les enfants, qui risquent de le porter à leur bouche. Quant au nombre d'animaux qui ont été abattus, il demeure difficile à préciser.

L'Institut Pasteur finit par adresser au ministère de la santé un rapport favorable à la réouverture, sans cesse annoncée et reportée. Ce rapport aboutit au ministère de l'Éducation : M. Dorst obtint enfin la signature qui permit la réouverture de la ménagerie.

Mais celle-ci va se retrouver sans directeur : le professeur Jacques Nouvel a, vers le début d'avril, adressé à la direction du Muséum une lettre de démission de ses postes de directeur du zoo et de la ménagerie. Cette démission doit devenir effective cet été. M. Nouvel n'a pas de remplaçant pour l'instant et conserve sa chaire d'éthologie. Officiellement, cette démission est sans rapport avec la mélioiïdose.

Néanmoins, celle-ci n'a pas fait remonter la cote de la ménagerie, dont l'aspect vétuste suscite, depuis des années, les attaques de la presse et des amis des animaux, dont certains souhaitent sa disparition totale.

Une telle perspective inquiète les personnels en cause. Pour sa part, M. Dorst, envisage, si toutefois les crédits nécessaires sont débloqués, une rénovation progressive de la ménagerie, dont seraient retirés les animaux (y compris, souhainons-le, les fauves, les grands singes et les rapaces). Ne resteraient que les espèces européennes ou de petite taille ; le vivarium serait agrandi. Des

constructions seraient démolies, d'autres refaites. Dans l'ensemble, la ménagerie garderait son cadre traditionnel.

L'intersyndicale comme l'Institut Pasteur souhaitent que la ménagerie développe les études de bactériologie par la création d'un laboratoire approprié. Un centre d'initiation à la nature y serait créé.

Quant aux menaces immobilières, elles ne sont guère prises au sérieux, ni à l'intersyndicale ni à la direction. Certes, voilà deux ans, les Domaines ont loué à l'Office des E.L.M. un terrain de la rue Poliveau qui était affecté au Muséum. Toutefois, durant soixante-six ans, ce terrain en perceva le loyer ; le terrain et les immeubles reviendront ensuite au Muséum.

Un nouveau bloc d'immeubles va être construit sur un terrain de particuliers ; à cette occasion surviendra un échange de parcelles qui entraînera des rectifications dans la « frontière » du Muséum.

La galerie de zoologie, dont on a aussi tant parlé et qui est en pitoyable état, devrait enfin être remise à neuf. Selon M. Dorst, le chantier s'ouvrira avant la fin de cette année. La présentation de la galerie sera modernisée, avec des dioramas sur l'écologie, l'évolution, etc.

C'est d'ailleurs tout le Muséum lui-même qui devrait être rénové : la direction prévoit un plan de rénovation sur dix ans. Pour sa part, le SNE-Sup a récemment publié une importante brochure sur l'avenir de l'établissement.

Peut-être, en définitive, l'épizootie de mélioiïdose aura-t-elle contribué à hâter les transformations nécessaires. Et elle peut avoir une autre conséquence heureuse : le coup d'arrêt aux trafics d'animaux exotiques, tant souhaité par les défenseurs de la nature.

JEAN-JACQUES BARLOY.

BALADES EN TOUS SENS

Printemps dans l'Himalaya

La vallée du Cachemire, celles du Kulu et de Kangra, le Népal, le Ladakh, surnommé le « petit Tibet », dont la capitale, Leh, à 3 500 mètres, sont les principales étapes du circuit que les « Amis de l'Orient » ont inscrit à leur programme printemps-été. Un circuit en forme d'expédition, puisqu'il faudra marcher, bivouaquer, dormir sous la tente...

Du 15 mai au 7 juin, au départ de Paris. Prix par personne : 7 820 F, comprenant la totalité des transports, hébergements, nourriture, l'assistance d'une accompagnatrice, etc.

* Association française des amis de l'Orient : 18 avenue d'Alsace, 75016 Paris, tél. 225-54-55. (Permanence tous les après-midi, aux 1^{ers} samedis et dimanches.)

La Saintonge

au pas d'un cheval

Au long de la Charente, par des chemins tranquilles et des villages accueillants, sept jours en voiture à cheval avec l'équipe du soir à la ferme, dîner compris à la table du maître de maison. Il en coûte 1 300 francs sur la base de quatre personnes.

* Relais départemental du tourisme rural, B.P. 540, 17023 La Rochelle Cedex. Tél. (40) 34-44-22. Office départemental du tourisme, B.P. 1132, 17008 La Rochelle Cedex. Tél. (40) 41-43-33.

Le Perche

à bicyclette

Au départ de Bellême, de La Chapelle-Montignieu ou de Mortagne-au-Perche, on peut désor-

mais, le temps d'un week-end, courir le Perche à bicyclette. Le forfait (110 F par personne, plus 10 F par an d'inscription à l'association Bel Art Bellême) comprend la location du vélo, du samedi matin au dimanche soir, et l'hébergement, en demi-pension, le samedi soir.

Un grand nombre de circuits reconnus par des cyclistes chevronnés à choisir, qui passent tous par monts et par vaux, forêts et chemins garantis pittoresques...

* Bel Art Bellême : 61138 Bellême, tél. (94) 23-01-11, puis le 27, à Bellême. A partir de la fin juin : (34) 33-02-21.

Maison de la Normandie : 7, rue d'Artois, 75008 Paris, tél. 225-22-06.

VACANCES AU SOLEIL A ALICANTE, ESPAGNE

Location d'appartements Documentation sur demande. à LAURENT S.A.R.L., 37, rue de la Coiffure 78000 Versailles.

BIDART JOUAILLIER DE LA CÔTE BASQUE

Ses piéces - Le surf - Ses sites - Son fronton Son meuble - Son église - Son folklore Rens. : S.I. : poste n° 5, mairie Bidart, téléphone : (59) 26-52-30.

prenez la mer pour rejoindre le soleil dans son royaume: le Maroc

Cap sur Casablanca

Marseille-Palma-Ibiza-Málaga-Casablanca-Tanger-Málaga-Ibiza-Marseille.

6 jours. 14 départs entre mars et octobre. Prix : de 1 200 à 2 700 F.

Programme complet de Croisières de Séjours, Circuits et Libre-Tourisme au Maroc

CROISIÈRES PAQUET
MASSALIA

Renseignements et réservations dans toutes les Agences de Voyages ou aux Croisières Paquet, PARIS 5 bd Malesherbes 75008, Tél. 269.57.59 - MARSEILLE 70 rue de la République 13002, Tél. 91.91.21.

Un charter pour l'Amérique?

Pourquoi pas ! Maintenant que Jet Tours Charters en fait un service sûr et régulier.

Parce que Jet Tours Charters vole sur de Grandes Compagnies Internationales, la seule différence que vous trouverez entre un vol régulier et un vol Jet Tours Charters, c'est le prix.

PARIS/NEW YORK/PARIS

1700 F en mai
1850 F en juillet-août
1750 F en sept-oct.

PARIS/MONTREAL/PARIS

1600 F en avril
1650 F en mai-juin
1750 F en juillet-août
1700 F en sept-oct.

Jet Tours Charters dessert aussi BOSTON - PHILADELPHIE - LOS-ANGELES - QUEBEC.

Plus de 80 vols d'Avril à Septembre

Demandez le calendrier détaillé, dates, durée de séjours et prix à votre agent de voyage

Jet tours Charters



صلى الله عليه وسلم



Tourisme

LA BRETAGNE DU DEDANS

Les trésors des enclos

PAYS du mystère et des légendes — couvent principal de vie — la Bretagne n'a pas fini de nous révéler ses merveilles et de nous charmer. Qui ne connaît, au moins en images, les traits de cette terre par tout aux prises avec la mer, pour une lutte incessante où aucune des forces n'est jamais assurée de la victoire ? Les rochers de la pointe du Raz immortalisent cette épreuven rencontre. Tout entière maritime, la Bretagne apparaît aussi totalement terrienne. L'histoire, en façonnant les rivages, n'a pas délaissé l'intérieur de cette pointe extrême du continent. La richesse des villes et des villages en témoigne : il semblerait qu'on n'ait pas encore tout découvert. A la rudesse des côtes répondent la sérénité et l'envolement des plateaux et des champs ; et la solidarité des pêcheurs labourant les flots voisins avec celle des maîtres d'atelage traçant, dans le damier du bocage, les sillons des cultures.

Léon, Comouailles, Trégor, Pentétre, diverses et multiples, les régions sont unies par des farveurs identiques. Partout le pays d'Armor a édifié les signes de sa fidélité et de ses passions : calvaires, pierres sacrées, châteaux, menhirs, pierres, sanctuaires, innombrables et reliés par l'insolite et la surmaturel. Fées, sorcières, saints, sirènes et korrigans se mêlent pour des danses paléennes ou sacrées au rythme des bombarda et des vielles. Le folklore déborde d'enseignements et atteint aux fondements mêmes des traditions.

Les plus beaux trésors de ce patrimoine sont assurément les

enclos paroissiaux, disséminés au gré des collines, là où pour un entretien intime se rejoignent les vivants et les morts. Toujours établis selon un principe unique, les enclos bretons sont des chefs-d'œuvre d'architecture ; la finesse égale la majesté, l'une et l'autre apportées par la qualité d'un grand travail sous les drapeaux d'une inspiration presque mythique. Un petit mur court autour des trois éléments qui composent l'enclos : le calvaire, l'ossuaire, l'église. La Bretagne ne compte pas de biens, tant ils abondent ; les plus saisissants sont néanmoins au nord du Finistère.

En une journée, en suivant le dédale des routes, on peut en admirer l'exubérance et la simplicité. Au départ de Morlaix (N. 12), Saint-Thégonnec, Guimiliau ; Lannion, en direction de Châteauneuf, après les déserts vaporeux et chaotiques de la Montagne Saint-Michel, dans le parc régional d'Armorique, Pleyben ; vers Brest,

Sizun et Plougastral-Deoules. Ici comme là, la pierre sombre qui s'élève au soleil trace des scènes religieuses ou de haute ferveur locale. Les croix se dressent au-dessus d'une profusion de personnalités aux allures parfois fantastiques, en les équilibrant sur des bras de croix plus pâles. Le calvaire est la matérialisation des angoisses et des aspirations de l'âme bretonne. Similaires d'aspect extérieur pour le profane, aucun cependant ne se ressemble, et les humbles artisans, dont les noms sont ignorés, ont su exprimer par la haute diversité et l'unité de leurs goûts et de leurs convictions. Cavaliers, soldats, supplicés, pleins, voire monstrueux, ornent les corniches en découplant des silhouettes hiératiques. Réalisme biblique du paradis, ou de l'enfer, celui d'un schéma en haut, tiré par un diable, « Kell Gollit », Catherine perdue, héroïne d'une légende populaire très répandue.

Kerjean tout d'abord. Celui que l'on surnomme le Versaillais breton ! D'une ordonnance classique, il alla l'austérité d'une torturesse à l'élégance d'une demeure de plaisance. Commencé en 1500, encerclé de deux encintes, il fut achevé par l'état en 1911. Certaines pièces intérieures sont garnies de beaux meubles typiques des seizième et dix-septième siècles.

Ensuite, à droite de la départementale 10, Kérouzéré. La granit a traversé les siècles sans faille (1425). Prévu pour résister aux plus durs assauts — il y a même un puits intérieur et des maules pour broyer les grains en réserve, — l'impressionnante construction possède un oratoire aménagé dans l'épaisseur des murs. Du chemin de ronde, la vue porte sur la campagne environnante et la côte maritime. On peut regagner Morlaix, au fond de sa baie de Roscoff, dont le nom signifie en breton « la colline du forgeron ».

Nid de corsaires au seizième siècle, cette petite localité, parsee d'échauguettes et de vieilles maisons, reçut, dit-on, la première à son arrivée en France, où elle venait se marier, la jeune reine d'Ecosse Marie Stuart. Incorporée dans une muraille, la porte qu'elle franchit est restée intacte. Une curiosité enfin : la figure la plus septentrionale d'Europe, trois fois centenaire, dont l'ombre couvre quelque 600 mètres carrés. Sur les grèves qui vont venir recouvrir les vagues chargées d'algues venant jadis danser des farfades. Il faudrait trouver quelque contour pour se savoir davantage. Mais cela est déjà une autre histoire.

Par les porches triomphants

A côté, l'ossuaire, que l'on visite maintenant. On y abritait les restes des défunts. Les fenêtres châtient une lumière rare, favorable à la méditation. L'ossuaire servait de chapelle et abritait les reliques des saints. Enfin, les églises, offrant tous les raffinements de l'art, des débuts de la Renaissance à la fin du gothique flamboyant : dômes, lanternes, absides polygonales, bas-reliefs, retables sculptés, et ces volutes boisées, rondes comme des coques renversées d'où pendait des ex-voto en forme de barque à voile, dans des marins fervents. En dehors des jours de pardon,

où une pieuse animation les égale, les enclos sont rendus à leur silence. On pénètre en silence par les porches triomphants... Il n'y a qu'une silhouette noire, collée de sa dentelle blanche pour rappeler où l'on est. Sur la route du retour, deux hautes devant les anciens. Rêles de la résistance locale aux influences, pacifiques ou non, de l'extérieur. Conséquence du tempérament volontaire indépendant et farouche des paysans d'autrefois. La Bretagne, à l'instar de la Vendée voisine, a connu sa chouannerie. En prenant le départementale 30, après Landivisiau, le château de

DANS LE SAC MARIN

A bord

du « Leonardo-da-Vinci »

La « Route de Byzance », pour le Leonardo-da-Vinci, passe par Palerme, Corfou, Athènes, Istanbul, Naples, et s'achève là où elle avait commencé, c'est-à-dire dans le port de Gênes. On lèvera

l'ancre le 24 juillet et l'on mettra sac à terre le 2 août.

Mais on pourra pourquoi pas ? — « remplir » de la héraudaine, puisque le navire mettra cap au nord en s'y rendant par le chemin des écoliers, un chemin qui passe successivement par Palerme, Tarragone, Copenhague, Stockholm, Oslo, et

revient par Londres, Amsterdam, Anvers et Barcelone. Vingt-trois jours à bord d'un des plus beaux bateaux de croisière, une plénitude où les Italiens, grands connaisseurs en la matière, sont passés maîtres.

* Italian Lines (CIT), 3, boulevard des Capucines, 75002 Paris ; tél. : 073-40-82.

Une croisière nommée Wagner

Des Voyages à la Forêt-Noire, de Drachenfels à Meersburg, un bateau voué à Wagner, de la poupe à la proue et de la cale aux mâts voguera, quatre jours durant, sur le Rhin et sous le signe de la musique.

Un spécialiste de l'œuvre wagnérienne commentera et analysera avec les passagers l'histoire de la Tétralogie, et la cantatrice Régine Crespin interprétera les œuvres du maître de Bayreuth.

* Vacances 2000, 18, Avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 073-44-88 (et toutes agences de voyages).

Du 24 au 27 juillet, au départ de Strasbourg. Prix par personne, à partir de 1790 F, en cabine double.

Trois navires, cent programmes

L'Ausonia, un paquebot mû par de puissantes turbines, le Victoria, qui jauge allègrement ses 11 694 tonnes, et le San-Giorgio,

plus modeste avec 4755 tonnes (mais non moins confortable que les deux autres) sillonnent tous trois la Méditerranée jusqu'à la fin de 1970 pour le compte de la compagnie Adriatica.

Au programme, l'Espagne, les côtes marocaines, la Grèce et la Turquie, Beyrouth, les Baléares, etc. L'Ausonia a son quai à Venise, le Victoria se partage entre la cité des doges et Gênes, et le San-Giorgio, enfin, ajoute Ancône à sa liste de points d'attache, et débarque ses passagers à Trieste, Gênes et Marseille. (Programmes détaillés sur demande.)

* Compagnie italienne de tourisme : 2, boulevard des Capucines, 75002 Paris ; tél. : 073-40-82.

VILLE DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER 1964 ET 1976



Innsbruck

vous offre également d'inoubliables vacances d'été

Le monde entier se donne rendez-vous dans la zone pour piétons de la vieille ville, devant le Petit Tait d'Or, qui évoque les fêtes de la Cour et les tournois de jadis. Les monuments d'architecture des siècles précédents et les installations sportives des Jeux d'Hiver, comme le stade du Bergisel, attirent tous les jours d'innombrables vacanciers. Innsbruck possède également un Palais des Congrès. Alpinisme, ski d'été, téléphériques. De sympathiques auberges, de bons hôtels, un riche programme de manifestations culturelles et folkloriques ainsi que le shopping dans les rues d'Innsbruck font partie de votre séjour dans la ville ou bord de l'Inn aux eaux vertes.

Des vacances idéales à

IGLS - Station de ski d'air - 800 m - à 5 km d'Innsbruck

Paradis ensoleillé, au milieu de forêts et de vertes campagnes, tranquillité et repos. Parc et Centre pour congrès, concerts, faciles et belles promenades, alpinisme et randonnées en montagne, téléphérique sur le Patscherkofel, équitation, golf à 9 et 18 trous, 9 courts de tennis. Excellents hôtels, pensions et auberges offrant un séjour de qualité, une sympathique ambiance et un service individuel.

Séminaires sportifs avec réductions spéciales : tennis 29-5 - 19-6 et golf 21-8 - 4-9.

Hungerburg - 700 m - à 3 km d'Innsbruck

Station de villégiature située sur un plateau fleuri de la « Nord-kette », la chaîne de montagnes au nord d'Innsbruck. Magnifiques promenades, zoo alpin, vue splendide sur Innsbruck et ses environs.

Les vacanciers se rendront compte que nous offrons ces trois séjours à des prix très avantageux.

Rens. conseils et départs : Syndicat d'Initiative Innsbruck-Igls, A-6021 Innsbruck, surprenant à par l'intermédiaire de votre Bureau de Voyages ou par l'Office National Autrichien du Tourisme, 12, rue Auber, 75009 PARIS.

SOLEILS D'AILLEURS

ou une voie pour Fort-de-France

Poèmes

10 F + port : 5,00 F

Chez l'auteur
Lucien-Paul CONSEL
15, rue P.-Chamart,
92000 Neuilly-sur-Seine.
C.O.P. PARIS 20494 59 D.

Les charmes de la Bretagne

en mai et en juin

notre groupement hôtelier le WEB sur la côte de Granit Rose, vous offre des tarifs exceptionnels pour une période douce, calme et fleurie

de 400 F à 520 F la semaine.
Renseignez-vous.
WEB BP 3 22730 TREGASTEL



CIRCUIT AUTOCAR 1605 frs
séjour Hotel NEAPOLIS 1200 frs
Prix maximum PARIS - PARIS
1 semaine en pension complète
DEMANDEZ
la
BROCHURE
L.I.C. A. 620
Dans toutes les agences de voyages.

Pilotes vous-même un « Cabrio-Croisier » sur le grand fleuve d'Irlande — la Shannon — sans permis ni formalité.
Liberté absolue d'aller où bon vous semble, quand bon vous semble.
Partez à la découverte des petites villages, à la rencontre des Irlandais avenants.
Nos bateaux luxueux 4, 5, 6 et 8 couchettes vous attendent.
Pour plus de détails écrivez à : Emerald Star Line (A company within the Guinness Group) (Dept. L.M. 2) St James's Gate DUBLIN 2, IRELAND.

Venir en Grèce est une chose En jouir pleinement, c'en est une autre

L'APOLLON PALACE, situé sur la paisible baie de Kavouri, à 30 minutes à peine du centre d'Athènes mais loin, cependant, de son agitation et de son bruit, vous offre toute l'année :

- 300 chambres et « suites » luxueuses, toutes air-conditionnées, avec vue sur la mer.
- Des bars, des restaurants qui vous proposent les plus savoureuses spécialités grecques ou internationales, une « Cafeteria » ouverte 24 heures sur 24.
- Des Salles de Conférences capables d'accueillir 10 à 400 personnes, ainsi que service de Téléx.
- Une plage, des piscines (1 couverte, 2 en plein air), « water ski », un court de Tennis, un Bowling, parking gratuit et des autobus « navette » gratuits Athènes et retour.

... et, outre tout cela, un service impeccable joint à l'hospitalité Grecque bien connue.

Réervations : Télax 214250 APLE GR - Tél. : 8951401 ou chez votre Agent de Voyages

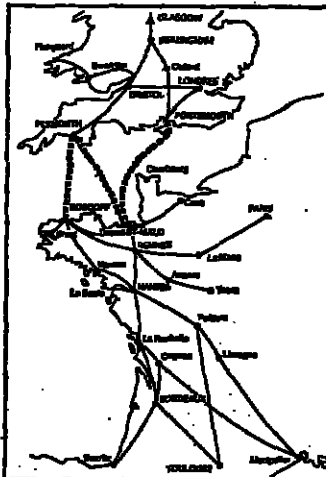


si le soleil ne vous suffit pas

C'est pourquoi, au sud de la Bretagne, il faut aller à l'autre Portugal. Ici, le soleil est toujours présent, et la mer est toujours là. Ici, le soleil est toujours présent, et la mer est toujours là. Ici, le soleil est toujours présent, et la mer est toujours là.



Vos vacances en Grande-Bretagne passent par la Bretagne.



D'abord, parce qu'il vous est très facile de passer la Bretagne en Grande-Bretagne avec toute votre famille, votre voiture et même votre caravane. Les car-ferries ultra-modernes de la Compagnie Brittany-Ferries relient chaque jour, en quelques heures, Roscoff et Saint-Malo en Bretagne, à Plymouth et Portsmouth à partir du 17 juin en Grande-Bretagne. Ce chemin confortable, économique (il existe divers tarifs spéciaux ou forfaits) et direct (surtout

pour ceux qui habitent l'ouest de la France) est aussi le plus intéressant pour comprendre, dès la Bretagne, les pays que l'on va découvrir à l'ouest de la Grande-Bretagne. Ces pays Comouailles, Pays-de-Galles, Ecosse sont en effet, comme la Bretagne, des pays celtiques. Et l'histoire, des deux côtés du Channel, a laissé des traces. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou directement auprès des Brittany-Ferries.



Gare maritime - 22271 Roscoff - Tél. (09) 88.07.20 - Télax 940 360
Gare maritime - 35400 Saint-Malo - Tél. (09) 56.42.29 - Télax 950 487
Toutes agences de voyages agréées (et Réseau Sélection - Agence régionale : Paris Voyages - 11, rue de la Chaussée d'Orléans - 75000 PARIS - Tél. 770.43.25
South Air - 34, rue Boudet - 33000 Bordeaux - Tél. (09) 48.00.45
Firm - 1, rue Lapeyrouse - 31000 Toulouse - Tél. (09) 23.11.70



A ISOLA 2000, L'ETE, SONT GRATUITS : LE TENNIS, LA PISCINE, LE VOLLEY-BALL, LE TIR A L'ARC, L'ECOLE D'ESCALADE ET DE RANDONNEE DANS LE PARC DU MERCANTOUR, LE SOLEIL ET... LA GARDERIE D'ENFANTS !

Il reste quelques appartements à louer et quelques chambres à l'hôtel Chastillon ***
Réservez vite : Maison d'Isola, 38, rue de Lisbonne - 75008 Paris - tél. 387.55.09 ou Station d'Isola - tél. (93) 02.70.50



TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Campagne

ST-PARDOUX-LA-CROISILLE

19320 (Corrèze)
HOTEL BEAU SITE ** Cote d'air.
Etag. Piscine chauffée. Dépluant.

Côte d'Azur

PREJUS PLAGE

IL ETAIT UNE FOIS * N.N. Boulevard
Frédéric-Mitral, tél. : 95-33-63.

MENTON (06)

HOTEL DU PARC *** N.N. Prox. mer et
casino, plein centre. Parking. Gd parq.

VILLEFRANCHE-SUR-MER

Mapotel WELCOME, bord de mer.
Balcon. Elev. Tél. : (05) 80-70-28.

Mer

CAP-D'AGDE 34300

Languedoc

Hôtel « LE SABLEHOTEL » *** NN
En bord de Plage - 2 piscines privées
Promenades au périsse
sur le Canal du Midi
Voile - Animation permanente
Téléph. : (07) 94-12-17

29226 CARANTEC

HOTEL-RESTAURANT DU PORS-PUL
* N.N. Accès dir. plages. Jardins. Park.
Cuisine soignée. Prix spéciaux B.S.
Ouvert 16 avril - 26 sept. Tél. 67-00-52

ILE DE JERSEY

(iles Anglo-Normandes)

Petit Etat indépendant et joyeux an-
cré à 20 km des côtes de Normandie
Jersey a 20 km de long sur 10 de large.
75 000 habitants. Le soleil y brille
plus de 2 000 heures par an. La cam-
pagne est magnifique, les fleurs abon-
dantes. Les adorables petites ports de
pêche font suite aux immenses plages
de sable fin. Les vieilles auberges,
les pubs sont pittoresques et les nom-
breux hôtels vont de la petite pen-
sion sympathique au palace de très
grand standing (dont un habili-
lé). Les voitures de location sont
comme tout à Jersey, très bon marché.
Quant à la cuisine, Saint-Bélier,
parcels du shopping, elle regorge de
marchandises « free of taxes ».
Dans cette petite île de paix et de
beauté, tout est différent, mais l'es-
prit est doux : la nature, les gens... et les
prix.

A 70 minutes de Paris-Orly-Sud, Jer-
sey vous attend dès demain.

Nous serons heureux de vous adresser
une documentation en couleurs.
Ecrivez à Office National du Tourisme,
Service France L.M.3, St-Bélier, Jersey
(iles Anglo-Normandes).

Pour passer des jours heureux, l'idée
c'est Jersey.

HOTEL MIRAMAIL. Magnifique baie
Saint-Brelade. Confort. Ambiance.
Jardins. 5 minutes plage. Prix pri-
vilegiés : pension complète à partir de
6,50 livres par j. Miramar, Saint-Bre-
lade, Jersey (iles Anglo-Normandes).

POITOU-CHARENTES-LENDE

COTE ATLANTIQUE
Mai, juin et septembre
Hôtels ou meublés
Forfaits avantages
Réservations immédiates, et sans frais
Maison Poitou-Charentes-Vendée
4, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), 973-59-11

Montagne

ALPES DU SUD LE SAUZE 04400

HOTEL LE DART *** NN. Alt. 1.400 m.
Piscine chauffée. Tennis privé. Sauna.
Cuisine. Excursions accompagnées. Tél.
(94) 91-05-39.

Province

BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
** N 400 ch. 40 à 78 P T.T.C.
Centre d'affaires et spectacles
2, place de la Comédie - Bordeaux
Garage gratuit - Tél. : 52-04-02 & 03.

Angleterre

VICTORIA LONDON

Hamilton House Hotel, Bed & Break-
fast à partir de 55 P et pension
complète 90 P par personne. 80 War-
wick Way S.W.1 Tél. : 01-221 7113.

Espagne

CALELLA-BARCELONA

HOTEL FRAGATA, à 30 mètres de la
plage. Habitations cou. balco.

Châteaux - Hôtels

indépendants

Val de Loire

45140 ORLEANS (Loiret)

AUBERGE DE LA MONTESPAN ***
Tél. : (38) 88-12-07

41120 OUCHAMPS (Loir-et-Cher)

SELAIS DES LANDES ***
Tél. : (39) 79-03-61

37400 AMBOISE (Indre-et-Loire)

CHATEAU DE PRAY ***

Tél. : (47) 57-22-67

37500 CHINON (Indre-et-Loire)

HOTELLERIE GARGANTUA **

Tél. : (47) 93-04-71

Normandie

61320 GACE (Orne)

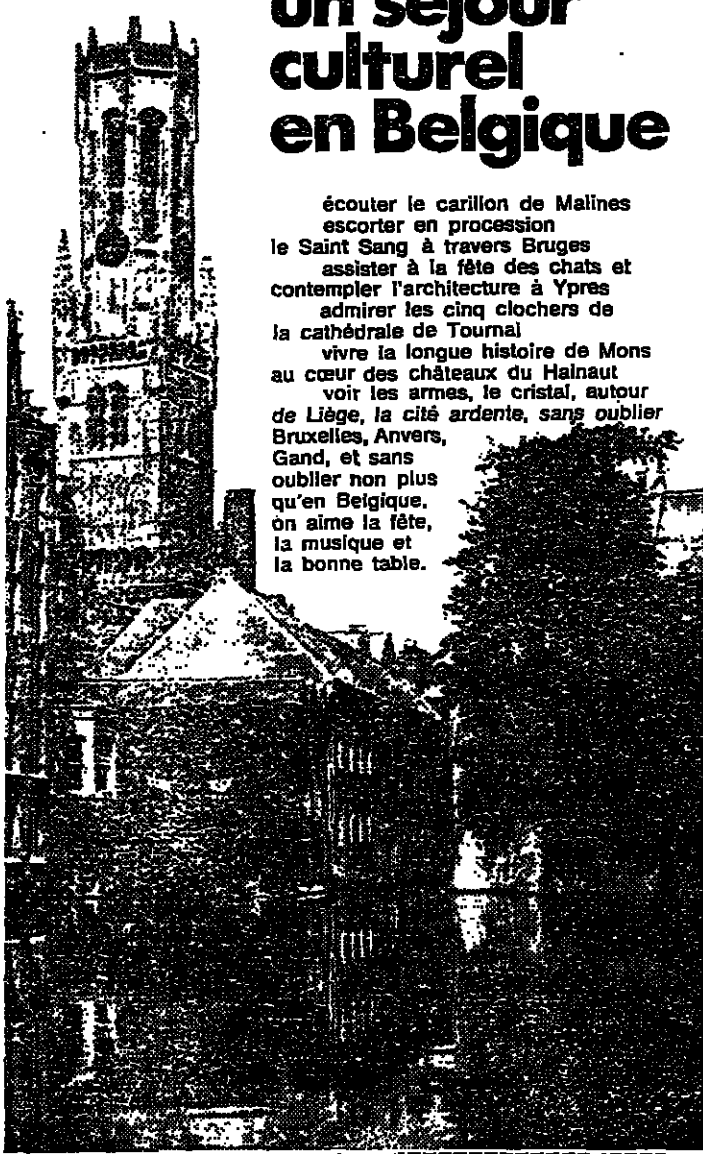
HOTELLERIE LES CHAMPS ***
Tél. : (34) 35-31-45

Bretagne

56410 ERDEVEN (Morbihan)

CHATEAU DE KERAVEY ***
Tél. : (97) 52-34-14

un séjour culturel en Belgique



Demandez la documentation en couleur qui vous sera adressée
gratuitement, à : OFFICE NATIONAL BELGE DE TOURISME
21, boulevard des Capucines - 75002 PARIS

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tourisme

Ceux du métier

OMBRE ET SOLEIL

LA FRANCE COMBLE UN VIDE

A Poissy, des jouets pour les enfants et les savants

PRÈS d'avoir été pendant des
années « pays de maires sédo-
cious », le tourisme suscite
aujourd'hui, ici et là, un phénomène
de rejet. Au dire de certains, les
sites qu'il détruit, les déséquilibres qu'il
occasionne, les nuisances qu'il provoque,
annulent les effets économiques directs
et indirects dont il est porteur.

Si l'on admet sans réserve un tour-
isme dit de qualité, sélectif et réservé
à un petit nombre de fortunés, on tolère
sans enthousiasme ce qu'il est convenu
d'appeler le tourisme social, celui des
« congés payés ».

On reproche au tourisme social de
créer une ségrégation de fait, mais
dans les stations nouvelles, à la mer ou
à la montagne, mises à part quelques
louables exceptions, villages de vacances

et maisons familiales, quand il en existe,
sont relégués dans les zones les plus
éloignées du centre de vie et des
commerces. Or, par suite de la variété
de leur recrutement, ces villages de
vacances fonctionnent une grande partie
de l'année, ce qui n'est pas le cas de la
plupart des résidences secondaires
construites, elles, au cœur de la station.

Dans un département touristique très
fréquenté, prenant prétexte d'un am-
énagement sauvage et mal équilibré,
l'administration et les élus bloquent
toute opération nouvelle, hormis des
lotissements de villas dites résidentielles.

Et pourtant, que cet espace ou non,
le tourisme de masse est la conséquence
indéfectible d'une concentration
industrielle et d'une urbanisation
à outrance. Son développement ne fera
que s'accroître, car de nombreuses

limites franchies ne partent pas encore
en vacances.

Proclamer le droit aux vacances pour
tous est un vain mot, dans la mesure
où ce droit n'a pas actuellement la
possibilité de s'exercer dans d'équipes
adéquates. Cette année encore, les orga-
nismes de tourisme social seront
confrontés de refus, en juillet et en
août, des dizaines de milliers de
familles (cinquante mille pour la seule
association V.V.F.).

Le droit aux vacances, c'est aussi le
droit à l'espace, un espace de plus en
plus convoité. Nombre d'agriculteurs
sont à juste titre inquiets de la privati-
sation de l'espace rural à des fins de
loisirs dans des zones propices à l'agri-
culture. Dans le seul département de
l'Hérault, on a enregistré ces dernières
années sept cent quatre mutations de
terres totalisant 10 752 hectares pour
le compte de particuliers français ou
étrangers.

Antagonisme

Un peu partout, on voit naître un
antagonisme entre les propriétaires
utilisateurs de sol pour leur jouissance
personnelle d'une part, et d'autre part
les agriculteurs remplissant une fonc-
tion économique et aussi les collec-
tives de route nature et sans but
lucratif soucieuses d'aménager des
espaces de loisirs ouverts au plus grand
nombre.

Face à l'accaparement des sols par
une minorité, par suite de la loi de
l'offre et de la demande, il appartient
à la puissance publique d'effectuer les
réserves foncières indispensables pour
permettre aux populations des villes la
satisfaction du besoin de grand air, de
nature et d'espace.

Les citadins n'ont pas envie d'être
exploités pendant leurs vacances, les
ruraux ne veulent pas d'une coloni-
sation par le tourisme. Sans prérevoir
à un quelconque monopole et sans mé-
connaître la valeur des autres formes
de tourisme, une action concertée entre
les collectivités locales des régions
d'accueil — départements et communes
— d'une part, et les organismes de
tourisme social d'autre part, peut tout
à la fois permettre le développement
de formes nouvelles de vacances et la
sauvegarde de l'espace rural.

Grâce à la conjonction de fonds
publics, semi-publics et de fonds
sociaux, un ensemble de gîtes familiaux
est construit sur un terrain que la
commune s'est préalablement approp-
rié. Adjacentes aux logements, des
salles de réunions, des aires de jeu,
voire une piscine, servent tout à la
fois aux estivants et à la population
locale.

La gestion, le fonctionnement, l'oc-
cupation du village de gîtes familiaux,
sont assurés par l'organisme de tour-
isme social, en liaison avec un comité
local chargé également de l'animation.
Grâce à cette formule, une cinquan-
taine de familles passent ensemble
d'agréables vacances, un regain écono-
mique indéfectible est apporté dans la
localité, un patrimoine collectif est
constitué puisque la commune demeure
propriétaire de l'ensemble.

Une centaine de réalisations de ce
type existent actuellement en France, à
la satisfaction des communes d'accueil
et des familles en vacances. Seules les
difficultés de financement en limitent
malheureusement le développement.

ANDRÉ GUYONAND,
directeur général
des Villages Vacances Familiales.

LA PISCINE DELIGNY

BAR-RESTAURANT
LA PLAGE DE PARIS
Bassin alimenté
en eau de la ville
3 000 m³ de solarium

EST OUVERTE

Près du pont de la Concorde
(autor. des berges) Park rapide
25, quai Anothole-France
Tél. 571-72-15

TOUTE L'ANNÉE

BATEAU-ÉCOLE

PERNIS MER ET RIVIERE

Venez

connaître

la vraie

ITALIE

L'art de l'hospitalité au pays de l'art

Mer, Montagnes, Lacs, Folklore

Manifestations artistiques - Mode - Des sports pour chaque saison -
Cantonnements et vins de qualité - Diversité des climats des Alpes à la
Sicile - Stations thermales réputées - Les meilleurs hôtels à tous les
prix - Villages touristiques dans de beaux sites - 1.250 campings -
Près de 6.000 kilomètres d'autoroutes, excellent réseau routier et
ferroviaire - Avions et bateaux pour le monde entier - Bons d'essence
à prix réduit - Cartes forfaitaires pour musées d'Etat.
Mille attractions dans la tradition d'une civilisation antique,
dans l'élan chaleureux de son peuple.

RENSEIGNEMENTS :

E.N.I.T. (Office National Italien de Tourisme)
23, rue de la Paix - 75002 PARIS - Tél. : 073-09-64, 073-90-84
14, avenue de Verdun - 06000 NICE - 877-581.



POURQUOI NE PAS DÉCOUVRIR VOUS-MÊME

LA R.D.A.

VOYAGES A DATES FIXES
au départ de Berlin, en autocar ou avec votre voiture,
à partir de 135 F.
Vous avez le choix : Berlin, Dresde, Meissen, Leipzig,
Weimar, Erfurt, Eisenach, Wittenberg, Potsdam, Berlin.

NOUVEAUTÉ :
le tour "E" réservé aux fervents du chemin de fer et à tous
les amateurs de trains à voie étroite.

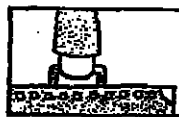
VOYAGES SPÉCIAUX :
différents thèmes sont proposés pour les spécialistes des
transports, de l'hôtellerie, les horticulteurs, les architectes,
les photographes, et cinéastes amateurs, les amis de J.S.
Bach, etc...

Pour tous renseignements concernant ces circuits et voyages
spéciaux, pour toutes formules de voyages individuels ou
collectifs, consultez votre agence de voyages ou :

C.G.T.T. 10, rue de Saxe - 75009 PARIS -
Tél. 742.43.50
TRANSTOURS 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS
Tél. 742.47.39
WAGONS-LITS 14, bd des Capucines - 75009 PARIS
Tél. 260.33.10

REISEBURO
de la République Démocratique
Allemande

صلى الله عليه وآله



Tourisme

CHEZ LES MÉRIDIONAUX D'OUTRE-RHIN

Jours de fête à Munich

«**V**OUS êtes Français ? Tant pis pour vous, tout le monde ne peut pas être parfait. Satisfait d'une plaisanterie qui fait toujours rire les dîneurs de la Taverne munichoise, le chanteur empoigna sa guitare et entonna un jodel, ce chant populaire qui est à la Bavière ce que la tyrolienne est à l'Autriche.

Les Bavarois sont chauvins, mais ils sont les premiers à le dire. Et, pour convaincre les sceptiques, ils leur content cette légende : « Lorsque Dieu eut partagé la terre entre les hommes, il s'aperçut qu'il ne lui restait rien à donner à un dernier petit peuple; alors il lui offrit le plus joli coin de la terre, celui qu'il avait mis de côté pour se reposer : la Bavière. »

Sous un ciel tricoté par les fils des tramways, Munich est plongée dans cette luminosité transparente des villes entourées de montagnes. La capitale de la Bavière est née d'une vulgaire affaire de péage que certains n'ont pas hésité à qualifier d'acte de piraterie : au douzième siècle, Henri le Lion, duc de Bavière, voulut recueillir les droits de péage perçus par l'évêque de Freising sur la route du sel. Il brûla le pont de l'évêque et construisit le sien, à proximité d'un monastère. Les moines (« münchen ») donnèrent son nom à la ville avant de passer à la postérité sous la forme d'effigie sur un blason.

Ville allemande et bavaroise, terrain d'expériences architecturales diverses, Munich et ses environs ont une histoire qui n'a cessé de se complexifier au fil des siècles sans jamais perdre ses caractéristiques les plus variées. Ville industrielle,

l'agglomération compte autant de cheminées d'usines que de clochers. Ville d'art aussi : les Bavarois sont amoureux de leur passé au point d'avoir reconstruit scrupuleusement leur cité détruite à 70 % durant la dernière guerre. Sur une trame de façades ocre et pastel, les Munichois ont pieusement conservé l'héritage sans unité apparente de leurs princes et de leurs rois.

Le gothique est entré flamboyant en Allemagne : la cathédrale, coiffée de deux bulbes d'une inspiration byzantine qui a traversé par l'Italie de la Renaissance, demeure le témoin principal du seizième siècle. La résidence des princes bavarois est inspirée du palais Pitti, à Florence, et, lorsqu'au dix-neuvième siècle, les Munichois décidèrent de reconstruire leur victoire sur Napoléon I^{er}, ils n'hésitèrent pas à planter dans leur ville... la copie exacte d'une porte romaine.

Baroque et rococo
Malgré tout, ce sont les dix-huitième et dix-neuvième siècles qui ont donné à la ville son visage : Munich ne serait pas Munich si elle n'était la capitale du rococo, si elle n'avait pas fait écho, un siècle plus tard, à l'amour de ses rois pour le classicisme.

Le théâtre Cuvillies avec ses draperies de bois rouges et dorées, le pavillon de chasse d'Amalienbourg croulant sous les stucs, les glaces et les falaises, sont les deux joyaux de ces délices architecturales qui ont envahi l'Allemagne au dix-huitième siècle et ont pour nom ici le baroque et là le rococo.

La royauté est née en 1806 ici avec la bénédiction de Napoléon I^{er}, et s'est éteinte un siècle plus tard. Comme s'ils avaient eu le pressentiment de leur règne éphémère, les princes bavarois ont frénétiquement édifié châteaux et monuments. Munich doit à Louis I^{er} les copies de la Grèce antique réunies sur l'étrange Königsplatz, et la Pinacothèque, que le roi organisa lui-même, commençant par réunir l'une des sept plus belles collections mondiales de tableaux. Son fils continua son œuvre. Mais pour Louis II, Munich était trop petite. Il lui fallait la Bavière.

Les Bavarois gardent au cœur un souvenir nostalgique de leur « roi fou », monté sur le trône à dix-huit ans, destiné vingt ans plus tard pour avoir trop aimé... et trop financé les arts et les artistes.

« Munich est situé dans un jardin qui s'appelle la Bavière », aimait à répéter ses habitants. Jardin bon, troué de lacs dans lequel Louis II a planté trois châteaux. Neuschwanstein, le dernier, est sans conteste le plus extraordinaire. Bâti sur un rocher, dans un lieu que le roi voulait « sacré et inaccessible », sa silhouette moyenâgeuse, amincée par de longues et multiples tours à sans doute inspiré Walt Disney.

C'est ici que Louis II apprit sa destination. Quelques jours plus tard, on devait retrouver son corps flottant sur l'un de ces lacs. Le triste sort de ses rois n'aurait pas le caractère des Bavarois. « Conserver son âme », c'est aussi célébrer son passé, et ces deux idées ont été réunies dans la série « Von weck-end in Bayern » réalisée conjointement avec la compagnie aérienne Lufthansa (catalogue sur demande). A partir de 615 F.

tant les fêtes que, lorsque l'une d'entre elles leur plaît, ils décident de la répéter chaque année. Ainsi fut fait pour les festivités ordonnées à l'occasion du mariage de Louis I^{er} et qui se perpétuent de nos jours sous le nom de Fête de la bière.

L'arbre de mai

La saison de la bière forte rappelle aux habitants le temps où les moines avaient la haute main sur sa fabrication : ils brassaient pour le carême (durant lequel ils devaient jeûner... mais non s'abstenir de boire) une bière plus forte, donc plus nourrissante. Janvier est le mois du carnaval, l'été la saison des concerts, du festival de l'opéra, et du marché aux puces. La Fête-Dieu voit les moines défilant dans les rues parées, et en mai, les enfants grimpent à l'« arbre de mai » (élément aussi essentiel que le clocher dans les villages bavarois) pour y cueillir des friandises.

Au dix-neuvième siècle, un Allemand écrivait : « L'année a trois cent soixante-quinze jours. Le Munichois en compte autant lorsqu'il énumère les événements fastes de la vie ; à peine retranche-t-il les vendredis, les jours de jeûne, les Quatre-Temps, les autres jours étant occupés par une suite ininterrompue de fêtes joyeuses... »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

* Wagons-Lits Cook (73, boulevard Haussmann, Paris 8, 28-36-39 et 42-80) propose plusieurs formules dans la série « Von weck-end in Bayern » réalisées conjointement avec la compagnie aérienne Lufthansa (catalogue sur demande). A partir de 615 F.

LA MÉDITERRANÉE
LE PORT
LE VILLAGE
MAROCAIN
LA FORÊT DE PINS
LES SPORTS
L'ÉVASION
LA DÉTENTE
TANGER : 70 KMS
LE CLUB V.V.T.
AU MAROC



M'DIQ
RIF DJEBLA

1 SEMAINE
PARIS - PARIS
DEPUIS : 1.300 F

voyages
vacances
tourisme

5, Bd. de Vaugirard 75015 Paris
tél. : 538.28.40
11, quai des Célestins 69002 Lyon
tél. : 37.62.83

Don pour une brochure gratuite

Nom : _____ Prénom : _____

Rue : _____

Ville : _____ Code postal : _____

CHARTERS:

Comment peut-on offrir des réductions jusqu'à 70% ?

Est-ce réservé aux jeunes et aux étudiants ?

Les passagers partent-ils de Paris et sont-ils assurés ?

Le Point 85 répond à ces questions et à bien d'autres dans sa nouvelle brochure vols charters, circuits et séjours Printemps-Eté 76.

le point
85

Voyages 85 / CORLIC A 728

85 bd saint michel paris 5
tel. 325.10.76, 033.05.80

GRÈCE	790*
USA	1050*
AFGHANISTAN	2100*
BRESIL	2580*
JAPON	4590*

(transatlantique)
Vols Aller-Retour

GRATUIT

Demandez notre brochure de 48 pages

Nom : _____

Rue : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Fourchette en l'air

UN PETIT OURS BIEN LÉCHÉ

Il existe encore dans Paris quelques rares petits bistros, les tout derniers du genre, hélas ! presque anonymes à l'heure de modeste. Des restaurants dont on regrette, à peine en s'en franchi le seuil, d'avoir osé troubler la quiétude et l'intimité. D'autant que, d'ordinaire, la salle entière se retourne d'un seul homme pour dévisager l'intrus sans scrupule qui s'est permis d'entrer, et, mieux, prétend s'y établir. Après quoi, si le patron (qui vous jure mine de rien, par le passé-plais), la patronne, le chat qui sommeille sur le bout du comptoir et les habitués vous ont jugé digne de prendre place parmi eux, la glace fondra bien vite ; si vite même qu'au moment du café on éprouvera l'impression rassurante de faire désormais partie de la maison. Et, par conséquent, qu'on pourra revenir...

Juste retour des choses, ces bistros sans tapage se tiennent le plus souvent dans des rues étonnamment discrètes. Telle la rue Beethoven, paisible provinciale égarée dans un arrondissement du système — où l'on est généralement moins modéré quant aux signes extérieurs de richesse. Une courbe arrière qui, pour mieux lui faire le tapage du quel elle prend sa source, monte allègrement à l'assaut de la colline de Passy depuis toujours. Après s'être appelée longtemps la « montée des Bons-Hommes », du nom — du surnom, plutôt — des religieux dont le couvent déployait ses jardins à flanc de coteau, elle fut baptisée « rue de la Montagne » (c'est dire son côté pentu) avant de recevoir enfin, en 1964, le nom du musicien.

Si la maison s'appelle Au petit ours, c'est tout simplement parce que Placide, le chef alsacien qui régnait dans ses cuisines, a tenu haut-le-touche, vingt-huit années

durant, les fourneaux de l'Ours Martin, aujourd'hui disparu. Tous ceux qui n'hésitent jamais, à l'heure délicate des choix, entre un bon vieux plat « de conciergerie » — miron vingt fois réchauffé, petit salé aux lentilles, blanquette de grand-maman, ou potée savoureuse — et l'un de ces numéros de trapèze volant, où le foie gras parvient toujours à rattraper un homard (cru) par le bout des pinces sous les vivats de l'assistance, ceux-là connaissent tous l'Ours d'autan, et rendent hommage à son art du savoir-miloter.

Placide continue ici à maitonner cette cuisine bien de chez nous. Ses trépassés (77 F) sont les plus savoureux que l'on puisse rencontrer au coin d'une nappe en papier, et sa tête de veau (14,50 F) fait les délices des connaisseurs. Si le plat du jour varie au hasard du marché du matin, la carte de base, quasi immuable, affiche un médaillon de ris de veau florentin (24 F), l'escalope de veau normande (19 F), l'entrecôte poêlée bordelaise (18,50 F). Restent les surprises non inscrites au programme : le bourguignon qu'il se sera mis en tête d'apprêter, la choucroute alsacienne — noblesse oblige ! — ou telle autre vieille recette dont les gens sages savent encore se régaler sans manières ni polémiques.

A midi, on aura peu de chances de trouver place : Lucette, la fille de Placide, et Mamy, sa maman, ont leurs fidèles, qui leur font la bise avant de se passer la serviette au cou. Mais le soir, et à condition de téléphoner sous peine de succomber au supplice de Tartare, on pourra s'installer et dîner loin du bruit de la ville, comme on dînerait chez une tante de province, dont toute la famille s'accorde à dire qu'elle est un cordon-bleu — J.-M. D.-S.

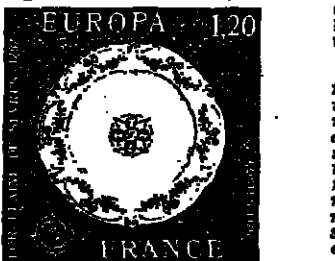
* Au petit ours : 4, rue Beethoven, 75016 Paris. Tél. : 870-02-37. Fermé le samedi et le dimanche.

FRANCE - Série - Europa

1976
La série annuelle intitulée « Europa » comporte deux figures dont les sujets sont représentés dans un format inaccoutumé pour nos timbres de France : 96x38 mm. Vente générale le 10 mai.



0.80 F, bleu, jaune, vert, rouge, bistré et noir.
« France de Strasbourg - XVIII^e ».
Tirage : 20 000 000 d'exemplaires.



1.20 F, gris, rouge, jaune orangé, noir et bleu.
« Forcelaine de Sévres - 1787 ».
Tirage : 10 000 000 d'exemplaires.

Les maquettes, pour l'impression en héliogravure, ont été réalisées par Odette Sadleir, imprimées dans les Ateliers du timbre de France.

Mises en vente anticipée :
— Les 8 et 9 mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert à la dérogation de la poste « de la philatélie, Musée postal, 24, boulevard de Vaugirard, Paris-15^e ». Oblitération « premier jour ».

— Le 8 mai, de 8 heures à 12 heures, à la S.P. 83, rue du Louvre, Paris-1^{er}, et au bureau de poste de Paris-11, 5, avenue de Baze, Paris-7^e, d'après les lettres spéciales pour l'oblitération « premier jour ».

— Les 8 et 9 mai, de 9 heures à 18 heures, pour le bureau de poste temporaire installé au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Oblitération, grand format illustré, sans mention « premier jour ».

BUREAUX TEMPORAIRES

• 75001 Paris (Jardin des Tuilleries) du 23 avril au 31 août. — Fêtes des Tuilleries.
• 37000 Tours (à la Grange de Meslay) du 24 au 27 juin et du 1^{er} au 10 juillet. — XIII^e Fêtes musicales en Touraine.

• 84000 Avignon, du 20 avril au 5 mai. — Foire de Printemps.

• 68000 Nice (palais des Expositions), du 1^{er} au 6 mai. — Festival international du livre.

• 67000 Strasbourg (hôtel de ville), le 3 mai. — Journée de l'Europe.

• 18000 Angoulême (au musée, 23, rue Friedland), le 6 mai. — Année romane.

• 53000 Tournai (hôtel de ville), le 6 et 8 mai. — Soixante-troisième anniversaire du marché aux fleurs.

• 41000 Blois (à la tour Bartolonne 41), les 8 et 9 mai. — Exposition historique et philatélique.

• 33000 Bordeaux (à l'Arrière), le 8 et 9 mai. — Exposition philatélique.

• 35000 Rennes (chambre des métiers), les 8 et 9 mai. — Vingt-deuxième congrès des Sociétés philatéliques du groupement de Bretagne.

• 4 ROUEN, du 24 avril au 2 mai, trois manifestations philatéliques vont se dérouler : une exposition nationale, une exposition des congrès annuels de la F.S.P.F., un salon soulignant le centenaire du « Sésame » et pour la première fois en France une exposition internationale de jeunes intitulée « Jeunesse 76 ». Les trois expositions seront groupées dans le Parc des expositions.

• 4 LORRAINE, les 24 et 25 avril, le comité d'entreprise « Leyraud » organise une exposition au 128, avenue du Marché-de-Lesne-de-Tas-signy.

• 4 ANIENS, les 24 et 25 avril, à la Maison de l'Air, se déroulera une exposition sur le thème : « De Jules Verne à Concorde ».

ADALF ET VITALIOS.

LA CORSE

avec un spécialiste
INTER-ACTIVITES
7, galerie Vivienne, 75002 PARIS
tél. : 575 781 - 261-54-07

Toutes possibilités de séjours, passages, voitures, assurances, dimanches pour hôtels, villages de vacances.

L'ILE ROUSSE, ALCAJOLA, CALVI, AJACCIO
aux mêmes prix que l'hôtelier.

l'air le plus pur,

l'eau la plus pure,

pour ceux qui aiment la nature et la liberté.

Séjours en chalet au bord d'un lac : 15 jours à partir de F 1310.
Circuits à partir de F 2 020.

cet été, en Finlande.

Renseignements auprès de votre Agent de Voyages
ou à FINNAIR
11 rue Aubert
75009 Paris

Ne partez pas sans PENTAX KX (obj. 1:8)
Emportez-le tout de suite...
payez après!

avec votre carte de crédit permanent
CREDIT
(ou comptant 1780 F)

PARIS : 7, rue La Fayette Tél. : 878.37.25
20, rue de Châteaudun Tél. : 878.54.25
CANNES : 45, La Croisette (Grand Hôtel) Tél. : 38.39.88

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

7 JOURS: 2500 f*
14 JOURS: 3000 F*
VOYAGE A/R PARIS-PARIS HÉBERGEMENT PETIT DÉJEUNER

* (PRIX MOYENS)

AUX Antilles
et la mer des caraïbes en plus

Des îles enchantées...
sans formalités, ni passeport, ni vaccin...
sans devises, sans problèmes de langage...

consultez
votre agent de voyage

voir spéciaux III AIR FRANCE

Tourisme

Du plus près au plus loin

FERMER les livres, quitter l'usine, passer la porte du bureau et respirer, flâner, nager... Insolent, le soleil nous narque à travers la fenêtre. Partir oui, mais où ? Comment ? Seuls ?

Les nombreuses organisations, associations spécialisées dans les loisirs des jeunes proposent toutes sortes de formules de vacances d'été à l'étranger : des circuits bien préparés, les uns avec un cer-

tain confort, d'autres plus « sportifs », d'autres, enfin, laissant la porte ouverte à un peu d'« aventure ». « Circuits touristiques » et « circuits-découvertes » ne peuvent cependant intéresser que ceux qui aiment la vie de groupe. Les autres doivent savoir que la plupart de ces mêmes associations organisent des vols charters. Quant aux compagnies d'aviation, elles offrent aux jeunes des réductions sur les lignes régulières s'ils ont moins de vingt-huit ans

(parfois 30), et aussi aux étudiants, aux jeunes mariés, etc.

Mais pourquoi partir loin ? On peut aussi rester en France, prendre la mer sur un voilier, parcourir la campagne à pied, à cheval, à vélo, ou encore étudier la vie des oiseaux, observer les astres... ou s'adonner à son passe-temps favori : la moto, la photo ou le tissage.

Si l'on préfère les vacances studieuses, on pourra suivre des cours de langue à

l'étranger. Ainsi, pour la première fois cette année, le Festival de Tabarka (Tunisie) organise une université d'été où seront donnés des cours d'arabe.

Enfin, les centres de documentation et d'information jeunesse (C.D.I.J.) — qui centralisent et publient sur fiches l'ensemble des renseignements concernant les vacances, les jobs d'été, les possibilités de logement — sont en mesure de vous donner de plus amples indications. — C.C.

La main au rabot

PARCE que les Compagnons bâtisseurs croient que « les gens peuvent se prendre en charge eux-mêmes », parce que Bernard Gendrin, leur secrétaire général, estime qu'« il y a plus d'efficacité dans l'immédiat que de lurtier avec les lours de la politique », ou, plus simplement, parce qu'ils veulent renouer le dialogue de la main et du bois, apprendre des techniques de base directement utilisables dans la vie courante, huit jeunes gens ont donné 150 F et six jours de leurs vacances de fin d'année pour suivre le stage de menuiserie organisé à Balan, dans la région lyonnaise, par l'association des Compagnons bâtisseurs.

« On ne peut apprendre la menuiserie en si peu de temps. Il s'agit surtout de donner une initiation, un catalogue de trucs », explique M. Grandjean, menuisier responsable du stage, président national du Centre des jeunes artisans.

Un étudiant en architecture vient chercher la formation pratique qu'il ne trouve pas dans son atelier, une institutrice pense à ses futurs travaux manuels, un jeune travailleur se prépare au cycle de formation professionnelle pour adultes qu'il va suivre... Les motivations des stagiaires correspondent au sage manque d'ambitions de M. Grandjean : petit bricolage dans un premier temps, mais aussi « réalisation de travaux plus spécifiques (pose de poutres, de portes, de fenêtres) répondant aux besoins des Compagnons bâtisseurs ».

Bernard Gendrin ne cache pas que ce stage, choisi en raison de l'engouement actuel pour l'artisanat, avait pour les Compagnons bâtisseurs un caractère promotionnel : faire connaître l'association, amener les jeunes à adhérer aux groupes régionaux qui travaillent concrètement à l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés « dans quinze villes de France, et trouver des volontaires pour les chantiers d'été ».

François Robert, plombier-ai-

gueur, est un des douze volontaires à long terme, équipe qui réunit un représentant de chaque corps de métier et constitue le fer de lance des Compagnons bâtisseurs français. Pendant le stage, il explique aux éventuelles nouvelles recrues le but des actions de l'association.

Situations choquantes

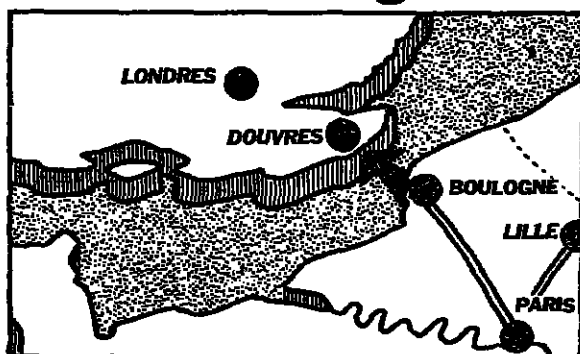
Aujourd'hui, à Franjeu (Somme), où ils construisent un pavillon pour une famille désertée par la menace d'expulsion, demain, à Elison (Aisne), où ils participeront à l'aménagement d'un centre d'aide par le travail pour handicapés mentaux, les volontaires à long terme poursuivent un double objectif : « débloquer des situations sociales » qui ne pourraient pas l'être sans leur intervention, et rechercher, grâce au travail en équipe non hiérarchisée, de « nouveaux rapports au sein de l'entreprise ».

Cent francs d'argent de poche par mois, une vie parfois difficile. « La plupart d'entre nous, précise François Robert, ont fait, par rapport au monde industriel, un choix plus négatif que positif. Mais il ne s'agit pas d'une fuite. Nous ne sommes pas des marginaux, nous faisons partie intégrante de la société. » Une société que les Compagnons bâtisseurs aspirent à faire changer. Créée en 1953 par un prétre belge, l'association s'est débarrassée depuis 1968 de ses références catholiques pour s'orienter vers une remise en cause aux aspects encore mal définis, dont le principal mot d'ordre est sans doute : « C'est mieux que rien ». « Chacun de nos interventions a des implications politiques au sens large, mais il est vrai que nous ne sommes pas clairs sur ce plan, admet Bernard Gendrin. Nous osons moins au nom d'une idéologie qu'en fonction de situations qui nous paraissent choquantes. »

CLAUDE JOURDAN.

* Les Compagnons bâtisseurs, 5, rue des Immeubles-Industriels, 75011 Paris. Tél. : 346-09-50.

Vous allez en Angleterre...



3 raisons de plus de préférer Normandy Ferries

Ces 3 raisons principales sont les 3 à 4 départs quotidiens de la nouvelle ligne Boulogne-Douvres assurés par Normandy Ferries.

Les avantages offerts par Normandy Ferries sont nombreux : départ à l'heure fixe (à l'aller comme au retour), accès au quai d'embarquement du port de Boulogne très facile, horaire idéal (aller et retour) pour faire votre shopping en Angleterre, l'excellent confort et l'accueil exceptionnel réservé aux passagers des Normandy Ferries (hôtesse, bars, salons, etc.), enfin pour ceux qui sont tentés par le charme d'une mini-croisière, Normandy Ferries offre la possibilité d'une traversée ponctuée (Le Havre-Southampton). Confort "Transatlantique".

Normandy ferries

M.V. Lion, M.V. Dragon, M.V. Léopard.

Renseignements et réservation toutes agences de voyages.

Les vacances en chantier

Les principales associations de chantiers de travail de jeunes bénévoles sont regroupées depuis 1959 au sein d'un organisme de cogestion pour le travail volontaire des jeunes : Cotravaux. Cotravaux réunit actuellement neuf associations et treize départements ministériels concernés par l'action des jeunes. Il n'organise pas lui-même de chantiers, mais se présente comme « un carrefour

Association de cogestion pour le travail volontaire des jeunes.

* 11, rue de Clugny, 75009 Paris. Tél. : 574-23-30.

Alpes de lumière : se propose de « promouvoir la participation des populations au développement économique, social, culturel de la Haute-Provence » de contribuer à la création et à l'animation d'un parc naturel régional.

* 2, place du Bourget, B.P. 37, 93500 La Courneuve. Tél. : (15-82) 75-02-30.

Compagnons bâtisseurs : présents dans une vingtaine de pays, les compagnons bâtisseurs organisent des chantiers d'été en France et à l'étranger.

* 5, rue des Immeubles-Industriels, 75011 Paris. Tél. : 346-09-50 ou 345-30-30.

Concordia : pour Concordia, association d'échanges internationaux, un chantier est « une rencontre internationale riche de confrontations et d'échanges, une prise de conscience des réalités sociales, politiques et économiques à travers la découverte d'une collectivité, la participation à une animation locale et l'expérience concrète d'une « pédagogie autogérée ».

* 21, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris. Tél. : 321-42-10 ou 321-42-11.

Etudes et chantiers : s'efforce de « rendre possible la participation volontaire des jeunes à l'aménagement, l'équipement, l'animation et la sauvegarde des espaces de vie ».

* 22, rue Campagne-Première, 75014 Paris. Tél. : 325-15-61.

de gestion, de coordination, de promotion et d'information entre les jeunes volontaires, les donneurs d'ouvrage et les pouvoirs publics ». Les associations membres, agréées et subventionnées par le Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, organisent elles-mêmes leurs activités, en France et à l'étranger, dans un esprit commun, mais chacune selon son originalité propre.

Moulin des apprentis : née dans un moulin en ruine, avec l'aide d'artisans et d'intellectuels, l'association « veut amener à une œuvre d'intérêt social des jeunes de tous pays au service de la collectivité ».

* 22000 Bonnet. Tél. : (15-53) 62-10-05.

Neige et merveilles :

* 06320 Saint-Dalmas-de-Tende. Tél. : (15-92) 04-62-40 ; et 12, avenue du Maréchal-Leclerc, 93000 Moudon-la-Porte. Tél. : 631-70-05.

Section des jeunes du Mouvement chrétien pour la paix : chantiers de travaux et de rencontres, opérations anticapitalisme, animation de groupes sociaux, etc.

* 46, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 325-49-70.

Union REMPART : créée en vue de promouvoir une action culturelle d'ensemble fondée sur la connaissance et la participation active à la sauvegarde et à la réhabilitation du patrimoine historique et artistique de la France.

* 1, rue des Guillemites, 75002 Paris. Tél. : 857-47-03.

Service civil international : possède des chantiers en France, en Europe et dans le tiers-monde.

* 123, rue du Faubourg-Poissonnière, 75008 Paris. Tél. : 574-60-15.

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

Apprendre à bâtir son école...

DEPUIS plusieurs mois, les 31 hectares du domaine de la Cour Roland, à Jouy-en-Josas (Yvelines), ne sont plus une terre abandonnée, livrée aux seules incursions des pillards de ruines. Ce qui subsiste de l'ancien château : tourilles et communs, va reprendre vie, et même servir à quelque chose... à beaucoup de choses en vérité.

Alfred et Bruno, deux maîtres d'œuvre, attachés à l'association « Neige et merveilles » qui organise ce chantier de travail, ne ménagent pas leurs efforts. Ils préparent la pose de nouvelles boiserie pour les anciens communs qui, l'été dernier, n'étaient plus qu'une longue mesure. A quelques pas de là, de jeunes écoliers, une dizaine, croisent dans le ruisseau du petit-matin une longue tranchée d'adduction d'eau. Mais que n'ont-ils pas fait déjà ? Enlevé et lavé les tuiles que vingt ans d'abandon n'avaient pas emportées, remplacé poutres et chevrons défectueux, remis les tuiles, refait les sols... On n'en finit pas d'apprécier les tâches qu'ont accomplies jusqu'à ce jour — et ce n'est qu'un début — les spécialistes de divers corps de métiers, aidés par tous les jeunes volontaires qui ont bien voulu se joindre à eux.

Une main-d'œuvre enthousiaste et nombreuse, c'est précisément ce qui sera le plus nécessaire pour que le centre artisanal de la Cour Roland, dont l'édification est le but de ce chantier de tra-

vail, voie le jour. Il y avait bien sûr des obstacles administratifs. Ils ont été surmontés grâce à l'aide de M. Toutain, maire de Jouy-en-Josas, qui « milite » également au sein du Syndicat intercommunal, créé par Jouy-en-Josas et Vélizy. Le projet a été arrêté après bien des hésitations et des discussions souvent épineuses tenues de « l'utile-agréable » et partisans du « rentable » : un centre de formation d'animateurs en techniques artisanales (menuiserie, poterie, tissage, vannerie et dix autres), des ateliers-clubs réservés aux habitants de Jouy, de Vélizy et du voisinage, un centre d'initiation à la nature et un centre de rencontre pour randonneurs pédestres.

On comprend que la loi anime tous ces ouvriers de la première heure — au demeurant fraîche... Chacun connaît l'abus d'usage de son travail, si humble soit-il en apparence, ici tourneront les tours de potiers, là sera la salle qui accueillera les marcheurs fatigués sortis pour un moment du sentier de grande randonnée numéro 11 qui est tout proche, plus loin, la future forge.

Ce ne sont pas seulement les jeunes volontaires « venus de partout » que voudraient voir affluer les animateurs de Neige

LES CHPEUNEUNEUX

accueillent des stagiaires dans leurs ateliers, en CORREZE, de juin à octobre.

POTERIE, TISSAGE, PEINTURE, SCULPTURE, PHOTO, DESSIN 39 F. par jour (35 F. juil. fin sept., octobre) Matériel, matériaux compris. Hébergement gratuit.

LES CHPEUNEUNEUX

« La Botte » - 15310 AVEN (53) 25-15-05 du 12 h. à 15 h.

AUSSE

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

LA COUR ROLAND A JOUY-EN-JOSAS

ET SES VOYAGES

FRONTS STUDIEUX

Artisanat

- Animation jeunesse : travail du cuir, tissage, peinture sur tissu, sculpture sur bois, mais aussi expression corporelle, en Normandie.
- ★ 13, quai de Buci, 75006 Paris. Tél. : 325-61-74.
- Chapeau Neu Neu : poterie, tissage, photographie, dessin, peinture (aquarelle), sculpture sur bois, en Corréze.
- ★ La Boissière, 13310 Aven. Tél. : (35) 25-15-69.
- Communauté Accueil et Travail : poterie, tissage, émaux.
- ★ 49, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. : 338-13-41 et 233-96-72.
- Le Lièvre bleu : peinture sur soie, lithographie, gravure sur bois ou sur lin, peinture à l'huile, dessin.
- ★ Jean-Luc et Marthe Tahan, rue Mirabeau, 21150 Flavigny. Tél. : 18 à Flavigny par (80) 96-81-11.
- Iris Perrot : stages de tissage et de poterie au Pays basque.
- ★ 6229 Camartin. Tél. : 37-81-11, demander le 1 à Lacarre.
- Mas Roumari : initiation et perfectionnement au tissage en plein Roussillon.
- ★ Marie-Thérèse Pasco, 68680 Combrun.

Écologie, astronomie...

- Les Maisons Internationales de la jeunesse et des étudiants organisent des stages d'écologie dans un parc naturel ou de « découverte socio-économique de la Haute-Provence ».
- ★ M.L.P., 11, rue du Fauconnier, 75004 Paris. Tél. : 271-85-83.
- Fédération nationale des clubs scientifiques : propose des camps, des stages d'écologie en Ardèche, dans le Cantal, le Doubs, le Finistère... de géologie, d'astronomie et d'initiation aux techniques aérospatiales.
- ★ Palais de la Découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 359-16-65 (poste 338).
- Fédération Inter-Jeunes France-Europe : stages d'astronomie et d'astrologie.

★ 218, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 325-00-50.

Voile - Canoë - Plongée sous-marine

- Centre nautique des Glénans : stages et croisières de débutants ou de perfectionnement en Corse, Bretagne, dans le Languedoc, en Irlande...
- ★ Ponton des Glénans, quai Louis-Budier, 75013 Paris Cedex 18. Tél. : 330-01-40.
- Club nautique de Bréhat : école de dériveur et de croisière.
- ★ B.P. 23, 22870 Ile de Bréhat. Tél. : 30-01-39.
- C.E.S.M. Saint-Florent : possède un centre de voile et plongée sous-marine en Corse.
- ★ 28, rue du Poir, 75006 Paris. Tél. : 222-32-86.
- Fédération unie des auberges de jeunesse : organise des stages d'initiation ou de perfectionnement à la voile, à la croisière, mais aussi au canoë-kayak et à la plongée sous-marine.
- ★ 21, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 553-16-95 et 727-13-07.
- Fédération nationale Léo-Lagrange : propose une initiation ou un perfectionnement à la voile et à la plongée sous-marine à Camaret-sur-Mer.
- ★ 6, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 553-16-95 et 727-13-07.
- Fédération française de canoë-kayak.
- ★ 87, quai de la Marne, 93340 Joinville-le-Pont. Tél. : 873-79-23.
- Touring Club de France : initiation et perfectionnement à la voile et à la plongée sous-marine, à La Rochelle, en Corréze, Dordogne, Var... 65, avenue de la Grande-Armée, 75016 Paris. Tél. : 727-83-89.
- Union nationale des centres de plein air (U.C.P.A.) : initiation à la voile, mais organise également de nombreux autres stages (randonnée, alpinisme, etc.).
- ★ 62, rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : 338-05-39.

Randonnées

- Les Amis : alpinisme, randonnées en Savoie.
- ★ Feys-Renard, 72210 Alpe. Tél. : (18-79) 07-81-11, demander le 14 à Polay.
- Association pour l'action et la recherche éducatives et communautaires (APAREC) : cyclotourisme, marches, équitation.
- ★ 22, rue Saint-Gervais, 75009 Rouen. Tél. : (38) 85-41-88.
- Communauté Accueil et Travail : randonnées pédestres et à bicyclette.
- ★ 49, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. : 338-13-41 et 233-96-72.
- Ligue française pour les auberges de la jeunesse : randonnées à bicyclette, à pied ou à cheval. La Ligue propose également des stages de voile, d'équitation, d'archéologie.
- ★ 38, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : 548-89-84.
- Rencontre et Voyage : alpinisme, randonnées. Également voile, et des stages « écologie ».
- ★ 5-7, place de Venetie, 75043 Paris. Tél. : 548-89-84.
- Touring Club de France : cyclotourisme, équitation, spéléologie.
- ★ 65, avenue de la Grande-Armée, 75016 Paris. Tél. : 727-83-89.

Expression corporelle

- Les Comédiens-mimes de Paris organisent des stages d'expression corporelle dans les Landes.
- ★ Jeanne Alvaux, 85, avenue Gambetta, 75006 Paris. Tél. : 976-76-00.
- Centre d'action et d'animation culturelles de l'Yonne : un stage d'art dramatique, mais aussi des stages d'annales sur cuivre, de musique d'ensemble, de peinture, sculpture-modèle.
- ★ 2, place Saint-Germain, 89000 Auxerre. Tél. : (80) 22-35-45.

Photo

- Centre d'étude et de recherche audiovisuelle : stages, photo, mais aussi vidéo et montage audio-visuel.
- ★ 23, rue Landouzy, 91000 Rains. Tél. : (26) 88-15-88.
- Service technique pour les activités de jeunesse : des stages d'expression photographique en Dordogne, mais également d'expression corporelle, sérigraphie, poterie, tissage.
- ★ 10, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : 700-65-82.

De la musique avant toute chose...

- L'Association nationale de loisirs et de musique active (ALMA) organise des « camps musicaux » pour les jeunes entre 8 et 18 ans. Violonistes, flûtistes (flûte traversière et flûte à bec), clarinettes, hautboïstes, violoncellistes et même pianistes sont admis, quel que soit leur niveau. Prix : 1 200-1 300 F (pension, hébergement, voyage, cours compris).
- ★ B.P. 483, 75020 Paris Cedex 17. Tél. : 788-14-19.
- Fédération nationale des activités musicales : flûtistes, guitaristes et violonistes (folk), la Fédération vous propose un stage dans une ferme de l'Isère. Ceux qui seront las de jouer pourront apprendre le tissage, ou participer à la remise en état du hameau où se trouve la ferme. Logement collectif. Prix : 350 F pour l'hébergement et les repas.
- ★ 15-17, rue Ourzonsky, 75017 Paris.
- Fédération unie des auberges de jeunesse : initiation ou perfectionnement à la musique folk (guitare, banjo, violon, dulcimer...). Pour une semaine : 400 F.
- ★ 8, rue Mesnil, 75016 Paris. Tél. : 553-16-95 et 727-13-07.
- Fédération nationale d'associations culturelles d'expansion musicale : pour les jeunes mélomanes confirmés ou en herbe, de 5 à 7 ans. Également une section de danse classique, pour les enfants de 10 à 12 ans, en juillet, à Pourmenez (Finistère).
- ★ 238, rue des Croisilles, 12, rue du Parc-Royal, 75003 Paris. Tél. : 271-54-00.

En calèche à travers le Limousin

- Rencontres de jeunes : randonnées en calèche dans le Limousin ; ou randonnées pédestres et dans les Alpes, les Pyrénées ou en Suède ; ou encore une « caravane cycliste » dans le Sud-Ouest.
- ★ 20, rue de Châteaudun, 75006 Paris. Tél. : 874-89-28.

D'Avignon...

- Cercle d'échanges artistiques internationaux : si vous avez entre 17 et 28 ans, vous pouvez vivre pendant dix jours le festival d'Avignon pour 500 F. Ce prix comprend l'inscription, une assurance, l'hébergement, l'entrée aux spectacles et des excursions.
- ★ 3, avenue Saint-Honoré-d'Eylau, 75016 Paris. Tél. : 727-14-97.

À Tabarka

- Aquarius International : qui organise le 4^e festival inaugural cette année une université d'été. Au programme : des conférences avec des spécialistes internationaux du monde arabe et des cours intensifs d'arabe classique moderne (180 heures de cours en un mois par méthode audio-visuelle), et bien sûr, tous les spectacles du festival. Forfait de 3 500 F comprenant le transport, le logement et des entrées aux spectacles.
- ★ 48, avenue Edison, 75013 Paris. Tél. : 335-35-33.

SAUTE-FRONTIÈRES

YUGOSLAVIE

- Arts et Vis propose quinze jours au bord de la mer en Yougoslavie pour 1 200 F (forfait comprenant transport, avion et hébergement en demi-pension) ; et organise également des séjours touristiques en Grèce, Turquie, Égypte, Pologne et Norvège.
- ★ 82, bd Garibaldi, 75015 Paris. Tél. : 306-31-70.

ZAIRE

- Caravane de jeunesse belge à travers le monde : Un circuit de vingt jours au Zaïre pour 4 000 F environ. Prix comprenant le vol (Bruxelles - Kinshasa - Bruxelles) des trajets intérieurs en avion et véhicules tout terrain ou bateau. — Logement en hôtel, pension complète.
- ★ 40, boulevard d'Auroy, 4000 Liège. Tél. : (041) 23-86-74.

EGYPTE

- Centre de voyages de la jeunesse rurale : Le C.V.J.R. propose à ses adhérents de partir à la découverte des pays d'Afrique, d'Europe... en s'attachant tout particulièrement au monde rural. Quinze jours en Égypte : 2 750 F.
- ★ 40, rue La Bruyère, 75008 Paris. Tél. : 326-16-00.

MEXIQUE

- Centre de coopération culturelle et sociale : Vingt jours à la découverte du Mexique, 4 450 F. (Itinéraire : Mexico, Puebla, Oaxaca, San Cristobal, Paraiso, Merida).
- ★ 24, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris. Tél. : 261-33-84.

URSS

- Fédération unie des auberges de jeunesse : Circuits touristiques dans de nombreux pays. Quinze jours en URSS : 1 980 F. (Paris - Moscou - Riga - Tallin - Leningrad - Moscou - Paris). Voyage en avion Paris-Moscou, aller et retour, et en train

et avion à l'intérieur du pays. Ce voyage prévoit des visites touristiques et des rencontres (entraînés, jeunes, etc.). Au même catalogue, un « voyage-aventure » au Sénégal, vingt jours, pour 3 400 F environ.

★ 6, rue Mesnil, 75016 Paris. Tél. : 553-16-95, 727-13-07.

JAVA

- Fédération mondiale des villes jumelées : Des circuits qui durent en général quinze jours. Il en va ainsi pour Singapour - Java - Bali. Son prix : 5 350 F (avion, transports intérieurs, logement, demi-pension et services d'un accompagnateur).
- ★ 54, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél. : 633-38-15 - 338-83-70.

ISRAËL

- Jomo Jeunes : Circuits de huit jours (1 830 F à 1 830 F selon la date du départ) — onze jours (1 860 F ou 2 050 F) ou quinze jours (2 110 F ou 2 350 F).
- ★ 11, rue Châteaudun, 75003 Paris. Tél. : 285-04-17, 285-04-73.

ETHIOPIE

- Jeunes sans frontière : Un circuit de deux semaines en Éthiopie pour 4 000 F environ (avion, hébergement en demi-pension). J.S.F. propose beaucoup d'autres circuits touristiques sur tous les continents.
- ★ 7, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 261-63-21.

IRLANDE

- Rincages : L'Irlande en roulotte ou en voiture. Une semaine en roulotte sur la base de deux personnes : 1 130 francs (semaine supplémentaire : 400 francs). Ce prix comprend le vol Paris-Cork-Paris, la location de la roulotte entièrement équipée, l'assistance technique du centre, la nourriture du cheval, les transports aéroportuaire. Une semaine à deux en voiture de 1 000 francs environ (240 francs la semaine

supplémentaire). Le prix comprend : le vol Paris-Cork-Paris, la location du véhicule, l'assurance de la voiture.

★ 330, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 333-42-82.

PEROU

- Unielam : L'Unielam s'est spécialisée sur des circuits en Amérique Latine et plus particulièrement sur la découverte du Pérou. Elle propose de très nombreux programmes pour les sportifs, les « petits pères tranquilles », les amoureux des vieilles pierres, ou ceux qui préfèrent les rencontres. Un mois au Pérou entre 5 000 et 5 500 francs (prix comprenant les transports, l'hébergement).
- ★ 63, rue Monseigneur-le-Prince, 75005 Paris. Tél. : 325-78-31 et 633-38-14.

JEUX OLYMPIQUES DE MONTREAL

- Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente : Cette année, outre ses circuits en Grèce, U.R.S.S., Norvège, etc., la Ligue propose un voyage aux U.S.A. et au Canada permettant de visiter New-York, Washington, Toronto, Ottawa et le Québec, mais aussi d'assister, pendant deux jours, aux Jeux olympiques de Montréal. Prix : 4 500 francs environ, repas non compris.
- ★ 3, rue Bécarrat, 75007 Paris. Tél. : 548-89-71.

Organisation de vacances scolaires à l'étranger

- également aux jeunes de seize à vingt-quatre ans un séjour au Canada pour les Jeux. Départ le 18 juillet, retour le 8 août. Prix : 3 600 francs. Ce prix comprend le vol Paris-Montréal-Paris, les taxes d'aéroport, l'assurance, les frais de transport, l'hébergement en résidence d'étudiants, la demi-pension du 15 juillet au 1^{er} août, trois entrées aux Jeux olympiques et un « tour » Montréal-Chloéville-Saint-Gédéon-Montréal.
- ★ 46, avenue des Termes, 75017 Paris. Tél. : 754-47-69, 754-28-88.

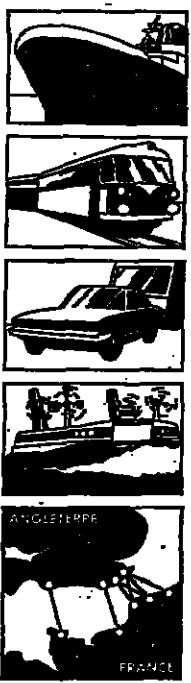
LES HANDICAPÉS AUSSI

Plusieurs associations organisent des séjours de vacances pour les jeunes handicapés. Le Centre d'information et de documentation jeunesse (C.I.D.J.) a publié un petit fascicule qui les recense par ordre alphabétique, mais aussi selon les activités qu'elles proposent et selon les handicaps des enfants.

Voici quelques adresses :

- Amitié des aveugles de France : 66, avenue Bosquet, 75007 Paris. Tél. : 705-40-57.
- Association nationale animation-éducation (ANAE) : 21, rue Viète, 75017 Paris. Tél. : 824-80-96.
- Concordia : 27, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris. Tél. : 231-42-10.
- Éclaireurs et Éclaireuses de France : 66, Chaussée-d'Antin, 75008 Paris. Tél. : 874-51-40.
- Scouts de France : 23, rue Lignier, 75020 Paris. Tél. : 370-01-70.
- Sentier Jeuni : association culturelle pour les handicapés physiques : 218, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 260-44-54.
- S.O.S. Jeunes, Secours catholique : 108, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 260-37-70.
- Union française des colonies de vacances : 28, rue d'Angleterre, 93000 Lill. Tél. : 65-58-72.

Pour l'Angleterre... traversez la Manche "à la carte".



- Avec Sealink et Seaspeed vous avez le plus grand choix de moyens, d'itinéraires et de tarifs.
- Choix entre deux moyens de traversée, le car-ferry (la détente) ou l'aéroglossier (la vitesse).
- Choix entre plusieurs itinéraires au départ de Dunkerque, Calais, Boulogne, Dieppe et l'Ét, Cherbourg.
- Choix entre plusieurs moyens de déplacement, votre voiture (votre caravane ou votre moto) ou le train, ou encore le train et votre voiture avec les Trains Autos-Couchettes Motorail.
- Choix entre plusieurs tarifs avantageux : excursion, mini-tour, billets Paris-Londres train + bateau, train + aéroglossier.

Pour traverser la Manche "à la carte", demandez la brochure 76 dans les gares et les agences de voyages.

CAR-FERRIES
Sealink
Seaspeed

6 LIGNES TOUTE L'ANNÉE.
7 LIGNES EN ÉTÉ.

Pour recevoir la brochure Sealink-Seaspeed 1976, envoyez ce coupon à Air Transport, 4, rue de Surène - 75008 Paris.

SNCF

ANGLETERRE

3 cas
3 formules

British European Centre
5, rue de Valenciennes
75001 Paris

courses à Paris

spécial
étudiants

Partez en vacances en Angleterre avec le British European Centre. Vous découvrirez les plus belles régions de ce pays, les plus beaux sites, les plus belles villes. Vous pourrez aussi profiter de la détente, de la détente, de la détente.

British European Centre
5, rue de Valenciennes
75001 Paris

DÉCOUVERTE CONNAISSANCE AMITIÉ

AVEC

Premier organisateur de séjours pour les jeunes dans les pays socialistes.

- U.R.S.S. Grand choix de séjours et circuits de 2 à 4 semaines :
- Centre d'animation Franco-Soviétique de MONTSE, 18 J., 1 400 F.
- Circuit en Asie centrale, 16 J., 1 350 F.
- R.D.A. : 20 jours, 750 F.
- CUBA : 21 J., à partir de 2 750 F.
- LOISIRS ET VAQUANCES DE LA JEUNESSE, 4 et 6, rue de Châteaudun, 75001 Paris. Tél. : 262-10-50.

Association agréée par le Commissariat au Tourisme sous le numéro 02.017.

A découper et à retourner à L.V.J. (information réservée aux adhérents L.V.J.)

Nom Prénom

Adresse

La planète buissonnière

**Tous
ensemble**

« PLEASE, MADEMOISELLE... »

UN «DICO» DANS LA CHAMBRE

*Parce qu'une
LANGUE
ETRANGERE
s'apprend sur place
venez avec nous en*

**ANGLETERRE
ECOSSE
ETATS-UNIS
ALLEMAGNE
AUTRICHE-ESPAGNE**

*préparer le BECEP ou le BAC dans
une atmosphère agréable.*

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-53-48

ETUDIANTS ET ADULTES
2 juillet - 31 juillet 1976
**"Discover the American
way of Life"**
4 SEMAINES
**DANS UNE UNIVERSITE
AMERICAINE AN INTENSIVE
ENGLISH PROGRAMME**

**cours intensifs d'anglais, études
socio-culturelles et enquêtes,
activités récréatives et sportives
dans le CAMPUS**

PARIS - NEW-YORK - PARIS

**INSTITUT
DE RECHERCHE
EN EDUCATION
INSTITUTE
FOR RESEARCH
IN EDUCATION**
**(Europe) 616a Social, 84, rue du
Cherche-Midi, 75006 PARIS,
tél. 548-18-34 ou 548-23-03 (soir).**

ACEG
L'anglais
en Angleterre

**L'Anglo-Continental Educational Group (ACEG) vous offre un
enseignement de l'anglais de premier ordre dans 11 écoles, avec 26
genres de cours différents, à Londres, à Bournemouth et dans d'autres
localités.**

ACEG se trouve à 28 Wimborne Road, Bournemouth BH2 9NL, Angleterre. Tél. 282121, Tél. ext 41436.
ou ACEG Scofieldcress 17, CH-8006 Zurich/Suisse, Téléphone 011/478111, ext. 52529

_____ Prénom _____

_____ Nom _____

_____ Rue _____

_____ No postal _____

_____ Domicile _____

FF 12 A

ET SES VOYAGES

Par tous les moyens

PAR CHARTER

Air Alliance : 3 bis, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 325-76-25. (Amérique-Asie.)
Alliance européenne de l'air : 1, rue de Châteauneuf, 75002 Paris. Tél. : 742-85-24. (Europe-Afrique-Amérique-Asie-Océanie.)
Assinter : 154, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 325-19-28. (Amérique-Asie.)
Cité Club universitaire : 2, place Henri-Bergson, 75008 Paris. Tél. : 522-75-30. (Amérique-Asie.)
Council International educational exchange : 49, rue Pierre-Charon, 75008 Paris. Tél. : 225-66-00. (Etats-Unis.)
Club Unifac International : 35, rue Galande, 75008 Paris. Tél. : 033-06-45. (Europe-Afrique-Asie-Océanie.)
Fédération mondiale des villes jumelées : 272, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 633-38-15. (Amérique-Asie-Afrique-Proche-Orient.)
Fédération nationale des associations des Grandes Ecoles (FNAE-Voyages) : 18, rue Dauphine, 75006 Paris. Tél. : 325-07-43. (Europe-Afrique-Asie-Océanie.)
Fédération unie des Auberges de Jeunesse : 6, rue Massin, 75116 Paris. Tél. : 974-66-73. (Europe-Afrique-Proche-Orient-Amérique-Extrême-Orient.)

Jeunes sans frontières : 7, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 238-82-21. (Europe-Afrique-Amérique-Asie-Océanie.)
Jumbo : 72, rue Gay-Lussac, 75005 Paris. Tél. : 033-74-35. (Extrême-Orient.)
Le Point : 2, place Wagram, 75017 Paris ou 4, rue des Orphelins, 69100 Mulhouse. Tél. : (89) 42-46-56. (Afrique-Amérique-Asie.)
Le Point 85 : 85, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 325-10-76. (Proche-Orient - Afrique - Amérique Asie.)
Maisons européennes de la jeunesse (M.E.J.) : 21, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 824-63-01. (Amérique latine.)
Mutual Welcome : 21, rue Rollin, 75005 Paris. Tél. : 033-10-88. (Amérique-Proche-Orient.)
Nouvelles frontières : 63, avenue Denfert-Rochereau, 75014 Paris. Tél. : 325-57-51. (Europe-Afrique-Amérique-Asie.)
Office national du tourisme irlandais : 1, rue Aubert, 75009 Paris. Tél. : 073-74-03. (Irlande.)
Rivegas : 330, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 325-43-89. (Afrique-Amérique.)
Uniclam : 8, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris. Tél. : 833-59-14. (Europe-Amérique latine-Asie.)

Les vols charters présentent souvent le désagrément d'être à dates fixes. ATTIRA, association créée à l'initiative du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, propose de fortes réductions sur les vols réguliers des compagnies Air France, U.T.A., Air Afrique, Royal Air Maroc. Ces réductions sont offertes aux jeunes, étudiants ou non, de moins de vingt-huit ans sur des voyages aller simple ou aller-retour.
 Mais d'autres compagnies proposent également des tarifs intéressants, ne pas hésiter à les consulter dès que vous êtes déterminé sur votre destination.
 A titre d'exemple, sachez que, de douze à vingt-deux ans, vous pouvez bénéficier de 25 % de réduction sur l'Europe et l'Afrique du Nord ; pour les étudiants, la limite d'âge est de vingt-six ans (trente et un pour la Tunisie) ; de douze à vingt-six ans, vous pouvez obtenir 50 % de réduction sur les pays du Proche-Orient en dehors de la Turquie (trente ans pour les étudiants).
 * ATTIRA, 2, rue Rossini, 75009 Paris. Tél. : 825-09-83.

EN STOP

Il existe des associations qui se chargent de mettre en rapport automobilistes et auto-stoppeurs.
A Paris : **Protopia** : 14, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Téléphone : 770-28-59. Cotisation annuelle : 60 F ; adhésion : 5 F. **VIA-Stop** : 53, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. 346-55-76. **A Lyon** : **S.O.S.-Voyage**, 12, rue de Nice, Tél. : 72-73-80.
A Bordeaux : **Stop Aquitaine**, 20, rue Forestier, Tél. : 91-02-47. **A Grenoble** : **Information-Jeu-nassac**, 8, rue Paul-du-Clos, Tél. : 87-79-04.
A Marseille : **S.O.S.-Départ**, rue Loubon, Tél. : 63-70-46. **A Lille** : **Altauto**, 87, rue Colbert, Tél. : 64-15-21.
A Toulouse : **Téléstop**, 1, place des Hauts-Murs, Tél. : 52-21-37. **A Aix-en-Provence** : **S.O.S.-Départ**, 2 place Joaquin-Gasquet, Tél. : 27-52-18.

EN TRAIN...

Carte Inter-Rail : Si vous avez moins de vingt et un ans ou si vous êtes étudiant, vous pouvez acheter dans les gares S.N.C.F.

une carte Inter-Rail qui, pour 580 francs, vous permettra de circuler librement en seconde classe, dans vingt et un pays d'Europe plus le Maroc pendant un mois. Cette carte procure également 50 % de réduction en France comme sur les lignes maritimes en mer du Nord et Méditerranée, ou 25 % dans les autocars européens.
 Les billets Bige sont des billets individuels aller-retour de seconde classe, à horaires et dates fixes, avec des réductions de 30 à 50 % de Paris vers les villes principales de dix pays européens.
 * La Bige, 30, rue Madame, 75006 Paris, tél. : 548-76-51 (et dans les gares S.N.C.F.).

EN CARGO MIXTE

Pour s'embarquer sur un bateau, il faut avoir du temps. Et... s'embarquer la mer ! Les compagnies font des réductions parfois très intéressantes (de 20 à 40 %) aux jeunes et aux étudiants. Il arrive même que l'on joigne Le Havre à Dakar pour une bouchée de pain... Pour cela, il faut frapper aux portes et, parfois, aller carrement dans les ports et discuter avec le capitaine.
Compagnie générale transatlantique : tour Atlantique, 92800 Puteaux. Tél. : 742-39-75.
Compagnies des messageries maritimes : 12, boulevard de La Madeleine, 75009 Paris. Tél. : 073-70-80.
Agences maritimes associées : 6, rue Chabanais, 75002 Paris. Tél. 143-30-75.
The British Bank Line : 21, Bury Street, Londres E.C.3.
Blue Star Line : 34-35, Leadenhall Street, Londres E.C.3.
The Pacific Steam Navigation Company : Pacific Building, 30, James Street, Liverpool 2.
Shaw Savill Line : 10, Haymarket, Londres S.W.1.
Argentine Lines : Empresa Linas Maritimas Argentinas, Corrientes 389, Buenos Aires, Argentine.
Companhia Colonial de Navegacao : 63, rue de San-Joalao, Lisbonne, Portugal.
Compagnie Maritime Belge : 61, St-Katelijnenvest, Anvers, Belgique.
Royal Netherlands Steamship Company : Prins Hendrikade 109-114, Amsterdam, Pays-Bas.
Johns, Swendsen & Line : Stureplan 3, Stockholm, Suède.
Knutsen Line : Knut Knutsen O.A.S., Haugesund, Norvège.
Spanish Line (Compania Transatlantica Espanola) : Paseo de Calvo Sotelo 4, Madrid I, Espagne.
Grace Line Inc. : 3, Hanover Square, New York 10004 U.S.A.
Moore-McCormack Lines-Cargo Line Service : 2 Broadway New York, N.Y. 10004, U.S.A.
C.A. Venezolana de Navegacion : Piaz 2, N.R. New York 4, N.Y., U.S.A.
Ingres Line Agency Inc. : 277, Park Avenue, New York.
Gulf and South American Steamship Co. : 521, Gravier St., P.O. Box 50938, New Orleans, La. 70150.
Saguenay Shipping Limited : 1060 University St., Montreal 2, P.Q., Canada.

Les chemins de la moto

Le motocycliste n'a pas encore fait son entrée dans le grand monde des vacances domestiquées. Ils sont pourtant quatre cent cinquante mille environ à chevaucher des engins de plus de 125 cm³. Les choses cependant changent, changent vite même. Les prochaines vacances sont probablement les dernières pour lesquelles il ne sera pratiquement pas proposé de « rallyes » touristiques ou éducatifs, associant des activités de loisirs, en groupe, à l'usage des « gros cubes ». Ici et là des initiatives se dessinent... A quelles portes frapper si l'on veut partir en vacances à moto ?

● **La Fédération française de motocyclisme (F.F.M.)**, 38, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. : 824-56-40. Elle groupe environ 600 clubs et près de 25 000 adhérents. Jusqu'à présent, ces différentes associations patronnent seulement la pratique de la moto de compétition sportive (y compris pour certaines, la moto-ball) et organisent des rassemblements (« concentrations », en langage rotari).

Toutefois, nombre de ces clubs s'ouvrent depuis peu à des préoccupations extra-sportives. Mais aucun d'eux n'a encore, à notre connaissance, offert publiquement des vacances qui conjuguent moto et tourisme. Certaines initiatives locales peuvent toutefois apparaître d'ici à la fin du printemps.
 La F.F.M. dont les activités traditionnelles sont, dit-elle, bridées depuis la crise de l'énergie (le nombre des « concentrations » qui seront organisées en France cette année est limité à une dizaine pour cause d'économie de carburant), envisage de proposer à ses membres un éventail plus large de possibilités de loisirs. Pour ce faire, elle pourrait signer prochainement un accord avec une association de jeunes dont les buts ne sont pas seulement sportifs.

● **Le service du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports**, 29, rue Saint-Lazare, 75009 Paris. Cette administration appuie — lorsqu'elle ne les provoque pas — les initiatives sérieuses qui permettent de faire sortir les motards de leur petit cercle. Ainsi ses services cherchent à créer près des grandes villes — pas trop près cependant, à cause des pécarades des « bases de loisirs » dont le centre d'intérêt sera la moto. La première base est en passe d'être

fondée au Mans. La communauté urbaine, le conseil général de la Sarthe, l'Automobile-Club de l'Ouest — entre autres — veillent sur son berceau.
 L'an dernier, les services de M. Mazaud ont patronné — ce fut un essai réussi — deux rallyes moto d'une dizaine de jours. L'un en Auvergne, pour les amateurs de « tout terrain » ; l'autre en Tarn-et-Garonne, sur route, celui-ci et pour les amateurs de photo.
 Quelques circuits seront encore organisés au cours de l'été prochain. L'un aura pour cadre la région Poitou-Charentes avec des points fixes à Poitiers et à Saintes. Ouvert à vingt-cinq jeunes de dix-huit ans à trente ans, il aura le caractère d'une randonnée « moto-photo » sur les chemins de Compostelle, à la découverte des monuments et sites romans. Une exposition photo sera mise sur pied à la fin de la saison.
 La participation financière est de 240 francs par stagiaire. Pour les déplacements en cours de stage, l'essence sera remboursée. Inscription avant le 15 mai. (Réservation : Direction régionale jeunesse et sports, 48, place Charles-de-Gaulle, 86020 Poitiers. Téléphone : 88-04-09 ; 88-20-81 ; 41-41-88.)
 Un deuxième circuit serait organisé dans l'Essonne, où l'on découvrirait la découverte de l'île-de-

France et l'apprentissage de la sécurité en « deux-roues ». La Prévention routière y apporterait son concours. (S'informez auprès du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.)
 Cette année encore, donc, pour les motards désireux d'y participer, les circuits seront, si l'on ose écrire, autant d'auberges espagnoles. Toutefois, ceux qui seront tentés par une telle aventure peuvent se renseigner aussi auprès des sections locales de la Fédération d'entre elles. Et saintes initiatives, moins ambitieuses, mais plus nombreuses. Pour les jeunes par exemple, mais tel est au coup par coup.
 Enfin, la Guilde européenne du raid (15, quai Conti, 75006 Paris. Tél. : 06-52-52-52) organise, du 15 août au 15 septembre, un raid en Amérique latine. Ouverte à une vingtaine d'équipages — aguerris et à la compétence très sûre — cette expédition défiera le parcours d'un autre raid — dans la même région en 1977 — et pour lequel les places offertes seront beaucoup plus nombreuses. Pour 1976, prochainement, l'expédition a pratiquement déjà fait le plein de ses participants.

ALPHONSE THÉLIER.

Des doigts dans le cambouis

« Ah, les vieilles anglaises... quelle personnalité ! Bien sûr, elles n'étaient pas très propres, dures à faire démarrer et même à conduire, mais c'était autre chose que ces japonaises qui ont envahi le marché et qui se pilotent en costume de ville. Et puis les anglaises, au moins, on peut les bricoler. Quelques clés plates ou une clé à molette suffisent. »

Le bricolage ! Lorsque, à seize ans, il s'agit d'ouvrir un B.S.A. de 1954, Yves ignorait encore que les vieilles motos anglaises allaient prendre une aussi grande place dans son existence. Bientôt ces longues heures passées à la cave pour réparer ou ligner « sa » machine dans un box minuscule transformé en atelier, allaient justifier tous les sacrifices : celui des études reléguées au second plan et celui des relations de bon voisinage avec les locataires de l'immeuble qui appréciaient modérément la bruit des moteurs ou les tâches d'huile et de graisse.
 Depuis sept ans, Yves est fidèle aux B.S.A. Chaque année il en change, et quand il en a découvert une nouvelle il passe l'hiver et le printemps à la remonter, à la réparer, à la mettre au point tout en parcourant les « courses » ou les ateliers des réparateurs pour y dénicher les pièces détachées ou manquantes.

Un coup de chance

Parfois, un coup de chance le récompense de toutes ces journées passées à travailler. Ainsi Yves vient d'acheter pour 500 F une demi-

tonne de vieilles pièces détachées de B.S.A. chez un paragiste très heureux de s'en débarrasser.

De quoi faire deux motos et s'occuper pendant quelques mois ces pièces, qui, comme les motos, deviennent rares et difficiles à trouver en France, justifient aussi quelques voyages en Angleterre, paradis des traditions et des collectionneurs. « Là-bas, explique Yves, les clubs ou les associations de « vieilles mécaniques » sont si nombreux et puissants que les marques sont obligées de continuer à fabriquer des pièces pour les modèles anciens. De toute façon, leur prix modique rentabilise les déplacements. »

Avec le temps, le mécanicien se double d'un collectionneur. Yves a découvert dans une ferme, sous un tas de bois, une B.S.A. de 1937. Celle-là, il ne la reverra pas quand elle sera remise en état. Cette passion pour les vieilles motos ne coûte pratiquement rien, si ce n'est du temps. Retapées, les motos peuvent même être revendues avec un certain bénéfice, ce qui permet à Yves de payer des cours de pilotage, car il souhaite devenir pilote d'avion professionnel.

Ces compensations restent pourtant secondaires. « Après avoir passé tout un hiver et un printemps à travailler sur une machine, grogne Yves, la plus belle des récompenses est quand même de pouvoir partir en vacances avec elle. Même si on s'en sépare au retour. »

GÉRARD ALBOUY.

Angleterre (6^e à la licence)
 Une organisation spécialisée, sûre et sérieuse.
 Tarif tout compris au départ de Paris.
 ETE 76 : 3 et 4 semaines à partir de 1.400 F
 Séjours libres à partir de 1.140 F
 ORGANISATION CULTURELLE FRANCO-BRITANNIQUE
 11, rue de l'Aubette, 75006 MONTREUIL-LA-VILLE - Téléphone : 477-59-28.

ÉTÉ 1976
LA BROCHURE DU COMITÉ D'ACCUEIL EST PARUE
 Au programme : — DES CENTRES DE VACANCES EN FRANCE — DES SÉJOURS LINGUISTIQUES en Angleterre, en Irlande du Sud, aux U.S.A., en Allemagne, en Espagne. — UN NOUVEAU TYPE DE VACANCES CULTURELLES à Tabarka en Tunisie.
 Renseignements - Inscriptions : FONDATION DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
COMITÉ D'ACCUEIL DE L'ÉDUCATION NATIONALE
 88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS - Tél. 326-50-97 et 325-11-61

TASIS Programs
ANNÉE SCOLAIRE
The American School in Switzerland
 Niveaux scolaires américains : 7-12. Mêle l'intellectuel et l'extérieur pour garçons et filles. Niveau d'enseignement élevé. Peu d'élevés par classes. Voyages d'études. Ski, sports, activités diverses.
COURS D'ÉTÉ
Le Chateau des Enfants
 Vacances éducatives pour enfants de toutes nationalités. Sports, jeux, expression dramatique, art et travaux manuels, excursions et camping. Leçons de français ou d'anglais. Encadrement sérieux. Pour enfants de 6 à 12 ans.
TASIS ENGLISH LANGUAGE PROGRAM
 Cours intensif d'anglais pour étudiants de langue étrangère. Niveaux : élémentaire, intermédiaire et supérieur. Sports, théâtre, art et excursions. Age de 12 à 18 ans.
 Ecrire à : Admissions Office, TASIS, CH-6926 Montagnola-Lugano, (091) 546471

VILLAGE CAMPS - SUISSE
 Garçons et Filles, 9 à 15 ans
 Juillet et Août
LAKEVIEW VILLAGE : Camp international - Natation Tennis - Sports - Langues - Anglais
VILLAGE ADVENTURE CAMPS : Exploration - Excursion à pied - Camping dans les Alpes - Ecologie - Sports - Marche en montagne - Equitation - Descente de rivière en canot, etc.
 Renseignements : 1285 y Coppet, Suisse ou à Paris, tél. 969-88-22 pendant les heures de bureau.

VIVRE UNE LANGUE
 Séjours linguistiques - ETE 1976
 EF VACANCES met son expérience à la disposition de vos enfants pour des vacances utiles et enrichissantes.
 — Accueil dans des familles anglaises - allemandes - autrichiennes sélectionnées.
 — Trois heures de cours quotidiens par petits groupes.
 — Programme de loisirs sportifs et culturels.
DEMANDEZ NOTRE BROCHURE COMPLETE
ef VACANCES
 9, rue Pasquier - 75008
 Tél. : 266-20-13.
 Agée par le Secrétariat d'Etat au Tourisme - Ltr. n° 835 A.
BON A DECOUPER
 M.
 N°
 Rue
 Code postal Ville
 Souhaitez recevoir la brochure de présentation de vos séjours linguistiques.

DUBLIN
 University College
 Cours d'été
DRAMA AND SOCIETY
 en Irlande, Juillet 12-28.
 Coût 40 £, divertissements et excursions inclus.
 Directeur, Room 113, University College Belfield, Dublin 4 Ireland.

5 PASSAGERS GRATUITS PAR VOITURE
Pour l'Angleterre prenez l'Hoverlloyd

180^F
Calais-Ramsgate
 • jusqu'à 20 vols par jour
 • 40 minutes de traversée
 • formalités accélérées à l'Hoverport
 • autoroute directe jusqu'à Londres

HOVERLLOYD
 Brochures, horaires et réservations :
 Agence de voyages ou Hoverlloyd
 Paris : 753.73.05 - Calais : 34.67.10
 Bruxelles : 219.02.25

Rive gauche

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
HÔTELS, RESTAURANTS, CROISIERES
Le Maniche
HÔTELS, RESTAURANTS, CROISIERES
25, rue de Buci - Paris 6

LES TROIS TOURS
Le nouveau relais des gourmets
TOUR
MAISON-MONTMARTRE
12, rue de Valenciennes - Paris 10

KIATOU
CHAMPAGNES & LONG DRINKS
BORDEAUX GRANDS CRUS
Maison fondée en 1924
30, rue de Valenciennes - Paris 10
Tél. : 222-87-00
Succursale : 8, rue de la Bonaparte
(angle Marbeuf) - Tél. : 222-78-35

au quai d'orsay
est ouvert désormais
le samedi toute la journée
Fermé le dimanche
49, quai d'orsay, Paris 7^e - Tél. 511-58-58

Le JACQUES CŒUR
CUISINE SOignée DE
TRADITION FRANÇAISE
"SPÉCIALITÉS SUIVANT SAISON"
Ambiance musicale
6, place Saint-Michel (6^e) - 226-61-12
PARKING GRATUIT PONT-NEUF

TANTE MADÉE
GUISINE PERSONNALISÉE
RÉSERVATION RECOMMANDÉE
11, rue Dupin (6^e) 222-64-56

AU VIEUX PARIS
en l'île de la Cité
DINERS - SOUPERS
à partir de 20 heures
BAR 518 heures
Fermé le dimanche
24, rue Chaponnière, Paris 4^e
Téléphone : 033-01-35

Rive droite
MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, av. George-V - Tél. 71-78, BXL 34-57

Le Châlot
94, boulevard des Batignolles (17^e)
Tél. : 347-28-84
SPECIALITÉS MARITIMES
La plus belle carte de poissons
SALLE CLIMATISÉE
Fermé dimanche et lundi

LE CHATEAU PLAIN-POINT
sélection
Régulé dans les vignobles de Paris domine, élevé
sur les plus beaux de son vignoble, le Château
Plain-Point prend rang parmi les meilleurs crus de
Bordeaux.
Le Château Plain-Point rouge offre les charmes du
Bordeaux à la rigueur de Bordeaux ; le blanc
est constitué le plus délicat des vins d'entrée.
Son pour un COLIS DÉBUTATION : 12 bouteilles
panachées : prix 150 F. France de port.
RDG
ADRESSE :
DENIS ARDON
Château Plain-Point
33126 France - tél. 063.60 Bordeaux

Plaisirs de la table

LA RUE SAINT-BENOIT A PETITES BOUCHÉES

DÉBOUCHANT entre Flore et Deux-Magots, la rue Saint-Benoit fut un temps la sentine de la civilisation gréco-latine et de Saint-Germain-des-Près, comme si elle se souvenait d'avoir porté, entre 1640 et 1742, le nom de rue de l'Égout.

Mais voici qu'elle se transforme, s'élégantise, s'assagit et, dans le

bon sens, s'embourgeoise. Les pizzas grillonnées disparaissent, le temps du *Montana* n'est plus et le *Petit Saint-Benoit*, avec sa façade obsoleète et ses prix gentils, devient attendrissant comme un souvenir.

Le *Bibouquet* a fait peau neuve. Ce petit théâtre en rond de la bouffe gentille se transforme, de

18 heures à 23 heures, en « Club du champagne », et Isabelle Canto, avec l'aide d'un excellent pianiste classique, emmène bien que seul le vin blond se fasse de la mousse. J'ai noté sur la carte une tarte aux blancs de poireaux (15 F), la giboulée de lapereaux (28 F), le travers de porc grillé et le bœuf-gros sel (28 F). Deux fromages : brie de Meaux et vieille fourme du Cantal, ce qui est sage. Le club, en dessous, existe toujours, achalandé, pour les amateurs.

Le *Bistango*, lui, a refait sa carte. Heureusement, j'y relève une hure de fruits de mer (15 F), des profiteroles d'escargots en meurette (18 F), un boudin blanc de lapereau (12 F). Un seul fromage encore, la fourme d'Ambert cette fois (18 F), et des sorbets de chez Berthillon. De père en fils, les Casanova ont trouvé, avec la vitesse de croisière, les mérites de cette évidence : la qualité pale.

Mais j'en arrive à la grande nouveauté, celle de l'Assiette au beurre. On connaît son aventure : un cadre admirable de réussite. Une sorte de canular brillant que cette caricature de la Belle Époque belle-époustrophe. Las ! A qui avait-on confié ce bijou-joujou ? Mais comme l'intérêt était un tout-Parisien, les distyches ne manquaient point. On put lire, même, un élogieux « papier » sur sa cuisine... avant l'ouverture ! Cela se termina comme cela devait se terminer : l'Assiette aux leures (comme elle aurait dû s'appeler) agonisait bien vite, et les médecins (pardon, les chefs) appelés en consultation n'arrivèrent point à la sauver.

Mais voici que Raymond Oliver (qui, au *Véfour*, forme constamment de jeunes cuisiniers) a pris en main, avec l'aide d'un de ceux-ci, une maison qui ne demandait qu'à re-vivre. Et quel menu, mes seigneurs ! La volaille bien cuite, nouvelle par interprétation intelligente de l'ancienne ! Celle

qui démontre que les aliments crus sont comme les mots : « Ils appartiennent à tout le monde et le cuisiner en est le poète. »

Les jeunes loupes du fourneau auront beau faire : le poète, pour longtemps, en sera encore Raymond Oliver, et l'omelette froide aux rillettes de canard, le saumon fumé à la brouillade de truffes, le feuilleté de poireaux à la confiture d'oignons, le suprême de pintade au vinaigre de miel, la langue d'agneau au sauternes sur sa mousse d'aubergines, le ragout de cœur d'oie, la toupinade de lapin à la mode, la fricassée de poulet à l'ail, sont de petites merveilles qu'André Rivière, le directeur, vous expliquera. Mais comptez 150 francs.

LA REYNIERE

* Le *Bibouquet* : 12, rue Saint-Benoit (6^e), tél. 548-81-84 ; Le *Bistango* : 3, rue Saint-Benoit, tél. 280-80-53 ; Le *Grosse Horloge* : 22, rue Saint-Benoit, tél. 222-22-43 ; L'Assiette au beurre : 11, rue Saint-Benoit, tél. 269-87-41.

MIETTES

● Le restaurant Alexandre (cher et médiocre), de l'avenue George-V, devient un « Piano-Bar ». Décoré par Slavik (tant pis), mais avec le trio Claude Bolling (tant mieux), il deviendra un rival redoutable pour le bar du *Fouquet*, en face, vieillot et dernier témoin du cinéma de papa.

● C'est le producteur gourmand Pierre Braunberger qui tient la rubrique des découvertes gastronomiques de la revue *Cinéma de France*. Premiers enthousiasmes de Pierre Braunberger : le *Quai d'Orsay*, *Mare-Nostrum*, la *Bonne Table* de Clichy, que nos lecteurs connaissent bien. Une de ses découvertes : le *Foely* (18, rue Paul-Chatrouse, à Neuilly) tenu par l'ancien cuisinier de Norodom Sihanouk, où la cuisine chinoise est revue par un Cambodgien.

● Fêter le long des quais, en mal, est bien agréable. Las ! Vous

ne pourrez vous arrêter à la *Ba-chérie* : M. Bosque fermait tout un mois pour refaire sa salle à neuf. Mais on retrouvera en juin les charmantes cheminées qui, même sans feu, donnent à cette maison une si intime allure.

● Non seulement le San Pelligrino mais un jus de fruit, des bonbons, des œufs de lumps, contiennent de l'amarante. Sous son nom de code E 123 ce colorant est considéré comme cancérigène. Il est interdit. Mais c'est en U.R.S.S. et aux Etats-Unis. Les Français, eux, sont moins protégés !

● Savez-vous, aussi, que la farine de votre pain contient 1/4 de farine de blé ? Cela devrait être indiquée sur les sacs de 100 kilos, qui respectent les boulangers mais comme la farine leur est si peu souvent livrée en vrac... En attendant, qui nous dira pourquoi cette farine de blé ?

CLIN D'ŒIL

Les dangers de la sobriété

DE la silicose des mineurs de fond au saturnisme des manipulateurs de plomb, en passant par la brucellose des vétérinaires, les maladies professionnelles figurent au nombre des plaies des sociétés industrialisées. Les médecins les soignent : les statisticiens les comptent : la Sécurité sociale les assume ; les dames d'œuvres s'efforcent et les syndicalistes veillent à ce qu'on ne les oublie pas. Ce sont des maladies honorables contractées au champ d'honneur du travail, et ceux qu'elles atteignent ont droit à la considération — parfois posthume — des citoyens ordinaires.

Cependant, il est une catégorie de travailleurs qu'une maladie inhérente à leur profession menace à chaque instant et auxquels personne ne s'intéresse. Il s'agit des dégustateurs de vins, qui, ayant toujours le nez dans un verre, peuvent succomber à l'éthylisme ou à une cirrhose du foie sans inspirer la moindre pitié.

Jusqu'à ce que les professeurs Lacombe, Daignon et Laroche, de la Société de médecine du travail et d'ergonomie de Bordeaux, se soient penchés, alcoolisés en main, sur le sort des dégustateurs de vins, tout le monde ignorait les risques encourus par ces professionnels dont la subtilité de palais n'a d'égale que... la sobriété.

Les éminents praticiens bordelais ont examiné un M. N..., trente ans, dégustateur depuis six ans, « Directeur d'eau strict », dit le rapport médical. En une journée, ce spécialiste a dégusté cent cinquante et un échantillons de Bordeaux. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une dégustation de vin, puisque chacun sait que les dégustateurs se contentent de retenir un moment dans leur bouche le breuvage à tester avant de le cracher, on a constaté que ce monsieur présentait tout de même, au bout du compte, un taux d'alcoolémie de 0,10 gramme par litre de sang. C'est peu, même très peu, mais cela indique qu'il existe une absorption de l'alcool par la muqueuse buccale et linguale, en dehors de toute déglutition. Autrement dit, on peut s'enivrer sans boire et devenir alcoolique en se rinçant la bouche au beaujolais, après s'être lavé les dents au mouton.

Poursuivant leurs recherches, nos médecins ont examiné un autre dégustateur, ayant vingt ans de métier, qui, en dehors des heures de travail et au contraire du premier, fait un usage privé encore que modéré du jus de la treille. Il ne boit, bien sûr, que du meilleur, étant bien placé pour le reconnaître et sachant où le trouver. Au jour du test, cependant, il se contenta au petit déjeuner d'un bol de café avant de goûter trente-deux échantillons. En bien, si l'alcoolisme fut négatif, le taux d'alcoolémie dans le sang du testeur-testé atteignit 0,39 gramme par litre.

On est encore loin, certes, du fatidique 1,20 gramme qui caractérise, pour la justice, l'ivresse manifeste, mais le moindre repas un peu arrosé, survenant après une journée de travail normale, met le dégustateur, dans la condition idéale pour se faire retirer son permis de conduire.

Et les médecins bordelais, après une série d'autres expériences, de conclure : « Nous pensons donc, compte tenu de ce que la seule dégustation ne semble pas pouvoir à elle seule entraîner des taux d'alcoolémie supérieurs à 0,80 gramme par litre de sang, que les dégustateurs, afin de ne pas risquer d'engager au volant leur responsabilité, doivent rigoureusement s'abstenir de toute prise de boisson alcoolisée. »

Voilà donc les plus grands experts en matière de vins, ces hommes qui savent les rites, qui parlent en poètes de la couleur, du corps, de la rondure, de la robe d'un cru, condamnés à arroser leurs sucées à l'eau claire ou au citron pressé, pour se tenir à l'écart de l'alcoolisme qui tout gendarme doué d'un peu de flair ne manquerait pas de leur imposer au vu de leurs halélines...

C'est bien la plus ingrate des maladies socio-professionnelles qui menace nos dégustateurs de vins, à une époque où, face aux entreprises des traitants de tout poil, on ne saurait se passer de leurs services. Une telle situation, qui n'est pas sans rappeler le supplice de Tantale, ne peut laisser les pouvoirs publics indifférents.

Nous demandons pour les dégustateurs un alcoolisme à double détente, permettant de faire la discrimination, qui s'impose, entre l'alcoolisme professionnel et l'éthylisme de plaisance ! Tant il est vrai que jamais un coup de rouge n'abolira le hasard !

MAURICE DENUZIERE

Le « chef » chez soi

J'ETAIS l'autre soir chez des amis. Après quelques huîtres de St-Vaast-La-Hougue — semblables à celles que j'ai découvertes chez Edgar (4, rue Marbeuf) — la maîtresse de maison apporta une merveilleuse choucroute. Quatre viandes, deux sortes de saucisses venues d'Alsace sur un lit éloquent de légumes parfumés, craquant, dont le mélange s'équilibrerait avec le gras des charcuteries. Pour finir, des sorbets bienvenus de l'île Saint-Louis.

La maîtresse de maison refusa nos compliments : la choucroute venait de chez Baumann (64, avenue des Ternes (17^e)) — Tél. 380-16-88) et avait été achetée « à emporter ».

Cela m'a donné l'idée de vous proposer, lecteurs parisiens, quelques menus dont l'élément principal peut venir ainsi de chez un orfèvre. Pour vos dîners d'hiver, songez non seulement au foie gras de Lamazère (23, rue de Ponthieu (8^e)) — Tél. 359-66-66), mais aussi à son cassoulet somptueux. N'oubliez pas les plats rustiques du Restaurant du

Marché (59, rue de Dantzig (15^e)) — Tél. 528-31-55), où vous pouvez aller faire le vôtre comme à Mont-de-Marsan. N'oubliez pas non plus la *Jejoada* et les plats brésiliens de Guy (6, rue Mablou (8^e)) — Tél. 033-87-61).

Et encore, soit au Bistrot d'Hubert (36, place du Marché-Saint-Honoré (1^{er})) — Tél. 250-03-00), soit à la boutique de la rue Vignon, sa tourte au roquefort, ses ailerons de canards farcis à l'orange... soit, les plats insolites surgelés de Paul Corcellet (46, rue des Petits-Champs (2^e)) — Tél. 073-93-50), soit, encore, rue de Ponthieu, la petite boutique de plats chinois à emporter du Tong Yen de la rue Jean-Mermoz (Tél. 225-04-23).

Soit, enfin, les épicerias de la Maison d'Allemagne jouxtant le Vieux Berlin (32, avenue George-V (8^e)) — Tél. 225-88-86) et du Copenhague (142, avenue des Champs-Élysées (8^e)) — Tél. 359-20-41) avec leurs meilleurs produits nationaux.

L. R.

VENTE DIRECTE
Un vin de table, 12-18 ans, vitifié et vendu par son propriétaire
Paul Delon vigneron à ORONNAC (Gironde)
« la Réserve de Maître »
6,90 F par 12 bouteilles
5 F par 60 bouteilles
5 F par 480 bouteilles
toutes taxes comprises.
Un bon vin, naturel, sain.
Commandez à Paul Delon vigneron à ORONNAC
33340 LESPARDE-MEDOC

chez Jean l'Auvergnat
52, rue Lamoignon - 8^e - 878.82.73
TRIPOUX DE CHEZ LUI
Quand le Coq Rance au Vin Blanc
Sa Mouche Auvergnate - Sa Poêle
"Ma foi, cela mérite une visite !"
LA REYNIERE
Fermé le Dimanche

Restaurant PIERRE
A la Fontaine Gallien
Grande cuisine
de tradition française (ferme dim.)
OPE. 87-44 - PLACE GAILLON
Parking

LE PICNET
UNE FEMME AUX CHAMPS-ÉLYSÉES... DES PLATS PAYSANS
Spécialités
cordon-rouge
Grands plats
Fruits de mer
Faites les
payannes.

à la BRASSERIE CAFÉ DE L'EST
La KANTERBRAU COULE A FLOT
Sa FABULEUSE CHOUCROUTE
Le DÉLICIEUX JARRET DE PORC - CONFIT D'ŒUF POMMES SAUTÉES
CHARTERIES FAITES PAR LA MAISON - VINS D'ALSACE
7, rue du 8 Mai 1945 (Face Gare de l'Est) 10^e - 687.80.94 - DE 9 H DU MATIN A 2 H DU MATIN

Brasserie Lorraine
Les meilleurs huîtres et fruits de mer
Ouvert jusqu'à 2 h. du matin
l'agneau rôti nouveau persillé
une cuisine française de grande tradition
PLACE DES TERNES - CAR. 80-94

Aux armes de Colmar
13, rue du 8-Mai-1945 (10^e) - 288-91-59 et 91-51
SA CHOUCROUTE COLMARINE
SON JARRET DE PORC FUMÉ
SES PLATS DU JOUR, de 9 à 14 F

NOUVEAU DANS LE MARAIS
T. SOIRS
20 h. 30 DINER-SPECTACLE 95 F
15, rue St-Gilles - Réserv. 887-31-54

Dessirier
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Percier, Paris 17^e - 754-74-14

ELD
Son banc d'huîtres
770.13.59
63, Rue du Fg. St Denis F/D

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

Julien
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

TROIS VINGT SOUS
LES PROVINCES DE FRANCE
A LA CARTE
et une cuisine française de Paris dans un cadre vieille marine
12, r. des Gravilliers (9^e) (F. dim.)
Midi et de 18 h à 24 h. - 773-48-21

LES FRÈRES PERRAUDIN
ou « Homard à la crème »
pour proposer leurs spécialités
ou Homard frais
18 rue d'Antenneville, (10^e)
F/dim. et Jandi - 770-41-95

Lady L
Déjeuners d'affaires Dîners Joyeux
"MEIN HON HAPPE, COUSSE SIMPLE ET FRANÇAISE"
(Menu de 100 F)
Le Soir : Orchestre avec CHRISTIAN DOMINIQUE
MICHEL SABA et HARRY RITZ
4, rue Balzac (8^e)
Réservation : 225.21.95 et 92.92

Environ de Paris
DOMAINE DE VILLEQUIER
Restaurant gastronomique
sur le bord de Seine
PROFONDEUR HORTICULTURE
DE QUALITÉ
dans le cadre d'un beau parc
SALONS de réceptions
Tél. : 15 (33) 01.30.32 et 01.30.33

صلى الله عليه وسلم

Mode

TROTTEUSES

APRÈS vous avoir fait « pousser », ces dernières années, de 10 centimètres et plus, en moins de temps qu'il n'en fallait pour signer un chèque ou recevoir sa monnaie, les fabricants de chaussures cherchent, en ce capricieux printemps, à allonger la forme de nos pieds en les chaussant de fines sandales à bout profilé et talon haut. Confortables lorsqu'elles sont ouvertes aux deux bouts, elles risquent de comprimer le pied quand elles prennent des allures d'escarpins plus fermés. Quoique présentées pour la ville, ces sandales sont surtout séduisantes sur des pieds sans bas et exigent, en tout état de cause, des extrémités impeccables, poncées, aux ongles vernis et nets.

Si ces nouveautés vous pincent les oreilles, les bottiers vous proposent encore des souliers style « petites filles modèles », à bout arrondi, bride et talon plat ou moyen, que vous pourrez assortir aux couleurs de vos robes ; ils sont en cuir ou toile bicolore, voire en chevreau mat et verni. Ils donnent à qui les porte une démarque légère et s'accroissent de

tous les styles : robes-tuniques, jupes portefeuille, pantalons ou shorts.

Des talons de 3 centimètres, des bouts carrés en chevreau d'une merveilleuse souplesse, les ballerines de Repetto (22, rue de la Paix, 75002 Paris, et par correspondance) existent en dix-sept couleurs (du 34 au 43), à partir de 110 francs, dans cette boutique unique à Paris où la mère de Roland Petit a rassemblé de quoi habiller, de la tête aux pieds, les danseurs de tous âges.

Biga, qui avait lancé les espadrilles à semelles compensées hautes et dures, leur redonne des formes adaptées au sport et à la marche, qui sont le propre du Pays basque. Le stylistes Guy Pottin a, en effet, créé pour l'été des mocassins bicolores et des modèles lacés unis rappelant les chaussures de tennis réalisées aussi en chintz fleuri (à partir de 75 francs).

Cela dit, si vous ne vous sentez à l'aise qu'en sabots, André en fait de toutes les couleurs et pour toute la famille (35 francs le modèle femme), de même que Kristin Adolfsen, 157, boulevard

Saint-Germain, qui les importe de Suède et les vend, soit en cuir noir (58 francs), soit en couleurs semées de fleurs peintes à la main (110 francs).

Schohl lance, pour sa part, une sandale et un sabot à semelle épaisse et toulée, dont la forme épouse celle du pied et dont la bride assure une bonne position des orteils (à partir de 69 francs dans les grands magasins et les boutiques de la marque à travers la France). Enfin, Schohl vient de sortir toute une gamme de produits, qui vont des désodorisants aux sels pour bains de pieds en passant par les crèmes gommantes et assouplissantes et les talcs spéciaux.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Groupe de MARC.)

Biga : mocassin-espadrille en toile bicolore ; le laet fait le tour du pied, la semelle de corde est souple, le talon légèrement compensé.

(75 F environ) à la boutique de la marque au Bon Marché, aux Galeries Lafayette et au Printemps, ainsi que chez Paddock, 52, avenue Théophile-Gautier.

Saint-Laurent : sandale à triple lacière en chevreau naturel ; la bride est noire comme le profil du talon compensé et la semelle.

(95 F, chez Balby).

Xavier Danaud : chaussure fine en toile de coton à bride et petit talon.

(35 F, chez Charles, 104, Champs-Élysées, Paris, et chez les dépositaires de la marque à travers la France.)

DEUX REVENANTS

Jacques Griffe, l'un des grands noms de la couture de l'après-guerre, qui avait fermé sa maison en 1973, revient... en prêt-à-porter avec une petite collection exécutée par Jacques Caspers, autrefois spécialiste de robes habillées dans son salon de la rue de Rennes. Chez lui, 122, rue Royale (actuellement), les beaux tissus comptent autant que les formes très seyantes et faciles à porter jusqu'aux grandes tailles, entre 90 et 120 francs.

La griffe haute couture Maggy Boult faisait partie des actifs du Bon Marché, rachetés après la Belle Jardinière par les frères Willet. On a décidé de la ressusciter avec une collection de la styliste Claire Barrat, autrefois chargée des accessoires chez Lanvin. Il est encore trop tôt pour en juger, puisqu'il y a de bons poches en gros tricot en dessous de 1000 francs.

LOUEZ votre FOURRURE de Haute qualité modèle couture de 50 F à 450 F. Vente modèle création BELZ, 47, rue d'Enghien PARIS (16) - Tél. : 324-52-68

SÈVRES "33" PULL-OVERS DE MARQUES EN SECOND CHOIX 33, rue de Sèvres Paris - tél. : 548.66.73



Maison

COMPAGNONS DE BOUTIQUES

UN nouveau genre de boutiques commence à s'implanter à Paris : il ne s'agit plus d'un simple magasin de vente, mais d'un lieu de rencontre où se crée l'ambiance d'une vraie demeure. Se dégageant des contraintes d'un autre métier, ces nouveaux marchands accueillent chez eux des gens (qui seront peut-être acheteurs) pour leur montrer des objets qu'ils ont choisis parce qu'ils les aiment. C'est un autre façon de faire du commerce, où le désir de nouer des contacts humains — autour de l'idée du confort de sa maison — prime sur la notion de profit. L'expérience d'un ou deux exercices commerciaux dira si cette formule chère aux amateurs de l'art de vivre peut être aussi rentable. Car il faut bien vivre, qu'on devienne « boutique » par plaisir de la communication ou qu'on parte élever des chèvres en montagne.

C'est le nom fragile de Porcelaine que Michèle Caudal a choisi pour la petite boutique qu'elle vient d'ouvrir dans la guite rue de Vernueil. Styliste et attachée de presse, elle y a disposé plusieurs tables où elle a dressé un couvert raffiné, champêtre ou pour les enfants. A partir d'une crotte noire imprimée de minuscules coeurs blancs, découverte à Ibiza (et vendue au marché, pour en faire des nappes), elle a fait faire des assiettes de porcelaine assorties ; on peut les harmoniser à d'autres assiettes peintes à la main en rose framboise, gris perle ou prune.

Raffinement aussi pour des couverts à manche en ambroisie gris ou rose (25 F pièce) et des verres de cristal à pied en forme de corps de femme fait d'un verre opaque. Côté pratique, un « plumeau » à couvercle, trois casses de bois blanc fermées par un couvercle, qui se suspend au mur et facilite le rangement quotidien. Pour un goûter d'enfants, les assiettes — à dévorer des yeux puis des dents — sont en sucre, en chocolat ou en nougatine.

Un bestiaire de coussins

Roland Bili était photographe de mode ; elle voit aujourd'hui la Vie en rose, si l'on en croit l'enseigne choisie pour sa boutique à la devanture soignée laquée de couleur prune. Son goût pour l'époque 1900 et son flair de chineuse l'ont incitée à présenter des rideaux anciens en fil, brodés à la main de fleurs ou de motifs géométriques (300 F le petit panneau en écu). Elle a eu l'ingénieuse idée d'en teindre elle-même, dans des tons de rose, bordeaux, fuchsia, vert, bien, prune et violet : les panneaux peuvent ainsi se juxtaposer dans de subtils dégradés de couleurs. Ses cousins dévotés sont en dentelle, blanche ou écru, se détachant sur un fond pastel, ou en dentelle teinte en bleu de Chine ou rose saumon (150 F). Au hasard de ses trouvailles, elle propose encore des draps et taies anciens, une somptueuse parure de berceau en dentelle sur fond de sole rose, des robes de mariées 1900, en dentelle, ainsi que des vêtements d'enfants et robes de baptême de la même époque.

Place Falguère, dans un flot du 15^e où les immeubles poussent comme des champignons, deux transfigurations de l'édifice ont été les Sœurs de la Vie. Ils veulent faire de cette boutique un point de rencontre ouvert à tous ceux qui cherchent à rendre leur demeure plus accueillante. A l'entrée, dans un décor de rocaille, le coin des fleurs et plantes ; le maître de classe (qui a suivi des cours d'art floral) y prodigue ses conseils de soins. Sur les étagères qui courent le long des murs sont disposées des créations d'artistes. En particulier les pierres roses

de Sospel que Michel Lepelletier sculpte en pieds de lampes, bougeoirs ou miroirs, que son ami Marcel Montel agrément de cuir, en vide-poches (450 F). Desarré, dans le Morvan, soufflé le verre où les bulles tracent les parois de ses coupes, coupelles et bocaux. Jonchant le sol, le bestiaire de coussins, imaginé par Barbara Gourary, fait voisiner éléphant rose et chatte espiègle (100 à 120 F le coussin). Dans cette bou-

tique où les ambiances se créent par affinité de matériaux ou de couleurs, les enfants ont leur « coin » privilégié, avec de beaux jouets de bois vernis, des livres et des disques d'initiation musicale.

JANY AUJAME.

* Porcelaine, 22, rue de Vernueil, 75007 Paris.
La Vie en rose, 21, rue de l'Abbé-Grégoire, 75005 Paris.
Les Sœurs de la Vie, 136, rue Falguère, 75015 Paris.

Sports

LE GUIDON SUR LA SELLETTE

ON l'appelle guidon droit, ou encore guidon haut. C'est la nouvelle cible des médécins après le mini-vélo. Ce dernier avait vu s'abattre sur lui, voici deux ans, les foudres de l'académie américaine de pédiatrie : en 1972, soixante-quinze mille usagers du « mini-bike » avaient été blessés aux Etats-Unis et six mille avaient perdu la vie. La mauvaise tenue de route due aux petites roues, l'insuffisance d'accélération, des freins peu efficaces, la petite taille qui procure une mauvaise visibilité et annule les bienfaits physiologiques de la pratique du cyclisme, étaient alors mis en cause.

Mais le pourfendeur du guidon droit est un Français, le docteur Henri Séguler, auteur d'une remarquable thèse de doctorat en chirurgie dentaire présentée devant l'université de Toulouse. Son thème : les bienfaits de la bicyclette dans la correction des douleurs vertébrales dont sont victimes les dentistes. Ces praticiens font, en effet, partie des personnes les plus menacées sur le plan de la santé, notamment par les douleurs de posture et les déformations de la colonne.

L'auteur expose son expérience personnelle : les algies dont il fut atteint comme ses confrères furent rapidement jugulées par l'usage de la bicyclette. Selon lui, « cette activité physique doit trouver sa place dans toute rééducation vertébrale ». Henri Séguler pense également aux autres sédentaires victimes des mêmes troubles, dactylos, secrétaires, coiffeurs...

Reste à choisir la bicyclette adaptée à cette « rééducation » par l'effort sportif. Henri Séguler est formel : « Il faut proscrire la position du buste droit sur la selle, dite « à l'hollandaise ». Elle entraîne un tassement de la colonne, exagère les courbures physiologiques, la lordose lombaire ou cyphose dorsale, sans parler de son mauvais rendement sur le

plan technique, en montée surtout, est-il besoin de préciser ? » A l'inverse, le guidon de course, dit « à trois positions », permet l'inclinaison du buste en avant sous un angle de 40 à 50 degrés, répartissant le poids du cycliste sur les deux roues, atténuant les chocs et vibrations produits par la route avant, assurant un meilleur équilibre, un meilleur freinage, sans compter la diminution de la résistance à l'air.

« Empruntée aux quadrupèdes rapides »

Cette « position des segments en Z » empruntée aux quadrupèdes rapides », selon l'expression du docteur Dasse, est adoptée de nos jours par tous les coureurs cyclistes et la grande majorité des cyclotouristes. Force est de reconnaître qu'elle ne fabrique pas des bossus : Bobet, Anquetil le sont-ils ? A condition de se servir d'une bicyclette de bonne dimension, dont selle et guidon sont correctement réglés.

La position penchée vers l'avant réalise un avancement de la colonne ; jointe à sa valeur respiratoire, le cyclisme permet ainsi d'obtenir des effets identiques à certains exercices de kinésithérapie (rééducation, assouplissements, remusculation, étirements, etc.). Telle est l'opinion d'Henri Séguler.

Il n'en demeure pas moins que le guidon droit conserve des millions d'adeptes de par le monde. Animateur du magasin cyclotouriste Cyclo 2000, Justin-Mary Cuzin, un assureur de soixante-huit ans qui n'a jamais possédé d'automobile, montre volontiers ses deux machines : « vélo d'affaires » à guidon droit pour la ville, modèle à guidon de course pour le tourisme. Une solution qui permet d'avoir réponse à tout...

MICHEL DELORE.

conservez votre capital fourrure...

jacques Mendel

rend à votre fourrure sa légèreté, sa souplesse et son brillant ; nettoyée et transformée, précieusement gardée, elle renaitra pour la rentrée à la mode nouvelle.

MENDELS MAÎTRE-FOURREUR

57, boulevard de Courcelles, 75008 Paris - Tél. 622.29.14

A vos pieds pour la vie.

François Villon

Souliers de rêve, Pour filles de rêve.

37, Fbg Saint-Honoré - Paris 265.14.45
57, R. Pierre Charron - 14, Av. Victor Hugo
58, Rue Bonaparte St-Germain-des-Prés
8, Rue Royale -

ACTUELLEMENT AU

CCC

la collection Printemps 76 signée

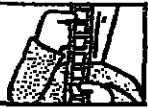
LANVIN

PARIS

C.C.C. : de l'imperméable et bien d'autres choses

39/41, bd Haussmann

Photo-cinéma



L'ŒIL ÉCOUTE

Un nouveau procédé de cinéma sonore pour amateurs arrive sur le marché. Comme l'Éktasound de Kodak, il fait appel à du film de 8 millimètres avec piste magnétique en marge de l'image, conditionnée en chargeur. Il a été conçu par Fuji, la plus importante firme japonaise de surfaces sensibles; une firme qui, en 1965, s'était déjà illustrée en créant en même temps que Kodak un ensemble caméra-chargeur (ce dernier fort ingénieux), le « simple 8 », directement concurrent du « super 8 ». Aujourd'hui, avec un système sonore propre, Fuji confirme sa position, d'une part en s'opposant au système Éktasound, d'autre part, en restant le seul fabricant au monde à refuser de suivre Kodak. Agfa-Gevaert, en particulier, après une tentative, en photographie, pour

lancer un procédé propre, a fini par se rallier au système Kodak et, en cinéma, a adopté le super 8. La firme allemande commercialise actuellement ses premières caméras super 8 sonores selon le système super 8 créé par Kodak et une émulsion en couleurs nouvelle, l'Agfachrome Sound.

Le chargeur super 8 sonore type Kodak est semblable au modèle muet à cette différence près qu'il est légèrement plus long. Cela a permis de ménager un espace dans lequel, au moment du chargement de la caméra, vient se glisser la tête d'enregistrement.

Le système Fuji repose sur la même idée. Le chargeur simple 8 de cette marque se trouve allongé pour laisser place à la tête magnétique. Deux émulsions Fuji-chrome, de 25 et de 200 ASA,

seront disponibles en version sonore.

Comme les chargeurs muets, les chargeurs sonores Fuji et Kodak sont incompatibles. Des caméras spéciales sont donc nécessaires au chargeur Fuji et, en lançant son procédé, la firme japonaise en propose deux très simples (automatiques toutefois), les Fujica AMX 100 et ZMX 300. Dès l'automne, deux autres modèles, plus complexes, viendront compléter la gamme. Après développement, comme cela se passe déjà avec les systèmes muets, les films sonores Fuji et Kodak ont rigoureusement les mêmes cotés.

L'avènement du simple 8 sonore Fuji annonce-t-il la fin d'un autre procédé de cinéma sonore également conçu par cette firme avec une caméra spéciale, la Fu-

jica ZS 400, et qui ne fait pas appel à la reproduction magnétique du son, mais à la reproduction optique (voir ci-contre)? Pour le cinéma d'amateur, la réponse ne fait aucun doute: le son optique est condamné. Annoncé il y a plusieurs années, la commercialisation de la caméra Fuji à son optique fut constamment repoussée. On ne voit pas comment ce procédé pourrait s'imposer face aux avantages importants du son magnétique.

Le système magnétique, tout d'abord, permet à un amateur d'effacer la bande sonore si celle-ci lui semble mauvaise, puis de lui en substituer une autre en post-synchronisation. Les opérations sont identiques à celles auxquelles nous ont habitués les magnétophones. Le son magnétique peut aussi être répliqué afin d'être mélangé

à d'autres éléments sonores. C'est un travail délicat pour un amateur, mais tout à fait réalisable. Enfin, le tirage d'une copie de film en son magnétique reste d'un prix abordable.

Rien de tout cela n'est possible en son optique puisque c'est par exposition de l'émulsion sensible qu'on enregistre la bande sonore. Pas plus que pour l'image, en cas d'erreur ou d'incident, la pellicule

optique. Mais il faut bien dire que leur intérêt est faible pour les cinéastes amateurs. Ces appareils ne peuvent actuellement servir qu'au passage de films d'éditation en son optique. Ils sont rares et leur qualité, du point de vue sonore, assez médiocre. En fait, ces projecteurs sonores optiques sont surtout utilisés dans des domaines professionnels, par exemple pour la formation ou

Jeux



Échecs

JEU PASSIF

(Journal International de L'Échec, 1976)
Blancs : GRIFF
Noirs : NADROFF

Défense Philidor

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. d4 Cxd4 4. Cxd4 Dd5 5. Cc3 Dc6 6. f3 Dc7 7. Dd2 Dc8 8. Dc3 Dc7 9. Dd2 Dc8 10. Dc3 Dc7 11. Dd2 Dc8 12. Dc3 Dc7 13. Dd2 Dc8 14. Dc3 Dc7 15. Dd2 Dc8 16. Dc3 Dc7 17. Dd2 Dc8 18. Dc3 Dc7 19. Dd2 Dc8 20. Cfs1 Dxc5 40. Dc7 abandon.

1) Superbe manœuvre thématique: si 28... f3, 29. Dc3, 30. Dd6+, 31. Dc3, etc.

2) Si 28... f3, 29. Dc3, 30. Dd6+, 31. Dc3, etc.

3) Beaucoup plus fort que 31. Cc3.

4) Menace 34. Dd6 mat.

5) Si 33... Td3, 34. Dd6, 35. Dd3, 36. Dd6 mat. A noter la sortie-suicide du F-D noir.

ÉTUDE D. PETROV (1958)

BLANC (4) : Rd4, Td7, Fg8 et h4.
NOIRS (3) : Rg4, Td8, Pa3.
Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 631.
CONCOURS DE LA FIDE n. 1969.
(Blancs : Rb2, Td1, Fd3 et g4. Noirs : Rb5, Td8 et g5.)

1. Ra2+, Ra4! 2. Fd1+, Ra5 (et non 2... Td2, 3. Td3, 4. Fd2, Ra6 (ni 3... Td3 à cause de 4. Td3) 4. Fd3+, Ra7 (si 4... Td3, 5. Td4! 5. Fd3 (menaçant 6. Td5), Ra3 6. Fd2+, Td3 (si 6... Ra3, 7. Td4+ 7. Td5! et non 7... Fd3 pat. On aperçoit ici la précision du premier coup de l'étude. Ra2+; en effet, après 1. Ra2+, les Noirs feraient nulle maintenance par 1... Td3+ comme sur 1. Ra1, par la variante 7... Td4+ 8. Rb2, Td5+; 9. Td5 pat. Désormais le dessein des Noirs est réglé. Ra2+ ou 7... Td4+ 8. Rb1 (si 8... Rb3, Td5+; 9. Ra4! (et non 9. Td5 pat), Td6; 10. Fxh6, Rb7; 11. Rb5 et 12. Fxh6.

CLAUDE LEMOINE.

Bridge

LA PRESSION DE LATTES

Le mathématicien Robert Lattes a découvert que le déclarant pouvait gagner son contrat dans cette donne d'un championnat d'Amérique.

♠ 75
♥ 9 8 6 4 2
♦ 8 9 5

♠ 6 2
♥ A D 10 7 3
♦ 8 4
♣ 3 2

N O E S
♠ RD 10 8
♥ 7 6 5 4
♦ RV 5
♣ A 10

♠ RD 10
♥ 9 8 4 3
♦ A 3
♣ V 7

Ann. O. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
Kantar Smith Miles Greenh
passe 1 1 1 1
2 SA 3 5 5 5

Kantar, en Ouest, ayant entamé l'as de carreau, comment Greenberg, en Sud, aurait-il pu gagner CINQ PIQUES contre toute défense?

« Le déclarant aurait pu alors gagner s'il avait donné un coup à blanc à trèfle car Est aurait pris avec l'as sec. Il aurait ensuite joué carreau, et Ouest n'aurait fait que sa dame de carreau... »

Greenberg, cependant, crut qu'Ouest avait à l'origine six carreaux, et qu'il restait donc en Est : ♠ R. D. ♠ A. D. Il joua alors l'as de cœur et cœur pour montrer Est en main et l'obliger à jouer l'as de trèfle et trèfle; mais, au lieu de jouer la dame de trèfle, c'est un carreau qui apparut pour la chute.

Persone, cependant, ne semble avoir vu que le contrat est réalisable sans avoir besoin d'une erreur de défense. Écoutez Lattes : « Il est évident, d'après les annonces et l'entame, qu'Est a huit carreaux et vraisemblablement pas de piques... Sud coupe le 3 de cœur (ou dans le cas contraire, le 5 de cœur) et joue le 3 de pique pour le 2 et... le 5 (afin d'avoir deux entrées au mort à l'est). Il coupe une seconde fois carreau avec le 9 de cœur, retourne au mort en jouant le 4 de pique pour le 7 et coupe une troisième fois carreau (afin d'éliminer cette couleur de la main d'Est). Enfin, il tire les piques et Est est sans défense. »

Voici la position où Ouest ne joue aucun rôle :

♠ V 9 3
♥ RD 10
♦ A 3
♣ V 7

Sur l'as de pique et la défausse du 3 de cœur, Est doit jeter le 10 de cœur pour ne pas se sécher l'as de trèfle. Alors Sud tire l'as de cœur, rejoue cœur pour obliger Est à livrer la levée du roi de trèfle.

LES BATAILLES DE CANNES

Depuis 1966, après Pâques, pendant le Festival de bridge de Cannes, les Français se livrent pendant cinq jours une sévère bataille de cent tonnes. En 1975, les Français ont été victorieux pour la seconde fois, mais le Blue Team Italien, qui n'était pas au complet, fut irrégulier, tandis que la paire française de Chemla-Lebel faisait preuve de son habileté efficace. Ainsi, dans la donne suivante, elle sut profiter d'une petite défaillance du déclarant pour faire une défense implacable.

♠ 8 7 5 4 2
♥ DV 9 8
♦ 8
♣ V 6 3

♠ V 6
♥ A 10 5 3
♦ 8 7 5
♣ A D 10 8

N O E S
♠ RD 10 9
♥ A 3
♦ RD 9 3
♣ R 7 5

Ann. : S. don. Tous vuln.
Sud Ouest Nord Est
Avarelli Lebel Fremdo Chemla
4 4 passe 2 4 passe
4 4 passe 2 4 passe

Ouest ayant entamé le 5 de carreau, comment Sud doit-il jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense? Quelle précaution a-t-il oubliée de prendre et comment Est-Ouest ont-ils fait chuter ce contrat?

Note sur les enchères : Les enchères ont été faites en Système Romain où l'ouverture de « un » est en canapé.

A l'autre table, Poubeau, en Sud, avait ouvert de « 1 ♦ » et c'est Stoppa, en Nord, qui avait joué « 4 ♦ ». D'ailleurs, entamée et le contrat chuta immédiatement avec deux levées à trèfle, l'as de cœur et l'as de pique.

PHILIPPE BRUGNON.

ne peut servir une seconde fois pour relâcher le son par procédé optique. Quant aux copies en son optique, elles sont d'un coût très élevé, lorsqu'on se contente d'un ou deux exemplaires.

Il y a plus : la qualité du son optique n'atteint jamais celle du son magnétique. Disons que sur la piste du film 8 mm, le son magnétique permet aisément de reproduire les fréquences de 60 à 2000 Hz (et même jusqu'à 12000 Hz avec les caméras très perfectionnées), alors que le son optique ne permet guère de restituer qu'une bande de 150 à 5000 Hz. Cela résulte du fait que la finesse de la reproduction sonore dépend de la finesse du grain de l'émulsion et que celle-ci est très insuffisante avec du film cinéma, surtout en couleur. Au surplus, ce défaut est aggravé par le format du film d'amateur qui ne laisse que 0,8 mm de largeur à la piste sonore.

Certes, il existe actuellement plusieurs projecteurs super 8 sonores qui comportent, avec la lecture magnétique, une lecture

ne peut servir une seconde fois pour relâcher le son par procédé optique. Quant aux copies en son optique, elles sont d'un coût très élevé, lorsqu'on se contente d'un ou deux exemplaires.

Il y a plus : la qualité du son optique n'atteint jamais celle du son magnétique. Disons que sur la piste du film 8 mm, le son magnétique permet aisément de reproduire les fréquences de 60 à 2000 Hz (et même jusqu'à 12000 Hz avec les caméras très perfectionnées), alors que le son optique ne permet guère de restituer qu'une bande de 150 à 5000 Hz. Cela résulte du fait que la finesse de la reproduction sonore dépend de la finesse du grain de l'émulsion et que celle-ci est très insuffisante avec du film cinéma, surtout en couleur. Au surplus, ce défaut est aggravé par le format du film d'amateur qui ne laisse que 0,8 mm de largeur à la piste sonore.

Certes, il existe actuellement plusieurs projecteurs super 8 sonores qui comportent, avec la lecture magnétique, une lecture

l'information au sein d'entreprises, ou pour la promotion commerciale de certains produits. Dans de tels cas, la qualité du son présente moins d'intérêt pour les utilisateurs. Par contre, le film sonore optique offre l'avantage qu'il peut être manipulé aussi facilement que du film muet, sans aucun risque d'effacement accidentel.

ROGER BELLONE.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Dames

VARIANTES ROYALES

H. DE JONGH - 2^e Prix du concours de Suikertournooi 1975

Les Blancs jouent et gagnent.

Les origines du jeu de dames étant très lointaines (des auteurs les situent au IV^e millénaire, soit une dizaine de siècles avant la construction des Pyramides) et les premiers traités n'ayant été écrits, selon l'état actuel des connaissances, qu'au seizième siècle, l'époque de la découverte de certains coups pratiques ne peut être déterminée.

Il en est ainsi du « Coup Royal », à partir duquel le grand maître international néerlandais H. de Jongh est parvenu à concevoir une marche inédite et complexe.

L'unité de cette remarquable combinaison ne se limite pas à ce nouvel enrichissement d'ordre tactique; il procède en outre :

De la fausse solution qui, de par son résultat, assez caché, mérite d'être indiquée préalablement à la solution;

N° 14

« Du très attendu troisième temps » de la solution, lequel constitue la « pointe » du mécanisme « enroulant » les variantes royales.

FAUSSE SOLUTION : 27-21 (18x21) 22-21 (18x21) 21-16 (18x21) 10x9 (18x21) 16-17 (18x21) 17-18 (18x21) 18-19 (18x21) 19-20 (18x21) 20-21 (18x21) 21-22 (18x21) 22-23 (18x21) 23-24 (18x21) 24-25 (18x21) 25-26 (18x21) 26-27 (18x21) 27-28 (18x21) 28-29 (18x21) 29-30 (18x21) 30-31 (18x21) 31-32 (18x21) 32-33 (18x21) 33-34 (18x21) 34-35 (18x21) 35-36 (18x21) 36-37 (18x21) 37-38 (18x21) 38-39 (18x21) 39-40 (18x21) 40-41 (18x21) 41-42 (18x21) 42-43 (18x21) 43-44 (18x21) 44-45 (18x21) 45-46 (18x21) 46-47 (18x21) 47-48 (18x21) 48-49 (18x21) 49-50 (18x21) 50-51 (18x21) 51-52 (18x21) 52-53 (18x21) 53-54 (18x21) 54-55 (18x21) 55-56 (18x21) 56-57 (18x21) 57-58 (18x21) 58-59 (18x21) 59-60 (18x21) 60-61 (18x21) 61-62 (18x21) 62-63 (18x21) 63-64 (18x21) 64-65 (18x21) 65-66 (18x21) 66-67 (18x21) 67-68 (18x21) 68-69 (18x21) 69-70 (18x21) 70-71 (18x21) 71-72 (18x21) 72-73 (18x21) 73-74 (18x21) 74-75 (18x21) 75-76 (18x21) 76-77 (18x21) 77-78 (18x21) 78-79 (18x21) 79-80 (18x21) 80-81 (18x21) 81-82 (18x21) 82-83 (18x21) 83-84 (18x21) 84-85 (18x21) 85-86 (18x21) 86-87 (18x21) 87-88 (18x21) 88-89 (18x21) 89-90 (18x21) 90-91 (18x21) 91-92 (18x21) 92-93 (18x21) 93-94 (18x21) 94-95 (18x21) 95-96 (18x21) 96-97 (18x21) 97-98 (18x21) 98-99 (18x21) 99-100 (18x21) 100-101 (18x21) 101-102 (18x21) 102-103 (18x21) 103-104 (18x21) 104-105 (18x21) 105-106 (18x21) 106-107 (18x21) 107-108 (18x21) 108-109 (18x21) 109-110 (18x21) 110-111 (18x21) 111-112 (18x21) 112-113 (18x21) 113-114 (18x21) 114-115 (18x21) 115-116 (18x21) 116-117 (18x21) 117-118 (18x21) 118-119 (18x21) 119-120 (18x21) 120-121 (18x21) 121-122 (18x21) 122-123 (18x21) 123-124 (18x21) 124-125 (18x21) 125-126 (18x21) 126-127 (18x21) 127-128 (18x21) 128-129 (18x21) 129-130 (18x21) 130-131 (18x21) 131-132 (18x21) 132-133 (18x21) 133-134 (18x21) 134-135 (18x21) 135-136 (18x21) 136-137 (18x21) 137-138 (18x21) 138-139 (18x21) 139-140 (18x21) 140-141 (18x21) 141-142 (18x21) 142-143 (18x21) 143-144 (18x21) 144-145 (18x21) 145-146 (18x21) 146-147 (18x21) 147-148 (18x21) 148-149 (18x21) 149-150 (18x21) 150-151 (18x21) 151-152 (18x21) 152-153 (18x21) 153-154 (18x21) 154-155 (18x21) 155-156 (18x21) 156-157 (18x21) 157-158 (18x21) 158-159 (18x21) 159-160 (18x21) 160-161 (18x21) 161-162 (18x21) 162-163 (18x21) 163-164 (18x21) 164-165 (18x21) 165-166 (18x21) 166-167 (18x21) 167-168 (18x21) 168-169 (18x21) 169-170 (18x21) 170-171 (18x21) 171-172 (18x21) 172-173 (18x21) 173-174 (18x21) 174-175 (18x21) 175-176 (18x21) 176-177 (18x21) 177-178 (18x21) 178-179 (18x21) 179-180 (18x21) 180-181 (18x21) 181-182 (18x21) 182-183 (18x21) 183-184 (18x21) 184-185 (18x21) 185-186 (18x21) 186-187 (18x21) 187-188 (18x21) 188-189 (18x21) 189-190 (18x21) 190-191 (18x21) 191-192 (18x21) 192-193 (18x21) 193-194 (18x21) 194-195 (18x21) 195-196 (18x21) 196-197 (18x21) 197-198 (18x21) 198-199 (18x21) 199-200 (18x21) 200-201 (18x21) 201-202 (18x21) 202-203 (18x21) 203-204 (18x21) 204-205 (18x21) 205-206 (18x21) 206-207 (18x21) 207-208 (18x21) 208-209 (18x21) 209-210 (18x21) 210-211 (18x21) 211-212 (18x21) 212-213 (18x21) 213-214 (18x21) 214-215 (18x21) 215-216 (18x21) 216-217 (18x21) 217-218 (18x21) 218-219 (18x21) 219-220 (18x21) 220-221 (18x21) 221-222 (18x21) 222-223 (18x21) 223-224 (18x21) 224-225 (18x21) 225-226 (18x21) 226-227 (18x21) 227-228 (18x21) 228-229 (18x21) 229-230 (18x21) 230-231 (18x21) 231-232 (18x21) 232-233 (18x21) 233-234 (18x21) 234-235 (18x21) 235-236 (18x21) 236-237 (18x21) 237-238 (18x21) 238-239 (18x21) 239-240 (18x21) 240-241 (18x21) 241-242 (18x21) 242-243 (18x21) 243-244 (18x21) 244-245 (18x21) 245-246 (18x21) 246-247 (18x21) 247-248 (18x21) 248-249 (18x21) 249-250 (18x21) 250-251 (18x21) 251-252 (18x21) 252-253 (18x21) 253-254 (18x21) 254-255 (18x21) 255-256 (18x21) 256-257 (18x21) 257-258 (18x21) 258-259 (18x21) 259-260 (18x21) 260-261 (18x21) 261-262 (18x21) 262-263 (18x21) 263-264 (18x21) 264-265 (18x21) 265-266 (18x21) 266-267 (18x21) 267-268 (18x21) 268-269 (18x21) 269-270 (18x21) 270-271 (18x21) 271-272 (18x21) 272-273 (18x21) 273-274 (18x21) 274-275 (18x21) 275-276 (18x21) 276-277 (18x21) 277-278 (18x21) 278-279 (18x21) 279-280 (18x21) 280-281 (18x21) 281-282 (18x21) 282-283 (18x21) 283-284 (18x21) 284-285 (18x21) 285-286 (18x21) 286-287 (18x21) 287-288 (18x21) 288-289 (18x21) 289-290 (18x21) 290-291 (18x21) 291-292 (18x21) 292-293 (18x21) 293-294 (18x21) 294-295 (18x21) 295-296 (18x21) 296-297 (18x21) 297-298 (18x21) 298-299 (18x21) 299-300 (18x21) 300-301 (18x21) 301-302 (18x21) 302-303 (18x21) 303-304 (18x21) 304-305 (18x21) 305-306 (18x21) 306-307 (18x21) 307-308 (18x21) 308-309 (18x21) 309-310 (18x21) 310-311 (18x21) 311-312 (18x21) 312-313 (18x21) 313-314 (18x21) 314-315 (18x21) 315-316 (18x21) 316-317 (18x21) 317-318 (18x21) 318-319 (18x21) 319-320 (18x21) 320-321 (18x21) 321-322 (18x21) 322-323 (18x21) 323-324 (18x21) 324-325 (18x21) 325-326 (18x21) 326-327 (18x21) 327-328 (18x21) 328-329 (18x21) 329-330 (18x21) 330-331 (18x21) 331-332 (18x21) 332-333 (18x21) 333-334 (18x21) 334-335 (18x21) 335-336 (18x21) 336-337 (18x21) 337-338 (18x21) 338-339 (18x21) 339-340 (18x21) 340-341 (18x21) 341-342 (18x21) 342-343 (18x21) 343-344 (18x21) 344-345 (18x21) 345-346 (18x21) 346-347 (18x21) 347-348 (18x21) 348-349 (18x21) 349-350 (18x21) 350-351 (18x21) 351-352 (18x21) 352-353 (18x21) 353-354 (18x21) 354-355 (18x21) 355-356 (18x21) 356-357 (18x21) 357-358 (18x21) 358-359 (18x21) 359-360 (18x21) 360-361 (18x21) 361-362 (18x21) 362-363 (18x21) 363-364 (18x21) 364-365 (18x21) 365-366 (18x21) 366-367 (18x21) 367-368 (18x21) 368-369 (18x21) 369-370 (18x21) 370-371 (18x21) 371-372 (18x21) 372-373 (18x21) 373-374 (18x21) 374-375 (18x21) 375-376 (18x21) 376-377 (18x21) 377-378 (18x21) 378-379 (18x21) 379-380 (18x21) 380-381 (18x21) 381-382 (18x21) 382-383 (18x21) 383-384 (18x21) 384-385 (18x21) 385-386 (18x21) 386-387 (18x21) 387-388 (18x21) 388-389 (18x21) 389-390 (18x21) 390-391 (18x21) 391-392 (18x21) 392-393 (18x21) 393-394 (18x21) 394-395 (18x21) 395-396 (18x21) 396-397 (18x21) 397-398 (18x21) 398-399 (18x21) 399-400 (18x21) 400-401 (18x21) 401-402 (18x21) 402-403 (18x21) 403-404 (18x21) 404-405 (18x21) 405-406 (18x21) 406-407 (18x21) 407-408 (18x21) 408-409 (18x21) 409-410 (18x21) 410-411 (18x21) 411-412 (18x21) 412-413 (18x21) 413-414 (18x21) 414-415 (18x21) 415-416 (18x21) 416-417 (18x21) 417-418 (18x21) 418-419 (18x21) 419-420 (18x21) 420-421 (18x21) 421-422 (18x21) 422-423 (18x21) 423-424 (18x21) 424-425 (18x21) 425-426 (18x21) 426-427 (18x21) 427-428 (18x21) 428-429 (18x21) 429-430 (18x21) 430-431 (18x21) 431-432 (18x21) 432-433 (18x21) 433-434 (18x21) 434-435 (18x21) 435-436 (18x21) 436-437 (18x21) 437-438 (18x21) 438-439 (18x21) 439-440 (18x21) 440-441 (18x21) 441-442 (18x21) 442-443 (18x21) 443-444 (18x21) 444-445 (18x21) 445-446 (18x21) 446-447 (18x21) 447-448 (18x21) 448-449 (18x21) 449-450 (18x21) 450-451 (18x21) 451-452 (18x21) 452-453 (18x21) 453-454 (18x21) 454-455 (18x21) 455-456 (18x21) 456-457 (18x21) 457-458 (18x21) 458-459 (18x21) 459-460 (18x21) 460-461 (18x21) 461-462 (18x21) 462-463 (18x21) 463-464 (18x21) 464-465 (18x21) 465-466 (18x21) 466-467 (18x21) 467-468 (18x21) 468-469 (18x21) 469-470 (18x21) 470-471 (18x21) 471-472 (18x21) 472-473 (18x21) 473-474 (18x21) 474-475 (18x21) 475-476 (18x21) 476-477 (18x21) 477-478 (18x21) 478-479 (18x21) 479-480 (18x21) 480-481 (18x21) 481-482 (18x21) 482-483 (18x21) 483-484 (18x21) 484-485 (18x21) 485-486 (18x21) 486-487 (18x21) 487-488 (18x21) 488-489 (18

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE... L'APPLICATION DE LA LOI FONCIÈRE

L'immobilier dans les papiers

La loi foncière du 31 décembre 1975 s'applique depuis le 1^{er} avril. Cela ne va pas sans perturber quelque peu les transactions immobilières. De nouvelles formalités sont en effet nécessaires et certains notaires déclarent volontiers à leurs clients que « tout est bloqué ». Qu'en est-il exactement ?

La loi Galley donne, de plein droit, aux communes de plus de dix mille habitants, dotées d'un plan d'occupation des sols rendu public et approuvé, un droit de préemption dans les transactions immobilières à l'intérieur de la zone urbaine, qui devient une « zone d'intervention foncière ». Il y a en France un bon millier de villes dans ce cas. Paris est de celles-là.

Conséquence pratique : celui qui vend un immeuble ou un terrain doit adresser à l'administration communale (à Paris, le service de l'urbanisme de la préfecture de Paris, 17, boulevard Morland, Paris 13^e, tél. 277-15-60) une « déclaration d'intention d'aliéner » (DIA), afin que la commune soit informée de la vente et puisse, si elle le désire, se porter acquéreur du bien. Le délai de réponse de l'administration est fixé par la loi à deux mois. Ce qui retarde la réalisation de la transaction privée de deux mois au maximum, puisque la ville, qui le plus souvent ne préempte pas, peut le faire servir plus rapidement. Il y a eu au début d'avril une certaine confusion du côté des études de notaires, car le modèle de la « déclaration d'intention d'aliéner » n'a été publié au Journal officiel que le 8 avril. Aujourd'hui, cette difficulté est réglée et les notaires peuvent adresser les DIA à l'administration, qui en reçoit à Paris plus de soixante-dix chaque jour. Ce délai supplémentaire peut-il entraîner l'annulation d'un compromis de vente ? Non, répond un notaire, M^{re} Aitez, puisque cette exigence légale s'impose aux deux parties.

Mais surtout les inquiétudes de la plupart des vendeurs d'appartements — et les notaires n'ont rien fait, semble-t-il, pour les apaiser — ne sont pas justifiées. La loi prévoit, en effet, plusieurs exceptions, importantes dans la pratique. Ne sont notamment pas soumis au droit de préemption : les immeubles achevés depuis moins de dix ans ; les appartements (vendus à l'unité) en copropriété depuis plus de dix ans, sauf s'ils sont situés dans un périmètre opérationnel (renovation urbaine, restauration immobilière, résorption de l'habitat insalubre).

Comment le savoir ? Il suffit de demander à l'administration un certificat qu'elle est tenue de délivrer (délai : 20 jours). D'ores et déjà, les services du boulevard Morland reçoivent quelque cent cinquante demandes de certificat par jour. Six agents ont été affectés à ces tâches nouvelles (dix autres postes sont demandés). Tout est donc en place du côté de l'administration pour traiter ces formalités.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Primes, actions foncières et adaptation des services publics pour sauver la montagne

Inaugurant, jeudi 23 avril, à Grenoble le deuxième Salon de l'aménagement de la montagne, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a annoncé qu'il proposerait prochainement au gouvernement un plan en dix points pour essayer d'enrayer le dépeuplement des montagnes et y favoriser les activités économiques.

Ces dix points seraient les suivants : — Dès 1977, des expériences de réorganisation des services publics (scolarisation) au niveau des cantons seront lancées ;

QUALITÉ DE LA VIE

• UN P.D.G. D'ABATTOIR BRETON EN PRISON POUR POLLUTION. — Le président-directeur général des abattoirs industriels de Colliette (Côtes-du-Nord), M. André Guille, a commencé jeudi 22 avril sa période d'incarcération à la prison de Saint-Brieuc. Il doit y rester sous le régime de semi-liberté, en vertu de trois condamnations successives pour pollution grave des eaux de la Rance entre 1970 et 1974. — (Corresp.)

PÊCHE

LES MARINS OBTIENNENT D'IMPORTANTES SUBVENTIONS POUR ABASSER LE PRIX DU GAS-OL

Une délégation des organisations professionnelles et syndicales de la pêche maritime a été reçue jeudi 22 avril à l'hôtel Meignan par M. Jacques Chirac. On sait (le Monde du 19 mars) que ce secteur économique traverse une grave crise, qui a des répercussions importantes, notamment sur l'emploi, en Bretagne et sur le littoral de la Manche essentiellement. Au total, c'est une enveloppe de près de 130 millions de francs qui a été débiquée.

Les mesures décidées par le premier ministre sont de quatre ordres :

— Le niveau de l'aide au carburant accordée en vue d'alléger les charges d'exploitation sera porté à 15 centimes par litre pour l'ensemble de l'année 1976. Les crédits budgétaires nécessaires seront portés à 100 millions de francs ;

— En ce qui concerne les charges financières des armements, le comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) poursuivra son action. Des reports d'échéances de prêts seront accordés ;

— La dotation du Fonds d'intervention et d'organisation du marché (FIOM), créé le 31 décembre 1975, sera augmentée de 25 millions de francs ;

Afin d'assurer l'équilibre financier des caisses de crédit maritime mutual, un fonds de garantie sera mis en place et doté de 25 millions de francs.

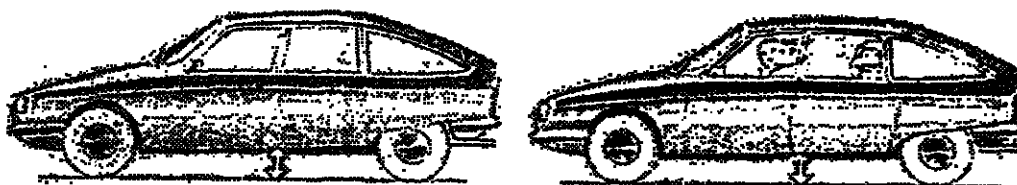
Jusqu'à présent, une opération « villes mortes » avait été organisée sur la côte sud de la Bretagne, avec l'appui des marins-pêcheurs C.G.T. et C.F.D.T. et des mairies du littoral.

POUVOIR ROULER L'ESPRIT TRANQUILLE MEME A PLEINE CHARGE, C'EST RASSURANT ET ÇA NE COUTE PAS PLUS CHER.

Contrairement à la plupart des voitures qui sont hautes sur pattes quand elles sont vides et qui rasant le sol quand elles sont chargées, la GS spécial, elle, reste toujours à la même hauteur.

Même à cinq, avec tous les bagages dans le coffre, la garde au sol ne varie pas d'un pouce. La correction automatique de hauteur permet à la GS spécial de conserver dans tous les cas une assiette parfaite et une tenue de route toujours égale à elle-même. Même si on tracte une caravane, l'arrière ne s'affaisse pas.

En GS spécial, on peut rouler avec sa femme et ses enfants en toute tranquillité d'esprit.



CITROËN GS SPECIAL : 20960F
Une 6 cv avec la sécurité en plus.

Prix TTC Ciel en main, Tarif au 15 janvier 1976.

CITROËN TOTAL

CITROËN GS

A MOITIÉ PRIX! des montures de LUNETTES

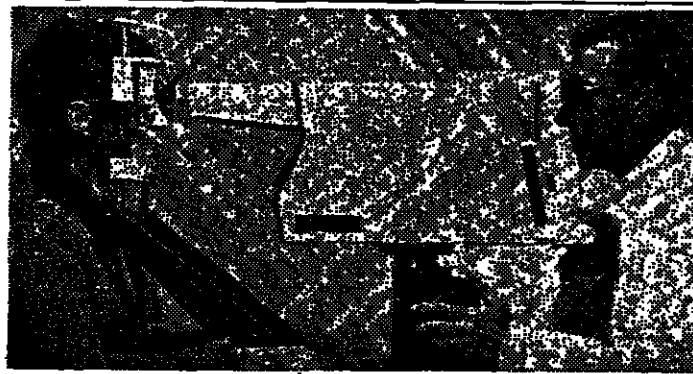
"GRANDS COUTURIERS" ET TOUTES MARQUES

IL FAUT "VOIR" LES PRIX COSMAS

Les Laboratoires d'Optique COSMAS sont les plus importants laboratoires de montage optique français. COSMAS ne fait que des lunettes médicales : plusieurs dizaines de milliers par an c'est pourquoi il les fait bien. Un choix de 3.000 montures, (1.000 références). Tous les verres correcteurs spéciaux aux prix pratiqués dans le secteur de l'optique traditionnelle.

Exemples	Prix optique traditionnelle	Prix net COSMAS
Montures TRIOLLET	66,00	33,00
Montures JOHN	148,00	74,00
Montures BERU	200,00	100,00
Montures SNIFFY	272,00	136,00
Montures REBUS	390,00	195,00

A NOTRE CENTRE DE MONTMARTRE
41 Bd du Montparnasse 6^e
LENTILLES CORNÉENNES
SOUPLES
20% MOINS CHER
1250F 990F



CABINET D'OPTIQUE COSMAS

22 rue de la Pépinière (en étage) - Paris 8^e

☎ 522.80.44+

Métro : St Lazare ou St Augustin

41 B. du Montparnasse
Paris 6^e

☎ 222.81.10 et 222.54.51

Métro: Montparnasse ou Falguère



cabinet d'optique
COSMAS

37 Bd de Magenta
Paris 10^e En étage

☎ 208.35.37

Métro: J.Bonsergent ou Château deau

AUJOURD'HUI

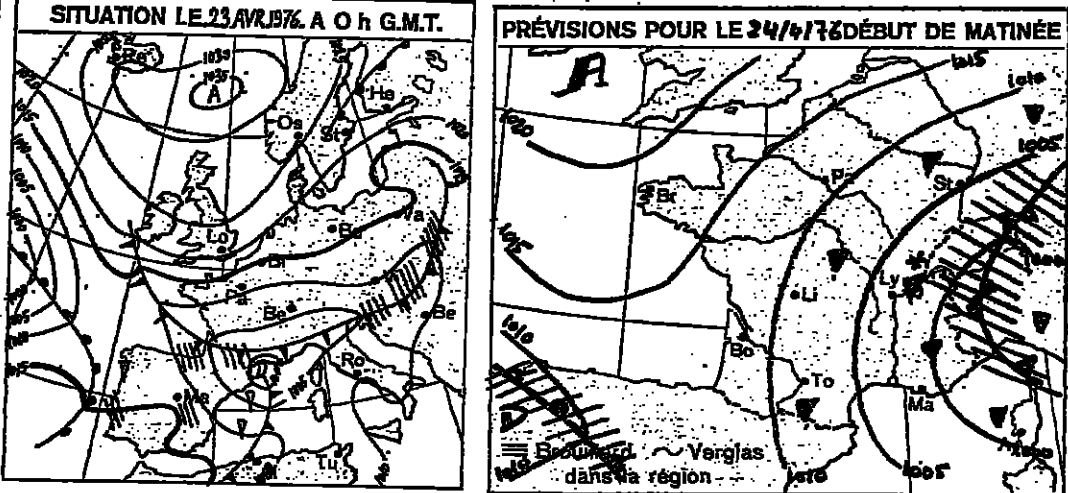
loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	61 421 26 381 5 061 8 531 37 621 3 471 4 911	tous groupes tous groupes groupe 2 groupe 3 autres groupes groupe 3 autres groupes groupe 1 groupe 4 autres groupes groupe 2	300 500 2 000 5 000 1 300 5 000 1 000 5 000 10 000 1 000 10 000 1 000	7	26 387 9 597 37 627	groupe 2 groupe 4 autres groupes groupe 1	2 000 5 000 1 000 5 000
2	2 232 26 382 7 132 91 082 37 622	tous groupes tous groupes groupe 2 groupe 2 autres groupes groupe 4 autres groupes groupe 1 autres groupes	70 570 2 070 5 070 100 070 2 000 070 50 070	8	388 26 388 4 988 8 858 9 938 37 628 9 558	tous groupes groupe 2 groupe 4 autres groupes autres groupes groupe 1 groupe 2 autres groupes	500 2 500 5 000 1 000 1 000 5 000 10 000 1 000
3	26 383 37 623	groupe 2 groupe 1	2 000 5 000	9	26 389 2 589 37 629 4 249	groupe 2 groupe 2 autres groupes groupe 1 groupe 4	2 000 5 000 1 000 5 000 10 000
4	944 37 624 60 504 26 384	tous groupes groupe 1 groupe 4 autres groupes groupe 2 autres groupes	500 5 000 100 000 5 000 1 000 000 20 000	0	10 50 540 950 26 380 5 410 5 730 5 770 8 610 37 620 71 250	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupe 2 groupe 1 autres groupes groupe 1 autres groupes groupe 1 groupe 3 autres groupes	150 150 500 500 2 000 5 150 5 000 1 000 1 000 5 000 100 000 5 000
5	335 615 705 26 385 37 625 73 515	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 2 groupe 1 autres groupes groupe 1 autres groupes	500 500 500 2 000 5 000 100 000 5 000	6	6 26 386 0 586 1 486 37 626 6 246	tous groupes groupe 2 groupe 3 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 1 groupe 3 autres groupes	70 2 070 5 070 1 070 5 070 1 070 5 070 10 070 1 070
7	497	tous groupes	500				

LISTE ETABLIE PAR LE SECRETARIAT GENERAL DE LA LOTERIE NATIONALE

TRANCHE DE PAQUES
TIRAGE DU 22 AVRIL 1976
PROCHAIN TIRAGE
LE 28 AVRIL 1976
à SEGRE (Maine-et-Loire)

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 23 AVRIL 1976 A 0 h G.M.T.
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 23 avril à 9 heures et le samedi 24 avril à 24 heures :
L'air froid venant du nord de l'Europe recouvrira notre pays tandis que la dépression de Méditerranée occidentale se développera vers l'Atlantique entraînant un flux de secteur nord.
Samedi 24 avril, sur la moitié est de la France, le temps sera généralement très agréable avec des chutes de pluie ou de neige qui seront plus durables des Ardennes à l'Alsace et aux Alpes du nord. On notera toutefois des éclaircies assez belles sur le Midi méditerranéen où le mistral soufflera. Dans la moitié ouest, le ciel sera variable avec de belles périodes ensoleillées, mais des nuages passagers, progressivement denses, donneront des averse d'averse de pluie ou de neige. Celles-ci se produiront principalement près de la Manche ainsi que sur les Pyrénées.
En général, les températures seront encore en baisse et des gelées faibles sont à craindre au lever du jour.
Vendredi 23 avril, à 9 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1012,1 millibars soit 759,1 millibars de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 avril 1976, le second, le minimum de la nuit du 23 au 24 avril) : Ajaccio : 18 et 10 degrés ; Biarritz, 21 et 10 ; Bordeaux, 22 et 7 ; Brest, 14 et 4 ; Caen, 13 et 4 ; Clermont-Ferrand, 19 et 5 ; Dijon, 18 et 3 ; Grenoble, 20 et 5 ; Lille, 12 et 1 ; Lyon, 20 et 6 ; Marseille, 20 et 13 ; Nancy, 13 et 1 ; Nantes, 18 et 3 ; Nice, 17 et 11 ; Paris-Le Bourget, 15 et 2 ; Pau, 11 ; Perpignan, 19 et 12 ; Rennes, 17 et 3 ; Strasbourg, 12 et 2 ; Tours, 18 et 2 ; Toulouse, 22 et 10 ; Poitiers-3-Pi, 24 et 23.
Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 10 et 1 degré ; Athènes, 20 et 12 ; Bonn, 12 et -5 ; Bruxelles, 11 et 0 ; Les Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, 8 et 1 ; Genève, 21 et 5 ; Liabonne, 16 et 12 ; Londres, 13 et 2 ; Madrid, 13 et 6 ; Moscou, 11 et 7 ; New-York, 19 et 16 ; Palma-de-Majorque, 18 et 12 ; Rome, 18 et 13 ; Stockholm, 8 et -1.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1440

HORIZONTALEMENT
I. Font des frais de toilette pour jouer aux dames : Semble solliciter des arguments plus aptes à renforcer une conviction. — II. Espèce de caractère ; Abréviation ; Donnent les mauvais exemples. — III. Se baignait comme un lion ; Sans changement notable. — IV. Sa protection n'est pas illusoire ; En Angleterre, accolée de nombreuses vedettes. — V. Un trait suffit à la rendre belle ; Préfixe ; Organe résist. — VI. Faire part de ses convictions ; Forme de devoir ; Terme musical. — VII. Capitale étrangère ; Obligés sans doute Robespierre à se décon- — VIII. Orientation ; Accablés ; Un peu de tout. — IX. Frappe durement ; Devint intarissable. — X. Sigle ; Trop remplies ; Elle se trompe (épée).
XI. Se range pour peu de chose ; Coule en France ; Saint. — XII. De nouveau (graphie poétique) ; Silloné par des piroguers ; Militaire célèbre. — XIII. Jadis consulté ; Repousse ; Fait des grimaces. — XIV. Préfixe ; Titre étranger ; Trop bien noté. — XV. Serrés dans un but d'entraide mutuelle ; Dans le signallement d'un certain Charles.

VERTICALEMENT
1. Se regardent parfois en chiens de falence ; C'est apporter des soins attentifs nécessités par une affection sérieuse. — 2. Conjonction ; Ses enfants ont le teint jaune ; N'est pas en peine d'objectifs. — 3. A souvent l'occasion de méditer ; Passe pour être inébranlable ; Sujet imprévis. — 4. Se débite en tranches ; Conjonction ; La marche ou le progrès. — 5. Demi-mesure ; Cloué sur un fauteuil. — 6. Déployer ; Ne met pas en doute ; Est noble, par définition (abréviation). — 7. Arbrisseau ; Suppose trois personnes bien d'accord ; Temps théoriquement réparateur. — 8. Pousse un certain cri ; Interjection ; La seule peine prise, jadis, par un grand seigneur. — 9. Conjoint fort bien ; Forme le peloton. — 10. Article étranger ; Pos-

sédait un métier ; Parfaitement inutile pour qui cherche à arrondir les angles. — II. Espèce de cornichon qui devrait être dessalé ; N'est pas froid aux yeux. — 12. Préfixe ; S'occupait de beaucoup de choses ; On l'esprit est étroitement lié à la lettre. — 13. Traduit une certaine amertume ; Finis par ne plus résister. — 14. D'un auxiliaire ; Partagé en deux ; Désignation verbale. — 15. Finme de canard ; Coule en Irlande.

Solution du problème n° 1439

Horizontalement
I. Espoir ; Or. — II. Pature (voir « pâture ») ; Nu. — III. Troie. — IV. Ta ; Aïe. — V. Exile ; Tol. — VI. Ues ; Edile. — VII. RST ; Roi. — VIII. Pinel. — IX. Perron ; Nu. — X. AV ; Ane. — XI. Négresses.

Verticalement
1. Epateur ; Pan. — 2. Sa ; Axes ; Eve (feuille de vigne). — 3. P.T.T. ; Ester. — 4. Oural. — 5. Iroise ; Pôle. — 6. Reu ; Or. — 7. Béton ; As. — 8. On ; Eolienne. — 9. Russie ; Lues.

GUY BROUTY.

ign

LES CARTES I.G.N. A LA LOUPE

Prenez la carte du Mont-Blanc, déployez-la, fixer-la au mur et regardez-la. Les grands axes et les grandes masses se détachent parfaitement. Surfaces rocheuses, glaciers, crêtes, tout s'harmonise pour donner une impression de relief saisissante. A la façon de certains peintres qui réussissent à faire de leur tableau une véritable sculpture. Maintenant approchez-vous et regardez la mer de glace, du côté des Echelets par exemple. Vous voyez les pointillés noirs ? Ils indiquent chaque moraine, chaque éboulis. Un peu à droite, vous découvrez l'arête des Flamme de Pierre. Chacun des traits marque exactement la situation et l'enchevêtrement réel des failles et des versants. Encore plus à droite, le glacier de Talèfre que vous voyez constellé de languettes bleues : autant de languettes que de zones de crevasse. Avec cette carte comme avec les autres, l'I.G.N. démontre qu'il est possible d'atteindre deux objectifs contradictoires : la richesse du détail et la clarté de lecture. Vue de loin, vous êtes en avion ; vue de près, vous visitez. Parmi les chefs-d'œuvre de l'Institut Géographique National, vous trouverez aussi les cartes en relief : le meilleur moyen pour faire comprendre à vos enfants ce que signifie une courbe de niveau, mais aussi une sculpture moderne où s'entrelacent les tracés et les reliefs, où se répondent les couleurs et les formes. A accrocher dans la salle de séjour de votre chalet. L'équilibre entre la fidélité de représentation et la facilité de lecture se retrouve dans toutes les séries de cartes que l'I.G.N. a réalisées : massifs montagneux, îles, parcs naturels, et forêts.

Derrière ces cartes, il y a l'I.G.N., ses ingénieurs, ses techniciens, ses enquêteurs qui observent, mesurent, représentent et mettent à jour chaque parcelle du territoire français. 2 500 personnes maîtrisent, pour votre service, de nombreuses techniques : photographie aérienne, télédétection, géodésie, photogrammétrie. Voilà pourquoi vous pouvez regarder nos cartes à la loupe.

L'Institut Géographique National rend service aux Français

En toute liberté aux USA

TOUR AUTO 76

De 1 à 5 semaines de vacances, 60 possibilités de découvrir les U.S.A. A partir de F. 2.250, comprenant : transport Jet A.R., voiture "Avis" en vrai kilométrage illimité, 900 hôtels Travelodge et Quality Inn. Départs quotidiens. Pour recevoir notre documentation, retourner cette annonce avec votre carte à votre agent de voyages ou VISIT USA SERVICE, 3, rue Meyerbeer, 75442 Paris Cedex 08 tél. 824.73.22.

Visit USA Service

LOFTLEIBER ICELANDIC
Le service régulier le plus économique vers les Etats-Unis.

Les cars-ferries des LINEE MARITTIME DELL'ADRIATICO ("TONTORRETO" "TIZIANO")
le moyen le plus économique pour découvrir avec votre voiture, le charme discret de la

YUGOSLAVIE

Départs réguliers d'Ancone à Pescara/Spil, Pescara/Primorje, Ancone/Dubrovnik, Bari/Dubrovnik, Ancone/Brindisi, Brindisi/Ancone. Renseignements auprès de votre agence de voyages ou CESTIA, 12, bd de la Madeleine - 75009 Paris - Tél. : 742.89.29. Documentation complète sur l'Europe, la Méditerranée, la Turquie, la Grèce, la France, la Belgique, la Hollande - 75002 Paris. Documentation à préciser : mer - montagne - pêche - tourisme.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Police history

Intéressante évolution que celle du « filic » à la télévision. Filic, commissaire, inspecteur ou détective, au début, le gendarme s'effaçait devant les voleurs. C'est sur eux qu'étaient braqués les projecteurs. Beau garçon, bon garçon, bonnes manières et bon genre, le représentant de l'ordre ne retenait pas particulièrement l'attention. Il servait simplement de fil conducteur à un chapelet d'énigmes qui, la plupart du temps, n'en étaient que pour lui. La solution, nous, on la connaissait, on avait deviné ou compris avant même qu'il ne soit au courant du problème.

Et puis, il y a eu Cannon, il y a eu Maigret, le Maigret anglais, le nôtre est venu bien après. Et cela a été le tournant, le personnage a pris de la personnalité. Longtemps accroché au portemanteau de l'action, son imperméable, à l'envahissement. Et l'équilibre des forces s'est renversé. On remarquait moins, on ne remarquait plus les comparaisons interchangeables d'une série d'enquêtes entièrement dominées par le crime luisant d'un Kojac, les hésitations béyantes d'un Colombo ou le bousin bas sur pattes d'un Barbet.

Aujourd'hui, éternelle bascule, Cannon quitte l'antenne outre-atlantique, tandis qu'en Europe les impératifs de la coproduction

donnent à nouveau la vedette aux acteurs engagés pour la durée d'un seul épisode. Leur prix étant à la mesure de leur talent, il faut évidemment permettre à ce talent de donner sa mesure. Ce qui réduit d'autant le rôle d'un meneur de jeu choisi le plus souvent pour sa connaissance des langues pratiquées dans les pays producteurs.

Ainsi Pierre Vaneck, l'Homme d'Amsterdam, a-t-il tout ce qu'il faut, juste ce qu'il faut, pour jouer, de Bangkok à Abidjan, les archéologues invités en extrême à fouiller les poches d'un mort suspect. Jeudi, il n'était vraiment là que pour la forme. Albert Medina, imprésario véreux et bavard, François Maistre, directeur d'un journal à sensation, l'un et l'autre coupables, à des degrés divers, du meurtre d'une idole, étaient chargés de nous entraîner dans les coulisses du show-business et dans les coulisses d'une certaine presse. Excellents cornacs, ils ont utilement éclairé notre lanterne. Même un peu chargés, ces tableaux de mœurs présentent infiniment plus d'intérêt que l'étude psychologique, forcément assez limitée, d'un policier, même handicapé, soigné, obèse ou mal isolé.

CLAUDE SARRAUTE.

L'OUVERTURE DES M.I.P. A CANNES

Mille cinq cents professionnels représentant soixante-quinze pays et plus de mille sociétés ou organismes de télévision, de production et de distribution assisteront au XII^e MIP-TV (Marché

international des programmes de télévision), qui débute ce vendredi à Cannes. Deux mille programmes de télévision, au total, quelque trois mille deux cents heures de projection en vidéo, vidéo-cassettes ou films, seront présentés aux acheteurs durant cette manifestation qui s'achèvera le 28.

VENDREDI 23 AVRIL

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Arsenic et Vieilles Dentelles », d'après J. Kesselring, mise en scène P. Pasquari, avec M. Barbulée, J. Duby, G. Doucet, J. Balutin.
22 h. 15. Humour : Lunatiques, de J. Duché ; 22 h. 45. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Feuilleton : Comme du bon pain ; 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de



B. Pivot (L'influence de la télévision sur le public et du public sur la télévision).

Avec MM. René Berger (« La télévision »), Jean Dineo (« Si vous avez manqué le début »), notre collaborateur Claude Sarraute (« La télévision ») et Jean-Marie Fiamme (« La propagande macabre »).

22 h. 40. Ciné-club : « Pierre et Paul », de R. Alt (1968), avec P. Mondy, B. Ogier, M. Barbulée, R. Juillard.
Un conducteur de travaux, naïf et de sa réussite petite bourgeoisie, découvre brusque-

SAMEDI 24 AVRIL

CHAÎNE I : TF 1

De 11 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 25, Samedi et vous.
20 h. 30. Variétés : Numéro un (Marcel Amont) ; 21 h. 30. Série : Regain (Philippe Clay) ; 23 h. 35. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 25, Samedi dans un fauteuil.
20 h. 20. D'accord, pas d'accord ; 20 h. 30. Football : France-Pologne, en direct de Lens ; 22 h. 20. Variétés : Dix de der, de Ph. Bouvard ; 23 h. 35. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. Thalassa, le magazine de la mer : Les pollutions marines.

DIMANCHE 25 AVRIL

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 35 (C.), un télé-film : « Sans issue », de J. Ciraux (1970), avec L. de Funès, M. Galabru, J. Lefèvre, C. Gensac ; 22 h. 15. Pour le cinéma, de F. Rossif ; 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 12 h. à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 15, un télé-western, et à 18 h. 55, le match de football Coupe des espoirs U.R.S.S.-France (en direct de Moscou).

19 h. 30. Variétés : Système 2 (reprise à 20 h. 30) ; 21 h. 30 (R.). Série : Les brigades du Tigre ; 22 h. 35. Animaux : Les temps sauvages ; 23 h. 20. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine : Les visiteurs du dimanche soir, par P. Giannoli, réal. P. Cavasillas.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 23 AVRIL

— Le G.N.C. (Groupement national de la coopération) s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

SAMEDI 24 AVRIL

— Mme Alice Scavini-Selby, secrétaire d'État aux universités, est le rédacteur en chef du journal inattendu de R.T.L., à 13 heures.

— La crise de l'Université est le thème de l'émission « Le monde contemporain », avec MM. J.-L. Quermonne, directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche, A. Roux, secrétaire général du SNE-Sup, et R. Maurice, président de l'UNEF, sur France-Culture, à 9 h. 7.

— M. Yves Guéna, délégué général de l'U.D.R., est invité de France-Inter, à 19 h. 30.

M. R. MITTERRAND TOUTE UNE JOURNÉE SUR EUROPE 1

Après MM. Georges Marchais et Michel Poniowski, M. François Mitterrand est invité toute la journée du lundi 26 avril sur Europe 1.

UNE DEMI-REDEVANCE DANS LES HAUTES-ALPES

Les téléspéctateurs des communes de la vallée de la Valsouise Peivoux, dans les Hautes-Alpes, ont annoncé, dans un communiqué, leur intention de ne payer que la moitié de la redevance télévision étant donné qu'ils ne reçoivent que les émissions de la première chaîne. Les cent soixante-quatre résidents permanents de ces communes sont prêts à régler le solde total lorsque la région sera desservie par Antenne 2.

ment qu'il est allé par le système social et économique.

Une mise en cause intelligente et lucide de la société de consommation.

Philippe Bouvard
Du vinaigre sur les huiles
STOCK

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi. Service public : La sélection par les maths ; 21 h. 30. À l'occasion du bicentenaire des États-Unis d'Amérique : America... Loin de la patrie, un foyer ; 22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Les fonctions de la musique, par le groupe de recherches musicales de l'Institut national de l'audio-visuel, avec F. Delalande et Jack Vidal ; 22 h. 30. Entretien avec J. Thibaudet ; 23 h. Le rêve et le langage, par G. Rouvry ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. En direct du Théâtre national de l'Opéra de Paris : « Ariane et Barbe-Bleue » (Dukas), par Forchioni et les chœurs de l'Opéra, avec G. Samy, E. Lefebvre, S. Sarraute, F. Arruzan ; 22 h. Le forum du jazz ; 24 h. En marge, par Daniel Caux ; 1 h. 15. Trêve.

SAMEDI 24 AVRIL

20 h. 30. Opéra : « Così fan tutte », de Mozart. Avec G. Janowitz, Ch. Ludwig, L. Alva, H. Grey, W. Berry et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dirigé par K. Böhm.

Retransmission simultanée sur France-Musique.

23 h. 5. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. « Miracle à la poste » de B. Mazzeo, avec J. Martin, M. Pilet, M. Bona, réal. J.-P. Colas ; 21 h. 35. Ad lib, par M. de Bretelle ; 22 h. 5. « La ruque du Samedi » ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation de la soirée ; 20 h. 30 (en liaison avec FR 3). « Così fan tutte », de Mozart ; 23 h. (M.). Vieilles cires : « Alfred Coriot joue Chopin » ; 24 h. Drôle de bal.

DIMANCHE 25 AVRIL

22 h. 30. Ciné-club de minuit (cycle Greta Garbo) : « Terre de volupté », de S. Franklin (1928) ; avec G. Garbo, L. Stone, N. Ashtor (muet, N.).

Un prince japonais fait la cour à une belle Andalouse qui découvre les charmes de l'orient. S'il n'y avait pas Garbo, se serait ridicule.

FRANCE-CULTURE

14 h. Poésie ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente : « Les plus beaux vers du monde » (J. Sarraute) avec J. Tost ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5. Poésie ininterrompue ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique, suivi de « Courant alternatif » ; 23 h. Black and white ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. La tribune des critiques de disques : le Quintette op. 13 de Beethoven ; 20 h. 13. Nouveaux talents, premiers sillons ; 21 h. Échanges internationaux de Radio-France. Saison des concerts de la radio polonaise : « Trio pour deux violons et cor anglais (Beethoven) », « Deux sonates pour flûte et basse continue » (J. A. Hazeu), « Sonates pour flûte et clavecin » (Krebs), 23 h. Cycle de musique de chambre, Joseph Haydn ; 24 h. Concert extra-européen ; 1 h. 15. Trêve.

ARTS ET SPECTACLES

BERGMAN S'EXPATRIE

(Suite de la première page.)

On reproche au maître en scène d'avoir créé en 1968 en Suède une société, Persona Film, destinée, au départ, à promouvoir ses projets de production cinématographique à l'étranger. À l'époque, le talent de Bergman était loin d'être unanimement reconnu en Suède, et le metteur en scène envisageait de travailler dans d'autres pays. On parlait d'une coproduction avec Federico Fellini. Mais, selon les fonctionnaires du fisc, cette société se serait contentée d'encaisser les bénéfices et les droits des films de Bergman à l'étranger.

La police fiscale mise en place par les pouvoirs publics il y a deux ans est dotée de nouvelles prérogatives qui lui permettent, notamment, de réexaminer les déclara-

tions de revenus jugées suspectes au cours des cinq dernières années. D'où l'inculpation de Bergman, mais, fin mars, le procureur Nordstrand avait plus ou moins classé l'affaire faute de preuves suffisantes. Ingmar Bergman n'était plus vraiment accusé de fraude fiscale, mais se voyait seulement reprocher d'avoir omis de déclarer un revenu de 2 500 000 couronnes suédoises.

La Suède a la fiscalité la plus lourde du monde. Celle-ci est acceptée bon gré, mal gré, par les contribuables, puisqu'il s'agit de servir l'intérêt commun et la social-démocratie. La fraude fiscale, qui touche l'un des tabous les plus importants du système, est donc considérée comme un délit grave. Ingmar Bergman, pour sa part, n'a jamais remis en cause ce système fiscal. Il affirme avoir toujours payé ses im-

pôts sans broncher. « Pour que l'honnête contribuable suédois ne croit pas que je suis un vulgaire fraudeur fiscal, écrit-il, je laisse toute ma fortune en Suède à la disposition de l'administration des impôts. Au cas où je perdrais le procès en cours, si je dois de l'argent, le m'engage à rembourser jusqu'au dernier centime. Je ne tiens pas à être en dette avec la patrie. »

Ingmar Bergman a toujours affirmé qu'il était un social-démocrate convaincu. « J'ai adhéré avec enthousiasme à cette grise idéologie du compromis. Je pensais que mon pays était le meilleur au monde. Je le pense encore, peut-être parce que je n'en connais que peu d'autres. » En réalité, ce qui choque et révolte le metteur en scène, c'est le traitement humiliant qui lui a été infligé par un appareil bureaucratique insensible.

Beaucoup d'intellectuels suédois comme Astrid Lindgrén, auteur de livres d'enfants appréciés par tous les Suédois, ancien membre du parti social-démocrate et traître aujourd'hui par le pouvoir de « poujadistes suédois » parce qu'elle explique dans un conte qu'il est quand même anormal de payer parfois 102 % d'impôts, estiment qu'il existe maintenant au sein de la social-démocratie une tendance technocratique qui fait de la Suède une société de moins en moins tolérante.

Dans toute cette affaire, seule la presse conservatrice a pris le parti de l'auteur de la Filles enchantées, estimant que de telles méthodes étaient intolérables dans une démocratie. Dans la presse de gauche, on s'est employé à minimiser l'affaire et à dire qu'il n'y avait aucune raison de défendre les intellectuels privilégiés, la loi étant la même pour tous. Dans sa lettre, Ingmar Bergman attaque violemment *Attentat*, l'organe de la centrale ouvrier L.O., « qui excelle dans l'art de l'insinuation, de l'offense et de la persécution. Il est pour moi incompréhensible, écrit-il, que ce journal soit le porte-drapeau de la social-démocratie suédoise. »

Bergman, à maintes reprises, avait déclaré qu'il ne pourrait vivre ailleurs qu'en Suède, en dehors de son milieu, loin de ses amis. Pendant des années, il avait refusé de nombreuses propositions d'Hollywood ou d'Europe occidentale. Un peu embarrassés d'être responsables de son départ, les contrôleurs du fisc déclarent aujourd'hui pour justifier leurs procédés policiers : « Bergman était introuvable. Nous redoutions qu'il ne quitte la pays, notre action était légale. » A vrai dire, la majorité des Suédois semblent approuver cette intervention, estimant qu'il n'y a aucune raison de faire une distinction entre Bergman et le citoyen moyen.

La plupart des réalisateurs et comédiens suédois ont du mal à imaginer Bergman vivant à l'étranger. Bien qu'il ne soit pas le seul dans ce cas. Des acteurs comme Bibi Andersson et Max von Sydow, le chef opérateur Sven Nykvist ont déjà quitté le pays où envisagent de le faire. Avec une ironie un peu triste, Bergman ajoute, dans sa lettre à *Expressen* : « L'anathémisme, le sens absurde du devoir et la bêtise se sont donnés la main dans cette affaire. C'est suédois. J'aurais peut-être un jour une terre sur ce sujet. Je dis comme Strindberg lorsqu'il était furieux : tripouilles, nous nous retrouverons dans ma prochaine pièce. »

ALAIN DEBOVE.

PRESSE

Au « Figaro », deux membres de l'équipe Pierre Brisson attaquent en nullité le projet de location-gérance

Au Figaro, MM. Louis Chauvet et Michel-P. Hamel — deux des cinq membres de l'équipe Pierre Brisson — viennent d'adresser une lettre à M. André Audinot, président du conseil de surveillance de la société de gestion, dans laquelle ils estiment entachées de nullité les décisions prises à l'assemblée générale du 9 avril. Il s'agissait, rappellent-ils, de l'approbation de la location-gérance du fonds de commerce du Figaro à la société Socopresse, qui groupe la plupart des publications contrôlées par M. Robert Hersant. Ce vote aurait dû être précédé, selon les requérants, de l'approbation des actionnaires de la Socopresse. La démarche des deux représentants de l'équipe Pierre Brisson — qui avaient voté contre cette location-gérance — tend à préserver l'identité du Figaro et ne serait pas sans rapport avec les projets de M. Robert Hersant concernant par exemple l'utilisation des « grandes signatures » du Figaro dans le quotidien rouennais *Paris-Normandie* (le Monde du 16 avril). Rappelons en outre que l'équipe Pierre Brisson est hérière de l'autorisation de paraître du Figaro en 1974.

Le prochain conseil de surveillance de la société de gestion du

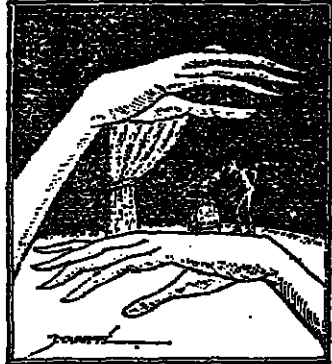
Figaro, prévu fin avril, a été reporté à la première quinzaine de mai. Il pourrait coïncider, selon nos informations, avec l'annonce du prochain mariage de la première opération « impression en province » du Figaro, en l'occurrence à Marseille (Vittorio). L'assemblée des rédacteurs du Figaro a procédé, d'autre part, jeudi 22 avril, à l'élection des six journalistes qui participent au comité consultatif de rédaction. Le conseil d'administration de la société des rédacteurs, que préside M. Jean Pristeanu, avait proposé, la semaine dernière, de renoncer à cette élection et de coopter simplement les neuf membres du conseil. Il avait été battu par 98 voix contre 27. C'est donc cinq « minoritaires » sur six qui ont été désignés jeudi. Le conseil d'administration, pour sa part, s'apprête à coopter trois des membres pour ce comité consultatif.

● Au « Nouvel Économiste », M. Michel Tardieu vient d'être nommé directeur de la rédaction. Rédacteur en chef des *Echos*, il succède à M. Jacques Klein, P.-D.G. de la société éditrice, qui a demandé à être déchargé de cette tâche. L'entrée en fonction de M. Tardieu sera fixée ultérieurement.

سورة الاحقاف

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre



« Ruy Blas » aux Tuileries

« Non monsieur, non madame : n'avez-vous pas vu les barrières ? Vous feriez le tour ! » Les jardins des Tuileries sont aménagés, habillés, comme l'an dernier. A chacun son domaine, à chaque domaine, son enclos. Là, c'est le cirque, là-bas les manèges ; ici, c'est le chapitre du TAP (Théâtre d'Action Populaire) qui présente « Ruy Blas », de Victor Hugo, jusqu'au 20 juin, dans le cadre de la « Fête 76 ».

Un coup de téléphone (« le jeu d'organes n'est pas encore là ! ») : cinq silhouettes s'agitent autour d'un rideau noir : la première représentation a lieu dimanche, et les vingt personnes qui composent la troupe achèvent l'aménagement du chapitre. « Il faut que nous fassions tout nous-mêmes : apporter les barrières, construire la cabine pour l'accueil, installer les projecteurs », explique le metteur en scène et directeur du TAP, Jean-Pierre Bouvier. Ce sont les conditions de travail qu'il décrit, de même qu'il démontre le fait de « devoir payer pour jouer ». « Nous n'avons reçu aucune aide — financière ou matérielle — que ce soit du gouvernement ou de la Fête elle-même. Et, en plus, il faudra verser 20 % de notre recette. » Et, réaliste : « Ce n'est pas rendre service à notre métier que d'accepter tout cela, mais comment faire autrement ? Ce qui nous plaît ici, c'est cet esprit de réjouissance populaire : il y a tout un public intéressant qui viendra. Et puis c'est déjà une sorte de mini-festival. »

Il est important pour le TAP, qui n'a son nom et ses statuts que depuis un mois, de se faire ainsi connaître. L'équipe qui a monté « Lorenzaccio » l'an dernier à l'Espace Cardin n'est cependant pas composée d'inconnus : tous les jeunes, tous élèves du Conservatoire, ils avaient montré un dynamisme étonnant que l'on retrouve cette fois. Pourquoi « Ruy Blas » ? Parce que c'est un texte « fort ». Quand Yves Mourouli a pris contact avec le TAP, il a approuvé cette volonté de travailler sur un répertoire éprouvé. Les références de Jean-Pierre Bouvier, ces conceptions qui ont présidé à la naissance de la troupe, ne sont pas celles que l'on trouve également chez les jeunes compagnies. Il vaudrait former un nouveau T.N.P. à Paris. De Villars — dont il veut retrouver la théâtralité « simple, vivante », — il garde le principe du plateau nu, du fond de scène noir. « Le comédien doit être vu, sans appel. Il doit composer l'absence de décor par un effort d'interprétation, et susciter l'imagination du spectateur. »

Après les Tuileries, une tournée peut-être avec le chapitre. Puis trouver des subventions, s'implanter à Paris. Avec une « mentalité d'aventure et de risque », ce qui ne veut pas dire forcément faire un « théâtre pauvre ».

CLAIRE DEVARREUX.

LA FÊTE 76

« La Fête aux Tuileries » commence cette année un mois plus tôt. Elle s'achèvera fin août. A partir du 24 avril, tous les soirs, les cirques Bouffons et Jean Richard présenteront un spectacle commun sous un chapiteau de six mille places installé au-dessus du grand bassin. Toute la journée, de la musique, des manèges et des jeux divers « animeront » les jardins. Sous le chapiteau du TAP, en alternance, à 18 h. 30, on pourra écouter les concerts de la formation de jazz X-TET et un montage littéraire et théâtral réalisé par Jean Périmony. En juin, sont prévues des manifestations folkloriques et la Fête du livre (pendant trois jours, à partir du 25). Du 2 au 10 juillet, ce sera la « présentation des amitiés », une grande « jam-session » et un bal, le 13 juillet.

Danse

Maurice Béjart présente sa nouvelle troupe

Neuf danseurs pour un laboratoire

Maurice Béjart a profité d'un passage au Théâtre des Champs-Élysées, où il reprend « Notre Faust », pour annoncer la création de « Yantro ». Il s'agit, au sein de la compagnie, d'un groupe de recherche dont le noyau initial de neuf danseurs peut varier suivant les besoins du créateur. « Le Ballet du vingtième siècle », lui, continue sur sa lancée ; il a désormais une cinquantaine d'œuvres à son répertoire et se consacre de plus en plus à des tournées à l'étranger. « Yantro », qui fonctionnera dans les mêmes locaux, que « Mudra » en est en quelque sorte le complément. Après l'école, le laboratoire.

Vingt années de réflexion auront ainsi conduit Maurice Béjart d'une création de masse à des expériences d'avant-garde qu'il entend mener désormais comme un maître d'œuvre du Moyen-Âge entouré de quelques disciples. « Yantro » — le terme est emprunté à une figure tantrique — mène la danse (classique et moderne), le théâtre et la musique. Le premier essai officiel du genre porte sur un texte d'Antonin Artaud, « Héliogabale ». C'est un travail qui met en lumière la dualité entre l'Orient et l'Occident.

sur un fond de musiques traditionnelles et d'opéra italien. Il sera présenté en août au Festival de Chiraz (Iran).

Il y a quelque temps déjà que Maurice Béjart songeait à se consacrer à la recherche. « Mudra » lui avait déjà permis d'assouplir la formule contraignante d'une grande compagnie de ballets et de s'ouvrir à l'improvisation collective. « Yantro » lui donne la possibilité d'aller plus avant dans le décloisonnement des arts qui s'amorce aujourd'hui. Une fois de plus, Béjart a pressenti ce que souhaite consciemment le public et joue les catalyseurs : « Le créateur, dit-il, est comme un radar ; il détecte, il capte ce qui est dans le vent. »

Avec son nom exotique, « Yantro » est dans le vent, comme l'est « Mudra » qui commence à s'implanter aux États-Unis. Les Américains avaient tout d'abord repoussé Béjart avec indignation parce qu'on le leur présentait comme un « chérogène », « une dame » ; mais ils ont fini par adopter ce gourou aux yeux clairs, qui ne leur propose pas moins que de retrouver Dieu par la danse. — M. M.

En bref

Cinéma

« L'ultime garçonnière »

L'humour ravageur de Richard Lester s'exerce sur une fable de science-fiction. Après une guerre nucléaire de deux minutes vingt secondes, Londres est devenue une étendue de marécages, de collines de gravats, de débris de voitures et autres biens de la société de consommation. Quelques survivants essaient de retenter le monde dans ce paysage d'Apocalypse. Certains sont restés des humains, d'autres se sont métamorphosés en animaux dégingnés, qui en garçonnière délabrée. Mais tous se comportent avec les manies — très britanniques — de leur ancien rang social. La vieille Angleterre est démolie !

Lester joue du « nonsense » dans des gags loufoques et dans des dialogues renouvelés des Marx Brothers, que les sous-titres sont insuffisants à traduire. Le délire verbal et le délire visuel sont étroitement mêlés et, si l'on ne comprend pas les anglais, on se trouve vite déconcerté, submergé par des images agressivement fautes dans lesquelles une bande de comédiens fatigués se déchaine à qui mieux mieux.

J. S.
★ Studio Média, U.G.C.-Marbeuf (v.o.).

Cinq films super-8 à la Cinémathèque

Cinq films en super-8 (sélectionnés parmi deux cents) seront présentés à la Cinémathèque française le mardi 27 avril, à 20 h. 30. Ce sont 24 de Mayo, de Joël Wells ; Avram et Sipo, de Joseph Mordor ; Happy Salsar, de Katherine Mallet ; L'homme n'est même pas un oiseau, d'Olivier Esmelin (film d'animation), et Le Trévis, de Patrick Brunie. Pour cette projection, Henri Langlois a donné carte blanche au réalisateur Joël Wells. Les cinq courts métrages qu'il a réunis se présentent comme un manifeste du jeune cinéma en super-8, dans ses rapports avec « la réalité vivante » et comme « champ d'observation totale » de ses possibilités techniques.

Concerts Sonates modernes par Laurence Allix

Le Printemps musical de Paris et son directeur artistique, Antoine Goléa, ont eu la main heureuse en choisissant Laurence Allix pour donner, à la fin de mai, un récital de piano, qui sortira des chemins battus.

Cette jeune fille blonde, à la robe noire ornée de papillons multicolores, a moins une d'un charme certain que témoigne d'une personnalité vigoureuse dans des œuvres intimistes. Son jeu riche et personnel, avec une belle frappe, un peu péroratoire mais jamais réellement dure, semble toujours de plain-pied avec la musique, saisi au-delà du piano.

La Sonate (1946) d'Alfred Cortot, donnée en première audition française, fut un peu la révélation de ce concert. On gardait le souvenir d'un musicien américain assez scolastique et sec, et on reprochait peut-être à cette œuvre de n'avoir pas un ton inimitable, une couleur très personnelle. Mais elle est bien vivante, fougueuse, chargée d'une musique exultante et sans agressivité. La belle écriture a une volubilité assez romantique qui atteint à un lyrisme violent, avec des échappées de poésie, des galopades pleines d'ironie et, dans le second mouvement, une poésie assez dépourvue et féroce.

Laurence Allix jouait ensuite la Première Sonate (1946) de Boulez, avec une liberté et une allégresse qui faisaient de cette œuvre au charme souvent félin un vrai jeu d'artifice, puis la superbe

Le GRAT (Groupe régional d'action théâtrale) décentralise le spectacle qu'il a joué à la Cartoucherie de l'Aquarium : « Tout ça, c'est une destinée normale », de Jean Vallerin. Il sera le 24 avril à 21 h. à la M.J.C. de Saint-Ouen-l'Aumône ; à Pontoise, le 27 (20 h. 30) à la Maison de Quartier de Toulouze ; à Cergy-Pontoise le 28 (20 h. 30) à la Maison de Quartier de Marouville ; et le 29 (20 h. 30) à celle de Louvrais, à Pontoise. Renseignements : Centre culturel de Pontoise, 026-35-33.

Le groupe sud-américain Los Koyas présente son récital au Grand Théâtre de la Cité universitaire le samedi 24 avril, à 21 heures.

L'écritain espagnol Alfonso Sastre, qui vit actuellement en France, participera, le 23 avril, à 18 heures, au Grenier de Toulouze, à un débat sur « Théâtre et censure ».

Maria, de Joël Wells, qui a gardé son puissant caractère et son rayonnement intérieur très concentré et captivant.

Elle était tout aussi à l'aise dans la Neuvième Sonate de Scriabine, pleine de couleurs mystérieuses, de regards étranges, de chants complexes qui fusent à travers un lyrisme fantasmagorique à la manière de Scarbo, ainsi que dans la Quatrième Sonate de même Scriabine, à la fois triste, névrosique, chopinienne et hectorienne, d'une profusion et d'un passage superbes. Il est rare de découvrir une pianiste aussi « clairvoyante » à travers la musique qu'elle interprète.

JACQUES LONCHAMPT.
★ Laurence Allix redonne, ce même programme aujourd'hui, vendredi, à l'église de Torcy, près de Marol-la-Vallée (Seine-et-Marne).

représentation unique
LUNDI 26 AVRIL
du crépuscule à l'aube
ou du coucher au lever du jour
QUE NE SUIS-JE TOUT ENTIER NUIT
(DITES-LUI QUE J'ENTENDS MOURIR)
de JEAN-MARIE PATTE
présenté par le Centre National de Création Contemporaine, dir. Pierre Laville
THEATRE LE PALACE
8, rue du Faubourg-Montmartre - Location 770.44.37

UGC MARBEUF (v.o.) - STUDIO MEDICIS (v.o.)

the Bed Sitting Room

l'ultime Garçonnière

"The Bed Sitting Room" de Richard Lester... recrée un petit monde absurde, fou, extravagant. FRANCE-SOIR

MARIGNAN-PATHÉ - GAUMONT-THÉÂTRE - MONTPARNASSE 83 - FAUVETTE - LE DANTON

ANNIE GIRARDOT
MIOU MIOU
JULIEN CLERC

d'Amour
et d'Eau Fraîche

un film de
JEAN-PIERRE BLANC

MERCURY - GAUMONT MADEIRA
SAINT-GERMAIN STUDIO
MONTPARNASSE 83 - CAMERONNE
CLICHY PATHÉ - GAUMONT
GAMBETTA - GAUMONT SUD
CALYPSO
STUDIO PARLY 2 - CLUB Malouin
Alfort - PARIS-NORD Aubert
EPICENTRE Epinay

SEUL A PARIS
BALZAC-ÉLYSÉES
(v.o.)

UNE PRODUCTION SAMUEL GOLDWYN
"L'un des 10 meilleurs films du monde"

WILLIAM WYLER
LAURENCE OLIVIER
MERLE OBERON-DAVID NYLEN



LES HAUTS DE HURLEVENT

Production FRANKFURTER FILM

Après « Les Troyennes » et « Electre » la MAMA DE NEW-YORK présente à CHAILLOT « La Bonne Aime de St-Tchouan », de Bertolt Brecht.

Pour moi, avec Brecht, nous sommes en présence d'un théâtre populaire direct, du premier jet. « Ce Brecht-là doit nous permettre d'aller au plus simple, comme on s'adresse, les yeux dans les yeux, à des enfants dans la rue. » Ce sera parlé, interprété, chanté et dansé.

André SERHAN.

Durée de la représentation : 1 heure et demi sans entracte. Six représentations exceptionnelles de 23 au 28 avril à 20 h. 30.

NAVY CLUB
RESTAURANT de 19 H à l'aube
HUITRES - COQUILLAGES - SPÉCIALITÉS
DISCOTHÈQUE de 22 H à l'aube
SALLES CLIMATISÉES - PARKING ASSURÉ
88 bd de l'Hôpital 13 - 535.91.94/93.85. Fermé lundi sauf fêtes

UGC NORMANDIE v.o. - CLUNY ÉCOLES v.o. - CINÉMONDE OPÉRA v.f. MIRAMAR v.f. - NAPOLEON v.f.

LE NOUVEAU CHEF - D'ŒUVRE DE LUIGI COMENCINI

JEAN-PAUL BÉLON
JACQUELINE BISSI
MARCELLO MASTROIANI

la femme du dimanche

Periphérie : PARAMOUNT ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud
C2L Versailles - ARTEL Remy - CERGY Pontoise - GAMMA Argenteuil
ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - FLANADES Suresnes - STUDIO Rueil
UGC Poissy

UGC MARBEUF (v.o.) - STUDIO MEDICIS (v.o.)

the Bed Sitting Room

l'ultime Garçonnière

"The Bed Sitting Room" de Richard Lester... recrée un petit monde absurde, fou, extravagant. FRANCE-SOIR

MARIGNAN-PATHÉ - GAUMONT-THÉÂTRE - MONTPARNASSE 83 - FAUVETTE - LE DANTON

ANNIE GIRARDOT
MIOU MIOU
JULIEN CLERC

d'Amour
et d'Eau Fraîche

un film de
JEAN-PIERRE BLANC

ALEX MAGUY 69, faubourg Saint-Honoré
expose les peintures d'**André LWOFF**
PRIX NOBEL DE MÉDECINE
DU 27 AVRIL AU 7 MAI 1976
le produit INTÉGRAL de l'exposition est offert
à l'Institut PASTEUR, Paris,
et à l'Institut WEIZMANN, Israël

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO / GAUMONT-OPERA VF
MAXEVILLE VF / HAUTEFEUILLE VO / QUINTETTE VO
MONTARNASSE 83 VF / MAYFAIR VO
GAUMONT CONVENTION VF / CLICHY-PATHE VF / NATION VF

★★★★ LA PLUS HAUTE RECOMPENSE ★★★★★
New York Daily News



PETER FALK **GENA ROWLANDS**
COLOMBO
une FEMME
SOUS INFLUENCE
un film de **JOHN CASSAVETES**

ENGHIEN FRANÇAIS VF / CHAMPIGNY MULTICINÉ-PATHÉ VF / VELIZY 2 VF

le soupçon
GAN MARIA VOLONTÉ
ANNE GIRARDOT RENATO SALVATORI
Vendredi 23 avril à 22 h. : Débat en présence du réalisateur
au cinéma 14 JUILLET.

Le Soin
CINEMAS rue, F. Sauton (Maubert) 325 92 46
les chemins de la drogue
L'annuelle route de l'opium de MARGUERITE L'AMOUR
Les champignons du diable de JACQUES ERTAUD
14h, 15h45, 17h30, 19h15, 21h, 22h45

CHAILLOT

THEATRE NATIONAL
Grand Théâtre

La Mama de New York
Andrei Serban
Elizabeth Swados

La bonne amie de Sé-Tchouan
de Bertolt Brecht
Version anglaise d'Erie Bentley
du 23 au 30 avril
727-81-15

LA TOUR

HUGO VON BOHMANSTRAHL

Une des plus grandes
choses jouées depuis
longtemps à Paris,
magnifiquement inter-
prétée et mise en scène
avec passion.
Michel Courmet, Le Monde

3, RUE RÉCAMIER, 7°
548.63.81

ODEON

THEATRE NATIONAL

WEDEKIND

de jeunes comédiens
présentent une pièce
sur l'adolescence

L'ÉVEIL DU PRINTEMPS

de Frank WEDEKIND

par le
JEUNE THEATRE NATIONAL

Mise en scène Pierre ROMANS

Tous les soirs à 20 h. 30, sauf
dimanche et lundi,
matinée dimanche à 16 heures
Renseignements et location :
333-18-32

THEATRE
DU JARDIN D'ACCLIMATATION
Mercredi et samedi à 14 h 30
LAGARDÈRE
PÈRE et FILS
Pour les jeunes de 8 à 15 ans
Cie du THEATRE LA FONTAINE
539-46-73

RELAIS
GASTRONOMIQUE
D'ART
son cadre
entièrement rénové
une "grande" cuisine
célèbre et sa cave
vinothèque extraordinaire
5 salons de 10 à 400 couverts
spécialement équipés
pour réceptions et réceptions
cours d'honneur gare de l'est
parking à volonté
607-81-63 et 72-23

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. : Ariane et Barbe-Bleue.
Odéon, 20 h. 30 : L'Éveil du printemps.
Paris, 18 h. 30 : Trafic.
21 h. 30 : Le Montre-Plais.
Chaillet, 20 h. 30 : La Bonne amie de Sé-Tchouan.
Jocaste, 21 h. 30 : La Bonne amie de Sé-Tchouan.
Téâtre, 20 h. 30 : Dans les eaux glacées du calcul égoïste.
Péti, 20 h. 30 : Travail à domicile.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Le Pays du sourire.
Nouveaux Carré, 17 h. 30 : Ateliers du vendredi.
20 h. 30 : Cirque à l'ancienne.
20 h. 30 : Groupe de musique arabe (Pepin).
21 h. : A la rencontre du petit matin.
21 h. 30 : Jane Hoot.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Soliste Pili Blaska.
20 h. 30 : Les Crucifixions de saint Barthélemy.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Le Tube.
Atelier, 21 h. : Monsieur chasse.
Montparnasse, 20 h. 30 : Les Bercées d'or.
Bouffes parisiens, 20 h. 45 : La Grosse.
Cartouche de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : Hercule.
Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : Colette Magny.
Centre culturel du 17, 20 h. 30 : La Nuit des assassins.
Centre culturel suédois, 20 h. 30 : La Nuit des tribunes.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : A vos souhaits.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain.
Cour des Miracles, 21 h. 30 : La Famille (1^{re} partie).
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
École normale supérieure, 20 h. 30 : Peer Gynt.
Eurephts Ney-Caberson, 20 h. 30 : Passion du général Franco.
Espace Cardin, 21 h. : Affabulation.
Fontaine, 21 h. : Jacques Martin.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : Le Roi des rois.
Gustave-Marie-Bell, 21 h. : Viena chez moi, l'habite chez une copine.
Ruchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve.
La Bruyère, 21 h. : Ben Zimet.
Gustave, 20 h. 30 : Madame Fatale.
22 h. 15 : L'Aurore boréale.
Madeleine, 20 h. 30 : Pau de vache.
Maison de la poésie, 22 h. : Le Journal d'un fou.
Mathurins, 20 h. 30 : Rosencrantz et Guildenstern.
Michel, 21 h. 10 : Ducs sur caupé.
Michodière, 20 h. 30 : Voyez-vous ce que je vois ?
Moderne, 21 h. : Le Neveu de Rameau.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même lieu.
Montferrat, 20 h. 30 : Lorsque cinq ans seront passés.
22 h. : Mémoires d'un fou.
Nouveaux, 21 h. : Les Deux Vierges.
Opéra, 21 h. : Monsieur Kleb et Fatale.
Palace, 21 h. : Tient le coup jusqu'à la retraite, Léon.
Palais Royal, 20 h. 30 : La Cage aux folles.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Mayflower.
Récamier, 20 h. 30 : La Tour Saint-Georges.
20 h. 30 : N'écoutez pas, mesdames !
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 : La Frouse.
Théâtre Campagne-Prémère, 20 h. 30 : Le Récus de la balne.
22 h. 15 : L'Orchestre.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 23 avril

Théâtre de la Cité internationale, 21 h. : Lucelle.
La Réserve, 21 h. : Boum et Léon.
Théâtre des Deux-Frères, 20 h. 30 : Le Chant du facteur.
Théâtre d'Égalité, 22 h. 30 : La Chose.
Théâtre Essalon, 20 h. 30 : Les Enfants gâtés.
Théâtre de Ménilmontant, 20 h. 45 : La Buissonnière.
Théâtre Oblique, 21 h. : Souvenirs d'un face.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Carole.
Carole, 21 h. : Carole.
Péti, 20 h. 30 : Portraits de Dora.
Théâtre de Paris, 21 h. : Des souris et des hommes.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Scènes on l'hospitalité violée.
Théâtre de la Pénière, 20 h. 30 : Un Fart peut en cacher un autre.
22 h. : Franky et Gos.
23 h. 30 : L'Épiphanie.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Le même Amiel.
Théâtre Prévert, 20 h. 30 : Le Chasseur français.
Ranc, 20 h. 30 : Ni fleur ni couronne.
Théâtre 14, 21 h. : Fiesta Flamenca.
Théâtre Treize, 20 h. 30 : Macbeth.
Théâtre 147, 21 h. : La Maille.
Troglodyte, 22 h. : Kaboul.
Variétés, 20 h. 30 : L'Autre Valse.

Williams, 21 h. 30 : Néo-Cid.
23 h. 30 : Chut ! ça commence.
Le Fatal, 20 h. 30 : L'Orchestre.
22 h. 15 : Lady Module.
Petit Casino, 21 h. 30 : Montella.
Sépiata, 1. 20 h. 30 : La Jaurisse.
22 h. : Si seulement les fleurs n'étaient pas fanées.
23 h. : Parlez-moi de l'été normal.
11, 20 h. : Pomec.
21 h. 45 : Champ de police.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 15 : Jean-Paul Serru.
La Vieille Gailie, 21 h. : Deux vaut mieux qu'un l'été tout seul.
23 h. : Les Chants du cœur.
La Vierge Richard, 21 h. : La Revanche de Louis XI.

Le music-hall

Bobino, 20 h. 30 : Herbert Pagani.
Casino de Paris, 20 h. 45 : Line Renaud.
Elysee-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'Or.
Olympia, 21 h. 30 : Michel Puguat et le Big Band.
Palais des Sports, 21 h. : Holiday on ice.

La danse

Vol Théâtre de la Ville.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Ballet du XX^e siècle (à Notre Faust).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Et au bout du tunnel... y a le tunnel !
Div-Herres, 22 h. : Valy, François, Georges et les autres.
Gaiety, 21 h. : Serre-vis compris !

Vidéo

Olympie, 20 h. 21 h. 22 h. : Maio et Nina vont en bateau.
Vidéocène, de 13 h 30 à 1 h 30 : Festival d'Orange 75

Les concerts

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h. 45 : Deller Consort (Bryl. Talis).
Théâtre de la Cité internationale, 21 h. : Ensemble instrumental de France, sol. J.-P. Waliez (Vivaldi, Telemann, Bach).

Le jazz

Café d'Édgar, 19 h. : Gaspé.
Café jazz-rock, 21 h. 30 : Groupe Mossique.
Théâtre La Pénière, 22 h. 30 : Franky et Gos.

ÉLYSÉES POINT-SHOW (v.o.)
LUXEMBOURG (v.o.)

Calendrier des organisateurs de concerts

Amis Musique de Chambre
Clara BONALDI, Viol.
Sylvaine BILLIER, piano
SCHUBERT, BRAHMS,
MESSIAH, FEMERICKI,
FAURE
Valmalle.

La BRETONNIÈRE

TABLE DE TRADITION
Spéc. POISSONS, SILLANES
REPAS D'AFFAIRES
Salon de 30 couverts
Service jusqu'à 22h30 T.L.I.
220, Av. J.B. Clément - 605.73.56



AMBASSADE-GAUMONT/BERLITZ/WEPLER-PATHÉ/CLUNY-PALACE/GAUMONT-SUD/MONTARNASSE-PATHÉ/CAMBROU/ GAMBETTA-GAUMONT
BELLE-ÉPINE THIAIS/MULTICINÉ CHAMPIGNY/GAMMA ARGENTEUIL/ ARIEL RUEIL/GAUMONT ÉVRY/ÉPICENTRE ÉPINAY/AVIATIC LE BOURGET/ CLUB MAISONS-ALFORT/ PARIS-NORD AULNAY/CYRAND VERSAILLES/ LES ULIS ORSAY

... Une histoire pas très catholique !



SNC présente **JEAN GABIN**
JEAN-CLAUDE BRIALY dans

YANNICK
UN FILM DE **JEAN GIRAULT**
Adaptation et dialogues de **JACQUES VILFRID**
d'après un scénario original de Louis-Ferdinand Céline
avec **HENRI VILLOUX**
DANIELLE DARRIEUX
Musique de **CLAUDE BOLLING**
Éditions Georges Sazer / Paris-Montparnasse
Producteur Délégué **GERARD BEYTOUT**

UNE CO-PRODUCTION SAG-TFI / Paris, TRITONE / Rome

سكيا في الامم

JUSTICE

A L'HOPITAL LOUIS-SALVATOR DE MARSEILLE

Roland Agret est dans un état d'extrême faiblesse

Tandis que Marie-José Agret était reçue dans la soirée du 22 avril par Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, une ambulance transportant son mari quittait l'enceinte de la prison des Baumettes et gagnait directement l'hôpital Louis-Salvator, l'un des trois hôpitaux de la ville équipés d'un service de réanimation

très moderne. Roland Agret y était admis à la « Ferme d'Entremont », bâtiment où sont habituellement soignés les toxicomanes. Roland Agret, qui refuse toujours toute nourriture et tout remède est dans un état d'extrême faiblesse. Sa femme n'a pas reçu l'autorisation de lui rendre visite.

De notre correspondant

Marseille. — C'est épouvantable, il est devenu méconnaissable. Il n'a voulu écouter aucun de mes conseils, ni ceux de M. Dissler. Il a refusé même de boire. Il m'a reconnue, oui, mais en fait, il ne m'a presque pas parlé et moi sous le coup de l'émotion, je ne savais plus quoi lui dire. Je ne veux pas qu'il se laisse mourir, mais à présent Roland est au-delà de ces considérations, et dans l'état où je l'ai vu je ne suis même pas sûre d'avoir le temps de le revoir.

Il est 15 h 10, jeudi 22 avril. Marie-José Agret, en larmes, fait face à la mentie qui bloque sa sortie devant le portail d'entrée de la prison des Baumettes, où elle est entrée une heure auparavant.

La jeune femme a cessé sa propre grève de la faim après un coup de téléphone de M. Dissler, avocat au barreau de Marseille. Bouleversée après sa visite au détenu qui a eu une syncope en

sa présence, l'avocat marseillais a pensé que seule l'épouse de Roland Agret serait capable de le ramener à la raison et de lui faire accepter l'idée de renoncer à son attitude suicidaire, au moins jusqu'au résultat de l'enquête en début de la semaine prochaine. En fait, Roland Agret a refusé de se soumettre mercredi soir à une nouvelle perfusion.

Il semble désormais prisonnier de son propre système et ne tient plus qu'à coups d'orgueil et de défi répétés. Lorsque sa femme tente encore une ultime démarche, il réserve les quelques forces qui lui restent, à dicter à son avocat présent à l'entrevue, un dernier message : « Je n'ai, face à l'injustice, que ma vie à mettre en jeu. Que rien ne retombe sur l'administration pénitentiaire et le corps médical qu'elle arrive. L'accusé ceux qui ont pouvoir de décision d'encourager la pire issue. Je remercie tous ceux qui m'ont écrit et soutenu. Je leur demande pardon de continuer. Je suis accablé à mettre ma vie dans la balance : cette fois, elle y est. Je ne dois rien à personne. Je dresse un solide dépit de plus de cinq années de souffrance. S'apprêter à mourir quand on veut vivre. C'est dur. »

« Une question d'heures »

L'entrevue des deux époux n'a duré qu'une petite demi-heure. M. Rousseau, directeur des prisons des Baumettes, a voulu cette entrevue « la plus humaine possible » et a autorisé Marie-José Agret à rester jusqu'à l'heure opératoire de la prison-hôpital.

« Il s'agit à présent d'une question d'heures, commentait à sa sortie l'avocat marseillais. Nous lançons un appel fondé sur la solidarité humaine à tous les Français au nom de qui la justice est rendue, ainsi qu'aux autorités responsables. Le délai fixé la semaine prochaine pour la publication des conclusions de l'enquête nous paraît bien trop long face à celui qui, malgré nos exhortations répétées, va délibérément à la mort. Il n'y a plus que la grâce présidentielle qui puisse le sauver. Que faire d'autre, à part que

de nous adresser au premier magistrat de France ? »

Un télégramme était aussitôt adressé en ce sens au président de la République. Mais, à celui-ci, M. Valéry Giscard d'Estaing semblait répondre par avance durant sa conférence de presse. Une conférence que Marie-José Agret écouta en direct, l'oreille collée à un poste à transistors, dans l'étude de son avocat. A aucun moment, le chef de l'Etat ne devait faire allusion à un possible usage de son droit de grâce, mais au contraire, s'étonner que le détenu n'ait pas la patience — ou la sagesse — d'attendre au moins que soient publiés les résultats de l'enquête en cours ; le président rappelait aussi « que la demande de révision ne datait que du 22 janvier 1976 », ce qui provoquait aussitôt une mise au point de M. Dissler.

« Un chantage à la mort »

Cette date du 22 janvier, en effet, fait allusion à la lettre envoyée par un autre détenu des Baumettes, Alain Bendjeloul, tentant d'innocenter Roland Agret et accusant le service d'action civique d'avoir fait de lui le « pigeon de la sauce » dans l'affaire du double meurtre d'Orthoux dont il est reproché à Agret d'avoir été l'instigateur (le Monde du 12 février 1976). Mais cette lettre, précisait M. Dissler, n'est qu'un complément.

« En réalité, précisait-il, notre premier recours, c'est le dépôt d'un mémoire de dix-huit pages auprès du procureur de la République de Nîmes, accompagné d'une demande de supplément d'enquête sur des points demeurés obscurs et sur la rétractation du témoin numéro un, Antoine Santelli, le 28 juillet 1975. Il n'y a donc pas trois mois que nous réclamons une révision, mais nous n'avons rien obtenu. Nous nous sommes adressés à Roland Agret à l'heure du désespoir. »

L'affaire a donc pris jeudi un tour particulièrement dramatique. L'autant que l'attitude de Roland Agret, qui n'a rien fait, mais fait tâche d'huile : en effet, le bruit courait à Marseille qu'il n'était plus le seul dans la prison des Baumettes à tenter un « chantage à la mort » pour obtenir la révision d'un jugement.

JEAN CONTRUCCI

AU CONGRÈS DE L'UNION SYNDICALE DES MAGISTRATS

« Le corps judiciaire ne peut continuer à être tenu sous la dépendance du pouvoir politique »

déclare le président de l'U.S.M., M. André Braunschweig

Définir les orientations d'une réforme fondamentale du statut des magistrats, mais — plus concrètement et plus immédiatement — élaborer un projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature, tel est le principal objet des travaux du congrès de l'Union syndicale des magistrats, qui s'est ouvert jeudi 22 avril au palais de justice de Bordeaux. Il s'agit du premier congrès de l'U.S.M. depuis qu'en septembre 1974 cette organisation — qui compte le plus d'adhérents dans la magistrature — a succédé à l'Union fédérale des magistrats, créée en 1945.

A l'occasion de la première séance, M. André Braunschweig, conseiller à la Cour de cassation et président de l'U.S.M., après avoir occupé ce poste depuis 1972 au sein de l'U.F.M., a annoncé que, en dépit de l'intention qu'il avait manifestée d'être remplacé, il se verrait obligé d'accepter provisoirement un nouveau mandat, faute de candidat à sa succession.

Après le congrès, un texte détaillé de son projet de réforme. « Nous ne nous dissolvons pas, qu'il s'agit là de la plus audacieuse de nos propositions », conclut M. Braunschweig « et quelle succession de la part du garde des sceaux d'abord et du gouvernement tout entier ensuite, une totale opposition, notamment lorsque nous avançons l'idée de soumettre le parquet à la tutelle du Conseil supérieur. Mais les membres du parquet doivent rester avant tout des magistrats et ne peuvent passer pour des fonctionnaires. »

FRANCIS CORNU.

De notre envoyé spécial

latif, mais, à parité avec ceux-ci, devraient également élger des représentants du corps judiciaire : ces derniers ne seraient plus désignés par le président de la République mais élus par leurs pairs ; le Conseil assurerait la gestion de l'ensemble du corps judiciaire pour les magistrats du siège comme pour ceux du parquet et serait pour cela divisé en deux formations.

RÉDUIRE LE POUVOIR DE L'EXÉCUTIF

L'U.S.M. réclame ainsi pour le Conseil supérieur un pouvoir « effectif » et considérablement étendu par rapport à la pratique actuelle, ce qui vise à réduire le poids de l'exécutif et à diminuer le pouvoir judiciaire du garde des sceaux qui, dans bien des cas, ne garderait qu'un rôle purement administratif. M. Braunschweig a indiqué que, durant la campagne présidentielle de 1974, l'U.S.M. avait adressé une lettre à tous les candidats pour leur demander s'ils étaient partisans d'une réforme du Conseil supérieur. M. Giscard d'Estaing avait répondu qu'il était très favorable à pareille décision.

Deux ans plus tard, M. Braunschweig remarque que l'on n'a pas encore vu le ministre « rechercher avec opiniâtreté et proposer les moyens législatifs et constitutionnels de nature à mieux garantir l'indépendance des magistrats », ainsi que l'écrivait alors l'actuel président de la République. L'U.S.M. compte remettre au garde des sceaux, le plus tôt possible.

FAITS DIVERS

● Un attentat à l'explosif a été commis ce vendredi matin 23 avril, à 5 h 30, contre une agence d'une banque espagnole, la Banco Pastor, située 32, boulevard Haussmann, à Paris (9^e). L'engin explosif, probablement une charge de plastique, a provoqué d'importants dégâts matériels dans les locaux de l'agence bancaire. L'attentat n'a pas été revendiqué pour l'instant.

Après le congrès, un texte détaillé de son projet de réforme. « Nous ne nous dissolvons pas, qu'il s'agit là de la plus audacieuse de nos propositions », conclut M. Braunschweig « et quelle succession de la part du garde des sceaux d'abord et du gouvernement tout entier ensuite, une totale opposition, notamment lorsque nous avançons l'idée de soumettre le parquet à la tutelle du Conseil supérieur. Mais les membres du parquet doivent rester avant tout des magistrats et ne peuvent passer pour des fonctionnaires. »

A la cour d'appel de Paris

TROIS MÉDECINS ONT COMPARU POUR BLESSURES PAR IMPRUDENCE

Le procès de trois médecins, condamnés en correctionnelle pour blessures par imprudence après une opération inutile et dangereuse pratiquée en novembre 1968, était examiné, mercredi 21 avril, par la treizième chambre de la cour de Paris, les prévenus, puis le parquet, ayant fait appel.

Pour une simple fausse couche, Mme Léonie Labbé, une commerçante âgée de quarante-quatre ans, avait subi une hystérectomie dans de très mauvaises conditions et elle avait été renvoyée chez elle le jour même de l'intervention, mais avait une hémorragie, un début d'infection et une lésion accidentelle d'un utérus. « Carence inadmissible », concluait le rapport des experts.

Le chirurgien, le docteur Paul Samand, avait été condamné à un an de prison avec sursis, le généraliste, le docteur Maurice Landman, à six mois de prison avec sursis, et l'anesthésiste, le docteur Jacques Schachter, à 2000 francs d'amende.

Partie civile, Mme Labbé, représentée par M. François Perel, avocat, réclame 150 000 francs de provision en attendant une expertise définitive pour évaluer son préjudice total. Après les plaidoiries des défenseurs, M^{rs} Annar Labadie et le bâtonnier Baudouin, la cour, présidée par M. Paul Doll, a renvoyé son arrêt au 12 mai.

SPORTS

ÉQUITATION

Le printemps de la reprise

Passée au crible de l'analyse, l'équitation de loisirs, après un ralentissement dû à la situation économique, attaque en conquérant le printemps 1976 : telle est, confirmée par les chiffres, l'impression qui ressort d'une conférence de presse réunie jeudi 22 avril par M. Henry Blanc, directeur général de l'administration des haras nationaux.

Le nombre des pratiquants d'élite recense sur ordinateur, a franchi allégrement cette année le cap des deux cent mille — contre cent dix mille il y a seulement six ans, — pour s'en tenir à l'exemple le plus frappant. N'entre pas dans ce décompte, la masse des amateurs de ranch et de clubs échappant par leur prolifération et leur incertitude viabilité à toute espèce de contrôle. Si les associations sans but lucratif se maintiennent au même niveau, les établissements professionnels augmentent de 17 %. Mystère complet, les enquêtes prouvent que les associations sont, pour l'ensemble de la cavalerie française, mieux classées, mieux considérées que beaucoup d'établissements professionnels : chevaux et personnel d'encadrement parfait. Mais certains établissements n'ont pas vocation à enseigner l'équitation et ne sont, le plus souvent, qu'un échelon de pratique courante offrant des promenades et barmes leurs activités à la location.

Au chapitre des « motivations négatives », on retiendra que « la peur, la crainte des chutes et du danger », cloient finalement au sol une proportion non négligeable de nos jeunes compatriotes tentés par l'équitation ou découragés après de lentes assés : de l'ordre de 16 %. Moralité : toute la politique de l'instruction équestre est à revoir. Rappelons cette vérité essentielle aux

moniteurs qui l'auraient oublié : dans les reprises des débutants, leur volonté d'éviter les chutes doit tourner à la hantise. La conquête de l'assiette passe obligatoirement par la mise en confiance, la courtoisie, la douceur, une inaltérable patience et non par des ordres plus ou moins intelligibles et peritifs.

ROLAND MERLIN.

D'UN SPORT À L'AUTRE...

BASKET-BALL. — Pour son premier match du tournoi de Bremerhaven (R.F.A.), l'équipe de France a été sévèrement battue par la Belgique (87 points à 70).

Le ZSKA de Moscou refusant de rencontrer Israël au cours de la phase éliminatoire du tournoi de Bremerhaven (Allemagne fédérale), les organisateurs l'ont autorisé à changer de groupe. Les Soviétiques ont toutefois affirmé qu'ils seraient prêts à jouer contre les Israéliens s'ils devaient les rencontrer en phase finale du tournoi.

FOOTBALL. — L'équipe de France qui rencontrera la Pologne à Lens, le 24 avril, aura la composition suivante : Baratte, Domenech, Rio, Curbello, Farjon, Larue, Synaghet, Guillou, Patrick Revell, Pintat, Six. Pour affronter l'Union soviétique en match « retour » du championnat d'Europe, le 25 avril à Moscou, l'équipe de France des « espoirs » a été ainsi formée : Dropsy, Battiston, Lopez, Trébor, Bostis, Michel, Jannion, Giresse, Rouger, Lacombe, Sarromagna.

AU DEPART DE ROISSY

Des prix charter sur vols réguliers Air France.

ETATS-UNIS: 1750F.
CANADA: 1700F.

Jusqu'à 50% d'économie.

Ce sont les nouveaux tarifs Apex* de printemps aller-retour sur vols réguliers 707 et 747. Voici quelques exemples de prix pour les Etats-Unis : Boston 1750 F, New York 1775 F, Washington 1955 F, Chicago 2050 F, ou bien pour le Canada : Montréal 1700 F. Supplément pour les traversées effectuées du 1^{er} juillet au 30 septembre et légère majoration (77 F par sens) pour les vols du week-end.

Les avantages.

Vous partez à la date de votre choix. Vous voyagez sur vols réguliers. Vous bénéficiez ainsi du service complet Air France. Si vous voulez avancer la date de votre retour, vous pouvez reporter la valeur de votre billet sur un tarif régulier, ce qui est impossible avec une compagnie charter.

Les conditions.

Les tarifs Apex sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours. Pour en bénéficier, vous devez acheter votre billet deux mois avant la date du départ. En cas d'annulation, il vous sera retenu environ 10% (maximum) du prix du voyage.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à votre Agent de voyages agréé ou à Air France (tél. 535.61.61).

AIR FRANCE

Sentir le monde plus proche.

* Ces tarifs sont publiés sous réserve d'homologation gouvernementale.

501 ٥٥١

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

RENOVATION

d'immeubles à 100 %, tout confort.
Pour investisseurs. Remise à neuf.
3 pièces, duplex, studio, dans PARIS.
A partir de 100 F. Suivant arrondissements.
Locataire VIDEAU, 15, rue de la Paix, 75001 P.

BUTTES-CHAUHONT

Très beau 2 pièces, 100 m², imp. 3^e étage, 15, rue Marlin, Samedi, 14 h à 19 h.

SACRE-COEUR - BARE

Très beau 3 pièces, tout confort, sur jardin, 215.000 F - 225-15-7.

LAMARCK-CAULAINCOURT

Imm. 2 pièces, 100 m², 14-18 h, 113, rue Caulaincourt.

STUDIOS, 2 et 3 PIECES

Direct. propr. vendredi, samedi, 14-18 h, 113, rue Caulaincourt.

POUR INVESTISSEUR AVEZ

SPECIAL LOCATIF HAUT RENDEMENT

dans immeubles de qualité, studios, 3 pièces, duplex, cuisine équipée, wc, salle de bain, téléphone, décoration soignée.

2^e - BONNE-NOUVELLE - REPUBLICAINE - 15 JAVEL - 10^e - CHATEAU-ROUGE - 19^e - COLONEL-FABIAN - COURBEVOIE - Piche Charras - BOULOGNE, 11, 13, 15, 17, 19, 21, 23, 25, 27, 29, 31, 33, 35, 37, 39, 41, 43, 45, 47, 49, 51, 53, 55, 57, 59, 61, 63, 65, 67, 69, 71, 73, 75, 77, 79, 81, 83, 85, 87, 89, 91, 93, 95, 97, 99, 101, 103, 105, 107, 109, 111, 113, 115, 117, 119, 121, 123, 125, 127, 129, 131, 133, 135, 137, 139, 141, 143, 145, 147, 149, 151, 153, 155, 157, 159, 161, 163, 165, 167, 169, 171, 173, 175, 177, 179, 181, 183, 185, 187, 189, 191, 193, 195, 197, 199, 201, 203, 205, 207, 209, 211, 213, 215, 217, 219, 221, 223, 225, 227, 229, 231, 233, 235, 237, 239, 241, 243, 245, 247, 249, 251, 253, 255, 257, 259, 261, 263, 265, 267, 269, 271, 273, 275, 277, 279, 281, 283, 285, 287, 289, 291, 293, 295, 297, 299, 301, 303, 305, 307, 309, 311, 313, 315, 317, 319, 321, 323, 325, 327, 329, 331, 333, 335, 337, 339, 341, 343, 345, 347, 349, 351, 353, 355, 357, 359, 361, 363, 365, 367, 369, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389, 391, 393, 395, 397, 399, 401, 403, 405, 407, 409, 411, 413, 415, 417, 419, 421, 423, 425, 427, 429, 431, 433, 435, 437, 439, 441, 443, 445, 447, 449, 451, 453, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475, 477, 479, 481, 483, 485, 487, 489, 491, 493, 495, 497, 499, 501, 503, 505, 507, 509, 511, 513, 515, 517, 519, 521, 523, 525, 527, 529, 531, 533, 535, 537, 539, 541, 543, 545, 547, 549, 551, 553, 555, 557, 559, 561, 563, 565, 567, 569, 571, 573, 575, 577, 579, 581, 583, 585, 587, 589, 591, 593, 595, 597, 599, 601, 603, 605, 607, 609, 611, 613, 615, 617, 619, 621, 623, 625, 627, 629, 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649, 651, 653, 655, 657, 659, 661, 663, 665, 667, 669, 671, 673, 675, 677, 679, 681, 683, 685, 687, 689, 691, 693, 695, 697, 699, 701, 703, 705, 707, 709, 711, 713, 715, 717, 719, 721, 723, 725, 727, 729, 731, 733, 735, 737, 739, 741, 743, 745, 747, 749, 751, 753, 755, 757, 759, 761, 763, 765, 767, 769, 771, 773, 775, 777, 779, 781, 783, 785, 787, 789, 791, 793, 795, 797, 799, 801, 803, 805, 807, 809, 811, 813, 815, 817, 819, 821, 823, 825, 827, 829, 831, 833, 835, 837, 839, 841, 843, 845, 847, 849, 851, 853, 855, 857, 859, 861, 863, 865, 867, 869, 871, 873, 875, 877, 879, 881, 883, 885, 887, 889, 891, 893, 895, 897, 899, 901, 903, 905, 907, 909, 911, 913, 915, 917, 919, 921, 923, 925, 927, 929, 931, 933, 935, 937, 939, 941, 943, 945, 947, 949, 951, 953, 955, 957, 959, 961, 963, 965, 967, 969, 971, 973, 975, 977, 979, 981, 983, 985, 987, 989, 991, 993, 995, 997, 999, 1001, 1003, 1005, 1007, 1009, 1011, 1013, 1015, 1017, 1019, 1021, 1023, 1025, 1027, 1029, 1031, 1033, 1035, 1037, 1039, 1041, 1043, 1045, 1047, 1049, 1051, 1053, 1055, 1057, 1059, 1061, 1063, 1065, 1067, 1069, 1071, 1073, 1075, 1077, 1079, 1081, 1083, 1085, 1087, 1089, 1091, 1093, 1095, 1097, 1099, 1101, 1103, 1105, 1107, 1109, 1111, 1113, 1115, 1117, 1119, 1121, 1123, 1125, 1127, 1129, 1131, 1133, 1135, 1137, 1139, 1141, 1143, 1145, 1147, 1149, 1151, 1153, 1155, 1157, 1159, 1161, 1163, 1165, 1167, 1169, 1171, 1173, 1175, 1177, 1179, 1181, 1183, 1185, 1187, 1189, 1191, 1193, 1195, 1197, 1199, 1201, 1203, 1205, 1207, 1209, 1211, 1213, 1215, 1217, 1219, 1221, 1223, 1225, 1227, 1229, 1231, 1233, 1235, 1237, 1239, 1241, 1243, 1245, 1247, 1249, 1251, 1253, 1255, 1257, 1259, 1261, 1263, 1265, 1267, 1269, 1271, 1273, 1275, 1277, 1279, 1281, 1283, 1285, 1287, 1289, 1291, 1293, 1295, 1297, 1299, 1301, 1303, 1305, 1307, 1309, 1311, 1313, 1315, 1317, 1319, 1321, 1323, 1325, 1327, 1329, 1331, 1333, 1335, 1337, 1339, 1341, 1343, 1345, 1347, 1349, 1351, 1353, 1355, 1357, 1359, 1361, 1363, 1365, 1367, 1369, 1371, 1373, 1375, 1377, 1379, 1381, 1383, 1385, 1387, 1389, 1391, 1393, 1395, 1397, 1399, 1401, 1403, 1405, 1407, 1409, 1411, 1413, 1415, 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1427, 1429, 1431, 1433, 1435, 1437, 1439, 1441, 1443, 1445, 1447, 1449, 1451, 1453, 1455, 1457, 1459, 1461, 1463, 1465, 1467, 1469, 1471, 1473, 1475, 1477, 1479, 1481, 1483, 1485, 1487, 1489, 1491, 1493, 1495, 1497, 1499, 1501, 1503, 1505, 1507, 1509, 1511, 1513, 1515, 1517, 1519, 1521, 1523, 1525, 1527, 1529, 1531, 1533, 1535, 1537, 1539, 1541, 1543, 1545, 1547, 1549, 1551, 1553, 1555, 1557, 1559, 1561, 1563, 1565, 1567, 1569, 1571, 1573, 1575, 1577, 1579, 1581, 1583, 1585, 1587, 1589, 1591, 1593, 1595, 1597, 1599, 1601, 1603, 1605, 1607, 1609, 1611, 1613, 1615, 1617, 1619, 1621, 1623, 1625, 1627, 1629, 1631, 1633, 1635, 1637, 1639, 1641, 1643, 1645, 1647, 1649, 1651, 1653, 1655, 1657, 1659, 1661, 1663, 1665, 1667, 1669, 1671, 1673, 1675, 1677, 1679, 1681, 1683, 1685, 1687, 1689, 1691, 1693, 1695, 1697, 1699, 1701, 1703, 1705, 1707, 1709, 1711, 1713, 1715, 1717, 1719, 1721, 1723, 1725, 1727, 1729, 1731, 1733, 1735, 1737, 1739, 1741, 1743, 1745, 1747, 1749, 1751, 1753, 1755, 1757, 1759, 1761, 1763, 1765, 1767, 1769, 1771, 1773, 1775, 1777, 1779, 1781, 1783, 1785, 1787, 1789, 1791, 1793, 1795, 1797, 1799, 1801, 1803, 1805, 1807, 1809, 1811, 1813, 1815, 1817, 1819, 1821, 1823, 1825, 1827, 1829, 1831, 1833, 1835, 1837, 1839, 1841, 1843, 1845, 1847, 1849, 1851, 1853, 1855, 1857, 1859, 1861, 1863, 1865, 1867, 1869, 1871, 1873, 1875, 1877, 1879, 1881, 1883, 1885, 1887, 1889, 1891, 1893, 1895, 1897, 1899, 1901, 1903, 1905, 1907, 1909, 1911, 1913, 1915, 1917, 1919, 1921, 1923, 1925, 1927, 1929, 1931, 1933, 1935, 1937, 1939, 1941, 1943, 1945, 1947, 1949, 1951, 1953, 1955, 1957, 1959, 1961, 1963, 1965, 1967, 1969, 1971, 1973, 1975, 1977, 1979, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999, 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021, 2023, 2025, 2027, 2029, 2031, 2033, 2035, 2037, 2039, 2041, 2043, 2045, 2047, 2049, 2051, 2053, 2055, 2057, 2059, 2061, 2063, 2065, 2067, 2069, 2071, 2073, 2075, 2077, 2079, 2081, 2083, 2085, 2087, 2089, 2091, 2093, 2095, 2097, 2099, 2101, 2103, 2105, 2107, 2109, 2111, 2113, 2115, 2117, 2119, 2121, 2123, 2125, 2127, 2129, 2131, 2133, 2135, 2137, 2139, 2141, 2143, 2145, 2147, 2149, 2151, 2153, 2155, 2157, 2159, 2161, 2163, 2165, 2167, 2169, 2171, 2173, 2175, 2177, 2179, 2181, 2183, 2185, 2187, 2189, 2191, 2193, 2195, 2197, 2199, 2201, 2203, 2205, 2207, 2209, 2211, 2213, 2215, 2217, 2219, 2221, 2223, 2225, 2227, 2229, 2231, 2233, 2235, 2237, 2239, 2241, 2243, 2245, 2247, 2249, 2251, 2253, 2255, 2257, 2259, 2261, 2263, 2265, 2267, 2269, 2271, 2273, 2275, 2277, 2279, 2281, 2283, 2285, 2287, 2289, 2291, 2293, 2295, 2297, 2299, 2301, 2303, 2305, 2307, 2309, 2311, 2313, 2315, 2317, 2319, 2321, 2323, 2325, 2327, 2329, 2331, 2333, 2335, 2337, 2339, 2341, 2343, 2345, 2347, 2349, 2351, 2353, 2355, 2357, 2359, 2361, 2363, 2365, 2367, 2369, 2371, 2373, 2375, 2377, 2379, 2381, 2383, 2385, 2387, 2389, 2391, 2393, 2395, 2397, 2399, 2401, 2403, 2405, 2407, 2409, 2411, 2413, 2415, 2417, 2419, 2421, 2423, 2425, 2427, 2429, 2431, 2433, 2435, 2437, 2439, 2441, 2443, 2445, 2447, 2449, 2451, 2453, 2455, 2457, 2459, 2461, 2463, 2465, 2467, 2469, 2471, 2473, 2475, 2477, 2479, 2481, 2483, 2485, 2487, 2489, 2491, 2493, 2495, 2497, 2499, 2501, 2503, 2505, 2507, 2509, 2511, 2513, 2515, 2517, 2519, 2521, 2523, 2525, 2527, 2529, 2531, 2533, 2535, 2537, 2539, 2541, 2543, 2545, 2547, 2549, 2551, 2553, 2555, 2557, 2559, 2561, 2563, 2565, 2567, 2569, 2571, 2573, 2575, 2577, 2579, 2581, 2583, 2585, 2587, 2589, 2591, 2593, 2595, 2597, 2599, 2601, 2603, 2605, 2607, 2609, 2611, 2613, 2615, 2617, 2619, 2621, 2623, 2625, 2627, 2629, 2631, 2633, 2635, 2637, 2639, 2641, 2643, 2645, 2647, 2649, 2651, 2653, 2655, 2657, 2659, 2661, 2663, 2665, 2667, 2669, 2671, 2673, 2675, 2677, 2679, 2681, 2683, 2685, 2687, 2689, 2691, 2693, 2695, 2697, 2699, 2701, 2703, 2705, 2707, 2709, 2711, 2713, 2715, 2717, 2719, 2721, 2723, 2725, 2727, 2729, 2731, 2733, 2735, 2737, 2739, 2741, 2743, 2745, 2747, 2749, 2751, 2753, 2755, 2757, 2759, 2761, 2763, 2765, 2767, 2769, 2771, 2773, 2775, 2777, 2779, 2781, 2783, 2785, 2787, 2789, 2791, 2793, 2795, 2797, 2799, 2801, 2803, 2805, 2807, 2809, 2811, 2813, 2815, 2817, 2819, 2821, 2823, 2825, 2827, 2829, 2831, 2833, 2835, 2837, 2839, 2841, 2843, 2845, 2847, 2849, 2851, 2853, 2855, 2857, 2859, 2861, 2863, 2865, 2867, 2869, 2871, 2873, 2875, 2877, 2879, 2881, 2883, 2885, 2887, 2889, 2891, 2893, 2895, 2897, 2899, 2901, 2903, 2905, 2907, 2909, 2911, 2913, 2915, 2917, 2919, 2921, 2923, 2925, 2927, 2929, 2931, 2933, 2935, 2937, 2939, 2941, 2943, 2945, 2947, 2949, 2951, 2953, 2955, 2957, 2959, 2961, 2963, 2965, 2967, 2969, 2971, 2973, 2975, 2977, 2979, 2981, 2983, 2985, 2987, 2989, 2991, 2993, 2995, 2997, 2999, 3001, 3003, 3005, 3007, 3009, 3011, 3013, 3015, 3017, 3019, 3021, 3023, 3025, 3027, 3029, 3031, 3033, 3035, 3037, 3039, 3041, 3043, 3045, 3047, 3049, 3051, 3053, 3055, 3057, 3059, 3061, 3063, 3065, 3067, 3069, 3071, 3073, 3075, 3077, 3079, 3081, 3083, 3085, 3087, 3089, 3091, 3093, 3095, 3097, 3099, 3101, 3103, 3105, 3107, 3109, 3111, 3113, 3115, 3117, 3119, 3121, 3123, 3125, 3127, 3129, 3131, 3133, 3135, 3137, 3139, 3141, 3143, 3145, 3147, 3149, 3151, 3153, 3155, 3157, 3159, 3161, 3163, 3165, 3167, 3169, 3171, 3173, 3175, 3177, 3179, 3181, 3183, 3185, 3187, 3189, 3191, 3193, 3195, 3197, 3199, 3201, 3203, 3205, 3207, 3209, 3211, 3213, 3215, 3217, 3219, 3221, 3223, 3225, 3227, 3229, 3231, 3233, 3235, 3237, 3239, 3241, 3243, 3245, 3247, 3249, 3251, 3253, 3255, 3257, 3259, 3261, 3263, 3265, 3267, 3269, 3271, 3273, 3275, 3277, 3279, 3281, 3283, 3285, 3287, 3289, 3291, 3293, 3295, 3297, 3299, 3301, 3303, 3305, 3307, 3309, 3311, 3313, 3315, 3317, 3319, 3321, 3323, 3325, 3327, 3329, 3331, 3333, 3335, 3337, 3339, 3341, 3343, 3345, 3347, 3349, 3351, 3353, 3355, 3357, 3359, 3361, 3363, 3365, 3367, 3369, 3371, 3373, 3375, 3377, 3379, 3381, 3383, 3385, 3387, 3389, 3391, 3393, 3395, 3397, 3399, 3401, 3403, 3405, 3407, 3409, 3411, 3413, 3415, 3417, 3419, 3421, 3423, 3425, 3427, 3429, 3431, 3433, 3435, 3437, 3439, 3441, 3443, 3445, 3447, 3449, 3451, 3453, 3455, 3457, 3459, 3461, 3463, 3465, 3467, 3469, 3471, 3473, 3475, 3477, 3479, 3481, 3483, 3485, 3487, 3489, 3491, 3493, 3495, 3497, 3499, 3501, 3503, 3505, 3507, 3509, 3511, 3513, 3515, 3517, 3519, 3521, 3523, 3525, 3527, 3529, 3531, 3533, 3535, 3537, 3539, 3541, 3543, 3545, 3547, 3549, 3551, 3553, 3555, 3557, 3559, 3561, 3563, 3565, 3567, 3569, 3571, 3573, 3575, 3577, 3579, 3581, 3583, 3585, 3587, 3589, 3591, 3593, 3595, 3597, 3599, 3601, 3603, 3605, 3607, 3609, 3611, 3613, 3615, 3617, 3619, 3621, 3623, 3625, 3627, 3629, 3631, 3633, 3635, 3637, 3639, 3641, 3643, 3645, 3647, 3649, 3651, 3653, 3655, 3657, 3659, 3661, 3663, 3665, 3667, 3669, 3671, 3673, 3675, 3677, 3679, 3681, 3683, 3685, 3687, 3689, 3691, 3693, 3695, 3697, 3699, 3701, 3703, 3705, 3707, 3709, 3711, 3713, 3715, 3717, 3719, 3721, 3723, 3725, 3727, 3729, 3731, 3733, 3735, 3737, 3739, 3741, 3743, 3745, 3747, 3749, 3751, 3753, 3755, 3757, 3759, 3761, 3763, 3765, 3767, 3769, 3771, 3773, 3775, 3777, 3779, 3781, 3783, 3785, 3787, 3789, 3791, 3793, 3795, 3797, 3799, 3801, 3803, 3805, 3807, 3809, 3811, 3813, 3815, 3817, 3819, 3821, 3823, 3825, 3827, 3829, 3831, 3833, 3835, 3837, 3839, 3841, 3843, 3845, 3847, 3849, 3851, 3853, 3855, 3857, 3859, 3861, 3863, 3865, 3867, 3869, 3871, 3873, 3875, 3877, 3879, 3881, 3883, 3885, 3887, 3889, 3891, 3893, 3895, 3897, 3899, 3901, 3903, 3905, 3907, 3909, 3911, 3913, 3915, 3917, 3919, 3921, 3923, 3925, 3927, 3929, 3931, 3933, 3935, 3937, 3939, 3941, 3943, 3945, 3947, 39

propriétés propriétés propriétés

[illegible][illegible][illegible]

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

GRILLE A/B

78 N° Dip. et grille	2500 RÉVISABLE Prix moyen du m²	2000 FD Prix moyen du m² terrain et définitif	90% 15 taux des prêts commisés et durée	C.F. prêt du Crédit Foncier	1974 année de livraison et trimestre
-----------------------------------	--	---	---	---------------------------------------	--

A	B	C	D	E	F
1					60
2	MAGNY-EN-VOXIN	MARINES	L'ISLE-ADAM	CHANTILLY	SENLIS
3		PONTOISE	TAVERNY		95
4	MEULAN		MONTMORENCY		
5	ST GERMAIN	NANTERRE	ST-DENIS	BOBIGNY	93
6	VERSAILLES	CLAMART	ROGENT-S/MARNE		
7	TRAPPES	ANTONY	CRETEIL		77
8	CHEVREUSE	PALaiseau	BOISSY-ST-LEGER		
9	DOURDAN	ARPAGON	MENECY	MISLIN	91
10			EVRY	CORBEIL-ESSONNES	
11				NEMOURS	

N/5
78 **4.900** **FD** **80 %**
P.A. moy. PERSONNALISÉE

1976 **24** **RUE D'**

RÉSIDENCE « LES LACS » - T, rue Traversière, la Vésinet. -Ds site résid., verd., 15 min. Etioffe. Elég. imm. 3 ét., p. de taille. Stud. app. 2 à 6 p., balc. et loggias. Jardin priv. au r.d.-ch. Cuis. s. de bns équip. Isolot phon., chauffage électrique intégré. Appt modèle, bureau vite s. pl. ts les jrs 14 à 19 h., sf mercr., jeudi. Tél. 976-38-30. S.I.M., 6, av. Rachel, Paris (18^e), tél. 522-97-23.

N/5
78 **3.600** **FD** **80 %**
P.A. moy. PERSONNALISÉE

1976 **24** **RUE D'**

« TRADITIONS » - 86, av. de Paris, Versailles -Après Champ Lagarde, au cœur du Versailles traduit, sur une de ses avenues prestig., TRADITIONS associe hérit. du grand siècle au confort de la tech. contemp. Ouv. lun., ven., 14 à 20 h, sam-dim., 10 à 12 h et 14 à 20 h. 951-40-61. LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e); tél. 567-55-66.

B/5
78 **3.600** **FD** **80 %**
P.A. moy. PERSONNALISÉE

1976 **82** **RUE D'**

RÉSIDENCE BOUGIVAL-MALMAISON - 24, rue Yvon-Tourgueneff, Bougival -Dans magnif. parc boisé avec piscine dominant le Seine en retrait de la R.N. 13, nous vous offrons, au calme, une construct. de petits imm. de 2 à 3 ét. 82 appts, du studio au 5 p. Vis. appt tém. sur place : vend., samedi, dimanche et lundi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. C.I.P., 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 720-49-70.

B/7
91 **2400** **FD** **80 %**
RÉVISABLE

1977 **117** **RUE D'**




LE DOMAINE DE BRUNOY - 46, rue du Réveillon, BRUNOY -Dans un parc de 2 hectares, 2 petits immeubles (2 à 5 pièces) à 18 mn de Paris - Gare de Lyon. Bur. n/p. lundi, mardi, jeudi, 14 h. à 19 h., samedi et dimanche, 10 h. 30 à 12 h. et 14 h. à 19 h. Téléph. : 922-87-76 23-25, r. Cambon, 75001 Paris. Téléphone : 260-36-33.

LA HENIN

	crédits immobiliers 16, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris - tél. : 260-35-15	
---	--	---

COGEFIMO



C/5
92 **7.000** **80 %**
FD **20** **1977**

RÉSIDENCE RAGINE - 61, bd Bineau, Nanterre-Seine -
 un immeuble racé au confort raffiné. Sur place tous les jours
 s'mér. et merc. de 10 à 12 h., de 14 à 19 h. T. 757-05-75.

LA MAISON DU G. SCIC,
 15, 'boulev. de Vaugirard,
 Paris (15^e), tél. 567-55-66.

Une réalisation
 CAFRI

6/6
92 **3.400**
FD **80 %**
20. **1976**



128
188








LIENE
SSEAUX
FONT ENAY-
AUX-ROSES














SON
OUEST
A PROXIMITÉ

FLORILÈGE - Angle rue Merz-Dormoy et av. du M^r Focke,
 à Fontenay-aux-Roses - A 10 mn à pied de la ligne de
 Sceaux, dans un site agréable, élégante et discrète résidence
 du st. au 5 p. Appt primable 1^{er} partron. Bur. vante sur pl.
 sf mar. et mercr., 10 à 12 h. et 14 à 19 h. T. 702-25-41.
LA MAISON DU S. SCHE
 15, boulevard de Vaugrainard,
 Paris (15^e), tél. 567-55-66.








Une réalisation
 CAPRI


















RESIDENCE DES FONTAINES, 2, à 10, r. des Fontaines, Sévres. Située d'un site tr. privil., à 5 min. de la gare, ou calme, ou mil. d'un parc de 5 000 m², près centre ville, une construct. de 3 pet. imm. de 3 et 4 ét. en pierre de t. Reste 38 appts, du studio au 4 p. Vis. appt tém. ts les jours, sauf mardi et mercredi, de 14 h. 30 à 18 h. 30. C.L.P. 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75116 Paris, 720-49-70.

8/3
95   **70 %** **80 %**  
ASSURÉ **POSSIBILITÉ** **1976**
   **ENGHIEN**
« Champ de Courses »

EAUBONNE « Le Pré Notre-Dame » - 113, bd de la République. A 400 m. de la gare ch. de courses d'Engghien, petite résid. de cl. offr. appt de 3 et 4 pces avec loggia. Appt. modèle ouvert ts les jrs de 15 à 19 h, sf mardi et mercredi.

LA MAISON DU G. SCIC,
16, boulevard de Vaugirard,
Paris (15^e), tél. 567-55-66.

**...et un prêt CDE
financera votre achat :**

cde

Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2° - Tél.: 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Une grève des cheminots paralyse la gare d'Épinal

De notre correspondant

Épinal. — Depuis jeudi matin 22 avril, la gare d'Épinal est complètement paralysée par un mouvement de grève déclenché par la quasi-totalité des deux cents employés du service exploitation. Des rames de wagons bloquées sur les voies interdisent tout mouvement de train alors que les portes qui mènent aux guichets et aux quais sont verrouillées.

La grève, déclenchée par la C.F.T.C., F.O., la C.G.T. et la C.F.T.M., a pour but de protester contre la menace de suppression en septembre prochain de quarante-quatre postes de travail en gare d'Épinal, à la suite d'une réorganisation des services.

Selon la S.N.C.F., « c'est une trentaine de postes qui seront supprimés, mesure qui entraînera des détachements à Nancy ou à Blainville, mais qui ne s'accompagnera d'aucune mutation d'office ».

« À travers notre lutte, expliquent les cheminots, c'est non seulement l'emploi que nous défendons, mais aussi la notion de service public ».

Pour les grandes lignes, la S.N.C.F. a délégué les trains par Toul et Chalindrey, alors qu'elle mettrait en place sur les lignes en direction de Saint-Dié, Nancy, Metz, et Remiremont, un service de remplacement à l'aide de cars. Ce dispositif a permis d'assurer le trafic voyageurs à 50 ou 60 % avec des retards de l'ordre d'une demi-heure.

LA PLAINTÉ DU GÉNÉRAL MITTERRAND CONTRE 32 DÉLÉGUÉS DE LA SNIAS

Décision du tribunal le 26 avril

Les trente-deux délégués du personnel et membres du comité d'entreprise de la Société nationale et industrielle aéronautique (SNIAS) de Déols, poursuivis en référé pour « entrave au libre exercice du travail et à l'acheminement du matériel », sur plainte de son président, le général Jacques Mitterrand, le 21 avril, ont comparu, jeudi 22 avril dans la matinée, devant le tribunal de grande instance de Châteauroux, qui a renvoyé sa décision au lundi 26 avril.

Trente-cinq travailleurs de la SNIAS ont manifesté dans le calme aux abords du tribunal pendant l'audience. Un rassemblement de solidarité doit avoir lieu ce vendredi 23 avril, à l'installation de la C.G.T. M. Henri Krasnoff, secrétaire confédéral de cette organisation, doit participer à cette manifestation.

• LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE C.G.T. dans un communiqué, « s'agit d'une attitude intransigeante de la direction des papeteries Béglin qui bloque délibérément toutes possibilités de négociation. (...) Le comité exécutif de F.F.T.L.-C.G.T. dénonce la politique gouvernementale et patronale qui mène à l'abandon de secteurs entiers de l'industrie nationale au profit de l'étranger, et particulièrement au niveau des branches professionnelles du livre et du papier, qui subissent chaque jour davantage cette dégradation ».

P.T.T. : les forces de l'ordre empêchent M. Rocard de pénétrer à Paris-Brune en grève.

Le chef du centre de tri postal de Paris-Brune et des policiers en civil ont interdit, le jeudi 22 avril, à M. Michel Rocard, secrétaire du parti socialiste, d'entrer dans cet établissement des P.T.T. en grève depuis deux jours. La réunion prévue à ce lieu devant les portes, en présence d'une centaine de postiers. Après avoir dénoncé la privatisation et la dégradation du service postal, M. Rocard a apporté aux grévistes le soutien du parti socialiste.

De son côté, le bureau parisien des P.T.T.-Force ouvrière, en accord avec sa section de Paris-Brune, a condamné le mouvement de grève lancé à l'initiative d'irresponsables.

• DANS LES BANQUES PARISIENNES, après l'appel à la grève de vingt-quatre heures du 28 avril lancé par la C.G.T. et la C.F.D.T., la Fédération F.O. laisse ses adhérents « libres de se joindre au mouvement », tout en considérant qu'il est « inopportun ». Elle organise toutefois un meeting à la Bourse du travail, le 29 avril, jour de la réunion de la commission paritaire nationale.

D'autre part, des dérangements partiels ont eu lieu ces derniers jours au Crédit lyonnais contre un projet de licenciement frappant une employée dont le travail n'était pas jugé « satisfaisant ».

AGRICULTURE

LE SCANDALE DES EXCÉDENTS DE POUDRE DE LAIT

Le ministère français de l'Agriculture et le porte-parole de la Commission européenne estiment que la G.E.E. ne pourrait accroître les dons au tiers-monde

Le scandale des excédents de poudre de lait dans la C.E.E. - le Monde - du 21 avril) suscite de nombreuses réactions.

Le ministère de l'Agriculture, qui a publié le 21 avril un communiqué, rappelle que les Neuf ont décidé d'« accroître notablement les quantités de poudre de lait écoulées destinées à l'aide alimentaire pour l'année 1976 (200 000 tonnes au lieu de 50 000 tonnes prévues initialement) ».

« Il faut cependant être conscient des limites d'une telle décision, précise le communiqué. En effet, ce type d'aide alimentaire se heurte à des problèmes de transport et de distribution sur place dans les pays bénéficiaires ».

Le ministre ajoute qu'« à plusieurs reprises au cours des deux dernières années, le programme prévu par la Communauté n'a été réalisé qu'environ 75 % ». En outre, le programme prévoyant la vente (à des organisations charitables ou à des pays en voie de développement) de 50 000 tonnes de poudre de lait écoulée au quart du prix d'intervention n'a été réalisé qu'à 50 % environ à cause de la faible demande, même à ce faible niveau de prix ».

Enfin, le communiqué souligne : « Il faut être conscient qu'en matière de poudre de lait on assiste aussi dans le domaine de l'aide alimentaire à une concurrence accrue entre les pays producteurs. C'est ainsi que les États-Unis développent eux aussi leur programme d'aide alimentaire en poudre de lait écoulée ».

De son côté, le porte-parole de la Commission de Bruxelles a indiqué que la Communauté européenne a de quoi satisfaire toutes les demandes d'aide alimentaire en poudre de lait qui lui sont envoyées par des pays sous-développés.

A L'ÉTRANGER

EN MARS, LES PRIX N'ONT AUGMENTÉ QUE DE 0,2 % AUX ÉTATS-UNIS.

Le ralentissement de l'inflation se confirme aux États-Unis. Les prix de détail n'ont augmenté que de 0,2 % en mars, après avoir progressé de 0,1 % en février et de 0,4 % en janvier. Calculé d'après les résultats de ces trois mois, le taux annuel d'inflation s'établit à 2,3 %, niveau trimestriel le plus faible depuis juin 1972 (7 % en moyenne en 1975).

Ce résultat satisfaisant est toutefois dû pour une bonne part à une baisse des prix de l'énergie (-1,3 %) et de la viande de bœuf (-4,7 %), qui est peu susceptible de se reproduire. Au total, les prix de l'alimentation ont baissé de 0,8 % en mars, alors que ceux des produits manufacturés augmentaient de 0,3 % et ceux des services de 0,7 %. En un an, par rapport à mars 1975, la hausse du coût de la vie a été de 6,1 % (résultat annuel le plus faible depuis juillet 1973).

Ce ralentissement s'accompagne d'une bonne tenue de l'activité économique. Les commandes de biens durables de l'industrie ont augmenté de 6,5 % en mars, taux le plus fort depuis avril 1975 (1,3 %). L'accroissement des commandes avait été de 4 % en février et 1 % en janvier, soit 3,8 % pour le trimestre, contre 0,4 % au cours du quatrième trimestre 1975.

• LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PONDÉRIE vient de prendre une participation majoritaire dans le capital de la société France-Hoval, filiale française du groupe Hoval, qui occupe la première place sur le marché français des chaudières en acier pour le chauffage central.

ÉNERGIE

Offensive du parti socialiste contre la politique gouvernementale

LE GROUPE PARLEMENTAIRE DEMANDE L'INTERDICTION DE LA FUSION ERAP-AQUITAINE

Le bureau du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale a adressé à M. Chirac, le 22 avril, une lettre demandant « que le gouvernement prenne la décision d'interdire, en l'absence de toute intervention du législateur, que soit réalisée l'opération de « restructuration » du groupe Erap-Aquitaine, et d'user, à cet effet, des pouvoirs de tutelle dont il dispose sur l'Erp ».

Cette opération s'analyse incontestablement comme réalisant un transfert de propriété d'une entreprise du secteur public au secteur privé, poursuit la lettre. Or, aux termes de l'article 34 de la Constitution, seul le législateur est compétent pour fixer les règles d'un tel transfert. Il appartient, par conséquent, au gouvernement de prendre à cet égard une décision conforme à la Constitution.

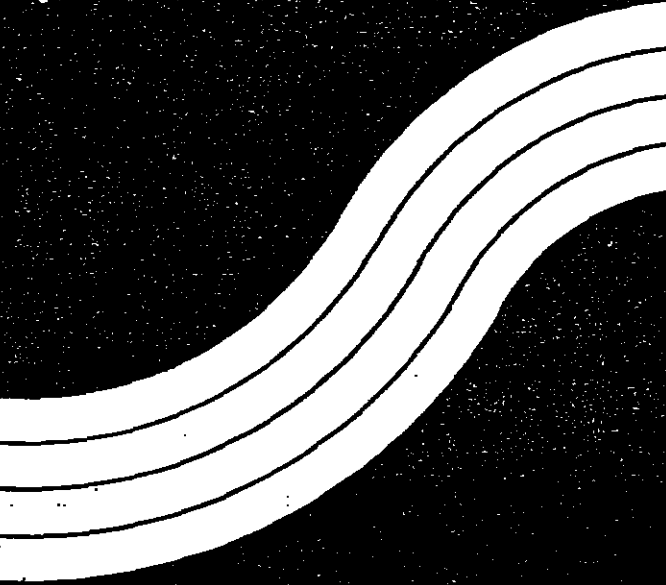
Aussi, nous serions très reconnaissants de bien vouloir nous faire connaître la suite que vous donneriez à notre réclamation. Dans l'hypothèse où vous estimeriez devoir le rejeter, nous ne manquerions pas de déférer votre refus à la juridiction administrative compétente ».

M. CHAPUIS DÉNONCE L'ACCENTUATION DU PROGRAMME NUCLÉAIRE

Après le conseil ministériel restreint du 19 avril, M. Robert Chapuis, député national du parti socialiste et à la technologie et à la recherche, constate que « le gouvernement entend non seulement poursuivre mais accentuer un programme nucléaire qui suscite pourtant en France de plus en plus de critiques et d'appréhensions ».

« En se taisant, pour 1979 et au-delà, le gouvernement prouve qu'il s'engage à poursuivre son mandat aile au-delà de l'échéance législative : seule la gauche, en effet, pourra alors donner à la France le programme énergétique efficace, démocratique et cohérent dont elle a besoin. Mais, d'ici là, la grande industrie capitaliste entend bien créer l'irréversible : la décision de mettre en place un programme de surrégénérateurs à partir de 1980 n'est pas compatible avec un ralentissement du programme des réacteurs à eau légère, mais elle est nécessaire au développement des firmes multinationales franco-belge Creusot-Loire et allemande K.W.U. L'ensemble, démocratiquement décidé, s'appuyant sur des comités régionaux de sécurité et de contrôle, avec l'accord des populations, peut ouvrir la possibilité d'un programme nucléaire limité et progressif qui fera toute leur part aux recherches les plus essentielles, y compris aux prototypes industriels qu'elles requièrent, mais sans préjuger leurs résultats ».

• GINESTET ne passera pas sous le contrôle de l'U.A.P. (Union des assurances de Paris) et Remy-Martin. MM. Pierre et Bernard Ginestet, qui détiennent le célèbre Château-Margaux, l'un des quatre premiers crus classés du Médoc et la maison de commerce portant leur nom, ont décliné les offres qui leur ont été faites sous l'égide de l'U.A.P. La famille Ginestet aurait trouvé d'autres solutions aux problèmes financiers provoqués par la crise des vins de Bordeaux.



Le Front de Seine a la cote

c'est le seul quartier de Paris totalement nouveau.

les amoureux de Paris y trouvent des appartements de rêve.

les financiers savent que c'est un placement exceptionnel.

Centre d'information du Front de Seine
21, quai André-Citroën, 75015 Paris, 579.18.69
ouvert de 11 heures à 19 heures, tous les jours, sauf le dimanche.

(PUBLICITÉ)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DES DOUKKALA

BUREAU DES MARCHÉS — EL-JADIDA

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL OUVERT


N° 44/76 DU 2 AOUT 1976

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala compte équiper dans le cadre de l'aménagement hydro-agricole du périmètre bas-service des Doukkala, deuxième tranche d'irrigation, les secteurs 20, 22 et 23 du Casier de Zemamra d'une superficie de 11.800 hectares. Ces travaux font suite à l'obtention de différents accords de prêts internationaux.

Le présent concours concerne la construction de trois (3) stations de pompage dans les secteurs 20, 22 et 23 dans le casier de Zemamra lot : Génie-Civil.

Les Entreprises ayant l'intention de soumissionner sont priées de retirer dès à présent la note de présentation du concours auprès de Monsieur le Directeur de l'O.R.M.V.A.D. (Bureau des Marchés) à El-Jadida.

Les demandes d'admission au concours établies dans la forme prescrite devront parvenir à Monsieur le Directeur de l'O.R.M.V.A.D., B.P. 58, à El-Jadida, avant le 2 août 1976, à 12 heures.



spécialiste des Voyages aux Amériques

vous propose ses :

programmes spéciaux bicentenaire des U.S.A

- ★ de nombreux charters **PAN-AM** à partir de F. 1600 (pour séjours de 2 semaines à 3 mois)
- ★ des tarifs préférentiels sur vols réguliers **TWA** à partir de F. 1774
- ★ des circuits accompagnés sur le thème du Bicentenaire « à la française » à partir de F. 3900
- ★ des séjours à New York, en Floride, en Californie à partir de F. 20 par jour et par personne
- ★ des forfaits auto + hôtel à partir de F. 55 par jour et par personne
- ★ des véhicules habitables à partir de F. 40 par jour et par personne

Inscriptions dans toutes les agences de voyages.

Brochure gratuite sur demande, renseignements : **CAMINO**, 21, rue Alexandre Charpentier - 75017 Paris

tél. 755.77.80 - 380.55.58

Camino a choisi l'Amérique... pour l'Amérique choisissez Camino

LES CONCESSIONNAIRES de PARIS vous présentent la

GRANADA V6



Garantie 1 an Kilométrage illimité

SAFI 76, rue de Longchamp 16° 553.18.40	SADVA 19, rue de Presbourg 16° 553.32.00	R.X.A. 89, Boulevard Raspail 6° 222.73.80	ROCHERBONE 58/60, avenue Farnesberg 11° 805.29.02	E. BUFFARD 110/112 Bd de l'Hôpital 13° 707.79.19	la CHAPELLE 20, Bd de la Chapelle 18° 206.19.40
---	--	---	---	--	---

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTATS 1975 SOCIÉTÉ IMETAL

Le résultat de l'exercice s'établit à 38 225 000 F, après prise en compte pour 18 073 000 F de charges exceptionnelles liées notamment à l'acquisition des actions de Copperweld Corporation. En 1974, le bénéfice s'élevait à 45 093 000 F, après des amortissements et provisions pour 12 494 000 F.

Après dotation de 8 millions de francs aux réserves, le montant distribuable s'établit à 37 284 000 F.

SOCIÉTÉ DE PENARROYA

La marge brute d'auto-financement hors variation des cours des métaux et de change sur les dettes et créances à long terme s'établit à 19 707 000 F contre 157 258 000 F pour l'exercice 1974.

Le conseil d'administration proposera d'imputer sur la partie de 12 673 000 F la totalité du report à nouveau de 11 263 000 F constitué à la fin de l'exercice précédent et de verser sur les réserves un montant de 11 263 000 F, permettant l'annulation du solde de la perte et la mise en paiement d'un dividende net de 2 F par action (contre 4 F l'année dernière), ce qui, compte tenu de l'impôt versé d'autre part au Trésor, portera le revenu global à 4,50 F par action (contre 4,50 F pour l'exercice 1974). Le montant net de cette distribution sera de 10 518 000 F.

COMPAGNIE DE MOKTA

Le résultat d'exploitation s'établit à 18 018 F, montant sensiblement comparable à celui de l'exercice précédent (17 361 000 F). L'accroissement des revenus du portefeuille ayant compensé la diminution des produits financiers issus précédemment du placement des disponibilités.

Le bénéfice s'élève à 15 282 000 F contre 15 080 000 F pour l'exercice précédent après des dotations nettes de 1 836 000 F au compte de provisions.

Après dotation de 7 500 000 F aux réserves, le montant distribuable s'établit à 7 782 000 F, comprenant le report à nouveau de 145 000 F constitué à la fin de l'exercice précédent.

Le conseil d'administration proposera la mise en paiement d'un dividende net de 11 F par action (contre 10 F l'année dernière), ce qui, compte tenu de l'impôt versé d'autre part au Trésor, portera le revenu global à 16,50 F par action (contre 15 F pour l'exercice 1974). Le montant net de cette distribution sera de 7 885 000 F.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE LE NICKEL-S.N.L. (IMETAL-S.N.P.A.)

L'exercice 1975 de la Société métallurgique Le Nickel-S.N.L. (IMETAL-S.N.P.A.) a été marqué par une conjoncture économique et monétaire dont les effets ont été profondément ressentis dans l'industrie du nickel. Le chiffre d'affaires de l'année s'est établi à 1 098 912 000 F contre 1 275 006 000 F en 1974.

L'exercice se traduit par un résultat positif du compte des pertes et

SOFINCO LA HÉNIN

En 1975, le montant des crédits distribués par Sofinco La Hénin et ses filiales s'est élevé à 3 694 millions de francs, en augmentation de 11 % par rapport au chiffre de 1974.

A la fin de l'année dernière, l'encours atteignait 3 118 millions de francs.

Le conseil d'administration s'est réuni le 8 avril pour approuver les comptes de l'exercice 1975.

La bénéfice net, après impôt sur les sociétés et intéressement du personnel, ressort à 17 millions de francs.

La réglementation des autorités monétaires impose un certain rapport entre le montant des crédits de crédit à la consommation et celui des fonds propres.

Pour permettre à la société de poursuivre son développement, le conseil d'administration a décidé de procéder, dans le courant du second trimestre, à une augmentation de capital d'un montant de 30 millions de francs (capital plus prime d'émission), rappelés que la Compagnie La Hénin détient 99 % du capital de la société.

SECOPA S.A.

Le conseil a examiné les comptes de l'exercice 1975. Le résultat d'exploitation consolidé de SECOPA et de ses filiales s'élève à 13 230 284 F avant règlement des participations et impôt.

Le résultat net est de 8 382 000 F après toutes provisions et impôt.

Il sera proposé à l'assemblée le doublement du capital qui serait ainsi porté à 10 000 000 de F par incorporation de réserves, ainsi que la mise en distribution d'un dividende de 10,50 F par action, incluant de 3,50 F d'impôt déjà payé au Trésor.

Le président a annoncé au conseil l'entrée en production de Yale Steel, une mini-usine construite à Wallingford (Connecticut), destinée à produire 150 à 160 000 tonnes de laminés plats, et dont SECOPA contrôle la majorité par l'entremise de la Société Franco-Américaine de Sidérurgie, où elle se trouve associée à Société Métallurgique de Normandie et Crensat-Loire.

INSTITUT MÉRÉUX

Le conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Le chiffre d'affaires de l'Institut Méreux s'est élevé à 359 446 338,78 F, soit + 24 % ; le chiffre d'affaires consolidé dépasse 500 000 000 de F.

Le cash-flow de l'Institut Méreux s'élève à 58 008 000 F (contre 61 millions 977 000 F pour l'exercice 1974) d'une durée de quinze mois et le bénéfice net à 41 239 376,96 F, après constitution d'une provision pour investissements de 3 507 566,59 francs et dotation aux amortissements de 13 312 496,33 francs.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital social de 37 500 000 F à 45 000 000 F par incorporation de réserves et distribution gratuite d'actions à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

Les actions nouvelles, créées l'ouverture du 1er janvier 1976, donneront droit au dividende de l'exercice 1975.

Le conseil proposera à l'assemblée ordinaire du 31 juin 1976 de fixer le dividende à 4,50 F assorti d'un avoir fiscal de 4,25 F (contre respectivement 3 F et 4 F pour l'exercice précédent).

Une assemblée extraordinaire se tiendra le même jour pour autoriser le conseil à augmenter le capital de 45 000 000 de F à 100 000 000 F.

En l'état actuel de ses programmes d'investissement, le conseil d'administration ne fait appel prochainement aux actionnaires.

UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE (U.I.F.)

Le conseil d'administration s'est réuni le 20 avril 1976 afin d'approuver les comptes de l'exercice 1975. Ceux-ci font apparaître un bénéfice net de 43 232 251 F qui permettra de proposer à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 1er juin prochain, la distribution d'un dividende de 5,50 F par action (dont 2,12 F exonérés d'impôt sur le revenu), contre 3,40 F l'année précédente.

L'exploitation du patrimoine s'est poursuivie favorablement et le taux d'occupation des appartements est demeuré constamment proche de 100 %, tandis que la location de quelques surfaces encore libres permet d'assurer l'occupation totale des immeubles de bureaux terminés.

Les recettes locatives ont progressé de 53 251 000 F à 56 691 000 F, sans l'apport d'aucun programme nouveau.

Les actionnaires d'U.I.F. seront également convoqués en assemblée générale extraordinaire à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, en vue de modifier l'article 2 des statuts, comme suite aux dispositions prises par les pouvoirs publics afin de permettre aux Sociétés immobilières d'investissement de diversifier leurs moyens de financement.

Pour louer une voiture au Gabon, réservez chez

europcar

645.21.25



N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ

Stablie à La Haye/Pays-Bas

(Royal Dutch)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

à tenir le 13 mai 1976, à 11.00 h., au Nederlands Congresgebouw, 10 Churchillplein, à La Haye, Pays-Bas.

ORDRE DU JOUR:

1. Rapport Annuel pour 1975.
2. Approbation du Bilan et du Compte Pertes et Profits pour l'exercice 1975 et des notes s'y rapportant et fixation du dividende pour 1975.
3. Nomination d'un Administrateur pour cause d'expiration de mandat.

Le présent ordre du jour et les pièces s'y rapportant pourront être consultées et seront mis gratuitement à la disposition des actionnaires aux bureaux de la Société, 30 Carol van Bylandtlaan, à La Haye, et auprès de l'administration centrale des banques mentionnées ci-dessus. La présentation pour la nomination visée sous 3 peut être consultée par les actionnaires aux bureaux de la Société.

A. Les détenteurs de certificats d'action au porteur pourront assister, en personne ou par mandataire, à l'assemblée, y prendre la parole et y exercer leur droit de vote, si leurs certificats d'action ou bien l'attestation constatant que ces certificats d'action se trouvent en dépôt libre chez De Nederlandsche Bank N.V., ont été déposés contre quittance, le 7 mai 1976 au plus tard, auprès d'une des banques suivantes:

Aux Pays-Bas
Algemene Bank Nederland N.V.; Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.; Bank Mees & Hope N.V.; Banque de Paris et des Pays-Bas N.V.; Kas-Associatie N.V.; Pierson, Heldring & Pierson N.V.; Van der Hoop, Offers & Zoon N.V.

En Allemagne
Deutsche Bank AG, Frankfurt-sur-le-Main, Düsseldorf, Hambourg ou Munich; Berliner Disconto Bank AG, Berlin; Bank für Handel und Industrie AG, Berlin; Dresdner Bank AG, Frankfurt-sur-le-Main, Düsseldorf, Hambourg, Munich ou Sarrebruck; Saarländische Kreditbank AG, Sarrebruck.

En Angleterre
N. M. Rothschild & Sons Limited, Londres.

En Autriche
Creditanstalt-Bankverein, Vienne; Österreichische Länderbank AG, Vienne; Schoeller & Co., Vienne.

En Belgique
Société Générale de Banque S.A., Bruxelles; Crédit Lyonnais, Bruxelles; Kredietbank N.V., Bruxelles.

Aux États-Unis d'Amérique
The Chase Manhattan Bank, N.A., New York.

En France
Lazard Frères & Cie, Paris.

Au Luxembourg
Banque Internationale à Luxembourg S.A., Luxembourg.

En Suisse
Crédit Suisse, Zurich; Société de Banque Suisse, Bâle; Union de Banques Suisses, Zurich; Banque Leu S.A., Zurich; Pictet & Cie, Genève.

B. Les titulaires d'actions nominatives enregistrées dans un des registres pourront assister, en personne ou par mandataire, à l'assemblée et y exercer les droits mentionnés ci-dessus, s'ils avisent par écrit la Société de leur intention à cet effet, le 6 mai 1976 au plus tard:

par rapport aux actions Immatriculées à La Haye:
à l'adresse de la Société;

par rapport aux actions Immatriculées à Amsterdam:
à l'adresse de la Algemene Bank Nederland N.V. à Amsterdam;

par rapport aux actions Immatriculées à New York:
à l'adresse de The Chase Manhattan Bank, N.A. à New York.

La Haye, le 15 avril 1976. Le Conseil d'Administration

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DES DOUKKALA

BUREAU DES MARCHÉS. — EL-JADIDA

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL OUVERT

N° 46/76 DU 31 MAI 1976

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala compte équiper, dans le cadre de l'aménagement hydro-agricole du périmètre bas-service des Doukkala, deuxième tranche d'irrigation, les secteurs Z0, Z2 et Z3 du Casier de Zemamra d'une superficie de 11.800 hectares.

Ces travaux font suite à l'obtention de différents accords de prêts internationaux.

Le présent concours concerne l'équipement en irrigation par aspersion:

- Z0 — 31.000 ml de canalisations allant des diamètres 500 mm à 1.500 mm et 126.700 ml de canalisations allant des diamètres 80 mm à 450 mm.
- Z2 et Z3 — 27.000 ml de canalisations allant des diamètres 500 mm à 1.300 mm et 112.000 ml de canalisations allant des diamètres 80 mm à 450 mm.

Les Entreprises ayant l'intention de soumissionner sont priées de retirer dès à présent la note de présentation du concours auprès de M. le Directeur de l'O.R.M.V.A.D. (Bureau des Marchés).

Les demandes d'admission au concours établies dans la forme prescrite devront parvenir à M. le Directeur de l'O.R.M.V.A.D., B.P. 58, à El-Jadida, avant le 31 mai 1976, à 12 heures.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DES DOUKKALA

BUREAU DES MARCHÉS. — EL-JADIDA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

N° 43/76 DU 2 AOÛT 1976

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala compte équiper, dans le cadre de l'aménagement hydro-agricole du périmètre bas-service des Doukkala, deuxième tranche d'irrigation, les secteurs Z0, Z2 et Z3 du Casier de Zemamra d'une superficie de 11.800 hectares.

Ces travaux font suite à l'obtention de différents accords de prêts internationaux.

Le présent appel d'offres concerne la fourniture et assemblage de bornes d'irrigation dans les secteurs Z0, Z2 et Z3 du casier de Zemamra.

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala recevra, jusqu'au 2 août 1976 à 12 heures, les offres de prix correspondants.

Le cautionnement provisoire est fixé à 1,5 % du montant de la soumission.

Le cahier des charges est à retirer auprès de l'O.R.M.V.A.D., à El-Jadida (Bureau des Marchés), à compter du 1er mai 1976, contre versement de la somme de 200 DH (deux cents dirhams).

Le pli, accompagné des références techniques et administratives, devra parvenir au siège de la Direction de l'O.R.M.V.A.D., Charif El Jamiâ El Arabia, à El-Jadida, avant le 2 août 1976, à 12 heures.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DES DOUKKALA

BUREAU DES MARCHÉS. — EL-JADIDA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

N° 42/76 DU 15 JUIN 1976

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala compte équiper, dans le cadre de l'aménagement hydro-agricole du périmètre bas-service des Doukkala, deuxième tranche d'irrigation, les secteurs Z0, Z2 et Z3 du Casier de Zemamra d'une superficie de 11.800 hectares. Ces travaux font suite à l'obtention de différents accords de prêts internationaux.

Le présent appel d'offres concerne la fourniture et la pose de matériel de filtration des eaux des stations de pompage des secteurs Z0, Z2 et Z3 du casier de Zemamra pour les débits de 4.320 l/s et 2.040 l/s et 1.700 l/s.

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala à El-Jadida recevra jusqu'au 15 juin 1976 à 12 heures les offres de prix correspondants.

Le cautionnement provisoire est fixé à 1,5 % du montant de la soumission.

Le cahier des charges est à retirer auprès de l'O.R.M.V.A.D. à El-Jadida (Bureau des Marchés), à compter du 15 avril 1976 contre versement de la somme de 200 DH (deux cents dirhams).

Le pli, accompagné des références techniques et administratives, devra parvenir au siège de la Direction de l'O.R.M.V.A.D., Charif El Jamiâ El Arabia à El-Jadida avant le 15 juin 1976, à 12 heures.

سكنات الاحل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
TUNISIE : la peine capitale requise contre les trois membres du commando libyen.
3. AMERIQUES
BRÉSIL : nombreuses protestations contre la prochaine visite du président Giscard d'Estaing.
3. PROCHE-ORIENT
LIBAN : les partis progressistes dressent un ultimatum au chef de l'Etat.
- 4.7. EUROPE
Les Portugais aux urnes (II), par Jean-Pierre Clère.
- 8.14. LA RÉUNION DE PRESSE
DU CHEF DE L'ÉTAT
15. POLITIQUE
Les débats parlementaires.
- 16-17. EDUCATION
L'agitation universitaire et lycéenne.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 19 A 30

- Ball sera toujours Ball.
- Changement de décor au Jardin des Plantes.
- FLAUBERTS DE LA TABLE : la rue Saint-Sauveur à Paris bouchée.
- CLIN D'ŒIL : Les dangers de la sobriété.
- JOURNÉE : Des idées, des adresses, pour voyager, faire des stages, apprendre des langues étrangères.
- Mode, maison, sport, photographie, jeux, philatélie.
- 31. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
PÊCHE : les marins obtiennent d'importantes subventions pour abaisser le prix du gas-oil.
- 34.37. ARTS ET SPECTACLES
THÉÂTRE : Roy Blum aux Tuileries.
- FORMES : germinations printanières.
- DANSE : Maurice Béjart présente sa nouvelle troupe.
- 38. JUSTICE
Premier congrès de l'Union syndicale des magistrats à Bordeaux.
- 38. SPORTS
ÉQUITATION : le printemps de la reprise.
- 42-43. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
— SYNDICATS : trente-sept millions de salariés représentés à la conférence de Londres.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (34)
Annonces classées (38 à 41) :
Aujourd'hui (33) : Carnet (32) :
« Journal officiel » (34) : Loterie
nationale (33) : Météorologie
(33) : Mots croisés (33) : Bourse
(45).

La fin de la réunion de l'OPEP à Genève

Commencée jeudi 22 avril à 11 heures (heure locale), la séance plénière de la conférence extraordinaire des ministres du pétrole des treize États membres de l'OPEP s'est achevée le même jour à 20 heures. Aucune décision n'aurait été prise au cours de cette réunion qualifiée par quelques ministres d'« informelle ». Contrairement à l'habitude, l'organisation n'a pas publié de communiqué officiel.

LE TEMPS DE LA DISCRÉTION

De notre envoyé spécial

Genève. — Première du genre, cette réunion extraordinaire des ministres du pétrole de l'OPEP a revêtu, si l'on en croit les rares confidences de quelques ministres, un caractère « purement informel ». Dépourvue d'ordre du jour, elle n'a débouché sur « aucune décision » concrète. Son but ? « Procéder à un vaste tour d'horizon des problèmes » qui se posent aux pays exportateurs et « préparer la conférence semestrielle » prévue pour le 27 mai à Ball (Indonésie).

Au cours de leurs sept heures de séances plénières, et de leurs multiples entretiens privés, les ministres ont, selon toute vraisemblance, évoqué — sans arrêter de position définitive — l'évolution des prix du pétrole brut. Ceux-ci sont « gelés » depuis le 1^{er} octobre 1973 et jusqu'au 30 juin prochain. A Ball, on devrait choisir entre une prolongation de ce « gel » et une hausse très modérée qui pourrait s'appliquer de diverses façons (l'OPEP se préoccupe toujours, semble-t-il, de l'indexation de ses tarifs sur le taux d'inflation mondial).

On aurait également parlé des « primes ». Au nombre de trois (prime de qualité, de teneur en soufre, de proximité des marchés de consommation), elles permettent à certains pays de moduler leurs tarifs réels sans toucher apparemment aux prix officiels. Faut-il harmoniser le système ? Comment ? Peut-on instaurer une prime dite de détail de paiement ?

La commission économique de l'OPEP pourrait préparer divers projets qui seraient soumis aux ministres pour un choix définitif lors de la réunion en Indonésie. Bref, on aurait parlé à « La Réunion » dans une « atmosphère amicale » de « tout et de rien », « une réunion positive », dit-on, qui se termine pourtant sans aucune décision ne soit prise. On s'impressionne à Genève que les choses ne sont pas ni aussi simples ni aussi idylliques. De plus, il semble que de nombreuses délégations restent sur place. On attend également les gens de l'ARAMCO.

Le période de calme apparent qui avait succédé à l'attentat de Vienne s'achève à l'heure de la reprise économique en Occident et à la lumière des nouvelles politiques énergétiques adoptées par les pays industrialisés et les compagnies pétrolières. Les pays de l'OPEP doivent définir une stratégie à long terme qui ne se cantonne plus au seul chapitre des prix du brut. Il leur faudra notamment définir leurs relations futures avec les compagnies, harmoniser leurs doctrines en ma-

tière de production de pétrole brut, mais aussi de produits finis. Une tâche on ne peut plus délicate.

Des déclarations publiques avaient accompagné les hausses de 1973-1974. Les dissensions de 1975 avaient été ouvertement affichées, chacun y trouvant intérêt. Aujourd'hui, à situation nouvelle, stratégie nouvelle. L'OPEP est entrée, dans l'ère de la discrétion.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

A Chypre

Mgr MAKARIOS DOUTE QU'IL SOIT OPPORTUN DE POURSUIVRE LES NÉGOCIATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES

Le président Makarios a exprimé mardi 20 avril son pessimisme quant à l'avenir des pourparlers intercommunautaires à Chypre. « Ces négociations, estime le chef de l'Etat chypriote, n'ont donné aucun résultat positif jusqu'à présent, et, personnellement, je doute qu'il soit opportun de les poursuivre ».

Lundi, le conseil des ministres et le Conseil national chypriote ont rejeté les dernières propositions chypriotes, tirées, remises samedi, par l'intermédiaire du représentant du secrétaire général des Nations unies à Nicosie, M. Pérez de Cuellar. Un communiqué chypriote précisait que ces offres étaient « inacceptables » parce qu'elles ne contenaient aucune solution concrète de la question territoriale, « qui est au cœur même du problème chypriote ».

Seule une démarche vigoureuse du secrétaire général des Nations unies ou une initiative concertée d'Athènes et d'Ankara pourrait sauver les négociations. Mais, dans un échec définitif, avait déclaré un porte-parole chypriote grec.

POUR ENRAYER LA CHUTE DE LA LIVRE

La Banque d'Angleterre se résigne à faire monter le taux d'intérêt

La livre sterling, qui a connu de nouveau, jeudi, une journée noire, s'est légèrement redressée vendredi matin, après que la Banque d'Angleterre ait provoqué un renchérissement du coût de l'argent pour les banques. On s'attendait, vendredi, que le taux d'escompte (appelé depuis deux ans « minimum lending rate »), qui est actuellement de 9 %, soit relevé d'au moins un point. Au plus bas, la livre avait valu, jeudi, 1,8070 dollar. Vendredi matin, le cours oscillait entre 1,8220 et 1,8320 (ce qui correspondait à un cours à Paris autour de 8,52 F).

De notre correspondant

Londres. — Pour enrayer l'effacement de la livre, la Banque d'Angleterre, qui a pourtant l'habitude de garder ses intentions secrètes jusqu'à son dernier moment, a laissé entendre qu'elle pourrait dès vendredi procéder à un relèvement du taux d'escompte.

Le taux passerait, estime-t-on dans les milieux financiers, de 9 % à 10 %, et peut-être davantage. La nouvelle a aussitôt provoqué un léger redres-

sement de la livre. Le renchérissement des taux d'intérêt qui va en découlant devrait inciter les détenteurs d'avoirs en sterling, et principalement les pays arabes producteurs de pétrole, à transférer leurs fonds vers la place de Londres. Mais, dans le même temps, il risque de freiner la reprise économique qui s'amorçait timidement.

Déjà, l'indice des valeurs industrielles, qui montrait depuis plusieurs semaines de bonnes dispositions, est brusquement retombé. Les perspectives de réduction du nombre des chômeurs, estimées par les services statistiques officielles à 1 million 250 000, soit 5,5 % de la population active, risquent de se trouver limitées.

Dans les milieux proches de la trésorerie et de la Banque d'Angleterre, on assure ne pas comprendre les raisons de ce nouvel accès de faiblesse de la livre. Au début du mois, un communiqué officiel des services du chancelier de l'Echiquier avait affirmé que les pressions exercées sur la livre n'étaient pas justifiées, le taux d'inflation se trouvant traité et le déficit de la balance commerciale réduit. Certes, des menaces de grève planent sur l'industrie automobile, particulièrement chez British Leyland. D'autre part, le congrès des trade-unions écossaises vient de rejeter, cette semaine, la limitation à 3 % des augmentations salariales pour l'année prochaine proposée par le chancelier de l'Echiquier, M. Denis Healey, en échange de concessions fiscales.

Toutefois, le dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux n'est nullement rompu. Le grand argentier britannique n'a pas hésité à affirmer jeudi, devant le congrès de la Fédération des syndicats européens réuni à Londres, qu'un nouveau contrat social allait être signé « dans les prochaines semaines ». Le discours que doit prononcer le premier ministre, M. James Callaghan, dimanche, à Blackpool, devant des délégués syndicaux, est attendu à cet égard avec beaucoup d'intérêt. Plusieurs experts financiers de la City assurent pourtant et simplement que le manque de confiance dans la livre vient de la situation économique britannique, comblée dans plusieurs pays européens.

Interim.

LA COMMISSION GUINARD PROPOSE UNE RÉVISION DU RÉGIME DES PRIX DES MÉDICAMENTS

La commission Guinard, constituée à la fin de 1975 à la demande de Mme Veil, ministre de la Santé, de M. Pourcade, ministre de l'Économie et des Finances, et de M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche scientifique, en vue d'étudier les améliorations qu'il était possible d'apporter au régime des prix des produits pharmaceutiques en vigueur depuis 1968, vient de remettre son rapport.

Les motifs que l'on puisse dire que les propositions de la commission sont embrouillées. Les auteurs suggèrent de classer les médicaments en deux catégories : une catégorie dite d'« innovation limitée » (il s'agit des médicaments déjà existants, mais qui font l'objet d'améliorations) ; une catégorie dite de « grande innovation ».

Les prix d'admission des médicaments appartenant au premier groupe — ce sont les plus nombreux — seraient libres dès lors qu'ils apporteraient une économie d'un taux restant à définir sur le coût pondéré de leur classe thérapeutique. Cet abaissement pourrait être plus important dans les catégories thérapeutiques déjà encombrées. Ces prix seraient révisables tous les deux ans.

En ce qui concerne les médicaments appartenant au second groupe, la procédure de vérification de leur coût réel sera renforcée. Des justifications de prix seront exigées à tous les stades de fabrication de l'élément actif en partant du prix des matières de base. La marge brute des fabricants pourrait être déterminée en fonction du coût de production. Elle serait progressive en valeur absolue, mais fortement dégressive en valeur relative, afin de décourager les laboratoires de lancer des produits onéreux. Elle ne devrait toutefois pas descendre au-dessous d'un seuil à partir duquel la rémunération de l'entreprise ne serait pas suffisante.

Les auteurs du rapport, de même que les représentants des ministères de tutelle, estiment que ces mesures devraient encourager la mise sur le marché de médicaments de haute valeur thérapeutique et, simultanément, de médicaments moins coûteux. Le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique a fait savoir de son côté que « la réforme envisagée contient des éléments positifs, mais aussi d'autres qui sont contestables ». Il s'élève en particulier contre les termes d'« innovation limitée » et de « grande innovation ».

VOTRE MAISON : L'ACHAT LE PLUS IMPORTANT DE VOTRE VIE

L'achat d'une maison n'est pas seulement un acte financièrement important. Il engage votre avenir, celui de vos enfants, la qualité de votre vie future. La situation, l'environnement, la construction, les plans d'une maison digne de ce nom doivent être parfaits. Les maisons réalisées par Breguet Construction dans ces deux Domaines tiennent compte de ces exigences. Demain, ces maisons, si proches de Paris, seront aussi recherchées que les appartements du Bois de Boulogne.

DOMAINE DE MONTMELIAN
95 St. Witz
Tél. 471.56.55
à 25 km de Paris
à 2 km de l'Autoroute du Nord

Près de la prestigieuse forêt d'Ermenonville, le 1^{er} Domaine de grande classe situé au Nord de Paris et desservi par l'Autoroute. Piscine chauffée, tennis, club-house, école, commerces. 4 modèles de maisons, de 136 à 224 m², 5 à 7 pièces, idéalement luxueuses, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Chauffage électrique intégré. Garage 1 et 2 voitures. Jardins 700 à 2000 m². CRÉDIT AGRICOLE.

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX
77 Pontault-Combault
Tél. : 406.53.56 et 64.63.
à 18 km
du Bd Périphérique.
A 12 mn à pied de la gare.

Le Grand Calme à 18 km de Paris par la Porte de Bercy. L'Autoroute A 4 et la N 4. A 12 minutes à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris). Tout près d'un centre ville. Parc privé de 18 ha. Tennis, club-house, école. 5 modèles de maisons, de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Garage. Grands jardins. Crédits LA HENIN. Prix : 250.488 à 400.000 F.

VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

Breguet

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,50 à 11,60%**
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie 600 A/B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7
Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



A B C D F G H

Le numéro du « Monde » daté 23 avril 1976 a été tiré à 582 558 exemplaires.

صلى الله عليه وسلم